

En Tunisie
Le président Bourguiba
a grâcié
les huit condamnés
à mort des « émeutes
du pain »
LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Laurens

L'Ouganda
sous la terreur

Lire page 7
le début du reportage
de JACQUES DE BARRIN

Rétive Pologne...

Ne comparons pas ce qui n'est pas comparable : le taux de participation aux élections européennes et celui enregistré aux élections locales en Pologne, une consultation libre dans une communauté démocratique et un rituel obligé dans un pays socialiste. Les autorités de Varsovie, qui annoncent une participation de 75 %, utilisent ce parallèle pour proclamer la défaite de Solidarité clandestine, qui avait appelé au boycottage. Admettons que le chiffre officiel soit exact, ce que conteste l'opposition : le général Jaruzelski n'a pas lieu de chanter victoire, puisque le taux d'abstention ne dépasse habituellement pas 1 % dans le bloc soviétique.

Par rapport aux dernières élections qui s'étaient déroulées en mars 1980, en un moment où le pays s'enfonçait dans la crise qui allait provoquer la chute de M. Gierak et l'émergence de Solidarité, la participation a baissé de 24 points, ce qui représente tout de même plus de six millions d'abstentionnistes. C'est moins que les dix millions de membres que comptait Solidarité au moment de sa dissolution lors de la proclamation de l'état de guerre en décembre 1981, mais c'est beaucoup compte tenu des risques encourus par les réfractaires et leurs familles.

Ces six millions d'abstentionnistes ne doivent certes pas être considérés tous comme des opposants résolus à la politique de normalisation. Mais le général Jaruzelski et ses tuteurs de Moscou, qui ont vite saisi un « incontestable succès » du pouvoir auraient tort de croire que tous ceux qui ont mis un bulletin dans l'urne approuvent la stratégie des dirigeants. Toujours sous le choc de l'état de guerre, les Polonais, humiliés par la fin d'une grande espérance, confrontés au retour de la bureaucratie et préoccupés par la mille soucis quotidiens liés à la pénurie et à l'inflation, ont retrouvé les réflexes des temps anciens. L'observation du rite ne signifie pas l'approbation. Le parti polonais l'a reconnu à demi-mot, puisque sa dernière conférence a parlé d'une situation « quasi normale ».

C'est dans cette restriction que se situe toute l'ambiguïté de la situation polonaise, irréductible aux schémas classiques d'analyse. Le pouvoir cherche une normalisation de type tchécoslovaque, pourchasse les opposants, réprime les manifestations, remplit les prisons de détenus politiques... Et l'opposition continue de le marquer : M. Walesa va ostensiblement à la pêche le jour des élections, les clandestins de Solidarité distribuent des tracts, diffusent des émissions pirates et organisent même des manifestations malgré l'attitude pour le moins tiède de la hiérarchie catholique. L'opposition ne remue pas les grandes masses, mais elle lézarde systématiquement la façade du régime que le général Jaruzelski voudrait le plus lisse et le plus présentable possible pour garder les faveurs du Kremlin et reconquérir la bienveillance de l'Ouest.

Les élections locales, moins risquées que des législatives qui ont été reportées à des temps meilleurs, devraient constituer une étape supplémentaire dans cette voie. Le général Jaruzelski peut estimer que le pire — de son point de vue — a été évité, que la démonstration à l'égard de Moscou a été concluante et qu'il peut donc maintenant se tourner vers les Occidentaux. Pour reprendre des relations économiques normales avec la Pologne, ces derniers ne devraient pas se contenter de manifestations symboliques. Il leur faut des gestes concrets d'apaisement. Le seul qui puissent faire les autorités polonaises dans les circonstances actuelles est la libération des prisonniers politiques, que le primat de Pologne vient lui aussi, dans son style sibyllin, de demander.

M. Mitterrand va explorer à Moscou les conditions d'une reprise du dialogue

M. Mitterrand quitte Paris pour Moscou, mercredi 20 juin, après le conseil des ministres. Les entretiens avec les dirigeants soviétiques auront lieu jeudi et vendredi, avant que le président de la République ne se rende samedi à Stalingrad, d'où il rentrera directement à Paris.

C'est un voyage officiel à haut risque qu'entreprend le président de la République. Et si l'on voit bien les risques que M. Mitterrand accepte de courir — aussi bien à l'égard qu'au Quai d'Orsay on ne songe à les cacher — on perçoit moins bien les avantages justifiant un tel déplacement, à une telle époque, dans un tel climat international.

Il n'y a pas de bon moment pour se rendre à Moscou, explique-t-on volontiers à Paris, tout en ajoutant « qu'il est bien naturel que deux grandes puissances jouant un rôle primordial en Europe » se concertent au sommet. Les deux propositions ne sont pas forcément contradictoires. Mais elles ne sont pas non plus forcément complémentaires.

Elles reflètent simplement le désir du président de la République d'aller en URSS qu'il puisse lui en coûter. Et son obstination, confirmée dans son entourage, n'a été renforcée par les conseils de temporisation qui lui ont été prodigués de toutes parts lorsque a éclaté l'affaire Sakharov. Il en aurait été bien plus « brisé » que désabusé, même s'il a décidé de retarder d'une bonne dizaine de jours l'annonce officielle de son voyage, pour se contenter en définitive d'une dépêche de l'agence Tass affirmant que les époux Sakharov sont en bonne santé.

Le désir de M. Mitterrand de se rendre à Moscou est relativement ancien, tout comme celui des Soviétiques de le recevoir. L'invitation à laquelle répond le président remonte en effet au bref règne de Iouri Andropov, mais ce projet n'avait pas pu être mené à bien à cause de la maladie de l'ancien secrétaire général.

A peine ce dernier était-il mort — mais pas encore enterré — que les dirigeants du Kremlin renouvelaient leur invitation, qui se serait concrétisée plus tôt, dit-on à Paris, si les Soviétiques n'avaient pas manqué à leur parole aux Nations unies : au début de l'année, ils ont voté contre une résolution d'inspiration française sur le Proche-Orient alors que M. Gromyko avait promis à M. Cheysson que Moscou ne créerait pas d'embarras à la diplomatie française dans cette affaire.

Le plus étonnant dans la polémique soulevée par le voyage de

M. Mitterrand est que personne ne soupçonne sincèrement le président de nourrir de sombres desseins.

N'est-ce pas lui qui a « cassé » le rite des rencontres annuelles au sommet en refusant pendant trois ans de se livrer à de telles pratiques ? A-t-il jamais démenti son ministre des relations extérieures pour lequel il ne saurait y avoir de « relations normales » avec l'URSS tant que l'armée de ce pays occuperait l'Afghanistan ? N'a-t-il pas expliqué maintes fois son attachement aux droits de l'homme et son refus de se rendre en URSS avant que l'OTAN n'ait commencé à implanter en Europe occidentale les Pershing-2 et les missiles de croisière destinés à faire piboc aux SS-20 ?

D'où vient alors ce sentiment différé de gêne que l'on éprouve à la veille du voyage, même si l'on admet bien volontiers qu'il est impossible de réduire la politique extérieure d'un pays au combat pour les droits de l'homme ? Tout simplement de l'idée qu'il est un peu curieux de tant se « braver », uniquement pour aller dresser un constat de désaccord avec Moscou. Un tel but mérite-t-il une telle obstination ?

Car personne ne se hasarde à prévoir des résultats concrets à une telle initiative.

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 3.)

M. Delors se présente comme un successeur possible de M. Pierre Mauroy

Après l'échec de la gauche aux élections européennes, la question de l'avenir du gouvernement actuel est de nouveau posée.

Il y a déjà un candidat déclaré à la succession de M. Pierre Mauroy : c'est M. Jacques Delors. Le ministre de l'économie et des finances ne manque jamais une occasion de proposer ses services. Il a renouvelé l'offre, à mots à peine couverts, mais avec beaucoup d'aplomb, lundi 18 juin sur Antenne 2, où il était l'invité de « L'heure de vérité ».

M. Delors se chargerait de mettre en œuvre une « planification politique » de l'action gouvernementale. Avec sa « gueule de travers », comme il dit, il se ferait fort de protéger le président de la République mieux qu'il ne l'est aujourd'hui, de le débarrasser des « soucis du quotidien », de continuer la même politique en l'habillant plus poliment. En somme, il s'agit de mettre en place une équipe qui serait, sur la forme, « moins bossue et plus efficace », selon l'expression de M. Jean Popere, numéro deux du Parti socialiste.

On n'en fait pas de tresser à M. Mauroy la couronne mortuaire que M. Mitterrand lui-même avait paru dessiner, le 10 juin à Solothurn, en évoquant, déjà, l'épreuve du « purgatoire » à laquelle l'actuel premier ministre devra se soumettre au sortir de Matignon.

Outre ce message au président, M. Delors était aussi porteur d'un message du président : M. Mitter-

rand, a-t-il dit, « tire les enseignements de ce scrutin ». Déjà l'embarquement du premier ministre ne prétend plus, passé le 17 juin, que M. Mauroy restera à son poste jusqu'à la fin de l'année. Pourtant, rien n'assure qu'il partira de si tôt. Il n'est pas dans la nature de M. Mitterrand de paraître céder à la pression, quand bien même viendrait-elle d'hommes — MM. Delors et Popere — qui lui sont proches.

Serait-il opportun de « griller » un homme nouveau, dès maintenant, sur le budget d'austérité de 1985, qui sera discuté à l'autourne au Parlement ? Ou bien faut-il jouer rapidement la carte de la popularité, c'est-à-dire M. Delors ou M. Rocard ? Mais ces cotes d'amour jetées en pâture à la mauvaise humeur confirmée par les urnes, voire au mouvement de haine qu'exprime l'extrême droite, résisteraient-elles longtemps ? Enfin, changer de premier ministre, changer de gouvernement, est-ce nécessaire si l'on ne change pas de politique ?

Le « vote-sanction » ne s'adresse pas à M. Mauroy en particulier. Or M. Mitterrand considère qu'il n'existe pas, pour l'instant, de politique de rechange. L'échec de la majorité — la troisième depuis 1981, puisqu'il a été précédé par les records de la majorité de gauche — des élections cantonales de 1982 et municipales de 1983 — est celui d'une politique.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 10.)

Le directeur du Festival d'Avignon donne sa démission

De notre envoyé spécial

Avignon. — Le directeur du Festival d'Avignon démissionne ? Les élus locaux assurent, la main sur le cœur, ne rien comprendre à ce « parti festif », à ces rumeurs de séparation, portées par le mistral de Paris jusqu'aux remparts de la cité papale, qui les accusent, eux les « régionaux », de couler lentement mais sûrement la première manifestation théâtrale du monde au profit de vains calculs d'épiciers.

Ils vous pressent à témoin, jurent tout ignorer de ce qui peut bien motiver aujourd'hui le soudain départ de M. Bernard Faivre d'Arzier et d'une équipe appréciée. L'hypothèse torpillage du Festival par ses propres parrains financiers ? Absurde ! Une atmosphère de malentendus, comme le dit M. Faivre d'Arzier, un processus de décomposition consensuelle engagé mais encore retenu, dans le seul but de se donner pour sujet de polémique, aux prochaines élections cantonales de 1983, la mort du Festival ? Allons donc !

Dans la majorité comme dans l'opposition, ils ont tous été élevés, ces élus, dans le culte sacré. Ils vous en déclament sans une ombre la mythologie fondatrice : Jean Vilar, le TNP de l'après-guerre, les grandes messes dans la nuit étoilée du palais des papes. Ils sont bien placés pour savoir ce que la ville, le département et la région doivent à la magie du théâtre à ciel ouvert. Une manne indiscutable, une réputation internationale, la part contemporaine d'une trilogie irremplaçable. Avignon, ses papes, sa chanson (Sur le pont...), son art dramatique.

Surtout, les hommes politiques locaux vous répètent à l'envi que le Festival, par quarante ans d'histoire et son succès même, est désormais hors d'atteinte des querelles de clocher. « Avignon et son Festival sont inséparables », affirme solennellement le nouveau maire de la ville, M. Jean-Pierre Roux (RPR), quels que soient les hommes qui gouvernent sur la rive gauche du Rhône.

M. Bernard Faivre d'Arzier est pourtant bel et bien démissionnaire à compter de la fin de l'année, c'est-à-dire bien avant le terme de son second mandat, prévu pour 1986.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 20.)

LE DÉBAT SUR L'ÉCOLE PRIVÉE

Pourquoi nous manifesterons le 24 juin

Qui oserait dire que l'UNAPEL n'a pas tout fait pour préserver la paix scolaire ? Et pourtant, les parents manifesteront massivement dimanche dans les rues de Paris...

Tout au long de ces dernières années, nous avons tenté d'établir avec le ministère de l'éducation nationale un dialogue visant, au-delà des passions rivales, à la reconnaissance d'une véritable liberté d'enseignement.

Folle pour les uns, sagesse pour les autres, telle est apparue notre démarche. Elle s'appuyait cependant sur la volonté de la très grande majorité des Français de placer le débat au-delà de toute idéologie, de tout esprit de parti, car c'est celui de la responsabilité première des parents dans l'éducation de leurs enfants et il intéresse tous les Français quelle que soit leur appartenance politique. Elle était enfin, pour les parents chrétiens, fidélité à

par PIERRE DANIEL (*)

l'esprit de l'Evangile dans le respect de tous et l'inlassable recherche de ce qui peut rapprocher les hommes et vider leurs querelles des blessures et des rancœurs accumulées au fil des années.

L'espoir d'un compromis historique avec nos adversaires les plus acharnés de la FEN et du CNAL était vain. Ceux-ci veulent et continuent à vouloir notre totale disparition, alors que nous, nous voulons vivre.

Un accord restait envisageable avec le gouvernement dans la mesure où certains points, concernant la contribution financière de l'Etat et des collectivités territoriales, semblaient pouvoir être réglés ; dans la mesure aussi où les libertés progressivement reconnues du choix des parents, des projets éducatifs, de l'autonomie administrative, financière et éducative des

établissements privés n'étaient pas contredites par des mesures pratiquement contraires.

C'était le cas dans de nombreux domaines, au mépris de toute logique, sauf celle du gouvernement, qui nous a fait perdre, par les reculs, la ressource de se réfugier dans l'ambiguïté fautive de pouvoir concilier l'inconciliable.

La volonté du gouvernement de fonctionnariser la majorité des enseignants du privé en les faisant passer plus frappant. Nous y sommes et y demeurerons formellement opposés. Elle devait cependant, dans le projet de loi approuvé par le gouvernement, n'apparaître que dans le seul exposé des motifs et être soumise, pour que la proposition soit effective, à des votes ultérieurs du Parlement.

(Lire la suite page 2.)

A LA BIENNALE DE VENISE

Révérances au passé

Ce qu'il y a de bien avec cette quarante et unième Biennale de Venise, c'est qu'on peut quitter les Giardini, sa trentaine de pavillons nationaux, son pavillon international, et s'avoir qu'on va revisiter les Tintoret ou les Carpaccio sans avoir l'air de faire du hors programme.

Placée sous le signe de l'Art et les arts, l'actualité et l'histoire, la Biennale est en effet imprégnée corps et âme de réverences au passé et à l'histoire de l'art, perçue de citations, pleine d'œuvres faites selon des techniques à l'ancienne, avec assez d'habileté parfois pour ressembler à des tableaux de quelque ignoto du dix-neuvième siècle.

La Biennale de Venise édition 1984, c'est le post-modernisme qui s'enfonce dans le passé sans humour, le copie et l'usage du faux en tout cas au pavillon central, avec l'exposition dite internationale sur le thème « Arte allo specchio », l'art et son reflet. Le propos est d'actualité.

Le besoin de suivre une logique inverse à la logique avant-gardiste, de revenir au musée, de regarder en arrière, de s'inscrire dans une continuité de l'histoire, occupe un nombre de plus en plus grand d'artistes — les jeunes en particulier — et marquera probablement les années 80 comme

il a marqué les années 20. Le phénomène était intéressant à traiter dans tous ses aspects, le plus amplement possible en cernant les sources et les motivations des artistes.

Est-ce parce que le propos initial de Maurizio Calvesi a été — semble-t-il pour des raisons financières, mais aussi probablement pour des querelles de chapelles — amputé, toujours est-il que le résultat n'est guère à la hauteur des intentions.

A l'origine, étaient prévues quatre grandes expositions : « Art et spectacle », « Art et médias », « Art et architecture », « Art et art », chacune devant comporter une partie historique et des réalisations récentes. Or, seule la dernière a été traitée complètement (sous le titre « Arte allo specchio », alors que les trois autres ont été fondées en une pour donner « Arte, ambiente, scena » (art, milieu, scène), limitée à des productions actuelles : installations et vidéos, où il n'y a pas que du mauvais, mais pas assez cependant de bon pour effacer le désagréable impression que laisse la visite de l'autre.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(Lire la suite page 20.)

Un document exclusif, accablant

Patrick MENEY

Les mains coupées de la Taïga



La loi du Goulag, le règlement intérieur des camps de Tchernenko... 600 Français portés disparus en URSS... Patrick Meney, Prix Albert Londres 1983, ouvre le dossier.

256 pages - 79 F.

EDITIONS DE LA TABLE RONDE

AU JOUR LE JOUR

Pathologie

Quand les mots n'ont plus de sens, l'histoire s'efface. Dimanche, M. Le Pen lançait : « Il y a plus d'affinité entre M. Jospin et Mussolini ».

Lundi, Paris était inondé de tracts tricolores des APEL de l'île-de-France. On peut y lire : « Tous à Paris le 24 juin ! » et, en grosses lettres rouges, lettres de sang : « La résistance commence... Demain les maquis, les attentats contre l'occupant et les martyrs tombés les armes à la main ».

Le projet Savary a bien des défauts, mais certaines réactions tournent à l'hystérie. Si l'on admet la définition que le Petit Larousse donne de ce mot : « Vive excitation poussée jusqu'au délire... »

BRUNO FRAPPAT.

هنا من الأصل

Le Monde

idées

Qui a peur ?

par EDMOND VANDERMEERSCH (*)

L'ARCHEVÊQUE de Paris a porté dans ces colonnes un jugement sévère sur la loi Savary. Des chrétiens, dont je suis, ne partagent pas ce jugement. Tout n'est pas noir ou blanc dans cette affaire.

Depuis le 10 mai, les déclarations officielles des dirigeants de l'enseignement catholique ont presque toutes été négatives, au nom d'un grand principe : la liberté ne se négocie pas... Les moyens de la liberté, eux, se négocient. Et quand les moyens de la liberté sont à 95 % ceux de la collectivité nationale ou communale, les représentants élus ont leur mot à dire. En 1984 comme en 1959, n'est-ce pas l'éthique politique que l'Eglise enseigne ? Que ne l'a-t-on dit clairement rue Saint-Jacques, avant le 22 mai, ou par exemple le 4 mars à Versailles ? Pierre Mauroy a été plus courageux au Bourget le 9 mai 1982 pour appeler les maîtres publics à une remise en question. On l'a d'ailleurs chahuté. Bon signe. Côté enseignement catholique, on a bêtement l'impression dans un refus viscéral de toute concession au « pouvoir socialo-communiste ».

Au nom de la liberté — que la gauche par nature veut étouffer — et de Dieu, que les laïques veulent bouter hors du cœur des petits Français.

Dans les débats à l'Assemblée nationale les 22 et 23 mai, j'y avais beaucoup de peine. Mais surtout l'affirmation de convictions profondes. A gauche comme à droite. Syndicats du public et écoles catholiques se font la même morale. Je n'ai trouvé aucune attaque contre la loi ou la religion. Seul une. Un député a qualifié d'idéologie la religion enseignée à l'école. Mais les défenseurs de l'enseignement catholique n'étaient pas innocents. N'est-ce pas un archétype que dans une déposition très officielle devant un groupe parlementaire, a dit que l'enseignement public ne véhiculait que des « valeurs creuses » ? Pour la méconnaissance des convictions des autres, les deux camps sont à égalité. Ce n'est pas d'aujourd'hui, hélas ! Si le CNAL et les syndicats du public forment « un groupe de pression dont l'influence est stupéfiante », l'enseignement catholique ne constitue-t-il pas, lui aussi, un groupe de pression ?

Qui a peur ? Et de quoi ? Même dans la France déchristianisée, l'influence de l'Eglise pèse, dix-huit fois plus que celle de la FEN ou du CNAL. Personne ne prétend que « la liberté des familles, le droit et le devoir de transmettre à leurs enfants leurs valeurs fondamentales », sont des privilèges. Pas

plus que la loi Debré, la loi Savary ne porte atteinte à ces droits. Bien plus, elle conforte les moyens de l'exercer en les normalisant et en supprimant les disparités entre les deux enseignements. Quand les lycées privés ont en moyenne des classes de 20 à 25 élèves, les collèges publics ont en moyenne des classes de 25 à 30 élèves. Les statistiques en font foi : au niveau des écoles et des collèges, privé et public sont à égalité, — comment faut-il appeler cela ? Cet avantage de fait n'a rien à voir avec le droit des familles de transmettre des valeurs fondamentales. Si la loi Savary instaure plus de rigueur dans la gestion du privé, peut-être à tort, mais elle ne l'instaure pas dans le public, fait-il crier à la persécution ? Pourquoi l'enseignement catholique refuserait-il de partager la rigueur avec les enseignants du public ? Pourquoi ne dit-on pas que la loi va permettre aux municipalités d'accorder aux écoles privées des subventions supplémentaires pour leurs activités éducatives ? A l'école, le gouvernement et sa majorité d'appuier l'enseignement privé ou de l'assimiler, c'est faire l'amalgame entre une mise en ordre légitime qui appartient, en droit comme en morale, au pouvoir légitime élu et des accusations péloponnésiennes qui, si elles ont été exprimées à gauche, n'ont pas déterminé la conduite du gouvernement.

La main du diable

Depuis 1960, chaque fois que des règles administratives ont été appliquées aux établissements sous contrat, la première réaction a été d'y chercher la main du diable. Le CNAL et la FEN ne sont pas les seuls à réclamer plus d'équité dans l'attribution des crédits publics au privé. La Cour des comptes aussi. Dans un rapport qui n'a pas été commandé par la nouvelle majorité, la législation du privé devant être aménagée. Il est trop facile à chaque mesure de rigueur pour la mise à parité du privé et du public de crier au viol des consciences et du droit des familles. Voilà des droits nouveaux qui servent à tout. Comme dans la doctrine de certains, « les droits des travailleurs ». Les droits des travailleurs butent sur les réalités économiques. Les droits des familles — de la religion — ont aussi leurs frontières, celles que dessinent les rapports sociaux et les équilibres du budget de l'Etat.

Et puis, amis de l'enseignement catholique, défendez le droit des parents. (*) Ancien secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique.

croisants à transmettre leurs convictions — j'en suis, — ne croyez-vous pas que les « autres », ceux qui sans animosité considèrent le dossier de l'enseignement catholique, peuvent légitimement se poser des questions ? A propos de la titularisation des maîtres, par exemple. Le Comité national de l'enseignement catholique en fait un casus belli. Au nom de la religion. Des maîtres fonctionnaires ne pourraient, affirme-t-on, participer loyalement à une équipe éducative et mettre en œuvre un projet d'établissement inspiré de valeurs évangéliques — le Concile parle de « liberté » et de « charité ». Vu d'en face, sans passion ni préjugés, c'est une argumentation difficile à accepter.

Il y a en France, actuellement, 296 826 enfants qui sont instruits dans des écoles confessionnelles, au sens canonique du terme. Les instituteurs qui les instruisent sont tous fonctionnaires. Ils sont formés dans les écoles normales de l'Etat, nommés et inspectés par les IEN. Les directeurs d'école inspectent ceux d'entre eux qui se déclarent volontaires pour faire la catéchèse dans leur classe (41 % des dernières années). Ce système fonctionne depuis soixante-dix ans. Ni l'archevêque de Strasbourg ni l'évêque de Metz — car il s'agit de l'Alsace et de la Moselle, — ni aucune association de parents n'ont jugé utile d'ouvrir d'autres écoles pour barrer la route à cette minorité de l'Etat comme s'il s'agissait de lutter contre un régime totalitaire.

La titularisation des maîtres privés dans les écoles catholiques de Bretagne, de Vendée et d'ailleurs accorderait aux familles et aux autorités diocésaines de ces régions une influence bien plus grande que celle dont se satisfont leurs collègues d'Alsace. Les écoles resteraient privées. La formation des maîtres aussi. Et leur affectation ne se ferait pas sans l'accord de la direction de l'Ecole. Cette titularisation contre laquelle l'ignorance de beaucoup et la malveillance de quelques-uns veulent mobiliser la France, qui prouvera qu'elle porte atteinte à ce qui fait la valeur d'une école catholique et aux exigences d'une éducation chrétienne ? A quand un Grenelle de l'enseignement catholique et laïque, se retrouveraient autour d'une table sous l'arbitrage du gouvernement ?

Tant que les chrétiens ne se laisseront pas questionner par les laïques et les laïques par les chrétiens, la guerre scolaire continuera entre le privé et le public. Et le système scolaire restera bloqué.

Pourquoi nous manifesterons le 24 juin

(Suite de la première page.)

A ce stade, si un accord n'est pas possible, on pouvait encore espérer un *modus vivendi* provisoire, évitant le déchaînement des passions et laissant aux hommes de dialogue une possibilité de poursuivre, dans un climat plus serein, leur recherche commune de paix sociale.

L'UNAPEL a tenté, jusqu'à l'extrême limite du possible, de sauvegarder cette chance. Dans les semaines qui ont précédé le débat à l'Assemblée nationale, j'avais prévu soigneusement le ministre de l'Education nationale, le premier ministre et le président de la République contre toute tentative d'aggravation du projet de loi. Le 18 mai, lors de la délégation nationale des APEL à Limoges, j'avais résisté, n'obtenant pas à mettre en cause la rédaction de président de l'UNAPEL, aux courants de notre association qui réclamaient la décision immédiate d'une grande manifestation nationale à Paris qui eût consacré la rupture. Je renouvellerai alors mon avertissement aux responsables du pays, précisant que l'indignation des parents était aujourd'hui « comme une coupe pleine, pleine à ras bord, au point que quelques gouttes supplémentaires la feraient déborder ».

Ce ne furent pas quelques gouttes que le premier ministre y ajouta dans la nuit du 22 au 23 mai, mais une pleine mesure ! Et M. Mauroy est particulièrement peu justifié à prétendre aujourd'hui qu'il ne l'a fait que parce qu'il était convaincu que notre manifestation était, d'ores et déjà, décidée.

Une grave erreur politique

Cette décision du premier ministre d'incorporer au projet de loi divers amendements de la commission Laignel constitue une des erreurs politiques les plus graves pour l'unité nationale que le gouvernement ait jamais commises.

Erreur politique grave que de modifier l'article 4, qui prévoyait une réelle parité dans le nombre de postes attribués chaque année à l'enseignement privé et à l'enseignement public, détruisant ainsi cette parité.

Erreur politique grave que d'avoir créé un article 4 bis interdisant toute création de classe maternelle privée s'il n'y a pas déjà dans la commune une classe maternelle publique.

Erreur politique grave que d'inscrire dans la loi elle-même, à l'article 20, l'offre de fonctionnarisation à tous les enseignants du privé au terme de six années.

Erreur politique grave que de lier, après huit ans, le concours financier des communes et de l'Etat à l'existence d'un minimum 50 % de fonctionnaires dans nos écoles privées, ce qui constitue un véritable chantage à la fonctionnarisation.

Erreur politique grave, enfin et surtout, que d'accorder toutes ces primes à une poignée de sectaires et de condamner ainsi ceux qui, des deux côtés, avaient tenté de pratiquer un dialogue, combien difficile, mais un dialogue, combien difficile, mais un dialogue comme même.

An-dé-là de ces mesures techniques, c'est l'esprit même de la loi qui est trouvé radicalement modifié. M. Bouchardias ne s'y est pas trompé, lui qui s'est ent- public-ment réjoui.

Cette situation constitue une brusque volte-face dans le lent cheminement que nous avions engagé et elle justifie pleinement la manifestation nationale que nous avons alors immédiatement décidée.

Pas de récupération

Il ne s'agit pas d'un baroud d'honneur, mais tout d'abord de marquer pour l'histoire l'opposition des parents de France au recul des libertés que constitue cette loi ainsi aggravée et l'impérieuse nécessité de la modifier. Le Sénat présentera fin juin ses amendements, et nous voulons les appuyer. Nous voulons enfin que ce soutien populaire marque profondément la discussion que nous ne manquerons pas de poursuivre avec le gouvernement au niveau des décrets d'application.

Car notre combat n'est pas fini. Il n'y aura pas de vacances pour les défenseurs de la liberté d'enseignement, et le Conseil constitutionnel sera, dès le vote définitif de la loi, appelé à se prononcer sur tous les points qui apparaissent en contradiction formelle avec la liberté d'enseignement telle qu'elle est garantie par la Constitution.

Qu'il soit clair pour tous que nous n'hésiterons pas, que nous n'avons jamais attaqué l'école publique.

Qu'il soit clair que nous voulons que les deux secteurs d'enseignement, public et privé, vivent en parfaite harmonie.

Mais qu'il soit clair aussi que nous ne laisserons jamais réduire l'école privée. L'école catholique veut vivre, et nous n'accepterons jamais que l'on programme à terme sa disparition.

Une telle manifestation comporte des risques et des dangers, et nous avons pris les dispositions nécessaires pour éviter les récupérations, et tous incidents et provocations qui pourraient être immédiatement exploités contre la liberté d'enseignement, voire contre la liberté tout court. Elle doit se dérouler dans le calme et s'écarter absolument toute forme de violence. Nous y veillerons.

Le nombre et le sang-froid des parents rassemblés à Paris le 24 juin mettront aux yeux du monde leur volonté de poursuivre leur combat dans la légalité de nos institutions, pour le libre exercice de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs enfants.

Ce combat s'inscrit dans le respect dû à l'homme, à sa liberté, à son droit à la différence, et nous le gagnerons.

PIERRE DANIEL.

Ce prétendu « droit des parents »

par ALEXANDRE REY-HERME (*)

Le 13 décembre 1698, obligation était faite à tous les parents d'inscrire leurs enfants dans les écoles catholiques, en même temps que leur était renouvelée l'interdiction de les envoyer étudier à l'étranger. Prise contre les protestants pour des motifs d'ordre d'abord politique, cette mesure royale était approuvée sans réserve par l'Eglise de France.

Un siècle plus tard, le 3 germinal an XI, présentant au Corps législatif le projet d'articles du code civil relatifs à la puissance paternelle, le tribun Alisson s'exprimait en ces termes : « Il faut remarquer que l'autorité des pères et mères sur leurs enfants, n'ayant directement d'autre cause ni d'autre but que l'intérêt de ceux-ci, n'est pas à proprement parler un droit, mais seulement un moyen de remplir dans toute son étendue et sans obstacle un devoir indispensable et sacré ».

Le droit des parents n'est donc pas toujours apparu dans le passé comme une réalité évidente, inéluctable et indiscutable, dont seules la mau-

vaise foi ou une idéologie subversive empêcheraient de reconnaître le caractère absolu et exclusif.

Absolue, la puissance paternelle le fut durant les premiers siècles du droit romain. Bien qu'atténuée par la suite, cette disposition de droit positif resta comme une application du droit de propriété, ce qui n'empêcha d'ailleurs en rien la présence de rapports affectifs souvent intenses à l'intérieur des familles.

L'apport original du christianisme fut d'autre part d'entraîner une remise en question théorique et pratique de ce schéma.

Concernant l'enfant, la doctrine catholique précise, en effet, qu'il est une personne humaine à part entière de son origine, égale en dignité à toute autre personne, et qu'il ne saurait donc « appartenir » à qui que ce soit, fût-ce à ses parents. Et aussi que l'essentiel de sa personnalité lui est donné par création divine immédiate, sans passer par l'intermédiaire du couple géniteur, l'âme à la différence du corps étant indépendante dans son origine de celle des parents.

La réalisation de ce noble dessein s'est trop souvent heurtée dans la pratique à des obstacles de tous ordres. De la volonté de puissance, dont la faiblesse enfantine est la victime désignée, au désir de réaliser par progéniture interposée les ambitions d'une vie adulte, en passant par un éventail de motivations économiques et sociologiques tout aussi égoïstes, force est de reconnaître qu'à travers l'histoire l'intérêt personnel du père de famille a fréquemment pesé d'un poids excessif dans ses décisions « pédagogiques ».

Qui oserait prétendre qu'aujourd'hui encore la mentalité de propriétaire a entièrement disparu devant celle de mandataire, où seule serait mise l'autorité exercée dans une perspective de service ? Sans doute — on ne peut que les en féliciter — les responsables catholiques ont été depuis quelques années officiellement abandonnés l'acceptable slogan « L'enfant appartient à sa famille ». Peut-être serait-il bon qu'ils marquassent plus nettement leur désaccord de principe avec ceux — ils sont encore nombreux — qui continuent d'en faire leur arme absolue.

La liberté des fils de Dieu

S'il est en matière éducative un droit imprescriptible, c'est bien celui que possède tout enfant à être correctement accueilli par ses enseignants adultes, introduit par eux dans le monde dont il aura un jour la charge et initié progressivement au libre exercice des droits et devoirs qui seront les siens. Dans l'incapacité initiale où il se trouve de faire valoir ce droit comme d'y apporter

les réponses appropriées, d'autres devront avoir qualité pour agir en son lieu et place. Rien de plus normal dans notre civilisation tout au moins, qu'un tel mandat revienne tout d'abord à ses géniteurs. Mais ce mandat est-il sans limite ? Exclut-il l'existence de tout autre mandataire ? Peut-il admettre dans son exercice un contrôle quelconque ?

Ce qui, pour un catholique, est hors de discussion, c'est le droit absolu de tout enfant baptisé à être accueilli par sa communauté religieuse, instruit des croyances qui en sont l'âme et éduqué au mode de vie dont le Christ a donné l'exemple. De cette exigence fondamentale découle, pour les parents comme pour l'Eglise, le devoir strict d'y répondre adéquatement et donc le droit d'accomplir librement cette démarche. La société civile, pour sa part, devra leur en donner la possibilité matérielle.

Une telle mission entraîne-t-elle nécessairement l'existence d'une institution scolaire originale, distincte du « service public » normalement à la charge de l'Etat ? La réponse à cette question n'a aucun caractère d'évidence.

Même sortie de la semi-clandestinité où l'avaient tenue les persécutions, l'Eglise, jusqu'au cinquième siècle, n'a pas éprouvé le besoin d'avoir « son » école, réservant la formation proprement religieuse à ses ministres et aux familles et professeurs avec saint Basile qu'en maîtres profanes la fréquentation des maîtres païens n'était pas sans profit. Puis, jusqu'à une époque récente, l'école occupait une place privilégiée dans le système éducatif, devenant souvent, pour des raisons multiples, lieu quasi exclusif d'information intellectuelle et de formation morale : dans la perspective d'une éducation catholique, il était alors normal et nécessaire que l'institution fût marquée d'un caractère nettement religieux.

Dans un monde où l'influence scolaire perd progressivement de son importance, où l'action éducative se trouve diluée de manière irréversible en une multitude de facteurs matériels et humains d'origines les plus diverses, où l'école entend de plus en plus se transformer que savoirs, objectifs et techniques opératoires, peut-on dire que subsiste la relation ancienne unissant école et éduca-

(*) Professeur honoraire à l'Institut catholique de Paris.

MAITRISE L'ENERGIE

Un dossier pour l'été

VIVEZ EAU SOLAIRE

■ Sur la route des vacances...
■ Invité du mois : Michel Pezet, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
■ Vers une Europe de la maîtrise de l'énergie ?
■ Le monopole du moulin à eau, chronique de Louis Puisseux

Dans « Le Monde » du samedi 23 juin daté 24-25 juin

Le Monde
5, RUE DES ITALIENS, 75477 PARIS CEDEX 05
C.C.P. 4297-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 695872 F
Tél. : 248-72-23

PRIX DE VENTE A L'ETRANGER		ABONNEMENTS			
		3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 6 F. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F. CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 90 p. ; Italie, 90 L. ; Japon, 375 ¥ ; Liban, 2.500 L. ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 60 esc. ; Singapour, 300 F. CFA ; Suède, 275 kr. ; Suisse, 180 S. ; Thaïlande, 110 baht.					
Edité par la S.A.R.L. Le Monde					
Gérant : André Laurens, directeur de la publication					
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1968) Jacques Favrot (1968-1982)					
Imprimé à Paris : S. J. de la Presse, PARIS-12					
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration					
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037					
FRANCE 341 F 605 F 899 F 1080 F TOUTS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 815 F 2 360 F ETRANGER (par messagerie) 1. BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 779 F 1 240 F 2. SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F					

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre ou cliquer à leur demande.
Changements d'adresse officiels ou provinciaux (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
AMERIQUE

MEDECINS
Les insurgés

Etats-Unis
UNE DECISION
DE LA COUR SUPREME
INDOUBLE A M. REAGAN

Uruguay
L'HEREDIA AL DIAZ
EST VOULU
DE CONSPIRATION

de 110 150

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Nicaragua

DES MÉDECINS FRANÇAIS CHEZ LES MISKITOS ANTISANDINISTES

Les insurgés contrôlèrent une notable partie du littoral atlantique

M. Constant Tcherenka, chef de l'Etat et du Parti communiste du Nicaragua, a exprimé son soutien au Nicaragua, le 18 juin à Moscou, en recevant M. Daniel Ortega, coordinateur de la lutte sandiniste, en visite officielle, qui espère obtenir un accroissement de l'aide économique et militaire accordée par les Soviétiques. A Managua, les autorités ont décidé d'interdire le service de territoire nicaraguayen à l'aviation civile. Le trafic aérien

international devra passer au large des côtes. L'armée sandiniste multiplie, d'autre part, les opérations contre les groupes armés de la contre-révolution dans le pays. En revanche, selon des militaires français qui se sont récemment rendus dans la zone du littoral atlantique contrôlée par des miskitos rebelles, les forces sandinistes seraient retranchées dans les villages.

De notre envoyé spécial

San-José-de-Costa-Rica. — Le docteur Pierre Fyot, de Dijon, a la soutenance musclée et combative : colonel de réserve, c'est un ancien d'Indochine et d'un résistant de la deuxième guerre mondiale. Le docteur Jacques Lebas, chef de clinique à la Salpêtrière, est de la génération de mai 68 : désinvolte et sympathique, il appartient à Médécine du monde et est résumé récemment à passer dix jours au Nicaragua en territoire miskito contrôlé par la guérilla de Brooklin Rivera, membre de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE). C'est une première. Leur but : préparer une structure d'accueil pour Médécine du monde dans une région très mal connue, en guerre, et où l'assistance médicale est, selon eux, totalement inexistante (1).

« Plus dur qu'en Afghanistan », dit Pierre Fyot pour qualifier la « marche d'approche » qui les a amenés dans les communautés miskitos du littoral atlantique du Nicaragua. Il faut marcher dans le brouillard à mi-cuisse, passer dans le mangrove (arbustes serrés et immergés dans les régions marécageuses de la côte tropicale), prendre des précautions qu'affectent dans un labyrinthe de canaux et de chenaux, seulement connus des miskitos.

« Si les sandinistes nous avaient capturés et nous avaient demandé de décrire nos déplacements, nous aurions été incapables, même sous la torture. C'est impossible de se repérer. Une région idéale pour un mouvement de guérilla. »

Les deux médecins ont délibérément évité d'entrer au Nicaragua par la frontière du Honduras pour ne pas prendre de contact avec la Force démocratique nicaraguayenne (FON, antisandiniste) ou avec les mouvements miskitos de Swadwin Fagohi, qui opèrent au nord de Puerto

Cabezas. La FON a la réputation justifiée d'avoir des chefs militaires qui appartiennent à la garde nationale de Somoza.

Leur voyage a donc commencé sur le rio San-Juan à bord d'une pirogue de 10 mètres de long : sept hommes à bord, dont deux marins et deux gardes du corps, tous miskitos. Et aussi 2 tonnes de chargement. « La pirogue, disent-ils, équipée de deux moteurs de 60 CV, file à 18 nœuds. En haute mer, c'est impressionnant. Il a fallu passer la barre du récif corallien à l'embouchure du San-Juan. »

Prendant très au large et se faufilant entre les garde-côtes nicaraguayens, la pirogue a mis un jour et deux nuits pour arriver à destination. « Le jour, on se cachait à l'abri d'un ruisseau de corail, dans le mangrove. On était dérangé sur la côte, à une quarantaine de kilomètres au sud de Puerto-Cabezas, dans une communauté miskito abandonnée par les sandinistes depuis six mois. Tous, dans le village, « sont farouchement antisandinistes », disent les médecins, « parce qu'ils veulent préserver à tout prix leur identité culturelle. Somoza les faisait travailler, les ignorait. Les sandinistes ont voulu les rallier à la révolution. Ils ont commis des erreurs », sandinistes, le docteur Jacques Lebas dit. « Dans le village, ils avaient transformé l'église morve en prison et utilisé les locaux de la clinique pour la permanence de la milice. » Paradoxe : le responsable du comité de défense sandiniste (CDS) est resté sur place. Miskito lui-même, il est « totalement acquiescé à la lutte contre le régime de Managua. »

Meurtres et exactions

La première base de guérilla, en contact permanent avec la communauté, se trouve à six ou sept heures de route à l'intérieur. « Ce sont des membres de Médécine du monde, ils dorment dans des hamacs, passent leur temps entre des chants, des prières et le maniement d'armes. Ils

sont équipés de kalachnikovs et de fusils mitrailleurs soviétiques. Les hommes de la guérilla viennent régulièrement voir leurs familles dans la communauté. « Pour le moment, ils font peu d'actions militaires. Ils se préparent, intègrent progressivement les jeunes miskitos du fur et à mesure des livraisons d'armes. » Les médecins ont eu le sentiment que toute la région avait été pratiquement abandonnée par les unités sandinistes qui se sont repliées sur les villes de la côte, Bluefields et Puerto-Cabezas. Les consignes données par le gouvernement restent pourtant en vigueur. « Ils n'ont pas le droit de pêcher en mer sous peine de sanctions. Ils n'ont pas la possibilité de cultiver loin de leur village : ils seraient accusés de produire pour la guérilla et risqueraient leur vie. »

Les deux médecins français sont d'accord pour estimer que l'état des esprits des populations miskitos « est plutôt bon », mais ils sont catégoriques sur la question des droits de l'homme. « Nous avons des témoignages précis. Il y a eu de nombreuses exactions et des meurtres. Des bombardements et des tortures. L'un des responsables de la communauté avait neuf membres de sa famille qui ont disparu. » Pour illustrer les « erreurs » sandinistes, le docteur Jacques Lebas dit : « Dans le village, ils avaient transformé l'église morve en prison et utilisé les locaux de la clinique pour la permanence de la milice. » Paradoxe : le responsable du comité de défense sandiniste (CDS) est resté sur place. Miskito lui-même, il est « totalement acquiescé à la lutte contre le régime de Managua. »

MARCEL NIEDERGAU.

(1) Trois autres médecins de Médécine du monde sont repartis chez les Miskitos du Nicaragua au début juin.

Canada

La baisse de popularité du Parti québécois est confirmée par trois défaites à des élections partielles

De notre correspondant

Montréal. — Une semaine à peine après avoir tenu son congrès au cours duquel il a réaffirmé avec virulence son choix en faveur de l'indépendance, le Parti québécois (au pouvoir) a perdu lundi 18 juin trois élections partielles organisées dans la région montréalaise.

Ces défaites confirment la perte de popularité du PQ et de son chef, M. René Lévesque, qui est de plus en plus contesté par les militants et qui pourrait donner sa démission avant les prochaines élections générales, prévues pour 1985. (La date du scrutin est à la discrétion du parti au pouvoir, mais la législature est un maximum de cinq ans). La répartition des sièges à l'Assemblée nationale du Québec est désormais la suivante : 71 sièges pour le PQ, 48 députés libéraux, 2 indépendants et 1 siège vacant.

Les circonscriptions de Sauvé et de Marie-Victorin étaient vacantes depuis la démission de deux ministres, MM. Yvan Morin et Pierre Marois. Les candidats libéraux l'ont emporté avec de confortables majorités (72 % et 59 % respectivement) et ont conservé le troisième siège qui

était en jeu, à la suite de la démission d'un député libéral. La défaite dans la circonscription de Marie-Victorin est d'autant plus cuisante pour le PQ que M. Lévesque s'était personnellement engagé dans la campagne. La faible participation, 40 %, pourrait indiquer que les électeurs péquistes se sont réfugiés dans l'abstention pour manifester leur mécontentement à l'égard du gouvernement et du parti.

Les plus récents sondages accordent à peine 23 % des intentions de vote au PQ contre 69 % aux libéraux de M. Robert Bourassa. Les dirigeants péquistes ont attribué leur défaite « aux effets de la crise et à l'incapacité du gouvernement à faire comprendre le bien-fondé de sa politique économique ». M. Bourassa a exploité le succès libéral, qui « démontre, d'une part, la volonté de changement des Québécois après huit ans de gouvernement péquiste, et, d'autre part, la confiance de la population dans les propositions économiques du parti libéral ».

BERTRAND DE LA GRANÇE.

A TRAVERS LE MONDE

Haïti

• ARRESTATION DU PRÉSIDENT DU MOUVEMENT SOCIALISTE CHRÉTIEN. — M. Grégoire Eugène, président-fondateur du Mouvement socialiste chrétien d'Haïti (opposition), a été arrêté, le lundi 18 juin, à Port-au-Prince. M. Eugène avait critiqué, dans sa revue *Fraternité*, la « présidence à vie » de M. Jean-Claude Duvalier.

Inde

• INCIDENTS EN ASSAM. — De violents incidents, qui ont fait deux morts, vingt et un blessés, ont marqué la journée de grève générale organisée le vendredi 15 juin dans l'Etat d'Assam (nord-est de l'Inde) pour protes-

ter contre l'immigration clandestine en provenance du Bangladesh et du Népal.

Tunisie

• MANIFESTATION DE COOPÉRANTS FRANÇAIS. — Une cinquantaine de coopérateurs ont manifesté, dimanche 17 juin, dans le calme, dans les jardins de l'ambassade de France, contre la dégradation de leurs conditions de vie en Tunisie (inflation, taxe à la sortie du territoire nouvellement instaurée, perte au change, augmentation des frais de scolarité dans les écoles françaises sans compensation du gouvernement français, et contre l'insécurité de l'emploi qu'illustrent des cas de titularisation en instance depuis plus de dix ans. — [Corresp.]

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DE M. MITTERRAND EN URSS

Les commandes soviétiques à la France ont fortement chuté depuis trois ans

De notre correspondant

Moscou. — Les dirigeants soviétiques affirment volontiers qu'ils ne confondent pas commerce et politique, et que leurs critères pour l'octroi des contrats à des firmes étrangères sont parfaitement objectifs. On ne peut pas cependant ne pas être frappé par la dégradation des relations économiques et commerciales entre l'URSS et la France depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Les commandes soviétiques de biens d'équipement sont en chute libre. Or ces commandes, plus que le flux annuel des échanges, sont déterminantes pour l'avenir. Moscou a signé des contrats de biens d'équipement avec la France pour 8 milliards de francs en 1981, 5 milliards en 1982 et 1,3 milliard en 1983, ce dernier chiffre étant le plus bas jamais atteint depuis la visite du général de Gaulle en 1966.

Les autres pays européens sont également touchés, mais dans de bien moindres proportions. La RFA reste en tête avec des commandes d'environ 7 milliards de francs l'an dernier. Certains responsables soviétiques n'hésitent pas à incriminer la nationalisation du secteur bancaire français. « Sur le plan des principes, nous sommes pour, mais, en pratique, cela nous crée bien des ennemis », remarque l'un d'eux. Il considère que les banques françaises, parce qu'elles sont nationales, pourraient accorder des crédits à des taux d'intérêt sans respecter le taux dit du « consensus » défini par l'OCDE, qui est de 12,40 %. Les banques privées allemandes, comme la Dresdner, ont été de le démontrer récemment — prêtent à des taux bien inférieurs, combinant les vœux des Soviétiques (7,5 % pour une durée de huit ans et demi (1)).

De notre correspondant

Le seul grand projet actuellement à l'étude avec la France est celui d'une usine de traitement de gaz à Tengiz au Kazakhstan occidental. L'usine, d'un coût d'au moins 1,5 milliard de francs, serait destinée à désulfurer un gaz très corrosif. La société française Technip propose le procédé mis au point par ELF-Aquitaine, mais elle a des concurrents sérieux, notamment un consortium dirigé par le groupe canadien Lavallin, qui comporte également une participation française. La régie Renaut, de son côté, est sur les rangs pour une opération plus modeste : la modernisation de l'usine automobile AZLK dans la banlieue de Moscou, qui fabrique actuellement des petites cylindrées, les Moskvitch, et doit lancer un nouveau modèle à partir de 1986. Le contrat est en discussion depuis des années.

Les chiffres globaux des échanges pour 1983 sont moins catastrophiques, puisqu'ils sont le résultat des contrats passés il y a plusieurs années. En outre, le déficit aux dépens de la France, qui s'était fortement accru depuis 1980 en raison des achats croissants de gaz et de pétrole soviétiques, a été réduit l'an dernier presque de moitié. Il a été de 4,4 milliards de francs en 1983 contre 8,5 milliards en 1982 et 8,3 en 1981. Au total, la France a importé l'an dernier pour 21,4 milliards de produits soviétiques et exporté 17 milliards. Le rétablissement est dû à l'accroissement des ventes françaises. Le présent est donc meilleur que le passé immédiat, mais l'avenir paraît assez compromis.

Les produits énergétiques (gaz, pétrole et dérivés du pétrole) comptent pour plus de 80 % dans les exportations soviétiques vers la France. Les exportations françaises sont plus diversifiées : elles sont constituées pour un tiers par les produits agricoles, surtout le blé (3,5 millions de tonnes en 1983), mais aussi la viande, le beurre, la poudre de lait, le sucre et l'alcool. La société Intergras, de M. Jean-Baptiste Doumenge, se taille la part du lion pour la viande et, dans une moindre mesure, pour le blé. Les Soviétiques achètent également des produits sidérurgiques français tels que des tôles ou des tubes (1,5 milliard de francs en 1983) et des produits finis (1 milliard de francs).

Les Soviétiques ont, affirmé-ils, au moins partiellement, tenu leur promesse de mieux équilibrer les échanges. Toutefois le retour à la parité n'est pas pour demain, ces contrats « gaziers » ayant épuisé leurs effets. Pour ces quatre premiers mois de 1984, la France a enregistré un déficit de 1,8 milliard de francs au lieu d'un excédent de 0,2 milliard durant la même période de 1983. Et le solde négatif va se creuser à nouveau à partir de 1985, avec l'accroissement des livraisons de gaz et les effets progressifs de la diminution actuelle du volume des contrats de biens d'équipement.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

(1) Le « consensus » de l'OCDE s'applique aux crédits à taux bonifiés, mais n'empêche pas les banques des Etats membres d'accorder des crédits au taux du marché. La différence entre le niveau des taux d'intérêt entre la France et la RFA explique l'avantage donné aux banques allemandes.

Les conditions d'une reprise du dialogue

(Suite de la première page.)

« Le principal résultat d'un tel voyage », dit M. Vassiliev, « est qu'il puisse se faire dans les conditions de respect mutuel et d'absence de complaisance que nous connaissons. » Le 10 juin, après avoir gravi le rocher de Solutré comme tous les dimanches de la Pentecôte, M. Mitterrand ne dit pas autre chose en constatant que « le problème, ce n'est pas d'aller où de ne pas aller à Moscou. C'est de savoir dans quel état d'esprit on y va. »

« Dans la meilleure des hypothèses, dit-on à l'Elysée, nous recueillerons d'intéressantes indications sur la façon dont la direction soviétique envisage la reprise du dialogue avec l'Occident. » M. Mitterrand, autrement dit, espère simplement revenir moins bredouille que les dirigeants occidentaux qui l'auront précédé à Moscou. Tous, en effet, du roi Juan Carlos à M. Andreotti, ministre italien des affaires étrangères, ou M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, sans oublier le chef de la diplomatie australienne, prié purement et simplement de s'occuper de ses affaires et de ne plus poser de questions incongrues sur l'affaire Sakharov, ont été impressionnés par la volonté de durcissement de leurs interlocuteurs. Mais on voit mal M. Mitterrand se retenir et, pour faire plaisir à ses hôtes, céder à leur demande concernant un « gel » du déploiement des euro-missiles en Europe occidentale. Une telle hypothèse, à vrai dire, est même catégoriquement exclue par Paris, où l'on se prépare aussi à résister à deux offensives soviétiques de moindre importance.

Une portera, pense-t-on, sur la prise en compte dans d'éventuelles négociations américano-soviétiques des dix-huit missiles français du plateau d'Albion que le président de la République s'était déclaré prêt à considérer « à la limite » comme des engins eurostratégiques, dans son intervention télévisée du 16 novembre dernier ; l'autre pourrait concerner la « guerre des étoiles » chère à M. Reagan et pour laquelle la France vient de demander, au grand dam de Washington, un moratoire de cinq ans.

Y a-t-il là matière à un communiqué commun ou à une déclaration d'une autre nature ? On s'y refuse à Paris et on exclut que le voyage en URSS donne lieu au moindre texte commun. Les Soviétiques, pourtant, ont lourdement insisté, car pour eux la forme l'emporte sur le fond. Inquiets, les Français en sont maintenant à détecter les pièges qui pourraient leur être tendus : « caviardage » dans la presse soviétique des toasts qui seront portés lors du grand dîner au Kremlin du jeudi 21 juin, déclaration unilatérale des Soviétiques présentée comme un texte conjoint, silence à propos de la conférence de presse que doit donner M. Mitterrand, le vendredi après-midi, report imprévu des

entretiens au plus haut niveau qui ne figurent pas encore dans le programme officiel de la visite diffusé par l'Elysée.

La confiance, on le voit, ne règne pas. D'autant plus que le président a bien l'intention d'évoquer les principales pierres d'achoppement des relations franco-soviétiques, qui ont son Afghanistan, Pologne, accords d'Helsinki, équilibre des forces en Europe. Le tout « sans complaisance », même s'il revient à M. Mitterrand d'avoir demandé aux Soviétiques de se rendre samedi à Volgograd (ex-Stalingrad) pour y rendre hommage aux sacrifices du « grand peuple russe ».

Le bilatéral ne sera pas, bien sûr, absent de cette visite, mais il est encore les problèmes ne manquent pas. Comme l'a rappelé M. Delors avec franchise lundi soir à la télévision, Moscou « punit » depuis plusieurs années déjà Paris de sa mauvaise volonté en signant avec des entreprises ouest-allemandes des contrats qui

pourraient tout aussi bien aller à des firmes françaises. D'où le déficit enregistré dans les échanges commerciaux et la possibilité envisagée à Paris de remettre en cause, s'il n'y est pas porté remède, certains achats de gaz. On n'en est pas encore là, mais les consignes données à M. Cresson — qui sera du voyage, ainsi que M. Piterman, — vont dans ce sens.

Le climat est donc étrange à la veille du départ du président de la République. Les Soviétiques joueront-ils le jeu de l'amitié franco-soviétique retrouvée ou chercheront-ils à mettre leur invité dans l'embarras pour lui faire payer son « atlantisme » en général et sa prise de position en faveur des euro-missiles de l'OTAN en particulier ? Faute de pouvoir répondre à la question, on préfère ouvrir l'œil dans l'entourage du président de la République, pour déceler à l'avance les pièges qui pourraient avoir été tendus.

JACQUES AMALRIC.

FRANÇOIS MASPERO



« Cette fidélité ardente nous rend la jeunesse et l'espoir. »

B. Polrot-Delpech
Le Monde

79 F

Le sourire du chat
SEUIL

DIPLOMATIE PROCHE-ORIENT

L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE VEUT DONNER UN NOUVEL ELAN A SES ACTIVITÉS

L'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, qui regroupe des parlementaires des sept pays membres de cette organisation, la seule compétente pour traiter des problèmes de défense européenne, a ouvert, lundi 18 juin à Paris, sa trentième session, une semaine après la réunion de son conseil ministériel (le Monde du 14 juin). Les représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de la RFA, de l'Italie et des trois pays du Benelux ont désigné comme président M. Jean-Marie Caro, député UDF (CDS) du Bas-Rhin, et personnalité attachée de longue date à la construction européenne.

Cette session parlementaire survient à un moment où, de différents côtés et notamment à Paris, on souhaite réactiver l'UEO. Une telle démarche répond à la situation de tension qui caractérise actuellement les rapports Est-Ouest, mais aussi au soul de certains gouvernements européens de ne pas donner à leurs opinions publiques respectives le sentiment que ce sont les seuls Américains - notamment dans la controverse sur les euromissiles - qui organisent et coordonnent les efforts de défense du Vieux Continent. L'Union de l'Europe occidentale entretient avec l'OTAN, à laquelle appartiennent tous ses membres, des rapports très étroits. Mais elle voudrait affirmer, au sein de cette communauté atlantique, une voix plus spécifiquement européenne, que le poids du dispositif militaire américain a souvent tendance à étouffer quelque peu.

Cette réactivation suppose, notamment, une meilleure coopération entre le conseil et l'assemblée de l'UEO, et une réflexion plus politique sur les questions de défense. A cette réflexion, qui consistera, en particulier, à examiner les implications de certaines situations régionales (par exemple le Proche-Orient) pour la sécurité de l'Europe, les dirigeants de l'organisation souhaitent associer l'opinion publique et les gouvernements. Ils regretteront que ces derniers ne prennent pas la juste mesure de l'instrument d'information et de proposition que constitue l'UEO, et se féliciteront que, du côté français, on paraisse y porter un intérêt nouveau.

Il est vrai que les ambitions de l'Union de l'Europe occidentale se heurtent parfois, pour ne pas dire souvent, à certaines différences d'appréciation entre ses membres. Les arrière-pensées, notamment britanniques, et les petites escarmouches qui ont précédé la désignation de M. Caro, si félicitées qu'elles aient été, l'ont bien montré. De même pour la première journée de débat, lundi : un représentant français (M. Dreyfus-Schmidt, P.S.) a contesté la présentation du comportement d'Israël au Liban et dans les territoires occupés qu'avait faite le rapporteur britannique, lord Riey (conservateur), le jugeant excessivement sévère pour Jérusalem.

Une grande identité de vues, en revanche, s'est manifestée à propos de la guerre du Golfe. Celle-ci pourrait fournir à l'UEO l'occasion de confier à l'un de ses organes, l'Agence pour le contrôle des armements, la mission de vérifier la véracité de la déclaration des Etats membres selon laquelle ils n'ont pas fourni aux belligérants, même indirectement, les armes chimiques qui ont pu être utilisées dans ce conflit.

BERNARD BRIGOULEUX.
M. MITTERRAND REÇOIT MM. FITZGERALD, MARTENS, LUBBERS ET THORN

Les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne se sont réunis à Luxembourg, lundi 18 et mardi 19 juin, pour préparer le conseil des Dix, qui aura lieu les 25 et 26 juin, à Fontainebleau. Aucun progrès notable n'a été enregistré, au cours de la première journée de la réunion, sur la question de la contribution budgétaire britannique, qui dominera le sommet de la semaine prochaine.

A Bonn, d'autre part, un porte-parole officiel a indiqué que la RFA souhaitait voir inscrire à l'ordre du jour de la rencontre de Fontainebleau le problème de l'aide aux agriculteurs ouest-allemands, après le refus opposé à ce sujet à la demande du gouvernement fédéral par la Commission de Bruxelles.

A Paris, M. Mitterrand, président en exercice du conseil européen jusqu'au 30 juin prochain, multiplie les contacts avec les chefs de gouvernement des Dix, avant de quitter, mercredi, la capitale pour Moscou. Il a reçu, lundi après-midi, le premier ministre irlandais, M. FitzGerald, puis celui de Belgique, M. Martens, et devait s'entretenir, mercredi matin, avec M. Lubbers, chef du gouvernement néerlandais. Ce mardi en fin d'après-midi, en outre, M. Mitterrand recevait le président de la Commission des Communautés européennes, M. Thorn.

La visite du vice-président syrien M. Khaddam semble avoir réglé la crise au sein du cabinet Karamé

Beyrouth. - M. Khaddam est venu au Liban et en est reparti sans que, pour faire pression dans un sens ou dans un autre, les milices ennemies aient eu recours aux canons. Ce « résultat » est accueilli ici avec satisfaction. La population des deux secteurs de Beyrouth était excédée de l'impasse totale dans laquelle le gouvernement dit d'« union nationale » s'est fourvoyé depuis qu'il a obtenu, il y a une semaine, l'investiture du Parlement. Elle se demandait si la visite du vice-président de la République syrien se traduirait par une stabilisation du *status quo* et une relance du dialogue interne, ou si, au contraire, elle allait susciter une explosion de violence.

M. Khaddam paraît avoir réussi à remettre sur les rails le gouvernement. Il a annoncé lundi, au terme d'une journée-marathon d'entretiens, être parvenu avec ses interlocuteurs « à ce que l'on pourrait qualifier d'accord (...) de nature à

aider le pouvoir au Liban, à surmonter la situation actuelle et à passer à une situation nouvelle (...) ». Il a ajouté : *Le conseil des ministres se réunira.*

Le chef de gouvernement, M. Rachid Karamé, a précisé que ce conseil des ministres se tiendrait « mercredi comme d'habitude », habitude qu'il n'était plus possible de respecter depuis deux semaines. Seul le chef de la milice chiite Amal, M. Nabih Berri, hospitalisé pour surmenage, n'était pas au rendez-vous de M. Khaddam.

L'accord élaboré porte sur deux points. L'armée, dont le commandant en chef doit être remplacé, serait dotée d'un « comité militaire » formé de six officiers supérieurs représentant chacune des six principales communautés du Liban, ainsi que d'une direction générale des ren-

seignements qui serait confiée à un officier chiite. En outre, un plan de sécurité applicable dans un premier temps à Beyrouth et à sa banlieue viendrait à consolider le cessez-le-feu, à rouvrir les voies de jonction entre les deux secteurs de la capitale, à rétablir l'activité du port et de l'aéroport et à assurer le ramassage des armes.

Cet accord sera-t-il appliqué ? On ne se fait pas trop d'illusions ici et l'on attend guère une véritable reconstruction de l'armée, encore moins un « ramassage des armes », tant la crise semble s'être enfoncée dans la médiation dans la crise libanaise. Toutefois, si le gouvernement se metait au travail, il pourrait au moins s'occuper de constituer le comité constitutionnel qui doit commencer à élaborer les structures du Liban de demain.

LUCIEN GEORGE.

Israël

Un coup à droite, un coup à gauche

De notre correspondant

Jérusalem. - Un coup à droite, un coup à gauche. En vingt-quatre heures, la commission centrale des élections a disqualifié vendredi tout à tour deux listes « extrémistes », en lice pour les élections législatives israéliennes du 23 juillet. Il s'agit de celle présentée par le mouvement d'extrême droite Kach, du rabbin Meïr Kahane (le Monde du 19 juin) et de la Liste progressiste pour la paix, qui regroupe des personnalités juives et arabes favorables à la création d'un Etat palestinien.

Présidé par un juge de la Cour suprême, M. Jean-Gabriel Bach, la commission centrale des élections rassemble une trentaine de députés appartenant à tous les groupes représentés à la Knesset. La disqualification du mouvement Kach a été votée à une nette majorité - dix-huit voix pour, dix contre, sept abstentions.

En justifiant sa décision, la commission a précisé que « le mouvement Kach milite en faveur de positions racistes et antidémocratiques, accorde publiquement son appui à des actions terroristes, allie la haine et la haine entre les divers secteurs de la population, porte atteinte aux sentiments religieux de certaines communautés, et s'oppose à la démocratie israélienne ». Le rabbin Kahane et ses amis prônent l'expulsion de tous les Arabes de l'Etat hébreu.

C'est à une majorité un peu plus faible - dix-sept pour, douze contre, quatre abstentions - que la commission a décidé

l'interdiction de la Liste progressiste pour la paix. Le parti progressiste de la coalition au pouvoir ont approuvé l'interdiction, contrairement au vote de l'opposition. Le Parti travailliste avait cependant laissé la liberté de vote à ses députés, après que trois d'entre eux favorables à l'interdiction eurent préféré ne pas participer à la réunion.

La Liste progressiste pour la paix milite en faveur de la restitution par Israël de tous les territoires occupés, y compris Jérusalem-Est. Dirigée par un avocat arabe de Haïfa, M. Mohamed Mizari, elle comprend notamment le journaliste Uri Avnery et le général de réserve Matti Peled. Tout en reconnaissant que les informations fournies par les services de sécurité étaient « ambivalentes », le juge Bach, qui s'est abstenu, a souligné que les leaders de la liste avaient critiqué la déclaration d'indépendance de l'Etat juif et le « loi du retour » fondement du sionisme, et qu'ils avaient pris des positions « équivoques » envers l'O.L.P. MM. Avnery et Peled, deux des plus célèbres « colombes » du pays, ont rencontré à plusieurs reprises les dirigeants de la centrale palestinienne au cours des dernières années. Les leaders des deux listes interdites ont interjeté appel devant la Cour suprême, qui devra se prononcer avant deux semaines.

J.-P. LANGELLIER.

Plusieurs personnalités en vue figurent parmi les membres du réseau terroriste juif

Jérusalem (AFP). - Les vingt-trois inculpés du réseau terroriste juif anti-arabe, dont les noms ont été publiés le lundi 18 juin pour la première fois à la suite d'une décision du tribunal de Jérusalem, sont des personnalités en vue des implanta-

tions juives de Cisjordanie et du plateau du Golan.

Menahem Livni, vingt-six ans, de Kiryat Arbat, en Cisjordanie, ingénieur électronique, commandant (réserve) d'un bataillon du génie, est présenté comme la figure centrale du réseau démantelé à la fin avril. Livni est accusé d'avoir participé à la préparation et à l'exécution de pratiquement toutes les opérations du réseau entre 1980 et 1984.

Yehoudah Eison, trente-trois ans, un des fondateurs d'Ofra, une implantation juive en Cisjordanie, a participé au triple attentat contre les voitures des maires palestiniens de Naplouse, Ramallah et El Bireh, MM. Bassam Chakka, Karim Khalaf et Ibrahim Tawil, au cours desquels MM. Chakka et Khalaf avaient été grièvement blessés le 2 juillet 1980.

Le capitaine Yehouda Ben Shoshan, trente-quatre ans, de Jérusalem, en poste dans le sud de la Cisjordanie, est soupçonné d'avoir participé à toutes les opérations du réseau terroriste.

Parmi les autres inculpés importants figurent également Moshe Zar, quarante-sept ans, de Kariat Shomron, une implantation juive en Cisjordanie, agent immobilier, qui a participé à l'attentat contre Bassam Chakka ; le rabbin Dan Berri, trente-trois ans, catholique d'origine française converti au judaïsme, dirigeant d'une institution éducative à Kariat-Arba. Il est accusé d'avoir aidé à la préparation d'un attentat contre les mosquées du mont du Temple à Jérusalem.

AFRIQUE

Tunisie

Le président Bourguiba a gracié les huit condamnés à mort des « émeutes du pain »

De notre correspondant

Tunis. - Le président Bourguiba a gracié, mardi 19 juin, les huit « émeutiers du pain » condamnés à mort et dont la Cour de cassation avait rejeté le pourvoi (le Monde du 16 juin). Leur peine a été commuée en travaux forcés à perpétuité.

La grâce présidentielle devrait grandement contribuer à une décrispation de l'atmosphère politique, qui se ressent encore de la grave crise que le pays a vécue au début de l'année à la suite de l'augmentation du prix du pain. Elle avait été encore accrue par la sévérité des verdicts prononcés contre les émeutiers. A n'en pas douter, la décision du chef de l'Etat renforcera à l'extérieur l'image d'une Tunisie pays de mesure, de justice et de tolérance, où l'esprit de vengeance et les excès sommaires n'ont droit de cité.

M. Bourguiba a arrêté sa position après avoir pris connaissance des dossiers des condamnés préparés la veille par la commission des grâces et qui lui étaient transmis par le premier ministre, M. Mohamed Mzali. On croit savoir que ce dernier avait plaidé l'indulgence.

La clémence du combattant suprême, dont il a su souvent faire preuve par le passé, sauf à l'égard des condamnés de droit commun, était espérée. Le sort des huit jeunes gens, de dix-huit à vingt-deux ans, qui s'étaient vu infliger la peine

capitale à la suite de la mort, par jets de pierres, de deux automobilistes lors des émeutes du 3 janvier dans la capitale, avait suscité diverses démarches d'organisations humanitaires politiques et professionnelles tunisiennes et d'appels au président émanant de l'étranger - de France notamment - pour qu'il use de son droit de grâce.

Outre l'aspect humanitaire de cette affaire, auquel il a été très certainement sensible, le chef de l'Etat a probablement tenu compte du doute qui subsistait quant à la réelle culpabilité des condamnés. En outre, la conduite de leur procès avait été incontestablement entachée de diverses irrégularités que l'on ne niait pas jusque dans certains cercles politiques du pouvoir.

Le gouvernement s'était toutefois retranché derrière l'indépendance de la justice pour ne pas intervenir. En revanche, une fois la procédure judiciaire terminée plusieurs ministres, à commencer par M. Mohamed Mzali, ont fait connaître leur sentiment au chef de l'Etat. Déjà, lundi, le comité directeur de la Ligue des droits de l'homme s'était félicité de l'« écho favorable » qu'il avait trouvé auprès du chef du gouvernement lorsqu'il était venu plaider devant lui la grâce des condamnés.

MICHEL DEURÉ.

Mozambique

Des postes-clés sont confiés à deux artisans du pacte de sécurité avec Pretoria

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - Deux des principaux négociateurs mozambicains de l'« accord de non-agression », signé, le 16 mars à Nkomati, avec l'Afrique du Sud viennent de se voir confier des postes-clés, à la faveur d'un remaniement gouvernemental rendu public le 15 juin à Maputo. Le colonel José Carlos Lourenço, qui le ministre de la justice contre celui de l'intérieur, tandis que le colonel Sergio Vieira, ministre adjoint de la défense depuis le 15 janvier, prend le portefeuille de la sécurité (1).

En plaçant des hommes de confiance à la tête des ministères de l'intérieur et de la sécurité, dont les titulaires ont été limogés (le lieutenant-général Armando Gueboza demeure sans affectation et le général Mariano Matosinho est nommé gouverneur de la province de Niassa), le président Machel cherche à rétablir la discipline au sein des forces de défense du pays. La lutte contre les « bandits armés » de la Résistance nationale du Mozambique (RNMM), en effet, conduit à des abus contre la population civile, notamment à des arrestations et à des détentions arbitraires.

En avril, le comité central du Front de libération du Mozambique (Frelimo), parti unique au pouvoir, avait dénoncé « les déviations et les violations de la Constitution » par

les services de sécurité et les groupes de miliciens. Il en avait appelé à la continuation de « l'offensive de légalité » lancée, en novembre 1981, par M. Machel. Le chef de l'Etat lui-même, qui, en mai 1983, avait personnellement pris en mains les affaires de défense, qui exigent « d'être centralisées au plus haut niveau », avait publiquement mis en cause les deux ministres incriminés.

Lors d'une réunion, le mois dernier à Nampula, il s'était interrogé : « Comment est-il possible qu'il existe des situations arbitraires et illégales alors que nous sommes si bien organisés et que les tâches de chacun sont si clairement définies ? ». Il avait même admis que « dans [nos] villes, le comportement de la police est pire que celui de la police coloniale... ».

J. de B.

(1) M. José Carlos Lobo, ministre des ressources minières, est nommé vice-ministre des affaires étrangères. Le portefeuille de la justice est confié à M. Ossame Ali Danto.

Libez
St Mandé
PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Les petits livres qui disent comment

animer une association

29 autres titres

le centurion

animer une association

29 autres titres

le centurion

animer une association

29 autres titres

le centurion

animer une association

29 autres titres

le centurion

animer une association

29 autres titres

le centurion

animer une association

29 autres titres

le centurion

animer une association

29 autres titres

le centurion

TÉLÉcopieur PARTAGÉ

ETRAVÉ SERVICE TÉLEX - TÉLÉCOPIE 345.21.62

Qui n'a jamais rêvé d'un chalet au bord de l'eau avec une barque et une plage de sable fin ?

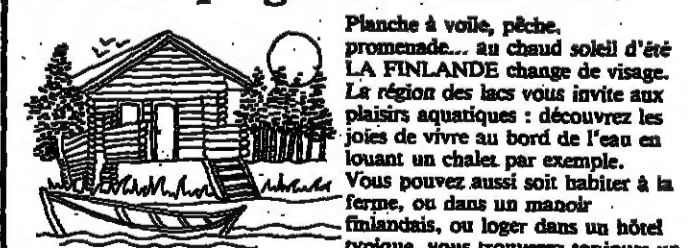


Planche à voile, pêche, promenade... au chaud soleil d'été LA FINLANDE change de visage. La région des lacs vous invite aux plaisirs aquatiques : découvrez les joies de vivre au bord de l'eau en louant un chalet par exemple. Vous pouvez aussi soit habiter à la ferme, ou dans un manoir finlandais, ou louer dans un hôtel typique, vous trouverez toujours un accueil chaleureux.

Si vous préférez les étendues sauvages, vous pousserez jusqu'en Lapouie, là où durant 73 jours le soleil ne se couche plus. FINNAIR vous propose également une formule à la carte : Avion + voiture - hôtel pour un voyage découverte.

Découvrez dans nos brochures les mille et une manières de vivre des VACANCES PLUS VRAIES QUE NATURE en retournant le coupon réponse ci-joint ou en téléphonant gratuitement de province en composant le : 16 (05) 366.177.

LA FINLANDE UN PAYS PLUS VRAI QUE NATURE

FINNAIR 11, rue Anber - 75009 PARIS
Tél. : 742.33.33.

Nom :
Adresse :

Grandes Brochures

OVERSEA

3 jours d'écrogiss
A Ganel 33 cou
et tout du
tous les fans de
bez ben assés, M
35 minutes
de vos prez emb
de l'heure, Mon

AFRIQUE

Algérie

Le nouveau code de la famille prend en charge le progrès sans tourner le dos à la religion islamique souligne le ministre de la justice

Alger. - Peu d'informations officielles sur le contenu des nouvelles dispositions votées par les députés ayant filtré après l'adoption du code de la famille (le Monde du 1^{er} juin), les Algériens s'interrogent sur les conséquences pratiques de ce vote. Le ministre de la justice, M. Boualem Bakli, a mis un terme aux spéculations en présentant lundi 18 juin, à la presse nationale et étrangère, le texte qui sera publié dans quelques jours par le Journal officiel, et, innovation notable, en répondant à toutes les questions des journalistes, en compagnie du ministre de l'information, M. Bachir Rouis.

Dans ses propos préliminaires, M. Bakli a rappelé que ce code complète un vide juridique datant de l'indépendance et qu'il avait fallu du courage à la direction politique pour faire aboutir le projet en bravant certains « tabous ». Il a aussi déclaré : « Ce texte n'est pas un code de la femme, c'est un code de la famille dans son ensemble ; c'est un volet du dossier « Organisation de la famille » qui a fait l'objet de décisions au niveau du comité central, par exemple en matière de régulation des naissances. La femme algérienne n'a pas besoin d'une loi qui définit ses droits ; ceux-ci sont garantis par la Constitution à égalité avec l'homme. »

Parlant de la « philosophie » du code, le ministre a dit que celui-ci prend en charge le progrès, sans tourner le dos aux principes de la religion islamique bien comprise. « La législation a été guidée par le Coran et la sainte tradition du prophète. » Mais « les vues de certains docteurs de l'islam ont été écartées ». L'idée de base est que la famille est la cellule essentielle de la société. « La famille est fondée sur la légitimité. Toute idée de concubinage ou d'union libre est écartée. Loin de nous ces genres de vie commune, contre nature. »

« Le mariage n'est pas un contrat comme un autre », a poursuivi M. Bakli. La femme n'est pas une marchandise qu'on peut vendre ou acheter. Préservée par le prophète comme la sœur jumelle de l'homme, elle ne peut être mariée sans son consentement exprès. Le divorce « ne peut être qu'un remède à certaines situations ». Le

De notre correspondant ministre a souligné à ce propos que les séparations de couples sont moins nombreuses en Algérie qu'en France. Seulement un divorce pour six mariages. En cas de rupture du lien conjugal, la garde des enfants est confiée en priorité à la lignée maternelle (la grand-mère se substituant à la mère, si celle-ci est déchu de ses droits).

Cette disposition sera valable en cas de divorce d'un couple mixte, a précisé le ministre. C'est là une innovation importante, mais évidemment sans effet rétroactif. Une Algérienne ne peut pas se marier avec un non-musulman, mais un Algérien peut épouser une chrétienne ou une israélite. Les divorces de ces couples étrangers donnaient lieu, jusqu'à présent, à des drames ou à des contentieux relatifs à la garde des enfants, selon que le divorce était prononcé.

En Algérie ou en France, les décisions de justice étaient souvent différentes, ce qui amenait les pères algériens à de vives réactions. Une association nationale de défense des enfants enlevés s'est constituée en France. Selon elle, vingt mille mariages mixtes (pas seulement franco-algériens) sont contractés chaque année dans l'Hexagone ; un sur trois est suivi d'un divorce. Or, assure l'association, un millier d'enfants sont enlevés chaque année après ces divorces. L'enlèvement est dans 80 % des cas le fait du père musulman et « pour plus de 50 %, il s'agit de ressortissants algériens », assure l'association. Une délégation des mères concernées a annoncé son intention de se rendre à Alger du 6 au 11 juillet, et M^{me} Simone de Beauvoir a écrit au président Chadli pour lui demander de recevoir ces femmes.

Sans faire directement allusion à cette entreprise, le ministre de la justice a cité des chiffres qui rela-

visent le problème. Il a affirmé que des mères françaises avaient aussi enlevé des enfants en Algérie. Il a ajouté que l'Algérie était décidée à faire exécuter des jugements rendus en France, même si ceux-ci « sont teintés d'une certaine discrimination ».

Cette parenthèse fermée, M. Bakli a poursuivi l'exposé des éléments essentiels du code attendu par la population. Assurant que la polygamie existait avant l'islam et que celui-ci en avait limité la coutume, il a déclaré que le mari ne pourrait contracter un autre mariage que dans des cas très restrictifs : « stérilité de la première femme ou maladie incurable ».

Un autre débat délicat avait trait à l'adoption. « Celle-ci », a dit M. Bakli, est possible, mais sans octroi de nom. L'adoption avec octroi de la filiation est interdite. Mais ce qu'on appelle le recueil légal est encouragé. L'enfant recueilli peut être de parents connus ou inconnus. »

S'agissant de la représentation légale, le ministre a insisté sur le fait que, d'après le code de la famille, la femme est tutrice légale de ses enfants après le décès du père, même si le grand-père est encore vivant. Elle peut être curatrice et tutrice testamentaire d'enfants autres que les siens.

Le code innove sur plusieurs points en matière de succession dans le sens du renforcement du droit des enfants. Une disposition concerne les personnes de confessions différentes. Celles-ci ne peuvent toujours pas hériter normalement l'une de l'autre, mais un legs par testament devient possible. La part d'héritage demeure inégale entre fils et filles de mêmes parents ; cela se justifie, a dit le ministre, par le fait que les devoirs de l'homme et de la femme sont différents. La femme a droit au travail mais n'est pas tenue de subvenir aux besoins de la famille. Cette obligation incombe au père. La jeune fille est prise en charge par sa famille, puis, une fois mariée, par son époux.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Asie

« L'Afghanistan et les relations franco-soviétiques. » Dans une pétition au président de la République, en faveur du peuple afghan, Afrane (Amitié franco-afghane) (1) « exprime le souhait qu'aucune action tendant à développer les relations de la France avec l'URSS ne soit engagée tant que se poursuit l'occupation militaire soviétique de l'Afghanistan ». Rappelant les déclarations antérieures de M. Mitterrand à propos de l'Afghanistan, la pétition déclare encore : « Nous savons que le peuple afghan apprécie les positions prises par la France en ce domaine et attend d'elle des actions toujours plus fermes. Nous vous remercions par avance d'intervenir énergiquement en toute occasion pour que l'URSS renonce à sa tentative d'asservissement de l'Afghanistan, tentative marquée en ce printemps de 1984 par une intensification des opérations de l'armée soviétique, frappant surtout la population civile afghane. »

(1) Afrane (Amitié franco-afghane) BP 254, 75524 Paris Cedex 11. Tél. : 336-75-25.



CAPEL met l'homme fort à son aise

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Carré Malesherbes Paris 15



CAPEL se met en quatre pour les doublemètres

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Carré Malesherbes Paris 15

HOVER SPEED: UN 33 TOURS POUR L'ÉTÉ!

33 tours d'aéroglosses par jour et dans les deux sens pour traverser le Channel. 33 tours d'aéroglosses entre 8h00 et 21h40 (en juillet et août) au départ de Calais ou Boulogne vers Douvres. A tous les fans de l'Hoverspeed, voici 33 traversées d'été où vous serez bien assis, bien servis dans votre fauteuil, comme dans un avion. 35 minutes plus tard vous débarquerez aussi facilement que vous avez embarqué. Pour tous les mordus de la Manche à 100 à l'heure, Hoverspeed, c'est le tube de l'été!

Renseignements et réservations. Contactez votre agence de voyages ou :
Hoverspeed-Paris, 24 rue de St-Quentin, 75010 Paris. Tél : (1) 208.11.96/278.75.05
Hoverspeed-Calais. Tél : (21) 96.67.10
Agent Général :
Frederick Lock Travel Service, 4 rue de la Paix, 75002 Paris. Tél : (1) 260.36.48

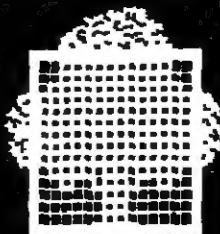
HOVER SPEED L'ANGLETERRE SUR COUSSIN D'AIR.

UN ARBRE SUIVIT ARIANE A LA TRACE.

BULL, premier groupe informatique et bureautique français, a un rôle prépondérant dans le lancement et le suivi de la fusée Ariane. Des calculateurs Mitra à hautes performances ont été choisis pour assurer le développement et la mise au point des programmes de lancement, le contrôle des chaînes électriques du lanceur, la conduite de la séquence synchronisée, la surveillance et la régulation des installations de remplissage des étages en ergol liquide jusqu'à H zéro. Des calculateurs temps réel Solar connus pour leur grande puissance de calcul constituent le

système informatique de poursuite de radar et fournissent des informations sur la position et la vitesse de la fusée qui sont visualisées et enregistrées. En établissant la communication dans l'espace, l'équipe BULL marque des points.

Bull



LIGNE 1 OLIVETTI L'AUTRE APPROCHE INFORMATIQUE

Imaginez d'obtenir une réponse immédiate à toutes les questions que vous vous posez sur la marche de votre entreprise, et dans tous les domaines à la fois. C'est possible, aujourd'hui, grâce aux systèmes multifonctions de la Ligne 1 Olivetti.

Les systèmes multifonctions de la Ligne 1 Olivetti traitent simultanément et en temps réel des problèmes de gestion, de programmation, de recherche, de conception et de production, sans oublier les applications de plus en plus nombreuses de la bureautique. La philosophie de la Ligne 1 veut que toutes les informations de l'entreprise

soient mémorisées dès leur naissance et puissent être rappelées instantanément au moment où le besoin s'en fait sentir. Finis les travaux en double, les attentes, les erreurs.

Une configuration de la Ligne 1 peut comprendre un nombre pratiquement illimité de postes de travail dont le degré de spécialisation et la puissance sont dosés en fonction des besoins effectifs.

La souplesse de l'architecture décentralisée permet de faire évoluer progressivement la configuration et élimine les risques de suréquipement.

Grâce à leur logiciel, les systèmes de la Ligne 1 Olivetti sont faciles à utiliser, faciles à programmer. Olivetti : l'autre approche de l'informatique.



olivetti

Pour connaître l'équipe de vente la plus proche de chez vous et recevoir une documentation
demandez au Service Client Olivetti France Marketing L.L.
91, rue de l'Industrie, 77000 Meaux (Seine-et-Marne)

NOM _____
PRÉNOM _____
FONCTION _____
SOCIÉTÉ _____
ADRESSE _____
VILLE _____
PAYS _____

Le 1er long...
Le 2nd long...
Le 3rd long...
Le 4th long...
Le 5th long...
Le 6th long...
Le 7th long...
Le 8th long...
Le 9th long...
Le 10th long...

13 BON
PR
BD MON

La Chaux-de-Fonds
Chez Robert
La Chaux-de-Fonds
Le Dôme
Laurent et Fils
Mandarine
La Maison de la Carte
Le Moulin
La Nouvelle Cuisine
Pizzeria
Pub Royal
La Rotonde
Taverna de l'Europe

3642
DE PIERRE
78 DE
LA LIBE

401001550

AFRIQUE

L'Ouganda sous la terreur

I. - Quand les forces de l'« ordre » tuent et pillent

De notre envoyé spécial JACQUES DE BARRIN

Namugongo. - « UNLA boys » (1) : le crime est signé à la craie sur un des murs du séminaire anglican de Namugongo, au bas d'un acte d'accusation en légende qui veut dire : « Vous, chrétiens, vous essayez d'arrêter les guerriers, vous allez tous mourir ». Le révérend Godfrey Bazira est assis, et ses étudiants sont malmenés. Pendant quatre jours, du lundi 21 au vendredi 25 mai, au dire des témoins, quelque trois cents soldats de l'armée régulière, venus de Kampala, à 14 kilomètres de là, occupent et dévastent les lieux où, en camion et en véhicules blindés, occupent et dévastent les lieux où, le 3 juin 1984, trente-deux pages du kabaka, le roi du Royaume, furent brûlés vifs pour avoir refusé de renier leur foi. Sous prétexte de traquer les « bandits » de la « résistance », les militaires de l'« ordre » (NRA) qui, quelques heures plus tôt, non loin de là, avaient attaqué la station satellite de Mpona, les militaires se livrent, aux alentours, à de sanglantes représailles contre tous ceux qui ont le tort de se trouver sur leur chemin. Le dernier bilan, qui ne prend pas en compte les disparus, fait état de plus de cent morts.

Une « longue agonie »

Les forces de l'« ordre » saccagent et pillent systématiquement les villages environnants, égarant le bétail et mettant le feu à plus de cinquante-dix maisons. Sur le mur de l'une de ces cases - celle d'un instituteur - ils griffonnent : « Lubiri cow-boys ». (2). Un centre catholique de retraités, situé près du séminaire de Namugongo, que Paul VI visita en août 1969, est mis à sac en bonne et due forme, des dispensaires jusqu'à la sacristie. Le bétail - vaches, bicyclettes, télévisions, machines à coudre, matériel médical - est, ensuite, éparpillé par centaines et le trop plein de marchandises brûlé sur place. Ces villages s'appliquent, en outre, à commettre des actes sacrilèges. Ils incendient ainsi la petite mosquée de Kito, non sans avoir pris soin, au préalable, d'y égarer un porc à l'intérieur et, une fois celui-ci bien rôti, de le déguster en utilisant comme assiettes des pages du Coran.

Dans un communiqué officiel - ce qui ne s'était encore jamais vu - le gouvernement ougandais exprime ses « profondes regrets » pour les pertes de vies humaines et, en termes embarrassés, une certaine responsabilité de l'armée régulière dans ce massacre. « Les soldats n'ont pas pu résister. Ils avaient très bien été entraînés », raconte un témoin. Pour M. Paul S.

megeant, président du Parti démocratique (DP), la principale formation de l'opposition légale, « il est clair que quelque un a poussé ces militaires à agir d'une manière si sauvage ».

Malgré les assurances du gouvernement, la population a, aujourd'hui, déserté les lieux. Certains y reviennent le temps de ramasser dans leurs champs de quoi se nourrir. Cependant, le dimanche 3 juin, à l'occasion du pèlerinage annuel, la foule des grands jours avait envahi le sanctuaire de Namugongo. Dans son homélie, l'évêque catholique de Soroti a, alors, évoqué « la longue agonie que le pays traverse », tandis que, dans la même, l'évêque protestant de Kigezi a souligné : « Ce qui s'est passé ici, ne passe, hélas ! n'importe où en Ouganda ».

Assurément, le massacre de Namugongo n'est pas une simple « bavure ». C'est un peu partout, à travers le pays, que l'armée régulière exerce de pareilles représailles contre la population civile, coupable, à ses yeux, d'« intelligence » avec les « bandits » de la NRA ou les assimilés. Ce fut le cas, fin février, lorsque les militaires reprirent le contrôle de Masindi, au nord de Kampala, tombée, pendant quelques heures, aux mains des dissidents conduits par leur chef, M. Yoweri Museveni. Ce fut aussi le cas, début juin, lorsque ces mêmes militaires se présentèrent à Hoima, au nord-ouest de la capitale, sur les pas de ces mêmes dissidents.

Dans le Karamoja, au nord-est du pays, la chasse aux voleurs de bétail, engagée depuis la mi-mars, par l'armée régulière avec le concours d'unités kényanes, a dégénéré en violences de tout genre : villages rayés de la carte, cultures détruites, bétail abattu. Des hélicoptères américains ont participé à ces opérations de « nettoyage ». A Tororo, l'équipe d'Hôpital sans frontières (HSF) a interdiction de soigner les victimes de ces exactions. Les autorités ougandaises ont déjà « parqué » plusieurs milliers de familles dans les camps de Kapeto et de Namuli. Plus de vingt mille pasteurs et cultivateurs ont réussi à s'enfuir vers le sud du Soudan, à quitter une région où les semences n'ont pas pu être faites et qui, risque, la sécheresse aidant, de connaître, dans les mois à venir, une nouvelle famine.

Dans le sud de l'Ouganda, les persécutions continuent contre les Ba-

nyarwandas, auxquels le gouvernement de Kampala persiste à dénier la qualité de nationaux à part entière. Cent mille d'entre eux vivent dans des camps à l'intérieur du pays. Quarante mille autres ont trouvé asile, ces derniers années, en Tanzanie et au Rwanda (3). Dans un récent rapport, le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) des Nations unies n'écarter pas la possibilité d'une nouvelle flambée de violence contre cette ethnique et se demande si « le pouvoir central aura la volonté politique et les moyens matériels de la prévenir ou de la contenir ».

Reste, dans le Karamoja, à proximité immédiate de la capitale, la tâche noire que forment les trois districts « chauds » de Luwero, Mpigi et Mubende. Incapable de venir à bout de la dissidence qui infeste la région, l'armée régulière y pratique, faute de mieux, à l'encontre de la population civile, une politique de terreur. Certes, la quarantaine de camps que le gouvernement avait ouverts pour y mettre les paysans à l'abri des « mauvaises influences » des « bandits » de la NRA ont été, pour la plupart, récemment fermés, et leurs pensionnaires invités à regagner leur domicile. Cependant, beaucoup se sont rassemblés, pour des raisons de sécurité, autour des bourgs ruraux, d'autres encore ont et viennent entre leur maison et leurs champs, prêts à disparaître dans la nature à la moindre alarme, si tôt qu'ils ont vent de la présence de soldats dans les parages.

La situation a empiré dans ce secteur depuis l'automne dernier, si bien que l'armée régulière, au lieu d'être sur la défensive, ne prend plus de garde à l'égard des autochtones, qu'elle rapotonne, viole et tue à volonté. Dans les villages, les jeunes du Congrès du peuple ougandais (UPC), le parti au pouvoir, jouent les médiateurs. Derrière leurs lunettes noires, ils épiant tous ceux dont le comportement leur paraît suspect et les remettent entre les mains des soldats, qui se chargeront de faire le « sale boulot ». Lorsqu'ils montent des opérations punitives, ceux-ci préfèrent attaquer leurs victimes à l'arme blanche au lieu d'utiliser des armes à feu qui donneraient l'alerte. Saisissant contraste avec les illustrations du Mamelou du combattant - traduit en anglais et en swahili - que le Comité international de la Croix-Rouge de Genève (CICR) distribue aux unités en garnison dans la région et dans lequel on voit des militaires pourrir des enfants et secourir des vieillards.

humaines, dont elle se nourrit, et de café, qu'elle écoulait sur les marchés.

A côté de ces crimes et exactions commises ouvertement et sans vergogne, il y en a beaucoup d'autres dont les forces de l'« ordre » se rendent coupables dans le secret des cachots. Les plus « heureux » des « politiciens » et des « droits communs » sont les pensionnaires des quatre-vingt-trois prisons et commissariats de police placés sous le contrôle du ministère de l'intérieur que le CICR a obtenu le droit de visiter. Ses délégués ont, aujourd'hui, presque achevé leur tournée et vu ainsi plus

ment ? - qui, pour leur propre compte ou celui d'un chef de bande, gratuitement ou par sadisme, tuent et violent, saccagent et volent.

Le 27 mai, à 10 heures du matin, à Kampala, à 400 kilomètres au sud de Kampala, un soldat a « descendu » en pleine rue le jeune fils d'un pasteur anglican. Le 5 juin, à 7 heures du matin, dans la banlieue de la capitale, sur la route de Hoima, un militaire a « fait un carton » sur un taxi collectif, blessant plusieurs passagers. Simples faits divers : ni l'un ni l'autre de ces « tireurs d'élite » ne seront inquiétés. La nuit, à Kampala, les rafales d'armes automatiques aussi bien que les cris des femmes aux prises avec

40 francs, - lorsqu'il arrive qu'elle leur soit versée, est, il est vrai, bien loin de nourrir son homme. D'ordinaire, le « péage » au paiement duquel les étrangers sont soustraits est de 100 shillings, soit 2 francs. Il y a des barrières officielles établies sur ordre supérieur. Le sous-officier fixe à ses hommes la recette qu'il en attend : « 25 000 shillings pour moi, le reste pour vous ». Il y a aussi des barrières « sauvages » dressées par un individu en uniforme qui travaille pour son propre compte. Inutile, dans l'un ou l'autre cas, de vouloir parlementer : s'il n'est pas solvable, celui qui voyage en train est, par exemple, invité à en descendre et à continuer son chemin à pied.

Face à cette anarchie rampante qui autorise toutes les violences, beaucoup d'Ougandais concluent que la situation du pays n'a jamais été pire et les voix de fait plus nombreuses. « Idi Amin Dada contrôlait son armée, entend-on dire. On ne voyait pas de gens en uniforme jouer au petit soldat. Les paysans n'étaient pas parqués dans des camps et on ne brûlait pas les villages. A cette époque-là, la justice était expéditive mais sévère : elle visait tous ceux qui, de près ou de loin, portaient ombrage au dictateur. Maintenant, avec Milton Obote, on ne s'importe qu'un sans raison. Plus personne n'est à l'abri des lubus de la soldatesque ». Il faut que l'Ouganda soit tombé bien bas pour qu'aujourd'hui, en désespoir de cause, beaucoup d'autochtones en viennent à réhabiliter, d'une certaine manière, l'image d'Amin Dada, à admettre que les régimes « de meurtre et de terreur » ne se ressemblent pas tous, qu'il en existe de plus mauvais que d'autres.

(1) Uganda National Liberation Army.
(2) Lubiri est une des trois grandes casernes de Kampala.
(3) Selon le HCR, environ huit cent mille Ougandais citoyens ou résidents - soit 6 % de la population totale du pays, sont des « personnes déplacées » à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières et requièrent de la communauté internationale une aide dont le montant est estimé, pour la période 1983-1984, à près de 70 millions de dollars.

Prochain article :
LA RECONSTRUCTION, TOUJOURS RECOMMENCÉE...



de dix mille détenus. Ils ont notamment pu apporter à ceux-ci une aide matérielle - sous forme de couvertures, de ustensiles, de savon, etc. - et morale en transmettant du courrier à leurs familles.

Mais qu'en est-il des prisonniers gardés au secret, notamment dans les casernes de la capitale : Buaya, Lubiri, Makindye ? Les très rares Ougandais qui ont pu s'en échapper continuent de décrire, aujourd'hui encore, les scènes d'horreur dont ils ont été les témoins et parfois les victimes. Ces détenus, promis à une mort presque certaine, sont de prétendus dissidents ou bien des individus dont l'armée cherche à s'approprier les biens. Un « long séquestre », produit par les services cinématographiques de la NRA (sic) et tourné au lendemain de l'attaque de Masindi, montre, dans des fosses communes, mortes au sud de Luwero, les cadavres d'hommes plutôt jeunes, le crâne fracassé à coups de barre de fer, dont tout porte à croire, selon des observateurs, qu'ils ont été jetés là par les goliards de Makindye.

D'aucuns dressent la longue liste des centres d'interrogatoires à Kampala dans lesquels les suspects sont passés à la question : Nile Mansion, Afro-Motors, Milton Obote Foundation, Uganda House, Argentina House, et, semble-t-il, depuis peu, State Security Center, dans le quartier de Nakasero. Les milices privées des principaux dirigeants du pays, notamment celle du très redouté C.R. Rukwasi, ministre d'Etat auprès de la présidence de la République, participent activement à cette chasse aux « dissidents », allant, si nécessaire, comme cela se pratique encore, les traquer au Kenya, dans les rues de Nairobi.

Et puis, en bout de chaîne, il y a cette violence qui finit par passer insaperçue, banale à force d'être quotidienne, celle de ces gens en uniforme - comment les appeler autre-

des pillards ou des soudards ne semblent plus guère troubler le sommeil des habitants. Il faut être étranger pour s'émouvoir encore.

Sur les routes, le long des voies ferrées et, parfois même, aux portes de certains ministères, notamment celui de l'information, les militaires font la manche sous couvert d'un contrôle d'identité. La solde mensuelle - 2 000 shillings, soit

13 BONNES TABLES PRES DU BD MONT-PARNASSE

La Chaumière Paysanne	320.76.55
Chez Bébert	222.55.31
La Closerie des Lilas	326.70.50
Le Dôme	354.53.61
Laurent et Joël	320.79.25
Mandarin Impérial	734.68.15
La Maison du Cantal	033.77.99
Le Module	326.54.33
La Nouvelle Créole	320.62.12
Pizza Opéra	326.75.18
Pub Royal	326.65.61
La Rotonde	326.48.26
Taverne de Maître Kanter	326.88.40



Une anarchie rampante

Dans un tel climat de violence, les organisations humanitaires (CICR, Save the Children Fund, OXFAM) ont de plus en plus de mal à accomplir leur mission, soupçonnées qu'elles sont de distribuer de la nourriture aux deux belligères et aux camps de Bukomero, Kiboga et Nakasi, et veiller à ne pas donner de raisons pour plus de quatre jours.

Les écoles sont encore ouvertes dans le Luwero, mais les missions chrétiennes se sont repliées ailleurs. Aux mains d'une équipe de médecins allemands, le seul hôpital du secteur - celui de Nakasero - est accablé aux seuls patients qui peuvent montrer aux barrières routières la quittance de leurs impôts. Le but de la manœuvre est d'empêcher les suspects qui sont à priori les « personnes déplacées », démunies de tout papier officiel, d'aller s'y faire soigner. Si, aujourd'hui, les paysans ne sont pas harcelés dans leurs champs, c'est simplement parce que l'armée y trouve son compte et a déjà confisqué une bonne partie des récoltes de maïs, de haricots et de

Au moment des élections Européennes le livre qui explique l'Europe



L'EUROPE ET SON IDENTITÉ DANS LE MONDE
Par Philippe Moreau Defarges
l'auteur des « Relations Internationales » (les dirigeants de puissances) 1984
Préface de Claude Cheysson
Ministre des Relations Extérieures
AUX ÉDITIONS S.T.H.
8, avenue Léon-Henzy
75018 Paris Tél. : 527.10.15
Prix 96 F TTC 320 pages.

VOYAGEZ "DINERS" AVEC DINERS VOYAGES

Diners Voyages - Champs-Élysées	723.78.10/78.05
18, rue François I ^{er} - 75008 Paris	
Diners Voyages - Opéra	523.20.65
24, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 Paris	
Diners Voyages - Tolbiac	586.12.08
58 A, rue du Dessous-des-Berges - 75013 Paris	
Diners Voyages - Puteaux/Défense	773.03.86
Tour Litwin - 10, rue Jean-Jaurès - 92807 Puteaux	
Diners Voyages - Neuilly	722.69.55
88, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 Neuilly	
Diners Voyages - Meudon - Forest Hill	630.22.83
40, Av. du M ^{re} de Launay-de-Tassigny - 92360 Meudon-La-Forêt	
Diners Voyages - St-Quentin-en-Yvelines	043.20.45/33.36
9, avenue du Centre - 78180 Montigny-Le Bretonneux	
Diners Voyages - Créteil - Immeuble Pyramide	377.43.44
80, avenue du Général-de-Gaulle - 94009 Créteil cedex	
Diners Voyages - Blanc-Mesnil - Centre d'Affaires	865.44.67
Paris-Nord - Bâtiment Ampère - 93153 Blanc-Mesnil	
Diners Voyages - Cergy-Pontoise - Immeuble	038.73.44
Les Cercades - 3, mail des Cercades - 95000 Cergy	



les élections

Grèce

La tâche de M. Papandréou s'annonce difficile après une consultation qui a exacerbé les passions

De notre correspondant

Athènes. - Les élections européennes du 17 juin, test national pour les Grecs, ont modifié le paysage politique. Si les dirigeants du PASOK (parti socialiste) peuvent se féliciter de voir la Nouvelle Démocratie (opposition de droite) demeurer en seconde position, ils n'ont pas de quoi pavoiser, à seize mois de la date normale des élections générales.

La force propre du PASOK demeure en effet indéfectible au lendemain des européennes, ce parti ayant bénéficié d'un double apport de voix, communistes et centristes. D'autre part, la Nouvelle Démocratie a surmonté sa défaite de 1981. Désormais bien structuré, solidement organisé dans tout le pays, ce parti a réussi à drainer une frange du centre libéral. En revanche, elle n'a pas mordu sur l'extrême droite nationaliste, qui a préféré assurer son siège européen à l'EPEN plutôt que de rallier la droite démocratique.

La résurgence de la Nouvelle Démocratie est surtout due aux jeunes qui se sont dévoués sans compter pendant la campagne électorale. Seulement, cette jeunesse ne paraît pas devoir se contenter de nouveaux répliques ou de compromis. Elle réclame des cadres plus expérimentés et elle demandera au parti de préciser son identité en dehors d'un populisme boniteux et d'un cristisme fourre-tout. Cette pression de la base et des jeunes met en lumière le fait que certains dirigeants de la Nouvelle Démocratie ont leur avenir derrière eux. L'objectif en tout cas doit être de grignoter un électoral de gauche qui est apparu une nouvelle fois largement majoritaire.

M. Papandréou devra donc faire en sorte que son parti persiste dans une voie autonome sans céder aux pressions des groupes « intégristes ». Cependant, l'aile marxiste du PASOK réclame une plus large collaboration avec les communistes. Ces derniers n'ont pas suffisamment progressé pour pouvoir exiger d'eux une radicalisation du parti au pou-

voir. La composante centriste du PASOK refuse d'ailleurs une pareille collaboration et fait valoir que c'est l'électorat modéré qui a empêché la Nouvelle Démocratie de devenir le premier parti et de demander une redistribution des cartes.

Pour rétablir une crédibilité entamée par l'exercice du pouvoir, M. Papandréou devrait remanier son équipe afin d'éliminer de trop nombreux poids morts et de discipliner des muscadins qui, jouant au sans-culotte, entravent l'action du gouvernement et sèment la pagaille dans les administrations et les services publics. Mais une bonne partie de l'appareil du PASOK ne l'entend pas ainsi.

Le premier ministre devra donc jouer serré car la Grèce traverse une crise générale dont les développements sont encore imprévisibles. La campagne électorale, marquée par de virulentes invectives, a été un véritable déballage de linge sale et laisse dans le pays un climat déplorable. Dans les villes, partisans et adversaires du pouvoir socialistes se regardent en chiens fâchés et les villages sont revenus à l'heure du « café de droite » et du « café de gauche ». On est loin du consensus réalisé après le rétablissement de la démocratie en 1974 et, pour la majorité des Grecs, c'est la leçon majeure qui se dégage du scrutin de dimanche dernier.

MARC MARCEAU.

FORMATIONS	1984	%	SIÈGES
PASOK (soc.)	41,58	10	
Nouvelle Démocratie	38,11	9	
Parti communiste grec (prosoviétique)	11,62	3	
Parti communiste de l'extérieur	3,40	1	
Union politique nationale (extrême droite)	2,79	1	
Divers	2,48		

Italie

Retour à la bipolarisation au détriment du « pôle laïc »

De notre correspondant

Rome. - Les résultats du scrutin du 17 juin ne modifieront certes pas les rapports de forces au Parlement italien. Ils n'en auront pas moins un effet psychologique important, la participation - la plus élevée de la Communauté européenne - à ce vote ne faisant que renforcer sa signification.

Le scrutin du 17 juin fait réapparaître la bipolarisation, alors que la vie politique italienne était caractérisée ces dernières années par un renforcement régulier des « petits » partis laïcs. A court terme, les résultats de ce scrutin incitent les partis de la majorité à modifier leur attitude : les libéraux et les républicains, affaiblis, devront tirer les conséquences d'une politique jugée sans doute trop indécise par l'électorat, et la Démocratie chrétienne, dont la crise paraît moins irréversible qu'on ne le pensait, va relever le défi.

Cette évolution s'opère au détriment d'un parti, le PSI (socialiste), qui voit s'évanouir son espoir d'assumer un rôle central dans toutes les coalitions gouvernementales et de jouer, en quelque sorte, le rôle de guide du « pôle laïc ». Certes, M. Craxi estime que les résultats modestes de sa formation, et des autres partis gouvernementaux, d'appartenance à un phénomène que l'on retrouve dans les autres pays de la Communauté : l'érosion des partis de gouvernement au profit des oppositions, de droite ou de gauche. Il reste que c'est le président du conseil lui-même, qui, de la tribune du congrès du PSI à Vérone il y a un mois, annonçait que le scrutin du 17 juin serait l'occasion d'un bilan, d'une « vérification » de la solidité de la majorité. Le PSI comptait progresser de deux ou trois points et se trouver en position de force par rapport à ses alliés. Or, le PSI n'a pas décollé de ses 11 %, se maintenant dans le Nord, et reconquérant même certaines positions à Milan qu'il avait dû céder aux républicains, mais perdant un ou deux points dans le Sud.

Il est vraisemblable que certains socialistes qui, jusqu'à présent, se sont pliés à la direction de M. Craxi, arrivés à la tête du PSI il y a huit ans par une sorte de révolution de palais, souhaiteront une redéfinition des rôles. Malgré une politique menée tambour battant autour du thème de la modernité et de l'efficacité, la progression électorale semble bloquée. D'autre part la Démocratie chrétienne, plus sûre d'elle-même, entend bien limiter la marge de manœuvre du président du conseil : M. Craxi, écrit *Repubblica*, va se trouver « en situation de liberté surveillée ». En outre, il lui faudra repenser certaines tactiques : les électeurs ne semblent pas favorables à un affrontement direct entre majorité et opposition et à la méthode souvent autoritaire par laquelle M. Craxi entend faire prévaloir ses vues.

Les forces qui composent le « pôle laïc », tiraillées par leurs dissensions internes, ne paraissent plus convaincre l'électorat. Plus encore que le « dépassement » de la DC par le PC, c'est ce renouveau de la bipolarisation qui est significatif. Dans l'immédiat, certes, le PCI n'apparaît guère en mesure de tirer parti de sa progression et de sa victoire « symbolique », même si elle est historique, sur la Démocratie Chrétienne. Il est décapité et n'a pas de ligne précise. La bataille pour la succession d'Enrico Berlinguer ne fait que commencer. Lundi 18 juin, la direction s'est réunie pour en fixer les modalités, ce n'est qu'au lendemain des élections en Sardaigne, le 24 juin, que se réunira le comité central. Le PCI ne ressent aujourd'hui qu'avec plus d'acuité la nécessité de sortir de sa situation d'isolement. Il tend à redevenir une des grandes forces actives, c'est-à-dire qu'il est appelé à prendre des initiatives sur la scène politique italienne.

PHILIPPE PONS.

RFA

Le chancelier Kohl écarte l'hypothèse d'un remaniement gouvernemental

Correspondance

Bonn. - « Pas de raison d'être nerveux » : le chancelier Kohl a balayé d'un revers de main, lundi 18 juin, les spéculations sur un éventuel réajustement au sein de sa majorité gouvernementale après les élections européennes. Minimisant les conséquences de la défaite du Parti libéral (FDP), qui n'a pu dépasser la barre des 5 %, il a indiqué qu'il entendait continuer avec les libéraux la mise en œuvre de son programme.

M. Helmut Kohl les a néanmoins avertis que la poursuite de leur collaboration au sein du gouvernement ne pouvait se faire que dans un esprit de « camaraderie », qu'il ne pouvait être question pour eux de chercher des avantages au détriment des deux autres partis de la coalition, le Parti chrétien-démocrate et celui des chrétiens-sociaux de Bavière. Avertissement qui prend toute sa valeur lorsqu'on sait que le gouvernement doit examiner à la rentrée prochaine divers projets de loi controversés, sur la réforme du divorce et sur celle du statut des immigrants notamment.

M. Kohl a reconnu que le résultat de ces élections, qui se sont soldées par un recul de 3 points pour la CDU et la CSU, n'était pas complètement satisfaisant. Mais il s'est néanmoins estimé conforté dans son attitude à propos du conflit des trente-cinq heures par les revers subis par le Parti social-démocrate, notamment dans le Bade-Wurtemberg où a débuté la grève des métallurgistes. Il s'est enfin engagé à poursuivre sa politique euro-

péenne, convaincu que le faible taux de participation enregistré dimanche ne traduirait pas un désintérêt pour la Communauté, mais, au contraire, une déception devant les difficultés rencontrées et le manque apparent de résultat concret.

H. de B.

LE RÉFÉRENDUM DES VERTS SUR LES EUROMISSILES

Bonn (AFP). - Le mouvement pacifiste ouest-allemand s'est félicité d'une forte participation à son référendum - non officiel - sur le stationnement des fusées Pershing-2 et des missiles de croisière de l'OTAN en RFA, organisé dimanche 17 juin, parallèlement aux élections européennes. Selon ses propres estimations, plus de la moitié des électeurs qui se sont rendus aux urnes pour les européennes ont également participé au référendum.

Le mouvement pacifiste a installé environ dix-huit mille urnes devant les bureaux de vote officiels pour permettre à la population de se prononcer clairement pour ou contre le stationnement des nouvelles fusées, dont les premières ont été déployées en novembre dernier, à Mudlangen, dans le sud de la RFA.

Les pacifistes n'avaient pas réussi à faire adopter leur projet de loi au Bundestag, pour l'organisation officielle d'un référendum.

Vieux Le Pen et jeunes verts

La comparaison pourrait porter sur les systèmes électoraux. Une fois de plus, le scrutin majoritaire à un tour a montré toute son injustice en Grande Bretagne, puisque un cinquième des électeurs, ceux du seul parti vraiment européen, se trouvent privés de représentants à Strasbourg, tandis qu'en Allemagne, le Parti libéral, tombé au-dessous des 5 %, continuera, grâce à un réajustement, à faire partie du gouvernement fédéral.

On pourrait dire que le scrutin majoritaire à deux tours maintient en France l'affrontement des deux blocs, broyant le centre. Mais ce serait désormais faux. A gauche, l'une des composantes du bloc s'est effondrée : 11 % pour le P.C., c'est une sorte d'effacement de la vie politique française qui se produit. Nulle part ailleurs, un parti occidental d'envergure n'était à ce point soumis aux variations de la politique soviétique, ne vivait à ce point sur une vision obsolète de l'économie et de la société.

A droite, il y a désormais M. Jean-Marie Le Pen, qui, même avec le scrutin majoritaire, plus encore si on en revient à la proportionnelle, jouera désormais les trouble-fête. Comme les Verts en République fédérale, eux aussi « énormes », c'est-à-dire extérieurs à la vie politique habituelle et décidés à la déranger de leur mieux. A Strasbourg, ils seront les parlementaires anti-

parlementaires, les membres anti-système du système.

Mais la similitude s'arrête là. L'évolution n'est pas la même en France et en Allemagne. On devrait d'abord s'étonner de son orientation. Que n'avait-on dit depuis longtemps sur les conséquences inévitables de la crise dans les deux pays ? La radicalisation se ferait évidemment à gauche en France, à droite en Allemagne. Or voici que surgit M. Le Pen à l'extrême droite, et que les Verts se situent de plus en plus nettement à gauche. Parce que, en France, c'est la gauche qui est au pouvoir pendant que le chômage monte ? En partie seulement.

L'élément central de comparaison doit être cherché ailleurs. A juger les deux refus en termes de modernité, de compréhension des problèmes du temps, il y a opposition entre le Front national français et les Verts allemands. M. Le Pen exprime des crispations, des nostalgies, des rancœurs. Le langage qu'il a permis de rassembler plus d'un dixième des voix est le langage ancien de la France « antitoutiste », de la France de l'écroulement antipoliticien, du « y-a-que », de l'autocompassion nationale, corporative et individuelle. Les peurs auxquelles il fait appel sont elles aussi traditionnelles.

Les Verts utilisent également la peur. Mais à partir de réalités nouvelles : même les grands partis acceptent maintenant de se

précipiter de la destruction de l'environnement, de l'épuisement des ressources naturelles et de leur sauvegarde. Et même les hommes politiques et les militaires les plus convaincus de la nécessité des Pershing ressentent un frisson à l'idée que la discussion pourrait un jour s'écrouler. L'appel principal des Verts ne s'adresse pas au réajustement, à la rétro sur fond de repli sur soi, mais à l'action, à la participation de chacun.

M. Le Pen est dans le droit-fil de la démocratie autoritaire, qui demande au citoyen de s'engager dans le seul soutien enthousiaste au chef national. Les Verts procèdent pour une part de vingt années d'expériences de *Bürgerinitiativen*, d'actions ponctuelles et locales de citoyens, se prenant en main sur tel ou tel problème social ou politique particulier, en tant que consommateurs, habitants d'un quartier ou parents d'élèves.

Les élections européennes ont montré que le jeu politique allemand et le jeu politique français entrent l'un et l'autre dans une phase d'incertitude. Mais l'incertitude n'est pas la même. Et si on veut absolument s'inquiéter par priorité de toute menace sur les formes libérales de la démocratie, ce sont aujourd'hui les Allemands qui sont en droit d'éprouver quelque inquiétude sur le devenir français, étant que nous avons l'habitude de penser que c'est l'inverse qui est nécessairement vrai.

ALFRED GROSSER.

MUTUELLE NATIONALE DES CELIBATAIRES

Vous avez besoin d'une assurance santé individuelle

La MNC vous assure la garantie d'une grande compagnie d'assurance, des prix très compétitifs que vous soyez : salarié, retraité, chômeur, travailleur indépendant, non salarié, non assuré social.

La MNC vous propose :

- des remboursements vous assurant 100% du tarif de convention de la Sécurité sociale sur l'hospitalisation, la pharmacie, les honoraires médicaux, etc.
- des remboursements dentaires et optiques exceptionnels
- des garanties de revenus jusqu'à 3 ans en cas de longue maladie

RETOURNER CE BON A L'ADRESSE CI-DESSOUS OU TELEPHONER POUR RECEVOIR NOTRE DOCUMENTATION ET NOS FORMULAIRES D'INSCRIPTION
NOM PRENOM
ADRESSE
CODE VILLE

MUTUELLE NATIONALE DES CELIBATAIRES
31 RUE DE MOUZAÏA 75019 PARIS
☎ 209.74.20

LE SENS DE LA REUSSITE

CONSTRUISEZ VOTRE REUSSITE.
DEVENEZ CE PROFESSIONNEL RECHERCHE.
PREPAREZ UN 3^e CYCLE ISG.

Ingenieurs, diplômés des IEP, Médecins, Pharmaciens, Vétérinaires, Architectes, titulaires d'une MAITRISE, valorisez ainsi vos connaissances et votre expérience par une formation supérieure complémentaire de haut niveau national ou international.

Choisissez parmi ces 3 possibilités :

3ème CYCLE MULTINATIONAL
Des études dans les campus internationaux les plus renommés associées à l'ISG de Paris :
ISG PARIS / IMD NEW-YORK / INMUA TOKYO / ULI GENEVE
vous conduisant au IMBA (International Master of Business Administration), TITRE ISG

3ème CYCLE BINATIONAL
Des études dans les deux campus prestigieux de San Francisco et Paris :
ISG PARIS + RUA SAN FRANCISCO
vous conduisant au MBA (Master of Business Administration), TITRE ISG

3ème CYCLE NATIONAL
Une formation complémentaire classique de haut niveau au sein du campus Parisien de l'ISG :
ISG PARIS
vous conduisant au TITRE ISG (3ème cycle)

CONCOURS D'ENTREE
1ère session : du 02 au 07 juillet
2ème session : du 17 au 22 septembre.
Inscription avant le 31 juillet 1984.



INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
Etablissement libre d'enseignement supérieur -
8, rue de Lota, 75116 Paris Tél. (1) 727.95.99

0152001520

JP 11/10/84

européennes

Royaume-Uni

Le Sinn Féin n'est pas parvenu à prendre la tête du mouvement nationaliste en Irlande du Nord

De notre correspondant

Londres. - Le décompte des voix n'était pas encore complètement terminé, mardi matin 19 juin, en Irlande du Nord, où le scrutin avait lieu à la proportionnelle et non pas selon le système majoritaire à un tour comme dans le reste du Royaume-Uni. Mais, sur les trois sièges dont dispose la province, deux ont été officiellement attribués - sans surprise - au pasteur Ian Paisley et à M. John Taylor, son rival unioniste, et le troisième devait revenir à M. John Hume, lui aussi membre sortant du Parlement européen et candidat nationaliste modéré. Pour que le résultat soit définitivement proclamé, il fallait achever la complexe répartition dite « préférentielle » des voix données à six autres candidats.

Cependant, le succès de M. Hume paraissait assuré et c'est l'élément le plus important de ces élections pour lesquelles, de manière significative, la participation a été deux fois plus élevée qu'en Grande-Bretagne (64 %). Le candidat du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA provisoire, M. Danny Morrison, n'est pas parvenu à réaliser l'ambition de son mouvement : devenir le premier parti de la communauté catholique d'Irlande du Nord.

Il y a encore quelques mois, le Sinn Féin semblait pouvoir y parvenir. Après avoir décidé de jouer le jeu électoral en 1982 (M. Morrison avait inventé la formule « le bulletin de vote dans une main, le fusil dans l'autre »), le mouvement nationaliste extrémiste avait réussi à mener de plus en plus la position de son adversaire modéré, le Parti social-démocrate et travailliste (SDLP) de M. Hume qui refuse la violence. L'an dernier, lors des élections législatives britanniques, le Sinn Féin avait obtenu 43 % des voix au sein du camp nationaliste de la communauté catholique et le SDLP 57 %.

Cette fois, le Sinn Féin paraît avoir mesuré ses limites et fait le

plein de ses voix. A la fin d'une campagne très animée, M. Morrison, manifestant moins d'assurance, avait déjà donné l'impression de ne pas pouvoir l'emporter sur M. Hume. Selon les premiers chiffres publiés, le SDLP aurait même augmenté quelque peu l'écart qui le séparait du Sinn Féin. Pourtant, le Forum pour un Irlande nouvelle, dont M. Hume était l'initiateur, n'a pas eu, pour le moment, les résultats escomptés, notamment parce que le gouvernement britannique tarde à montrer de l'intérêt pour les propositions faites par cette assemblée des partis nationalistes irlandais, partisans d'une solution négociée.

FRANCIS CORNILLON



Danemark

Les « anti-européens » reculent les sociaux-démocrates perdent la première place

De notre correspondante

Copenhague. - Il aura fallu attendre la fin de la soirée du lundi 18 juin pour avoir un aperçu général sur le scrutin qui, sans bouleverser l'échiquier de 1979, a réservé cependant quelques surprises.

La plus inattendue concerne le Parti social-démocrate : pour la première fois depuis les années 30, celui-ci n'arrive pas en tête. Le Parti conservateur le devance de quelque vingt mille voix, battant par ailleurs d'une courte tête le Front national contre le Marché commun. Le président du Parti social-démocrate, l'ancien premier ministre Anker Jørgensen, a attribué ce « phénomène passage » au fait que sa formation comprend encore trop de sceptiques à l'égard du Marché commun. « C'est-à-dire, a-t-il dit, ont vraisemblablement préféré s'abstenir pour ne pas risquer leur indépendance, ce qu'ils n'auraient certainement pas fait lors d'élections parlementaires ou municipales. »

Les sociaux-démocrates, qui ont enregistré un recul de deux points par rapport à 1979, gardent cependant leurs trois mandats. Les conservateurs, pour leur part, doublent le nombre de leurs sièges, qui passe de deux à quatre. Ils progressent de 6 points aux dépens de leurs partenaires au gouvernement, les libéraux, qui perdent l'un de leurs trois mandats et aux dépens aussi du Parti du progrès (progradiste), qui n'est plus représenté à Strasbourg.

Alors que les commentateurs avaient émis des doutes sur les possibilités de réélection du président fondateur du Centre démocratique, M. Erhard Jacobsen, européen convaincu, celui-ci a été très brillamment reconduit dans ses fonctions. Les partisans de la Communauté seront donc dix dans la

nouvelle Assemblée, comme dans la précédente.

Contrairement aux pronostics, le Front national contre le Marché commun n'a pas gagné de terrain. Il a même reculé de quatre points, tout en conservant ses quatre sièges.

Les Socialistes du peuple (communistes dissidents) ont progressé de 5 % et sont, par conséquent, les seconds vainqueurs de cette consultation. Ils n'ont toujours qu'un seul mandat et hériteront en principe de celui du Groenland, le 1^{er} janvier 1985. Ce mandat devrait être enlevé par le SIUMUT (socialistes).

Le premier ministre, M. Schlüter, a estimé que les électeurs avaient réaffirmé leur attachement à la CEE dans des termes suffisamment « clairs » pour que désormais l'appartenance du Danemark à la Communauté ne soit plus remise en question.

CAMILLE OLSEN

FORMATIONS	%	SIÈGES
GRANDE-BRETAGNE :		
Conservateurs	41,3	45
Travaillistes	34,4	32
Alliance (soc-dém. et libéraux)	19,1	-
Nationalistes (seuls)	2,5	1
IRLANDE DU NORD :		
Parti nationaliste officiel	(0)	1
Parti social-démocrate	(1)	1
SDLP (soc-dém.)	(1)	1

(1) Il s'agit des trois représentants de l'Irlande du Nord pour lesquels les résultats définitifs en pourcentage de voix n'étaient pas encore connus mardi.

FORMATIONS	%	SIÈGES
SD (social-démocrate)	19,5	3
Mouvement populaire anti-CEE	20,8	4
CD (Centre démocratique)	6,6	1
VENSTRE (libéral)	12,4	2
FPC (Centre chrétien)	2,8	-
Conservateurs (conservateurs)	20,8	4
Rassemblement	3,1	-
FPS (socialiste anti-CEE)	9,2	1
Vestresocialisme (socialiste)	1,3	-
Fremskridtpartiet (libéral)	3,5	-

PRIX KLEBER HAEDENS 1984

JACQUES LACARRIERE

MARIE D'EGYPTE

NOUVEAU TÉLÉVISEUR SONY

KV 2220 FE - 56 cm
STÉRÉO 2 x 20 W
PAL - SECAM
équipé pour le câble 30 canaux
8 250 F + enceintes : 660 F

7, rue Lafayette
75009 PARIS
TEL : 280-28-12 - 674-84-43

POSSIBILITES CREDIT

LE MONDE diplomatique

JUIN 1984

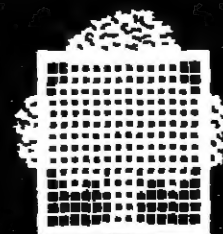
L'EUROPE ÉTRANGÉE
LA RÉVOLUTION CUBAINE FACE AUX CRISES

EN VENTE : 11 F
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AU « MONDE »

UN ARBRE DONNE LE TON CHEZ ACCOR.

Novotel, Sofitel, Ibis, Mercure, Courte-Paille, Ticket Restaurant, Générale de Restauration, c'est le groupe ACCOR, entreprise française d'hôtellerie, de restauration et de services, déjà connue dans 54 pays. BULL, premier constructeur informatique et bureautique français, est le partenaire du groupe ACCOR depuis sa création. Celui-ci dispose d'un équipement informatique important : un système central DPS 8, des ordinateurs multi-fonctions Mini 6 et des micro-ordinateurs Micral. Ces matériels lui permettent de gérer en temps réel la globalité de ses services. Dans le domaine de l'hôtellerie et de la restauration aussi, l'équipe BULL marque des points.

Bull



LES ÉLECTIONS

Incertitude à l'hôtel Matignon

A l'occasion du troisième anniversaire de l'installation de M. Pierre Mauroy à l'hôtel Matignon, un éditeur illois vient de publier, en accord avec les services du premier ministre, une plaquette illustrée dans laquelle le chef du gouvernement reconstruit l'histoire de l'hôtel Matignon, construit sous Louis XIV, explique comment il y vit et rappelle quelques-unes des dates essentielles de son emploi du temps depuis le printemps 1981. Cette plaquette s'achève sur une photo montrant un Pierre Mauroy songeur, le poing fermé sous le menton. Cette photo pourrait traduire le climat qui prévaut actuellement à l'hôtel Matignon.

Lundi soir, en tout cas, ce climat était franchement à la morosité après les résultats des élections européennes, beaucoup plus médiocres pour l'ensemble de la gauche que les prévisions les plus sombres. Du coup, personne n'osait plus assurer comme on le faisait encore la semaine dernière, dans l'entourage de M. Mauroy, que le premier ministre conservait les meilleures chances de rester en fonction jusqu'à la fin de l'année.

MM. François Mitterrand et Pierre Mauroy devaient s'entretenir de la situation créée par ce nouvel échec de la majorité au cours de leur petit déjeuner hebdomadaire, mardi matin 19 juin, à l'Elysée.

Dans l'immédiat, le premier ministre se préoccupe davantage de la défense de l'emploi. Sa préoccupation est d'autant plus forte que les échanges de vues sur la lutte contre le chômage, qui ont eu lieu le mercredi 13 juin dans le huis clos du conseil des ministres, ont confirmé que les membres du gouvernement eux-mêmes éprouvent un sentiment d'impuissance. M. Pierre Mauroy proposait d'inclure dans l'arsenal des dispositions déjà en vigueur une extension du système des préretraites. Il l'avait d'ailleurs dit publiquement le 8 juin, lors d'une visite à Decazeville : « Deux dispositions importantes vont être appliquées dans les tout prochains jours, précise-t-il. Elles concernent la possibilité pour une entreprise saine d'un bassin d'emplois de faire bénéficier ses salariés les plus âgés de la préretraite. Des postes de reclassement peuvent être ainsi libérés pour les salariés marqués par les restrictions d'entreprises voisines. Cette mesure, tout à fait nouvelle, crée une

sorte de solidarité géographique entre les entreprises d'un même pôle de reconversion. La seconde disposition consiste en une prise en charge, sous forme d'une allocation temporaire dégressive, d'une partie du sacrifice financier qu'accepterait un salarié de la sidérurgie lors de son reclassement dans un poste moins bien payé ».

Le premier ministre a soutenu ce point de vue devant les autres membres du gouvernement le 13 juin, mais cette proposition d'extension du système des préretraites a suscité des réserves. Le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Jacques Delors, a souligné le coût financier qu'une extension illimitée de ce système entraînerait pour le budget de la nation. Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Pierre Bérégovoy, a indiqué que, de toute façon, cette décision ne pourrait avoir qu'une portée limitée. Le ministre chargé de l'emploi, M. Jack Ralite, a abondé en ce sens. M. Mauroy est ainsi apparu assez isolé.

Le président de la République a tenu compte de ces réserves. Il a fait supprimer du communiqué officiel diffusé au terme des délibérations la phrase qui devait confirmer publiquement l'extension du système des préretraites. M. Mauroy doit en effet parvenir à confirmer ouvertement cette décision en dépit de ses réserves financières. Mis en quelque sorte en minorité, le premier ministre, avec l'accord du chef de l'Etat, a adopté une position de repli. L'extension du système des préretraites interviendra, mais progressivement et ponctuellement, au coup par coup, au vu de chaque dossier et des possibilités financières.

Le premier ministre a en outre demandé aux ministres intéressés de publier avant la fin du mois les décrets relatifs à l'application des mesures nouvelles prises le 13 juin en faveur de la formation professionnelle.

M. Mauroy est enfin préoccupé, ces jours-ci, par l'organisation de la manifestation du 24 juin pour la défense de l'enseignement public. Il redoute des incidents, et les organisateurs de la manifestation n'ont, d'ailleurs, pas encore obtenu l'autorisation officielle de défilé sur les axes qu'ils ont choisis.

ALAIN ROLLAT.

M. Delors se présente comme un successeur possible de M. Mauroy

(Suite de la première page.)

Il est aussi celui de M. Mitterrand. Un président de la République dont la portée parlementaire perd les élections intermédiaires doit « se tenir à carreau », pour reprendre l'expression que le chef de l'Etat avait employée, une semaine avant le scrutin du 17 juin, à l'égard des partis de gauche. Une majorité qui perd les élections intermédiaires, observait-il, est en péril. La majorité est donc en péril, plus encore qu'on ne l'imaginait.

L'entourage du président de la République a tenté de rassurer, pas pour autant les résultats d'un scrutin définitif, certes révélateur d'un rejet du pouvoir en place, mais sans conséquence institutionnelle obligée, dont les conclusions sont brouillées par un taux d'abstention plus élevé encore qu'en 1979 (43 % au lieu de 39,29 %). Il reste que le chef de l'Etat, qui a réagi mardi matin au petit déjeuner, comme chaque semaine ou presque, MM. Pierre Mauroy et Lionel Jospin, ne peut se contenter d'enregistrer sans réagir l'échec de la majorité et le sien. Qu'il en tienne compte, c'est bien naturel, mais comment ?

Les modernisations, l'assainissement par l'austérité, bases de son engagement personnel, sont incontournables. Tout en plus le chef de l'Etat doit s'efforcer de continuer leur mise en œuvre, selon une manière plus douce, préconisée par M. Delors. Tout au plus peut-il dire et faire dire que ce serait pire avec la droite — chômage accru, inégalités renforcées — et indiquer aux « déçus » abstentionnistes et protestataires que ce que la droite a refusé de faire en période de prospérité — mesures sociales — la gauche s'y est efforcée au plus mauvais moment.

Il lui faut maintenant conduire le combat dont les données sont apparues déterminantes dans l'échec de la gauche le 17 juin et qui consiste à inverser l'image d'un pouvoir liberticide. « Comment les socialistes ont-ils pu se faire voler le thème des libertés ? », s'étonne M. Delors. Le fait est que — injustice ou non — l'assurance des députés du septennat, le débat sur la presse, la querelle scolaire, ont coûté cher aux socialistes. M. Delors note qu'aux deux zones de « consentement large » qui rassemblent les Français avant

1981 — les institutions et la défense — la gauche a ajouté l'économie, l'entreprise et la nécessité de la rigueur économique. Les libéraux devaient en être une autre, naturelle dans une démocratie, évidente avec les socialistes au pouvoir. Et voilà qu'elles divisent !

Il ne reste plus que deux ans, à peine, d'ici aux élections législatives de 1986, pour inverser l'image. Et gagner un pari — un de plus — engagé par M. Delors selon lequel les socialistes remonteront à 30 % des suffrages. Encore cela ne sera-t-il pas suffisant, dans une logique d'union de la gauche, si le parti communiste ne réussit par un sursaut sur la pente du « déclin historique ». Que le PCF ait manqué son tournant eurocommuniste a bien arrangé, un temps, les affaires de M. Mitterrand. Qu'il continue de dégrader électoralement son image, en échec cette réussite stratégique de l'actuel président de la République.

Récupérer la partie du « peuple de gauche » qui boude les urnes est sans doute la tâche prioritaire des partis. M. Delors, pour sa part, prend position au centre — témoin, son refus des trente-cinq heures, — campé sur les « zones de consentement » — là où s'efface, selon lui, la « coupure en deux de la France politique ». M. Mitterrand, lui, s'efforcera de ne lâcher ni l'un ni l'autre bout de la chaîne.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire page 44 les déclarations de M. Delors à l'émission télévisée « L'heure de vérité ».)

M. Stasi répond au ministre

Cité par M. Jacques Delors comme exemple de « responsables de l'opposition avec lesquels (il aimerait) gouverner un jour », M. Bernard Stasi (UDF-CDS), député et maire d'Epervan, président du conseil régional de Champagne-Ardenne, sous a déclaré : « Nous ne pourrions travailler ensemble que dans un tout autre contexte politique qui ne pourrait résulter que d'autres élections. Il faut que les choses soient claires. Il y a une majorité et une opposition définies par les scrutins de 1981. M. Delors, qui rame à contre courant des promesses démocratiques et des meilleures idéologies, méritait le respect. Pour l'ancien ministre, membre du collège électoral du CDS, l'actuel ministre de l'économie est un « homme de compétence, de qualité et de tolérance ».

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La majorité continue de faire la loi

Le résultat des élections européennes doit-il empêcher la majorité de l'Assemblée nationale de légiférer sur des textes importants ? « Non », répondent logiquement le gouvernement et ceux qui le soutiennent : « oui », affirme l'opposition. Voici le seul élément de débat nouveau apparu le lundi 18 juin lors de la discussion, en deuxième lecture, au Palais-Bourbon, du projet de loi sur la presse. Pour le reste, les mêmes acteurs se sont livrés à un mauvais remake du spectacle qu'ils avaient déjà donné l'hiver dernier. Le RPR et l'UDF, comme alors, multiplient les utilisations de la procédure pour retarder la discussion.

M. Emmanuel Haime (UDF, Rhône) a dit les choses en ne peut plus clairement : « Il serait étonnant (...) que le gouvernement continue comme si de rien n'était, sans tenir compte de la sanction infligée hier et soumise encore des projets à l'Assemblée alors qu'il est évident qu'il n'est plus soutenu que par moins d'un tiers des Français. » M. Alain Madelin (UDF, Ile-de-France), qui ténait, sans hésitation, qu'un « lendemain des européennes le président de la République aurait dû démissionner, a enfoncé le clou : « Un parti qui n'a la confiance que d'un Français sur cinq ne peut faire voter une telle loi ».

Pour M. Jacques Toubon (RPR, Paris), l'affaire est donc entendue. « Le gouvernement doit retirer son projet », a-t-il déclaré. M. Georges Fillol (UDF, Eure-et-Loire), secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, a prévenu qu'il n'en était pas question. « Chacun doit savoir que ce scrutin (les européennes) n'aura aucune répercussion sur nos institutions, sur leur fonctionnement et sur l'action de la majorité. Cette majorité continuera de mettre en œuvre la politique pour laquelle le suffrage universel lui a confié en 1981 un mandat de cinq ans et de soutenir l'action du président de la République ».

Ce débat ainsi tranché, l'opposition n'a guère apprécié, en plus, que l'Assemblée soit saisie d'un tel projet en un tel jour. M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) a franchement expli-

qué pourquoi : « Le gouvernement profite d'un lendemain d'élections pour camoufler la discussion derrière les commentaires des résultats électoraux. Pour tenter de l'empêcher, le RPR et l'UDF, au cours de plusieurs rappels au règlement, ont affirmé qu'il n'était pas correct que l'Assemblée siège un 18 juin, oubliant — ou faisant semblant d'oublier — que cela était déjà arrivé à de nombreuses reprises, depuis 1971. Pour freiner la discussion, l'opposition s'est donc rabattue sur les classiques demandes de suspension de séances et sur de longues interventions de procédure.

M. Madelin défendit ainsi une exception d'irrecevabilité, ce qui stricto sensu veut dire que le texte voté par la majorité sénatoriale, c'est-à-dire par ses amis politiques, est contraire à la Constitution !

M. d'Aubert prit ensuite de temps pour défendre une question préalable, dont l'adoption aurait signifié qu'il n'y avait pas lieu de délibérer sur le texte des sénateurs (elle fut repoussée par 328 voix PS et PC contre 157 RPR et UDF).

Le temps ainsi perdu devait empêcher les députés d'achever l'examen du projet ce mardi 19 juin au soir, comme l'ordre du jour l'exigeait. Le gouvernement ne semblait plus décidé à engager sa responsabilité sur ce projet — au moins cette semaine — à la veille de la manifestation des défenseurs de l'enseignement catholique — et le programme des travaux parlementaires était déjà chargé pour les jours à venir. Il est possible que la suite de la discussion soit renvoyée à une probable session extraordinaire en juillet, car M. Fillol a prévenu : « Le Parlement ne se séparera pas avant que ce projet ne soit adopté ; le gouvernement y est déterminé ».

Les résultats des élections et les cris de l'opposition n'empêcheront pas l'équipe de M. Pierre Mauroy — un moins tard qu'elle est en place — de mener à bien son programme législatif.

THIERRY BRÉHER.

Les députés français au Parlement européen

81 SIÈGES

Représentation proportionnelle dans une circonscription nationale unique sans panachage ni vote préférentiel.

Les sièges sont attribués d'après l'ordre de présentation sur les listes. Les listes qui obtiennent moins de 5 % des voix sont exclues de la répartition des sièges.

LES QUARANTE ET UN ÉLUS DE LA LISTE D'UNION DE L'OPPOSITION

Pour l'UDF

SIMONE VEIL (1927), magistrate, ancienne ministre de la santé et de la famille, ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes dont elle est membre sortant.

JEAN LECANUET (1920), président de l'UDF, président de la commission des affaires étrangères de la 5^e session et des forces armées du Sénat, sénateur, maire de Rouen, président du conseil général de la Seine-Maritime, conseiller d'Etat, ancien garde des sceaux, membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg.

MICHEL PONIATOWSKI (1922), président d'honneur du Parti républicain, maire de l'Isle-Adam (Val-d'Oise), ancien ministre d'Etat, ancien député, membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg.

PIERRE PELUMIN (1907), ancien maire (CDS) de Strasbourg, ancien député, ancien président du conseil, vice-président et membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg.

ANDRÉ ROSSI (1921), vice-président du Parti radical, maire de Chateaufort (Aisne), conseiller général de l'Aisne, ancien député, ancien ministre, membre sortant de l'Assemblée des Communautés européennes.

GEORGES DONNETZ (1922), président délégué du Parti social démocrate, maire de Saint-Amand-les-Eaux (Nord), conseiller général du Nord, ancien député, membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg.

JEAN-FRANÇOIS DENIAU (1928), président des Clubs Perspectives et Réalités, président du conseil général de Cher, ancien ministre, ancien député, membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg.

DOMINIQUE BAUDIS (1947), ancien journaliste de télévision, élu maire de Toulouse (Haute-Garonne), en mars 1983.

ROGER CHINAUD (1934), conseiller politique du PR, maire du dix-

neux, conseiller général de la Vienne, ancien député.

Pour le RPR

BERNARD PONS (1926), docteur en médecine, député de Paris (XIV^e arr.), conseiller de Paris, secrétaire général du RPR, ancien secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

CHRISTIAN DE LA MALÈNE (1920), sénateur de Paris, adjoint spécial au maire de Paris, membre de l'Assemblée des Communautés européennes depuis 1956, président du groupe des Démocrates européens de progrès, ancien député, ancien ministre.

ALAIN JUPPÉ (1945), ancien élève de l'ENA, inspecteur des finances, deuxième adjoint au maire de Paris, secrétaire général du Club 89.

PHILIPPE MALAUD (1925), président du Centre national des conseils d'anciens et paysans. Ancien élève de l'ENA, ministre plénipotentiaire, ancien ministre, ancien député.

NICOLE CROUQUET (1938), conseillère de Paris, secrétaire nationale au travail du RPR.

ALAIN CARIN (1949), cofondateur de l'Union des Jeunes pour le progrès, maire de Gennevilliers depuis 1983.

ANDRÉ FANTON (1928), avocat, ancien député, ancien ministre, délégué national du RPR, député au Parlement européen (1962-1969), député à l'Assemblée des Communautés européennes depuis 1980.

JEAN-PIERRE ROUX (1938), ingénieur, ancien député, maire d'Avignon depuis 1983.

ALFRED COSTE-ELORET (1931), conseiller d'Etat honoraire, fondateur de réseaux de Résistance, ancien député RPR de la Haute-Garonne, ancien ministre de Luchon, président fondateur de la Démocratie chrétienne de France.

GASTON FLOSSE (1931), agent général d'assurance, ancien député RPR de la Polynésie française, ancien président de l'Assemblée française, vice-président du conseil de gouvernement de la Polynésie française, maire de Papeete.

JEAN-FRANÇOIS MANCEL (1948), ancien élève de l'ENA, administrateur civil, ancien député RPR de l'Oise, conseiller général, secrétaire national du RPR chargé de l'animation.

ANNE-MARIE DUPUY (1920), conseillère d'Etat, maire de Cannes (Alpes-Maritimes), conseiller général, ancien directeur du cabinet de Georges Pompidou, alors président de la République.

JEAN MOUCHEL (1928), président de la chambre d'agriculture du Calvados et de la chambre régionale de Normandie, conseiller municipal d'Evreux (Calvados).

JACQUES VERNIER (1944), ingénieur de l'Etat (RPR), ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur en chef des Mines.

DENIS BAUDOUIN (1923), journaliste, ancien secrétaire général adjoint du Centre démocratique et progressiste, ancien conseiller technique de Jacques Duhamel, conseiller technique auprès de Georges Pompidou, ancien président-directeur général de la SOFAD, ancien délégué général à l'Information, directeur général de l'Information et des relations extérieures de l'Hôtel de Ville de Paris.

JEAN-CLAUDE PASTY (1937), ancien élève de l'ENA, ancien collaborateur de ministres de l'Agriculture (MM. Bouffé, Pons et Chirac), ancien directeur des affaires sociales au ministère de l'Agriculture, ancien député de la Creuse, délégué national du RPR à l'Agriculture.

MARIE-MADELEINE ANGLADE (1922), secrétaire général d'un groupe de presse (valeurs actuelles), membre du CNTP.

GUY GUERMEUR (1930), ancien élève de l'ENA, sous-préfet, ancien député RPR du Finistère, conseiller général de Douarnenez, ancien président de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, administrateur de la commune de Paris.

JACQUELINE THOME-FATONOTRE (1906), ancien ministre, ancien député, ancien sénateur, ancien maire radical de Rambouillet (Yvelines), Présidente de la Société protectrice des animaux.

FRANÇOIS MUSSO (1935), exploitant agricole, ancien président de la FDESA de Cote.

LES VINGT ÉLUS DU P.S.

Lionel Jospin (1937), enseignant, premier secrétaire du PS, député de Paris.

Nicole Pary (1943), enseignante, députée européenne sortant.

Jean-Pierre Cot (1937), enseignant, ancien ministre de la coopération et du développement, membre du comité directeur du PS, premier secrétaire de la Fédération de Savoie du PS.

Claude Charvat (1941), journaliste, député européen sortant, membre du comité directeur du PS.

Max Gallo (1932), enseignant, journaliste-écrivain, porte-parole du gouvernement, membre du comité directeur du PS.

Roger Fajardie (1930), journaliste, député européen sortant, membre du bureau exécutif du PS, maire de La Grotte (Cher).

Bernard Thureau (1936), agriculteur, député européen sortant, membre adjoint du secrétariat national du PS, chargé de l'agriculture.

Daniel Monchaux (1931), fonctionnaire, député européen sortant, membre du secrétariat national du PS chargé de la formation.

André Bouchard (1924), biologiste, député européen sortant, conseiller général du Var.

Yvette Fautsch (1923), cadre, député européen sortant.

Léon Fautsch (1926), directeur commercial, vice-président du conseil général du Pas-de-Calais, Président du district urbain d'Arras.

Jean-Paul Bachy (1947), enseignant, membre du secrétariat national du PS chargé des entreprises.

Henri Soley (1933), ingénieur de recherches, député européen sortant, maire d'Aygnas-Vives (Haute-Garonne).

Georges Sutra (1930), vététaire, député européen sortant.

Marie-Claude Vayssade (1936), enseignante, députée européenne sortant, membre du comité directeur.

Jean Basse (1943), cadre, membre du comité directeur du PS, conseiller général du Calvados.

Charles-Emile Loe (1922), directeur de société, député européen sortant.

Colette Gauthier (1945), chargée de mission au cabinet du président du conseil régional de Limousin. Adjointe au maire de Limoges.

Leslie Eyraud (1922), employé, député européen sortant.

Marie-Noëlle Lissac (1951), enseignante, membre du bureau exécutif du PS, conseillère générale de l'Essonne.

LES DIX ÉLUS DU PCF

M. Georges MARCHEAIS (1920), secrétaire général du PCF, député du Val-de-Marne depuis 1973.

M^{me} Danielle DE MARCH (1939), membre du comité central du PCF, premier secrétaire de la Fédération du Var, conseiller général du Var depuis mars 1979.

M. René PRIQUET (1932), membre du bureau politique du PCF.

M. Paul VERGÈS (1925), secrétaire général du Parti communiste républicain (SIAM).

M. Emmanuel Maffre-Baugé (1923), ancien président de la chambre d'agriculture du Languedoc-Roussillon, ancien porte-parole du Comité d'action viticole.

M^{me} Jackie Hoffmann (1943), membre du comité central du PCF.

M. Pierre Francoulet (1927), membre du comité central du PCF, ancien député (1956-1958, en 1973-1978), conseiller général de la Corréze depuis 1973.

M. François Wertz (1948), membre du comité central du PCF.

M. Robert Chaboché (1915), secrétaire général de l'Union progressiste, ancien député des Vosges (1945-1951 et 1956-1958).

M. Maxime Gressat (1940), membre du secrétariat du comité central du PCF, ancien député de la Somme (1978-1981).

LES DIX ÉLUS DU FRONT NATIONAL

JEAN-MARIE LE PEN (1928), président du Front national, ancien député de Paris, ancien sénateur de la Communauté, conseiller du 2^e arrondissement de Paris.

MICHEL DE CAMARET (1915), ambassadeur, ancien ambassadeur de France auprès du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée européenne.

JEAN-PIERRE STERBOIS (1945), secrétaire général du Front national, adjoint du maire de Dreux.

G.A. PORDEA (1916), docteur en droit, ancien diplomate roumain.

OLIVIER D'ORMESSON (1918), membre sortant de l'Assemblée de Strasbourg, ancien député de Seine-et-Oise, conseiller général du Val-de-Marne, maire d'Ormesson-sur-Marne.

BERNARD ANTONY DU ROMAIN MARIE (1944), président des comités Chrétiens-Solidarité.

DOMINIQUE CHABOCHÉ (1937), vice-président du Front national.

JEAN-MARIE LE CHEVALLIER (1936), chef de cabinet de M. Le Pen, ancien membre du Conseil économique et social.

MARTINE LEHDEUX (1933), membre du comité central du Front national.

MICHEL COLLINOT (1946), directeur de National Hebdo, membre du bureau politique du Front national.

EUROPE
Le cl
le proc

OUTRE
en pos

GUADELOUPE

GUYANE

MARTINIQUE

1525

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Les dirigeants communistes ont pris conscience de la nécessité d'une révision d'ensemble de leur politique

Les résultats des élections européennes placent les communistes devant une réalité que certains d'entre eux ne veulent pas voir : il n'y a pas ou plus de seuil de sécurité électoral en deçà duquel le PCF serait assuré de ne pas descendre, sauf bouleversement historique. L'implantation du Parti communiste, telle qu'elle s'était forgée au long des décennies, n'est pas à l'abri d'une érosion qui l'entame en profondeur.

Comme l'observe M. Henri Fiszbin, « l'électorat communiste se désagrège ». Il est significatif que cette constatation soit ainsi formulée par un ancien responsable du PCF, qui fonde son action, depuis trois ans, sur la certitude que l'électorat communiste était caractérisé par une plus grande cohésion que celui des autres partis.

Les dirigeants du PCF redoutaient un phénomène d'abstention, qui leur faisait dire qu'une baisse d'un point, par rapport au premier tour de l'élection présidentielle de 1981, serait un résultat honorable. Il apparaît, de fait, que les départements où, à scrutin comparable (c'est-à-dire les élections européennes de 1979), l'abstention a été la plus forte, le 17 juin, sont aussi ceux où le PCF a le plus reculé par rapport à 1981 (voir tableau). La tendance à l'abstention a été particulièrement marquée dans certaines zones de vieille

et forte implantation communiste, dans la région parisienne ou dans le Nord, par exemple.

Il reste à s'interroger sur le sens de cette abstention. M. Georges Marchais affirmait, au début de la campagne : « S'abstenir, c'est dire que tout va bien ». Il est clair que ce n'est pas cela qu'il a voulu dire, d'ailleurs, les abstentionnistes de la gauche, et parmi eux ceux qui, auparavant, votaient pour le PCF. Au-delà, il est difficile d'interpréter les pensées de ceux qui ont choisi de se taire.

Les communistes sont contraints de prendre acte du désintérêt manifesté par ces électeurs. La politique de la gauche a eu part dans cette réaction. Il est évident que, pour une bonne part, la base du PCF ne s'y retrouve pas, mais, aussi, que les dirigeants du parti n'ont rien fait pour cela. L'alternance, dans leur discours, du « coup de chapeau » aux réformes accomplies par la gauche et du dénigrement de sa politique économique, a abouti à éloigner les électeurs communistes d'une entreprise à laquelle ils ne trouvent pas le moyen d'adhérer ni, non plus, de participer de façon critique. Du moins le scrutin du 17 juin ne leur a-t-il pas permis d'offrir cette possibilité.

Ce n'est pas seulement le rôle de médiateur du Parti communiste, dans une situation où la gauche est au

pouvoir et où il participe au gouvernement, qui est ainsi mis en cause. Les responsables communistes sont conscients que, au-delà de leur aptitude à comprendre et à exprimer les aspirations de leur base dans la période actuelle, ce sont l'identité et la crédibilité globales du PCF qui sont, aujourd'hui, contestées. Le recul de 1981 a, sans doute, enclenché une dynamique redoutable dans le sens de la baisse : le PCF, disposant d'un poids réduit, risque d'en perdre davantage à mesure que son influence sur les événements apparaît à ses électeurs comme restreinte.

Il demeure, toutefois, que l'ensemble de la politique du parti contribue à entretenir ou à accroître le doute sur la « stratégie » qui la fonde. Ses propositions économiques paraissent trop traduire un souci tactique de se démarquer, voire de s'opposer aux socialistes. Son refus de s'engager dans la critique des pays socialistes paraît anachronique et l'identité à une réalité dont on ne voit pas qu'il puisse s'écarter, voire lorsqu'il propose un « socialisme à la française ».

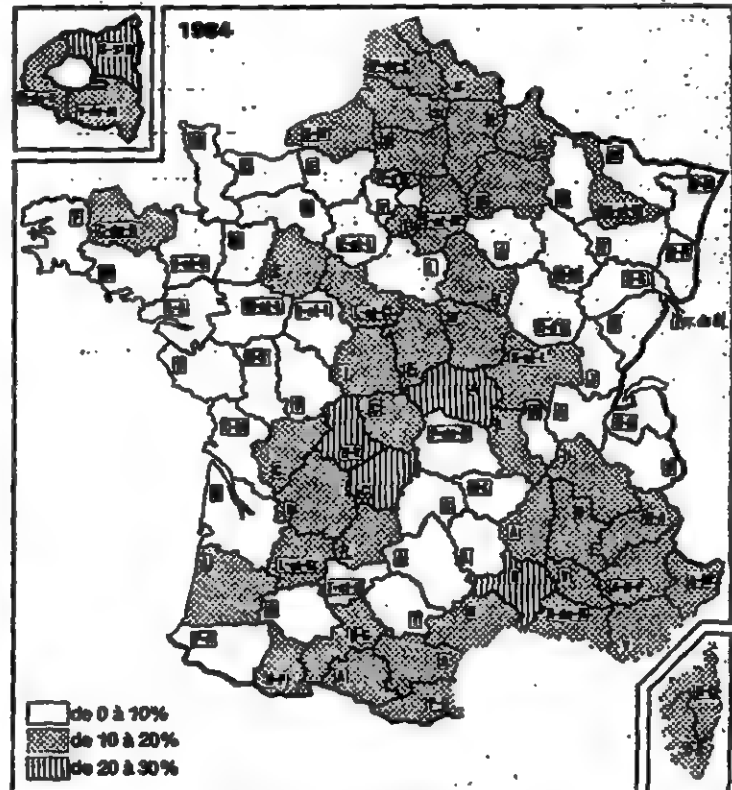
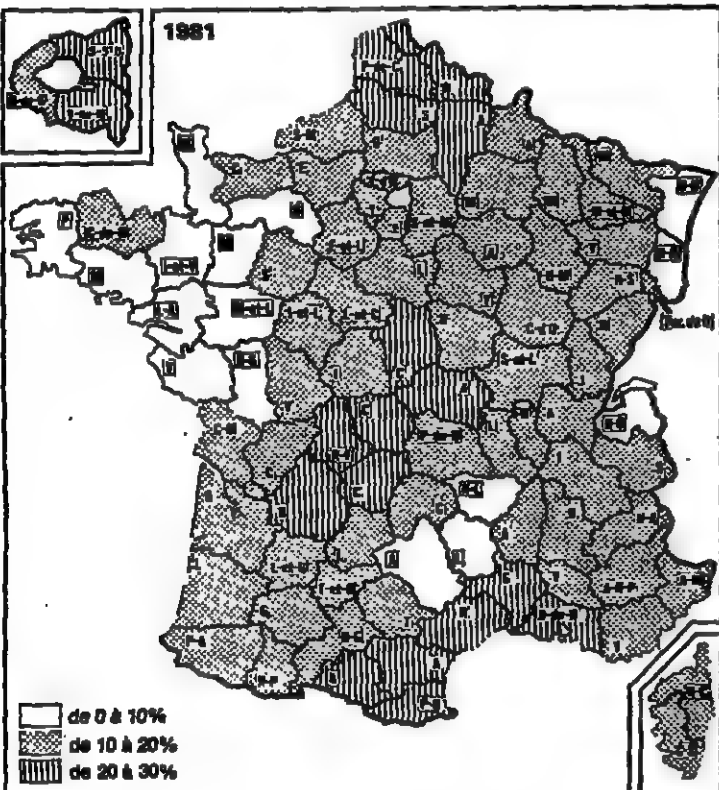
Les problèmes posés aux communistes sont donc des problèmes de fond. Tous l'admettent. Aucun ne veut voir dans les chiffres de dimanche une donnée conjoncturelle. Considérant les résultats obtenus par le PC italien, se rappelant que, à la

différence du PCF, le PCI n'avait pas tardé, en 1955, à s'engager dans la voie de la modernisation de ses conceptions et de l'autonomie par rapport aux Soviétiques, les responsables communistes mesurent l'étendue des révisions auxquelles leur parti va devoir procéder dans l'urgence. La première d'entre elles concerne la répartition des responsabilités. Les résultats des élections européennes ont provoqué un certain coup de colère, dirigé, en premier lieu, contre le secrétaire général. On parle du « souci de dignité », qui devrait amener M. Marchais à considérer que l'heure est venue de passer le relais.

Le bureau politique, réuni mardi matin 19 juin, devait fixer définitivement la date et arrêter les modalités de la réunion du comité central, programmée pour le début de la semaine prochaine. Au-delà, il convient de prévoir, également, le moment où se réunira le prochain congrès du parti, qui, statutairement, devrait intervenir au début de 1985. Le comité central s'occupera-t-il, de la semaine prochaine, la date ? Celle-ci sera-t-elle avancée à la fin de cette année ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles les dirigeants communistes devront faire connaître leurs réponses dans les prochains jours.

PATRICK JARREAU

Le recul du PCF dans les départements entre 1981 et 1984



Abstention et vote PCF

Nous donnons, ci-dessous, une liste de départements dans lesquels les abstentionnistes ont été nettement plus nombreux, le 17 juin de cette année, qu'ils ne l'avaient été le 10 juin 1979. On verra que ces départements sont, aussi, en général, ceux où le PCF a enregistré le plus fort recul, cette année, par rapport au premier tour de l'élection présidentielle, le 26 avril 1981, qu'il s'agisse de départements de forte implantation communiste, ou, au contraire, de départements où l'influence du PCF a toujours été marginale. On relèvera, aussi, quelques contre-exemples, telle la Corrèze, où l'abstention semble avoir peu affecté le résultat du PCF.

DÉPARTEMENTS	ABSTENTIONS		RÉSULTATS DU PCF	
	1979	1984	1981	1984
Haut-Rhin	43,22	49,87	5,84	2,56
Seine-Saint-Denis	41,26	49,25	27,27	21,84
Moselle-et-Meuse	42,33	48,61	17,75	11,98
Mayenne	45,53	48,37	11,79	6,59
Bas-Rhin	42,60	47,91	4,55	2,27
Loire	43,73	47,31	15,84	11,23
Vosges	40,24	46,97	11,51	4,24
Charente	44,16	46,52	13,28	8,50
Charente-Maritime	42,68	46,31	12,86	9,79
Marne	41,52	46,17	15,57	10,14
Val-d'Oise	39,38	45,94	18,80	13,33
Indre-et-Loire	40,30	45,81	11,97	8,12
Bouches-du-Rhône	44,17	45,46	25,55	17,90
Loire-Atlantique	41,12	45,40	9,33	6,20
Essonne	39,33	45,17	16,80	12,16
Gironde	39,97	45,12	14,06	9,85
Val-de-Marne	39,09	44,91	21,37	18,20
Isère	44,07	44,83	16,54	11,13
Ardennes	38,90	44,76	19,63	12,52
Chapelle	41,08	44,26	11,46	6,76
Jura	40,47	44,12	13,69	8,46
Seine-Maritime	37,32	43,88	19,14	13,94
Yvelines	38,62	43,54	12,51	7,86
Paris	38,98	43,33	9,16	6,15
Charente	36,22	43,29	16,01	12,69
Haut-Maine	39,90	43,17	13,36	8,31
Seine-et-Marne	37,92	42,86	15,36	10,13
Territoire de Belfort	43,14	42,80	11,87	6,56
Hauts-de-Seine	39,24	42,74	16,14	11,51
Aube	38,89	42,56	15,62	9,56
Hérault	41,32	42,53	20,92	16,57
Gard	40,50	42,11	25,13	10,53
Haut-Garonne	37,78	41,86	15,43	10,53
Cher	36,41	41,79	20,25	17,86
Loiret	36,15	41,75	12,61	8,80
Eure	35,61	41,46	13,53	8,85
Indre	35,56	40,98	19,28	13,85
Allier	36,83	40,67	28,83	20,70
Oise	33,50	40,23	18,15	11,57
Aisne	32,23	39,92	21,69	15,32
Yonne	37,80	39,04	19,03	12,81
Nord	30,94	38,62	21,43	15,78
Calvados	32,11	36,57	12,20	12,63
Pas-de-Calais	29,55	36,54	23,16	18,02
Dordogne	31,34	34,92	20,44	16,69
Somme	28,77	34,22	22,38	14,35
Corrèze	27,89	32,93	21,85	20,89



MATZNEFF
LA DIÉTÉTIQUE
DE LORD
BYRON

EDITIONS DE LA TABLE RONDE

TÉLÉcopieur PARTAGÉ
ETRAVÉ SERVICE TÉLEX + TÉLÉCOPIE 345.21.62

AU FRONT NATIONAL

La famille

M. Bernard Chauveau, trésorier de la fédération de Paris du Front national, réforme avec satisfaction un classeur tout neuf : il contient les bulletins d'adhésion de ce lendemain de victoire. La maison est belle : cent cinquante formidables, trois fois plus qu'un jour ordinaire.

Toute la journée, le petit appartement de la rue Bernoulli à Paris, dans le huitième arrondissement, n'a pas désempli. « Après le passage de La Perle à l'heure de vérité », nous avions été pris de court. Aujourd'hui, nous nous y attendions. Nous devons dix pour recevoir les nouveaux adhérents (dont une grande part de bénévoles, tel cet agent d'assurances qui reçoit les impétrants entre deux visites de clients).

Organisation aux structures encore floues, le Front national rêve de créer des « commissions » : « Déjà un spécialiste des ASSEDIC vient une fois par semaine renseigner les chômeurs, explique le trésorier. Nous avons également un service de conseils juridiques, avec un spécialiste des expropriations ».

Ce n'est pas le seulisme arrondissement qui se presse ici. Affolés d'insécurité, chômeurs, divorcés même : « Ils essaient de trouver ici comme une famille », explique M. Chauveau, lui-même ingénieur commercial au chômage.

Les formulaires d'adhésion sont évidemment moins fréquents. A la question « Avez-

vous déjà milité dans un mouvement politique ? », la grande majorité n'a pas répondu. Un nouvel adhérent revendique toutefois des activités dans le service d'ordre du mouvement basiste (par exemple, mais « il ne sera pas admis », s'empresse de nous préciser un militant. « Nous sommes favorables à la peine de mort pour les terroristes. Donnons pour vous qu'il n'ait pas été membre du GAL, ça vous faisait un scoop »).

Sans exception, tous ceux qui avouent d'anciennes amours sont des déçus du RPR. Voici Béatrice, vingt et un ans, étudiante en droit dans une université privée. « Chirac est trop mou contre le gouvernement. Il a même osé dire que les lois Auroux n'étaient pas si mauvaises ! » Au sein du RPR, Béatrice a tout de même longtemps rangé son train, « car les médias faisaient du Front national un mouvement raciste. Il m'a fallu dépasser cette image ».

La liste unique dirigée par M^{me} Simone Veil, à qui cette catholique n'a pas pardonné le loi sur l'avortement, a emporté toutes ses préférences. « Les idées de Le Pen sont les miennes », dit-elle, paraphrasant sans le savoir le slogan-roi de la campagne du Front national. Tout de même, si elle brûle de militer, elle préférerait le faire hors de son quartier. Les préjugés ont la vie dure !

DANIEL SCHNEIDERMAN.

LE MONDE diplomatique

JUIN 1984

CI-GIT UNE EUROPE DÉSUËTE
(Claude Julien)

Les Etats-Unis et El Salvador
OBJECTIF DE PAIX, STRATÉGIE DE GUERRE
(Michael Stuhrenberg)

UNE GRANDE OFFENSIVE DU VATICAN
CONTRE LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

- La peur d'une contagion marxiste (François Houtart)
- Le mouvement d'une pensée sur le déclin (Guy Petitdramel)
- Les communautés ecclésiales de base (Michel Piron)

CUBA : TENSIONS INTERNES ET CRISES INTERNATIONALES

De la médiocrité au décollage (Joseph Casas). — Face aux conflits d'Amérique centrale (Carlos Rafael Rodríguez). — Les grandes manœuvres de M. Reagan (Gino Lofredo). — Les aspirations des citoyens dans une structure étatique taillée sur mesure (Françoise Barthélemy). — La « roman témoignage » (Claude Fall). — Miguel Barnet devant l'arc fabuleux et théologique d'une culture foisonnante. — Graham Greene : « Pas de baïes des Cochons pendant le règne de Batista ».

- Les travaux de la Commission trilatérale : tentations de la croisade, extraits de la coédition (Georges-Albert Auzan)
- Conflit de pouvoirs entre M. Reagan et le Congrès sur la politique étrangère (Marie-France Toinet)
- Cameroun : Les hochets du changement et les pesanteurs de la continuité (Achille Mbembe) ; D'importants travaux pour réorienter une économie extravertie (Maurice Virent)
- Quand le débat politique éclipse les enjeux européens : une irrédentable compétition électorale (Gilbert Corra)
- Un livre d'Alain Woodrow sur les jésuites : pouvoirs, mission et contemplation (Pierre de Charette)
- Caméras politiques : le mystère Silkwood (Ignacio Ramon et Jean-Paul Montiel)
- Les livres du mois :

Une nouvelle de Hassan Maki Ali Qizil

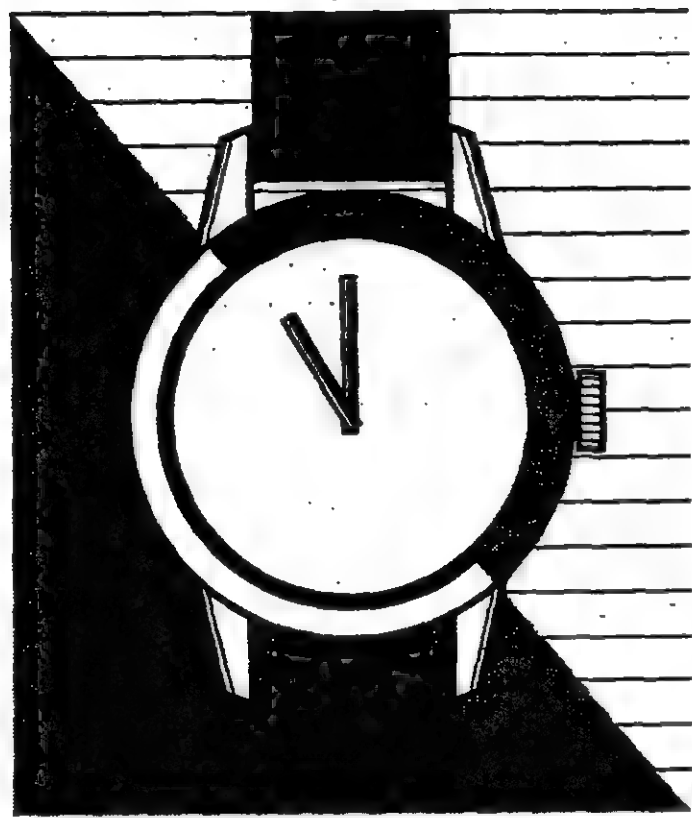
LE THÉ DU DIWAKHANA

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »
8, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

40x100 1350

JP 11/10/50

imilie



H
MOINS 1

Le Monde

société

LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE

Un nouveau combat du général Delaunay

Antioviétique passionné, l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre, le général Jean Delaunay, démissionnaire en mars 1983, partage au moins une obsession avec le secrétaire général du Parti communiste français : comme M. Marchais, il accuse la télévision de manquer, depuis 1981, de la plus élémentaire objectivité et il y voit même comme un instrument de perversion intellectuelle qui démolit les esprits en Occident.

Le général Delaunay, qui a retrouvé une grande part de sa liberté d'expression en abandonnant son uniforme et ses fonctions, ne l'a pas caché récemment encore, lorsqu'il s'en est pris (le Monde du 6 mars 1984) aux émissions d'Antenne 2 sur le Vietnam qualifiées de « désinformation ». Il vient de récidiver, en diabolisant, toutefois, sa condamnation à tous ceux qui, selon lui, contaminent la France en contestant ce « cancer » du « doute », de la « mauvaise conscience », du « manque de références divines » et de l'« abandon des valeurs de base » pour la défense desquelles, observe-t-il, tant de militaires français ont donné leur vie.

Dans une lettre qu'il adresse aux présidents de plusieurs organismes « qui, de près ou de loin, sont préoccupés par la défense de ces idéaux », qu'il s'agisse des associations patriotiques, des comités de réflexion sur la défense, des mouvements d'information civique, le général Delaunay écrit notamment : « Ce cancer-là me paraît plus menaçant encore que la « foudre atomique » qui mettrait fin à notre civilisation moderne vulnérable. »

Terrorisme intellectuel

L'ancien chef d'état-major invite — au besoin en investissant une association déjà existante, dénommée Combat pour la France, créée sur l'initiative de membre de l'Association des croix de guerre, mais encore peu active — les présidents des associations patriotiques à constituer un groupe de pression qui aura pour tâche de défendre « des valeurs directement liées à l'idée de patrie ». Cette nouvelle association devrait, dans un premier temps, veiller au contrôle de l'objectivité des livres scolaires ou

réagir aux atteintes, par ou dans les médias, à l'honneur national comme, précisément, l'émission sur le Vietnam.

A l'avance, le général Delaunay reconnaît que les associations patriotiques, dont il aimerait recueillir l'adhésion, sont considérées être « apolitiques ». « Il me semble cependant, ajoute l'ancien chef d'état-major, que le message actuel est si grave et qu'elle engage tellement l'avenir, que les conceptions anciennes de neutralité idéologique ne sont plus de mise dès lors qu'une certaine forme de terrorisme intellectuel est en action et que notre pays risque d'être miné de l'intérieur... »

Mais dans l'intimité de qui le général Delaunay agit-il ? Dans sa lettre, il souligne qu'il n'a aucune « attache politique ». Personne ne lui fera l'injure de vouloir désinformer ses interlocuteurs en la circonstance. Modestement, le général, en conclusion de sa lettre, indique que, si d'aucuns pensaient à lui pour animer une telle action, il répondrait par l'affirmative.

JACQUES ISNARD.

DES PROJETS DE DÉCRETS SUR LA PARTICIPATION DANS LES ÉCOLES

Portes entrouvertes pour les parents

La porte de l'école primaire s'ouvre aux parents, s'ouvre aussi, puisque des projets de décrets soumis à la concertation par le ministère de l'Éducation nationale prévoient une avancée prudençe sur la voie de la participation des parents inaugurée après 1968.

La participation des parents à la vie de l'école avait été instituée dans l'enseignement maternel et élémentaire par la loi Haby du 11 juillet 1975, qui étendait la participation mise en œuvre dans le secondaire quelques années plus tôt. Un conseil des maîtres et un comité de parents élus pouvaient se réunir en un conseil d'école consultatif. Pour des raisons différentes, instituteurs et parents avaient boudé le système, les premiers craignant de voir les parents envahir l'école, les seconds critiquant le peu de place que leur accordaient les textes Haby dans la vie des établissements. Après 1981, le ministère avait donc résolu de rétablir la participation sur des bases nouvelles. Un premier projet élaboré après l'arrivée de M. Savary rap de Grenoble (le Monde du 16 septembre 1982) prévoyait la suppression des comités de parents et l'instauration d'un véritable comité parents-instituteurs dans toutes les écoles.

La volonté d'adapter les textes à la décentralisation et aux exigences des parents sans pour autant malmenier le Syndicat des instituteurs (SNI-PEGC, FEN), a finalement abouti à une nouvelle version plus prudente. Il n'est ainsi plus question de supprimer les comités de parents, modification qui aurait nécessité un vote du Parlement. Ces structures seraient conservées, mais leur composition serait transformée afin d'assurer la parité parents-instituteurs. Actuellement, le nombre de représentants des parents fixé selon la taille de l'école est plafonné à cinq, alors que tous les maîtres sont admis au conseil d'école. Dans l'avant-projet de décret, l'égalité serait établie au conseil, qui comprendra toujours le directeur, mais accueillera trois nouveaux membres : le maire, le conseiller municipal chargé des affaires scolaires et le délégué départemental de l'éducation nationale chargé de visiter l'école.

Des conseils de secteur

Le maire, qui entre au conseil d'école en vertu de la décentralisation, pourra désormais modifier les heures d'entrée et de sortie de classe « en raison des circonstances locales », après avis de l'inspecteur départemental. L'organisation du temps scolaire pourra être aménagée, à titre expérimental et pour une durée limitée, par l'inspecteur d'académie à la demande de la majorité du conseil d'école. Les compétences du conseil seront élargies. Il votera le règlement intérieur de l'école et pourra notamment organiser la garde des enfants hors du temps scolaire, alors que son rôle n'était, jusqu'à présent, que consultatif sur ces sujets. Selon l'expression d'un membre du cabinet de M. Savary, « il n'y a plus de sujet tabou ». Le conseil est aussi consulté sur des questions comme la gestion matérielle de l'école, le projet éducatif de l'école et les transports scolaires.

Mais ses compétences ne lui permettent que d'être « informé sur la composition des classes et le choix des manuels scolaires », qui restent l'appanage de l'équipe pédagogique.

Autre innovation, totale celle-là : les « conseils de secteur » définis par un second avant-projet de décret. Cette instance, destinée principalement à « assurer une réelle continuité pédagogique entre l'école et le collège », regrouperait, à partir de la rentrée 1985, des représentants de deux types d'établissements d'un même secteur (parents, enseignants, conseillers d'éducation, etc.) autour d'un délégué départemental de l'éducation nationale. Le conseil de secteur serait présidé par l'inspecteur départemental de l'éducation nationale.

Un accueil très favorable a été réservé à ces projets par les principales fédérations de parents d'élèves : la FCPE (Fédération Andriotti) en demande « l'application effective dans les meilleurs délais ». En revanche, le SNI-PEGC a exprimé des réserves. Il est très favorable au principe du « conseil de secteur », puisque ce syndicat regroupe des instituteurs et les professeurs de collège, mais il voudrait élargir cette nouvelle structure à des enseignants « moniteurs » dans les zones urbaines les plus denses. A propos des conseils d'école, le SNI n'est toujours « pas prêt » de voir aboutir les projets ministériels puisqu'il juge ces assemblées « éphémères ou presque », lui préférant d'autres formules, telles les « Journées familiales » permettant la rencontre maîtres-parents d'élèves.

Vain ce rapprochement du bout des lèvres ? Les instances du syndicat des instituteurs devraient trancher à la fin du mois de juin. Leur avis pourra larder.

PIERRE BERNARD.

En 3 minutes,
passez de votre compartiment
TGV à votre chambre

Deux heures pour venir de Paris !
Pas de fatigue, pas de temps perdu.

Vous descendez du TGV à Lyon La Part Dieu et vous êtes on ne peut mieux placé pour vous rendre, au plus vite, dans le nouveau Centre des Affaires de Lyon.

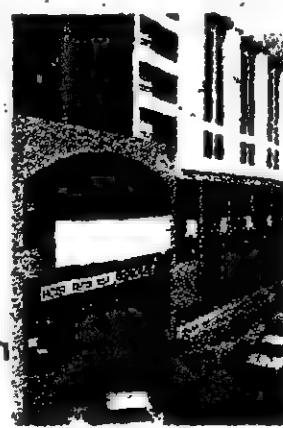
Là, le nouveau Mercure Lyon La Part Dieu vous accueille. Cet hôtel a 124 chambres, parfaitement insonorisées, toutes équipées de télévision couleur/vidéo.

Le restaurant, ouvert de 12 à 24 heures vous permet d'apprécier une cuisine lyonnaise de bonne tradition.

Le matin, découvrez le petit déjeuner buffet Mercure.

Pour vos séminaires, 5 salles de réunions complètent cet ensemble.

Le Mercure Lyon La Part Dieu vous attend.



HOTEL
MERCURE

GARE DE LA PART DIEU 47, BOULEVARD VIVIER-MERLE
69003 LYON. TÉL. (7) 234.18.12. TÉLEX 306469 F

RÉSINTER : (6) 077.27.27. TÉLEX 600644 F

LYON
tout le monde descend !
à l'hôtel MERCURE
LYON LA PART-DIEU

LA FÉMINISATION DU VOCABULAIRE PROFESSIONNEL

L'Académie contre M^{me} Roudy

L'Académie française — qui compte une seule femme dans ses rangs — part en guerre contre la féminisation des titres et des fonctions. Dans une mise en garde adressée à la commission de terminologie (le Monde du 29-30 avril) chargée d'étudier cette question par M^{me} Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, les académiciens expliquent qu'ils craignent qu'une révision du vocabulaire concernant les activités des femmes « ne procède d'un contresens sur la notion de genre grammatical ».

Ils soulignent qu'il existe en français deux genres traditionnels : le masculin et le féminin, mais que ces vocables, hérités de l'ancienne grammaire, sont impropres. Pour l'Académie française, « le seul moyen satisfaisant de définir les genres du français, au regard de leur fonctionnement réel, consiste à les distinguer en genres respectivement marqués et non marqués ». Le genre dit couramment « masculin » est le genre non marqué, qui a la capacité de représenter à lui seul des éléments relevant de l'un et l'autre genres. Par exemple, quand on dit : « Tous les hommes sont mortels », ou encore : « Tous les candidats ont été pupes », le genre non marqué désigne indi-

visant des hommes et des femmes. Son emploi, selon l'Académie, signifie que, dans les cas considérés, l'opposition des sexes n'est pas pertinente et qu'on peut dans les confondre ».

En revanche, le genre dit couramment « féminin » est le genre marqué. Il est limitatif. Appliqué aux êtres animés, il institue entre les sexes une ségrégation. En conséquence, l'Académie estime que, « pour réformer le vocabulaire des métiers et mettre les hommes et les femmes sur un pied de complète égalité, on devrait recommander que, dans tous les cas non concernés par l'usage, les termes du genre dit féminin — genre discriminatoire au premier chef — soient évités ».

« Et que, chaque fois que le choix reste ouvert, on préfère pour les dénominations professionnelles le genre non marqué ».

L'Académie indique également que, quand on a forgé des noms de métier au féminin, ils ont des très vifs emprunts d'une nuance dépréciative (chefsse, doctoresse, poétesse). « On peut s'attendre, ajoute-t-elle, à ce que d'autres créations non moins artificielles subissent le même sort (...). Il paraîtrait plus avisé de laisser à l'usage le soin de modifier ».

SCIENCES-PO

préparations d'été ou annuelles sur place, et par correspondance
1^{re} et 2^e années — Fin d'A.P. — 2 centres : Quai Jean du Neully
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully, 72294.94
745.05.19 — enseignement supérieur privé

A PARTIR DU JEUDI 21 JUIN

SOLDES

Vêtements et accessoires pour hommes
jusqu'à épuisement des stocks

MADELIOS

Place de la Madeleine, Paris

A PARTIR DU JEUDI 21 JUIN DANS TOUS LES RAYONS

SOLDES

jusqu'à épuisement des stocks

AUX TROIS QUARTIERS

17, Bd de la Madeleine, Paris

Le Vict
nous re

DIRE
- plusieurs
la mini
- savoir anime
dans les diff
- maîtrise

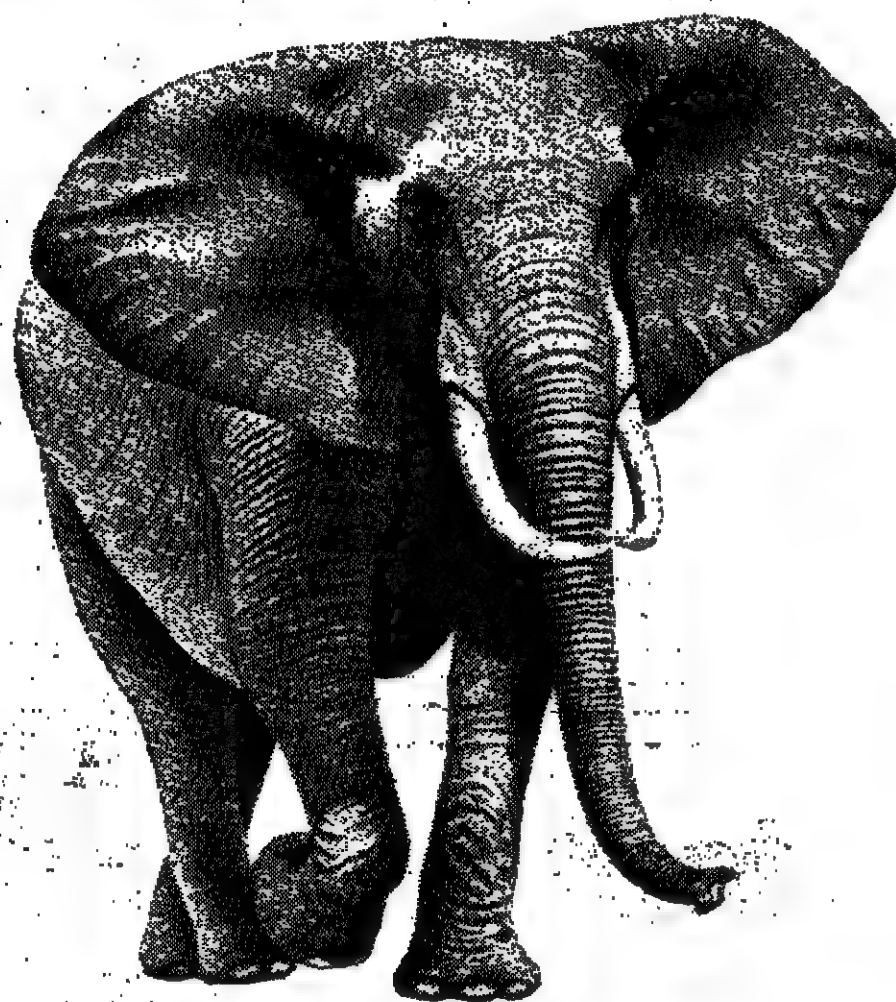
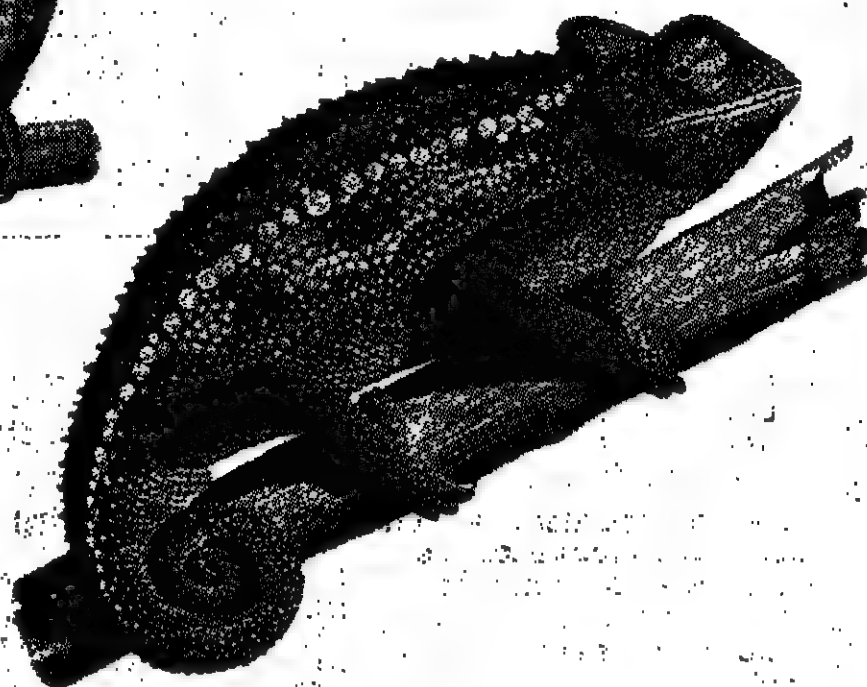
DIRECT
- plusieurs
la nuni
- savoir de dévelo
de pr
- maîtrise

IN
SUPPO
- 4 an
la mini
- bon
MS DOS 2
- arg

السنة الأولى من التعليم

JP 11/10/84

NOUS CHERCHONS DES LIONS.



Plus de 8000 Victor S1 vendus en France en un peu plus de 2 ans. 50 000 en Europe. Le Victor S1 est une vedette de la micro-informatique. Afin de poursuivre notre expansion, nous recherchons des cadres compétents et combattifs.

DIRECTEUR S.A.V.:

- plusieurs années d'expérience dans la mini micro-informatique,
- savoir animer une équipe de techniciens dans les différentes agences en France,
- maîtrise parfaite de l'anglais.

DIRECTEUR LOGICIELS:

- plusieurs années d'expérience dans la mini micro-informatique,
- savoir mener une équipe de développement et de support de produits très divers,
- maîtrise parfaite de l'anglais.

INGÉNIEUR SUPPORT SYSTÈMES:

- 4 ans d'expérience dans la mini micro-informatique,
- bonne connaissance de MS DOS/CPM/PROLOGUE/UNIX,
- anglais indispensable.

INGÉNIEUR SUPPORT RÉSEAU LOCAL:

- expérience du réseau local et des applications sur réseau local,
- anglais indispensable.

INGÉNIEUR HARDWARE:

(Attaché à la Direction)

- excellente connaissance Hardware (Composants et périphériques),
- implantation de nouveaux produits,
- expérience formation,
- anglais indispensable.

TECHNICIENS S.A.V.:

- plusieurs années d'expérience dans la mini micro-informatique,
- anglais indispensable.

SUPPORT PRODUITS:

(Femme ou Homme)

- traitement de textes, bases de données, tableurs,
- connaissance informatique,
- support commercial,
- anglais indispensable.

SECRÉTAIRES BILINGUES:

(Anglais, Français)

- connaissance du traitement de textes,
- expérience en informatique souhaitée,

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence à:
Victor Technologies
52, quai de Dion-Bouton - 92806 Puteaux.

VICTOR TECHNOLOGIES

SOCIÉTÉ

M. JACQUES DELORS ET L'ÉCOLE PRIVÉE

« Sur les cinq questions essentielles le gouvernement a respecté la liberté »

Interrogé sur l'école privée au cours de l'émission d'Antenne 2 « l'Heure de vérité » dont il était l'invité, lundi 18 juin, M. Jacques Delors s'est demandé : « Comment les socialistes se sont-ils fait voler le thème de la liberté ? » Constatant aux Français de lire la loi sur l'enseignement et de « se poser quelques questions », le ministre de l'économie, des finances et du budget a donné ses propres réponses :

« Premièrement, est-ce que chaque famille a le choix entre plusieurs écoles pour mettre ses enfants ? La réponse est indiscutablement oui. Pas simplement dans les questions de principe, mais c'est organisé pour. Deuxièmement, si elle choisit une école plutôt qu'une autre, est-ce que l'école sera pratiquement gratuite ? La réponse est oui, et l'État verse vingt milliards de francs pour l'enseignement privé. Troisièmement, est-ce que chaque type d'école pourra choisir son projet pédagogique ? La réponse est oui. Quatrième question : est-ce que les écoles dites privées pourront choisir leur directeur ? La réponse est oui. Cinquième question : quant aux enseignants, que peuvent-ils faire ? Ils ont le choix entre un statut de fonctionnaires publics ou bien un statut de fonctionnaires. Ils ont le choix. C'est la li-

berté. Par conséquent, voilà un projet qui a été mal expliqué ou mal compris, je ne sais pas (...).

« Il y a un petit point d'interrogation. Sur 100 F que paye l'État, il y a 2,50 F qui correspondent à des frais de fonctionnement versés par des communes. Dans l'état actuel des choses, il n'est pas sûr que, dans neuf ans ou dans dix ans, selon les cas, ces 2,50 F seront payés. Je vous pose la question : est-ce que cela vaut la peine de mettre dans la rue des centaines de milliers de personnes ? Ma réponse est non. Cela dit, qu'il y ait au dernier moment un malentendu, une sorte de théâtre pirandellien...

« Sur les cinq questions essentielles, le gouvernement a respecté la liberté, il s'est concerté pendant trente mois. Lorsqu'on a fait voter la loi Debré en 1959, on l'a votée en six heures. Alors, qui a essayé d'organiser les choses par la concertation ? Et on voudrait nous culpabiliser. Cela, non. Qu'il y ait un malentendu de dernière heure entre le premier ministre et les représentants de l'enseignement privé, peut-être, mais vraiment, est-ce que cette péccadille, parce que c'est une péccadille par rapport à l'enjeu, vaut la peine d'une grande manifestation ? »

« Le ministre devrait lire le texte de plus près » nous déclare le Père Guibert

Le chanoine Paul Guibert, qui a écouté et regardé M. Delors, estime, dans une déclaration qu'il nous a faite mardi, que les propos du ministre « sont conformes à la doctrine officielle et reproduisent le document diffusé actuellement par le gouvernement dans les établissements scolaires. C'est un discours intéressant, mais qui donne un certain nombre de points ».

Aux questions posées par M. Delors, le secrétaire général de l'enseignement catholique n'apporte pas les mêmes réponses : « La liberté de choix des parents ? Le texte du projet de loi ne précise pas, comme le faisait l'ancien projet, que le vœu des familles sera pris en compte pour fixer les dotations annuelles de postes budgétaires. La gratuité ? Elle restera relative, comme aujourd'hui et plus encore, puisque la charge des constructions et des agrandissements d'écoles incombe aux associations privées, et que les collectivités territoriales ne pourront plus, nous semble-t-il, les subventionner, ni couvrir les surcoûts ».

« Sur le choix du projet éducatif par chaque établissement, nous re-

gistrons que le texte de loi ne fasse pas, comme l'exposé des motifs, le lien entre le projet et le « genre d'éducation ». Quant au libre choix du directeur, c'est vrai. C'est vrai jusqu'au jour où il n'y aurait plus que des fonctionnaires dans les établissements privés. Pour ce qui concerne la titularisation des enseignants, nous continuons de penser qu'elle n'est pas simplement une mesure individuelle, mais qu'elle engage l'avenir des établissements privés, puisqu'elle engage le mode de gestion et de formation des maîtres et préside ainsi à une intégration progressive. C'est d'ailleurs comme cela que M. Mauroy l'a présentée à l'Assemblée nationale ».

« Enfin, M. Delors a omis d'évoquer les EIP (établissements d'enseignement privé). Nous craignons que le contrôle des collectivités locales fasse passer l'autonomie des établissements ».

« En définitive, je conseillerai à M. Delors de lire le texte du projet de loi de plus près. Entre ce qui est affirmé dans l'exposé des motifs et ce qui est explicité dans les articles de la loi, il reste pour nous une différence considérable. »



Pour réussir les trente prochaines années de votre vie, jouez la bonne carte :

une solide formation de base en gestion, concrète, pratique, efficace, appréciée des entreprises. Celle que vous propose le programme de formation polyvalente en gestion

Administration de l'Entreprise

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce programme est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, à l'aide de méthodes et moyens pratiques, concrets et réalistes, en faisant appel uniquement à des praticiens des affaires comme enseignants.

Il serait vraiment dommage que vous passiez à côté de ce programme, dont la prochaine session débute en octobre 1984, car vous pouvez être l'un des quarante stagiaires qui y seront admis.

Un dossier d'information existe à votre intention. Vous l'obtiendrez sans engagement en nous adressant votre carte ou en nous téléphonant.

ECADÉ

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse) - Tél. (021) 221 511

CHARLES AZNAVOUR, LES ARMÉNIENS ET LES TURCS

Le chanteur médiateur

De notre envoyé spécial

Paradou (Bouches-du-Rhône). — Une rencontre très discrète, mais peut-être « historique » : l'avenir le dira. — a eu lieu samedi 16 juin, dans le décor biblique de l'arrière-pays provençal : Charles Aznavour a en effet reçu, sous une tonnelle de Paradou (Bouches-du-Rhône), deux journalistes turcs, Ragıp Duran, correspondant de la BBC à Paris, et Erol Ozkorsy, responsable à Istanbul des « dossiers » de Nika, hebdomadaire la par l'intelligence turque.

Les deux journalistes avaient demandé au chanteur, Français d'origine arménienne, de pouvoir s'entretenir avec lui, après l'interview qu'il a accordée au Monde aujourd'hui (daté 10-11 juin) et dans laquelle il soulignait notamment « un dialogue, une ouverture », entre les Arméniens et les Turcs. Charles Aznavour a accepté cette entrevue.

Pendant trois heures, à bâtons rompus et dans une atmosphère très détendue, le chanteur de sa voix tombée, la chanson d'homme au génocide arménien des années 1915 et 1923, a repris, à destination soit des dirigeants, soit de l'opinion publique de Turquie, tous les thèmes et résonances qu'il avait développés pour le Monde aujourd'hui. Se déclarant « contre la violence », mais « comprenant » le désespoir des jeunes arméniens qui militent pour la « reconnaissance des faits historiques », et soulignant que « nous-ci étions survenus sous l'Empire ottoman et non sous la République turque,

il a de nouveau rendu hommage à « l'intelligence » des responsables d'Ankara tout en disant en substance : il faut être intelligent jusqu'au bout et ne pas laisser de « points d'ombre dans la véritable histoire de son pays ». Interrogé par les journalistes turcs sur les attentats commis contre des diplomates turcs, le chanteur a simplement répondu que tout cela était « dommage ».

Révoquant que M. Ara Tarianian, leader du Mouvement national arménien (MNA), avait demandé à le rencontrer et qu'il avait accepté de le recevoir prochainement, Charles Aznavour a répété qu'il n'était pas question, pour lui, de dépasser un rôle consistant « à mettre des gens de bonne volonté autour d'une table ». « Je suis d'abord et avant tout un artiste », a-t-il redit. Ainsi, après le tournage, terminé fin août, du feuilleton en six épisodes auquel il participe et que réalise Denis de La Pinede, et sous le titre le Paris — dont la diffusion est prévue en avril 1985 sur la troisième chaîne, — il fera une tournée dans le midi de la France avec Liza Minnelli.

Devant les deux journalistes turcs, finalement réduits par les multiples facettes du personnage, l'auteur d'il faut savoir a déclaré, dans un large sourire : « Je n'ai jamais rabi mes racines, bien au contraire, et je me suis engagé pour la cause arménienne. Mais je suis un Français ». MICHEL CASTANG.

LES RÉACTIONS EN TURQUIE

Parlons surtout de l'avenir

De notre correspondant

Ankara. — L'offre de « médiation » de Charles Aznavour entre des Turcs « qu'il respecte » et des Arméniens « qu'il aime », a été trouvée d'écho tant dans la presse, du moins jusqu'à présent, que dans les milieux officiels.

Se refusant à tout commentaire, les sources proches du ministère turc des Affaires étrangères se sont bornées à indiquer : « Nous ne sommes pas l'interlocuteur d'Aznavour, et de ce fait sa proposition n'a aucune valeur pratique ».

Une personnalité s'exprimant « uniquement à titre personnel » devait cependant indiquer que la déclaration de M. Aznavour représentait « dans ses grandes lignes » le sentiment général qui prévaut dans la diaspora arménienne, « à la fois modérée et réaliste », à l'égard de la Turquie. « Dire que la cause arménienne est une cause sans espoir est une prise de position courageuse qui ne va sûrement pas plaire aux militants durs de cette cause. » Toutefois, selon la même source, s'exprimant toujours « en privé », notre interlocuteur note que la différence, faite par le chanteur français, entre l'empire ottoman et la République turque « risque de ne trouver aucun appui ni officiel ni intellectuel en Turquie ». « Tel est aussi l'avis du professeur Munzir Soyalt, intellectuel de gauche : « Nous sommes très sensibles à la vérité ottomane. Nous n'avons aucune intention de renier nos ancêtres. La question ne consiste pas à opposer les Ottomans aux Turcs. » Autrement dit, les Turcs ne

souhaitent nullement désavouer leurs racines. « Si nous le faisons, nous admettrons que les Ottomans se sont montrés coupables. »

Cela dit, le professeur Soyalt a accueilli « très favorablement » l'offre de dialogue entre les intellectuels turcs et arméniens. « Nous sommes également prêts à discuter du passé, à condition que le dialogue se déroule sur des bases objectives et non passionnelles. Mais pourquoi ne pas avoir de discussion d'aujourd'hui sur l'avenir que sur le passé ? »

En général, les Turcs que nous avons interrogés estiment que les accusations portées à l'encontre des Ottomans ne pourront jamais déboucher sur une piste positive.

Charles Aznavour est un chanteur toujours très populaire en Turquie, où il est venu, à plusieurs reprises, donner des récitals.

Une des chansons très connues d'Aznavour, le Mamma, a d'ailleurs été interprétée dans sa version turque par le célèbre chanteur d'Iz Zeki Müren.

Ce sont les milieux intellectuels turcs, surtout de formation française, qui qualifient la prise de position d'Aznavour de très positive. Les plus réalistes estiment cependant que, si le dialogue est possible, ses résultats ne pourront avoir qu'une portée réduite. Mais, ajoutent-ils, une telle attitude est préférable au mutisme des deux côtés.

ARTUR UNBAL

EN BREF

Le fondateur de « couvent » de l'immaculée-Conception est mort

Le fondateur de l'ordre de la Grande Réparation, directeur du « couvent » de l'Immaculée-Conception, une communauté d'une cinquantaine de « fidèles » établie à Puy-l'Évêque (Tarn), est mort, samedi 16 juin, d'une crise cardiaque. Victor Lafitte, cinquante-sept ans, avait eu récemment des démêlés avec les habitants de Puy-l'Évêque pour avoir publié plusieurs « lettres d'information » mettant en cause notamment des personnes du village. Il avait aussi attiré l'attention de la presse sur le cas d'une orpheline qu'un juge de tutelle d'Albi (Gard) refusait de confier au « couvent » de l'Immaculée-Conception (le Monde daté 12-13 février).

Pierre-Yves Ligen quitte l'Atelier parisien d'urbanisme

M. Pierre-Yves Ligen, maître des requêtes au Conseil d'État, directeur de l'Atelier parisien d'urbanisme, quittera ces fonctions, à sa demande, le 15 juillet prochain, pour rejoindre son corps d'origine, à l'autonomie de la Mairie de Paris.

L'Atelier parisien d'urbanisme peut, à bien des égards, être regardé comme la création personnelle de M. Ligen, qui a su lui donner une dimension et une réputation internationales », précise le communiqué de la Ville.

Il y a 30 novembre 1957 à Quimper, Pierre-Yves Ligen est ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration (promotion Blaise Pascal 1962). Nommé auditeur au Conseil d'État le 1er juin 1964, il est chargé de mission auprès du préfet de la région Provence-Côte d'Azur en juin 1967, puis auprès du directeur de la télévision en décembre de la même année. Directeur de l'Atelier parisien d'urbanisme depuis sa

création en août 1968, il co-mène cette fonction avec celle de directeur de l'aménagement urbain depuis 1978.

M. Pierre-Yves Ligen sera remplacé dans les fonctions de directeur de l'aménagement urbain par M. Alain Gréville-Bosviel, sous-préfet, directeur général adjoint de l'Agence foncière et technique de la région parisienne depuis 1981.

[Né le 21 mai 1938 à Paris, Alain Gréville-Bosviel est licencié ès sciences économiques et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Ancien élève de l'École nationale d'administration (promotion Blaise Pascal 1962), il occupe, à partir de 1964, divers postes dans l'administration préfectorale et dans plusieurs cabinets ministériels.]

La direction de l'Atelier parisien d'urbanisme sera confiée à M. Nicolas Politis, actuellement directeur adjoint de cette agence où il est entré en 1972. Une réorganisation est prévue pour recréer la situation antérieure à 1978 où l'échelon de conception et de réflexion sur l'urbanisme était distinct des services opérationnels.

L'Union des consommateurs et l'électricité nucléaire

La 31^e chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jean-Michel Guir, vient de relaxer, le 14 juin, M. Marcel Boiteux, président du conseil d'administration d'EDF, du chef de publicité mensongère. Le tribunal a condamné l'Union nationale des consommateurs (UNEC), partie civile, à 1 franc de dommages-intérêts pour procédure abusive, pour ne pas avoir agi « dans le cadre de l'intérêt des consommateurs ».

L'action de l'UNEC était motivée par une campagne publicitaire faite en faveur de l'électricité d'origine nucléaire. EDF affirmait que celle-ci était pour la France une source d'économies de devises étrangères, l'électricité provenant ainsi pour 80 % des ressources nationales en 1983, pour devenir totalement française en 1990.

Une nouvelle victime après la tuerie de La Roche-sur-Foron

M^{me} Annie Duhamel, trente-huit ans, est morte, vendredi 15 juin, des suites de ses blessures, dans un hôpital de Lyon. M^{me} Duhamel était l'épouse de Gérard Duhamel, trentesept ans, tué dans la nuit du 16 au 17 mai au hameau des Argulins, non loin de La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie), par deux cambrioleurs en fuite. Henri Gruffat, vingt-deux ans, et Jean-Marc Bieser, dix-huit ans. Auparavant, ces derniers avaient tiré sur des gendarmes et mortellement blessé l'un d'eux. Les deux malfaiteurs s'étaient ensuite donné la mort (le Monde du 19 mai).

DANS HUIT JOURS les épreuves du FRANÇAIS AU BAC

Vite, lisez

L'Éducation

Numéro de juin en vente partout 11 F

Embryons orphelins

Deux « embryons » orphelins sont actuellement conservés en Australie par une équipe médicale de Melbourne qui veut d'acquiescer la mort des « parents » donneurs, survenue l'an dernier au Chili.

La disparition du couple, deux Chiliens très riches, a entraîné un accident d'avion, puis à l'équipe australienne des questions de droit et d'éthique, qui, en effet, décidera du maintien en vie ou de la suppression des deux ovules fécondés dont plus personne n'est juridiquement responsable ? Une commission gouvernementale doit statuer sur cette question en juillet. Mais les médecins australiens estiment que les ovules, fécondés et congelés à l'aide de méthodes qui ont été perfectionnées depuis, ont relativement peu de chances de servir.

SALUT

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a déclaré que les militaires subissent de plein fouet la même façon et qu'ils portent une certaine ou non, afin de leur permettre, à ces mêmes circonstances de rendre individuellement les honneurs aux autorités et aux symboles. Auparavant, un militaire n'était reconnu la position sans savoir de la main. Le formulaire adopté est déjà en vigueur dans l'armée américaine dont les membres savent nu-tête.

« Deux attentats à Paris. — Une explosion d'origine criminelle a eu lieu à 2 h 30, mardi 19 juin, dans le hall d'un immeuble de la gendarmerie, 65, rue Louis-Lumière, à Paris (20^e). L'explosion a provoqué des dégâts matériels. Une autre explosion non revendiquée avait eu lieu la veille, vers 3 heures, contre un bâtiment de la police judiciaire, 34, rue de Rennes (6^e).

icad
La réussite en entreprise

Institut Privé
des Attachés
de Direction

EN 2 ANS (ITS)

- ACTION COMMERCIALE •
- COMPTABILITÉ et GESTION D'ENTREPRISE •

3^e ANNÉE (à Option)

- COMMERCE INTERNATIONAL • P.M.E. •

DOCUMENTATION SUR DEMANDE

91, rue de l'Université • 75007 PARIS
Tél. (1) 551.23.90 et 555.71.89

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.05.94
Documentation M sur demande

06 41 20 13 50

JP M... 50

L'ingénierie informatique de demain.

La Caisse des dépôts, puissante institution financière, s'est dotée, fin 1982, d'un vaste projet s'appuyant largement sur l'informatique, tant pour elle-même que pour ses filiales.

Le CAM, le G.CAM et la SINORG, avec leurs 1 500 ingénieurs et techniciens, se présentent à vous. Ils offrent en commun :

- la possibilité de travailler dans les secteurs de pointe de l'informatique en servant l'intérêt général ;
- des opportunités de carrière en France et à l'étranger ;
- une organisation destinée à favoriser l'épanouissement professionnel.

L'INFORMATIQUE PUISSANCE 3

CAM

Le CAM est le service informatique filialisé de la Caisse des Dépôts : il conçoit et réalise pour elle l'ensemble de ses systèmes informatiques dans des domaines aussi divers que l'épargne, la gestion administrative et financière, les valeurs mobilières, les prêts, les assurances et les retraites. Pour remplir ses missions, le CAM dispose de moyens techniques puissants et diversifiés. Il les utilise dans des domaines de pointe tels que : base de données, réseaux, info-service, vidéo communication, langages de quatrième génération, carte à mémoire...

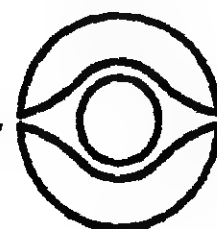
G.CAM

Le G.CAM est filiale de «Caisse des Dépôts-Développement» («C 3 D»), société holding créée en 1983 pour animer le groupe des filiales techniques. Il est spécialisé en ingénierie informatique et télématique dans les domaines de la gestion, de la production et de la communication. Il met en oeuvre un important programme d'investissement dans des progiciels d'avant-garde : CFAO, TGAO, Serveur Vidéotex, EAO, gestion décentralisée... A l'aide de son réseau de centres serveurs et de ses filiales spécialisées : ARTEMIS, SORINFOR, TELESUD... il développe de multiples services : gestion, time sharing, banques de données, services vidéo-télématiques...

SINORG

La SINORG, filiale de «C 3 D», intervient dans plus de 30 pays dans les domaines de l'organisation, du management assisté par informatique et de l'ingénierie de systèmes. Elle est assistée de la SINAC (transfert recherche-industrie, formation de haut niveau, traitement du signal et communication) et de MORPHO SYSTEMES, société spécialisée au plan international dans le traitement des images et leur transmission. Déjà présente, dans les P.V.D., elle étend ses activités dans les pays d'Europe et d'Amérique du Nord.

Ingénieurs, pour être régulièrement informés des opportunités de carrières, écrivez à Myriam Vaillant, Tour Montparnasse, BP 8, 33 avenue du Maine, 75755 Paris Cédex 15.



SERVATOIRES
AU
FRANÇAIS
t-réalisateur
d
-monteuse

SOCIÉTÉ

Les responsables des hôpitaux publics et privés protestent contre les mesures d'austérité

L'ensemble des organisations représentatives de l'hospitalisation publique et privée (1) protestent, dans une déclaration commune, contre « les mesures déjà décidées ou envisagées » par les pouvoirs publics, mesures qui « vont se traduire par une réduction inévitable de la qualité des soins et par le début d'un rationnement en matière de santé qu'aucune de ces organisations ne peut accepter ».

Les fédérations contestent « le bien-fondé des estimations » avancées dans le IX^e Plan, selon lequel « plusieurs dizaines de milliers de lits devraient être supprimés ». Elles demandent « la justification de ces projets » et se déclarent « hostiles à la mise en œuvre immédiate de cette politique de réduction des équipements sans concertation préalable, tant que des critères fiables et non contestables et que des règles de procédures indispensables à la mise en application n'auront pas été déterminés ».

Enfin, les fédérations rappellent que le gouvernement travaille à la mise au point d'un projet de loi portant sur la planification sanitaire et

qu'elles souhaitent, à ce propos, « être consultées et entendues ».

[Cet appel fait suite aux vigoureuses protestations auxquelles ont déjà donné lieu les congrès, tout récents, de plusieurs organisations d'hospitaliers - privés et publics - contre l'application des mesures d'austérité dans ce secteur. L'austérité qui se traduit, notamment, par l'entrée en vigueur du « budget global » dans les hôpitaux publics, par la fixation d'un « taux directeur » d'augmentation des tarifs calculés au plus juste, et par le maintien d'un strict contrôle des prix dans le secteur privé.]

A ces objections, les pouvoirs publics répondent que les moyens dont disposent les établissements hospitaliers ne sont pas en régression, qu'un effort particulièrement important est même consenti en faveur des équipements lourds, tels que les scanners, et que les mesures appliquées depuis quelques mois ne font que s'inscrire dans la ligne de la rationalisation entreprise de longue date.]

(1) La Fédération hospitalière de France (FHF); la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée (FIEHP); l'Union hospitalière privée (UHP); la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés à but non lucratif (FEHAP).

UN PARI PERDU

La mort de « Médical »

On savait l'entreprise risquée. On n'imaginait pourtant pas qu'elle se solderait aussi vite par un échec. En l'absence, en février dernier, l'hebdomadaire Médical (de Monde daté 5-8 février), les responsables de l'UNAFORMEC (Union nationale des associations de formation médicale continue) prenaient un double pari : montrer qu'on pouvait « parler clair » aux médecins généralistes et qu'il était possible de travailler en bonne intelligence avec les annonceurs, c'est-à-dire parvenir à se dégarer du carcan que constitue, pour la presse médicale, l'homogénéité des ressources publicitaires contrôlées en totalité par l'industrie pharmaceutique. C'est ainsi que Médical avait écarté les laboratoires qu'il ne pourraient compter sur aucune publicité rédactionnelle et qu'on leur proposait une formule de contrats annuels à la place des campagnes au coup par coup. Une petite révolution dans ce secteur clos de la presse spécialisée.

Si les objectifs rédactionnels ont pu, en partie, être atteints, c'est l'intendance qui n'a pas suivi : le volume de la publicité fut nettement moins important que celui prévu et le nombre des abonnés ne dépassa pas les 1 500 alors qu'on tablait au départ sur plus de 30 000. L'abonnement annuel ayant été fixé à 350 F et le prix de revient de chaque numéro se situant aux environs de 450 000 F, il était clair que Médical ne vivrait guère.

Aussi, un montage financier d'un nouveau type était à l'étude depuis quelques semaines. Il n'aura pas, en définitive, pu être réalisé, le bureau de l'UNAFORMEC prenant la décision de ne pas publier le numéro 19 de son hebdomadaire.

deuxième et de ne pas augmenter le déficit ».

Cette triste aventure, à laquelle vingt-cinq personnes dont neuf journalistes auront été associées, a le mérite de remettre en lumière la difficile question de la participation financière du médecin à sa formation médicale continue. Sur ce point, force est de constater que Médical n'aura aucunement bénéficié du réseau de l'UNAFORMEC, qui, à travers la France, groupe 20 000 praticiens. Recevant gratuitement ou presque de nombreux périodiques, les médecins n'ont pas répondu à l'offre qui leur était faite d'un hebdomadaire d'un style nouveau.

D'autres revues de formation médicale continue sont également en difficulté. On assiste, en effet, à une nouvelle stratégie des laboratoires, retenant leurs investissements au maximum, ce qui, en définitive, prive les journaux à périodicité courte (1). Ainsi, en 1983, si les laboratoires pharmaceutiques ont dépensé 450 millions de francs dans la presse médicale, ils ont aussi donné 70 % de cette somme aux dix titres leaders, privilégiant pour l'essentiel les quotidiens et les bimensuels. La mort de Médical vient rappeler l'étroite marge de manœuvre dont disposent ceux qui entendent modifier les règles et les habitudes du financement de la formation médicale continue.

JEAN-YVES MAU.

(1) Sur ce thème, on peut lire le dossier sur « La communication médicale » qu'a publié la revue Médias dans son numéro du 13 avril dernier.

CONFLIT ENTRE LES CONSTRUCTEURS ET LA MUNICIPALITÉ

Un enjeu de 53 millions de francs pour le nouveau stade de Nantes

Après un week-end chargé et avant les derniers matchs de groupe I du Championnat d'Europe des nations qui opposent, mardi 19 juin, à Saint-Etienne, la France à la Yougoslavie et, à Strasbourg, la Belgique au Danemark, les footballeurs étaient au repos lundi. Réuni à Paris, le jury d'appel de l'Union européenne des associations de football (UEFA) a confirmé la suspension du Français Manuel Amoros pour trois matchs. En marge de la compétition, on parle aussi beaucoup du recours au tribunal administratif de Nantes pour régler le contentieux entre les constructeurs du nouveau stade et la municipalité qui refuse de payer les dépenses des coûts de construction supérieurs à 50 millions de francs.

De notre correspondant

Nantes. — Le nouveau stade de la Beaujoire, à Nantes, n'a pas manqué son inauguration avec France-Belgique. Mais ce match au sommet ne doit pas masquer une autre confrontation dont l'enjeu est exclusivement financier. Elle oppose, non plus sur le pelouse, mais dans le champ clos du prétoire, les concepteurs et les constructeurs du stade à la ville de Nantes : celle-ci refuse de payer le dépassement demandé pour travaux supplémentaires réalisés au cours de la construction.

C'est devant le tribunal administratif de Nantes que l'architecte, M. Agopyan, la société Ingénierie CERA et l'entreprise pilote (Les chantiers modernes) ont décidé de porter le contentieux. Un contentieux de taille, puisque le supplément demandé se chiffre à 53 138 976 francs, toutes taxes comprises, soit une augmentation de la facture de 63 % par rapport au marché conclu : 89 956 309 francs.

Les constructeurs n'ont pas attendu la fin du chantier pour poser le problème. Dès le début 1983, une première note de dépassement a été présentée et refusée par M. Alain Chénard, député-maire de Nantes (PS). La note allait rapidement s'alourdir, et le nouveau maire, M. Michel Chauty (RPR), dès le début de son mandat, en mars 1983, avait annoncé qu'il s'en tiendrait aux termes du contrat et à rien d'autre. Toutefois, les entreprises n'avaient pas interrompu le travail, et l'édifice était fin prêt pour le championnat d'Europe.

La Beaujoire est le seul stade français construit de toutes pièces pour cette compétition. La décision remonte à novembre 1980, quand M. Valéry Giscard d'Estaing annonça que l'Etat était disposé à apporter son aide à six villes pour l'aménagement ou la construction de stades d'une capacité de cinquante mille places. Le maire d'alors, M. Alain Chénard, saisissait l'occasion de remplacer le vieux stade Marcel-Saupin, qui ne pouvait être agrandi. Une subvention de l'Etat de 30 millions de francs, une équipe

matinée caracolant en tête du championnat de France, un public potentiel drainé jusque dans le Finistère : tout plaider en faveur d'un grand stade dont le seul de rentabilité ne semblait pas inaccessible.

Le procès, dont l'instruction commence, devrait lever le voile sur cette affaire. On sait que le dossier technique et financier a été établi dans des délais rapides/imposés par le calendrier, ce qui a dû entraîner des dépassements de coûts auxquels il est difficile d'échapper quand on veut édifier une construction conforme aux normes. Mais de là à forcer la note dans cette proportion, il y a un grand pas. M. Michel Chauty, en mettant les entreprises en demeure de terminer le chantier sous peine de rupture de contrat et en refusant de négocier, a sans doute surpris ses interlocuteurs.

Le recours des constructeurs enregistré le 5 juin au greffe du tribunal administratif n'est sans doute que le coup d'envoi de cette nouvelle partie. Les défendeurs ont confié leurs intérêts à M^e Lyon-Caen, avocat au Conseil d'Etat.

YVES ROCHONGIAR.

CYCLISME

LA COURSE ESCAMOTÉE

(De notre envoyé spécial.)

Perpignan. — L'organisateur du Grand Prix du Midi libre présentait une affiche de qualité réunissant les noms de Bernard Hinault, Pascal Simon, Bernard Dely, vainqueur de l'épreuve à quatre reprises, Caritoux, gagnant du Tour d'Espagne, et ceux de plusieurs Colombiens dont Luis Herrera et Francisco Rodriguez. Mais les vedettes du peloton, préoccupées de neutraliser les coureurs sud-américains, se sont sabordées avec eux dès la première étape en se désintéressant d'une échappée qui a permis à Dominique Gaudin, Alain Vigneron et Marc Durand de prendre d'entrée dix-sept minutes d'avance.

Cette course escamotée s'est au moins donné un vainqueur attachant en la personne de Dominique Gaudin. L'homme est jeune, athlétique, ambitieux. Il s'était distingué à l'occasion du Critérium du Dauphiné libéré, et son directeur sportif, Roland Barland, avait déjà confirmé sa sélection pour le Tour de France avant qu'il ait obtenu, dimanche 17 juin, à Saint-Etienne, près de Perpignan, sa première grande victoire professionnelle.

Bien des routiers de solide réputation ne sont pas dans les rangs. Bernard Thévenet, responsable du groupe La Redoute-Motobécane, estime par exemple que pour l'instant seuls Stephan Roche et Jérôme Simon ont leur place pour le Tour. Il lui faut trouver huit coureurs d'ici au 27 juin.

JACQUES AUGENDRE.

D'un sport à l'autre

● **ATHLÉTISME** : championnats de France des 100 km. — A l'occasion du championnat de France des 100 km gagné, le 17 juin à Mignennes, par Claude Ansart, en 6 h 44 mn, Chantal Langlois, qui s'est classée huitième, a amélioré de 1 mn la meilleure performance mondiale féminine de la distance — qu'elle détenait depuis 1981 — en réalisant 7 h 26 mn.

● **ESCRIME** : championnats de France. — A l'issue des championnats de France à Tours, au cours desquels Jean-François Lamour a remporté son septième titre au sabre, et à Paris, où Philippe Boisse s'est imposé pour la quatrième fois à l'épée tandis que l'ancienne championne du monde junior, Laurence Modaine, gagnait son premier titre au fleuret féminin, la sélection française pour les Jeux olympiques a été ainsi établie : — **Fleuret féminin** : Brouquier, Gaudin, Modaine, Meygret, Trinquet. — **Epée** : Boisse, Langlet, Riboud, Henry, Salosse. — **Sabre** : Lamour, Granger-Veyron, Delrieu, Guichot, Duchet.

● **NATATION** : record du monde du 400 mètres quatre nages. — Le Canadien Alex Baumann a établi, le 17 juin à Toronto, un nouveau record du monde du 400 mètres quatre nages en 4 min 17 s 53. Agé de vingt ans, Baumann, qui détient également le record du monde du 200 m quatre nages, a amélioré de 2 s 68 le précédent record détenu depuis le 23 mai dernier par l'Allemand de l'Est Jens-Peter Berndt.

● **RUGBY** : victoire des rugby-men français en Nouvelle-Zélande. — L'équipe de France a remporté sa cinquième victoire depuis le début de sa tournée en Nouvelle-Zélande en battant la province d'Hawke Bay par 40 à 18, mardi 19 juin à Napier.

LA TRANSAT ANGLAISE EN SOLITAIRE

Poupon premier mais Fauconnier vainqueur ?

Philippe Poupon, (trimaran Fleury-Michon-VI) avait franchi le premier, lundi 18 juin à 19 h 06, à Newport (mardi à 1 h 06, heure de Paris), la ligne d'arrivée de la septième Transat anglaise en solitaire, mais c'est son compatriote Yvon Fauconnier (trimaran Unimpro-Jardin) qui sera probablement déclaré vainqueur après examen de son livre de bord par le comité de course. Arrivé un peu plus de 10 heures et 30 minutes après Poupon, il devrait se voir déduire les seize heures passées auprès de Philippe Jeandet lors du chargement de son catamaran.

Encore inconnu du grand public, Philippe Poupon avait déjà reçu un bel hommage. Celui d'Eric Tabarly, qui le considérait comme le meilleur des équipiers qu'il ait eus à bord de ses Pen-Duick. C'est à l'occasion de sa première course hauturière, le Triangle atlantique (Saint-Malo, Le Cap, Rio-de-Janeiro), que le jeune Bigoudin avait rencontré au Cap, en 1975, le premier vainqueur français de la Transat anglaise.

Tabarly lui avait alors proposé de le prendre à bord du Pen-Duick-VI, aux côtés d'autres équipiers qui deviendront des skippers célèbres : Alain Colas, Olivier de Kersauzon, Yvon Fauconnier, etc... A bord de la golette noire, Poupon avait participé, en 1978, à la Course autour du monde en équipage, mais c'est en solitaire qu'il a obtenu ses meilleurs résultats : septième de la Route du rhum en 1978, septième avec Patrick Tabarly de la Transat en double Lorient-Lorient-Bermudes-Lorient en 1979, neuvième de la Route du rhum en 1982 et sixième, avec son frère Luc, de la Transat en double en 1983.

C'est dans la course en solitaire du Figaro que Poupon avait obtenu sa première consécration. Il n'avait pu confirmer son succès en 1983, mais avait pris la deuxième place. Ce talent reconnu de régatier solitaire lui a été très utile, notamment dans les derniers jours de la Transat anglaise pour revenir, dans la nuit du 16 juin, sur le Britannique Peter Phillips et son trimaran Transocean-Sawrey, qui avait mené la course durant la deuxième semaine après

les accidents survenus aux catamarans Art-Servier de Patrick Merlan et 33-Export de Gilles Gahinet. Mais, surtout dans les dernières quarante-huit heures où le vent était tombé, il a su profiter de la moindre risede pour résister au retour de Marc Pajot et de son catamaran plus léger.

Dessiné en 1981 par l'architecte britannique John Shuttleworth, puis modifié en 1983, le trimaran de Philippe Poupon n'était sans doute pas le plus performant au départ de Plymouth. Mais le skipper avait l'avantage de parfaitement connaître pour le mener au maximum de ses possibilités sans risquer la casse. Marc Pajot, très prudent les premiers jours de course, ne pouvait en faire autant avec son tout nouveau catamaran.

Philippe Poupon ne s'attendait sûrement pas à une telle performance dans la Transat anglaise. Sans doute misait-il beaucoup plus sur la prochaine course en équipage Québec-Saint-Malo, pour laquelle il disposera d'un catamaran géant de 25,90 mètres, le Fleury-Michon-VII, qui devrait lui valoir bien d'autres satisfactions.

G.A.

Ordre d'arrivée. — 1. Philippe Poupon (Fleury-Michon-VI), 16 jours 11 h 56 mn ; 2. Marc Pajot (Ely-Aquiline), à 21 mn ; 3. Eric Tabarly (Paul-Ricard), à 2 h 30 mn ; 4. Peter Phillips (Transocean-Sawrey), à 5 h 30 mn ; 5. Daniel Girard (Ventes), à 5 h 55 mn ; 6. Olivier Monay (Région-Centre), à 6 h 59 mn (premier de la classe 2).

A PARIS (14^e)

Le béton gagne...

Un des plus vieux sujets de polémique de Paris va-t-il disparaître ? Le jardin du couvent de la Visitation (14^e) est aux mains des ouvriers du bâtiment. Après six ans et demi d'efforts, les religieuses de ce monastère qui avaient besoin d'argent pour entretenir les bâtiments de leur congrégation, semblent avoir eu gain de cause.

Le jardin, de 18 000 mètres carrés, avait été classé par le plan d'occupation des sols de la capitale en espace vert non constructible. A une exception toutefois : celle du potager, d'une surface de 2 200 mètres carrés. C'est sur cette modeste parcelle que, depuis 1977, les religieuses veulent faire construire un immeuble de standing. Le comité de défense du quartier de l'Observatoire s'y oppose avec la même ténacité, estimant que ce jardin doit être loué par la Ville de Paris et ouvert au public.

... et perd

Par une décision du 29 mai, le tribunal administratif de Paris, faisant droit à une requête de l'association de défense du quartier de l'Observatoire, a ordonné que soit stoppé le chantier de construction d'un immeuble de neuf étages dans le parc de l'Observatoire Marie-Thérèse (quatorzième). Ce parc, situé sur l'avenue Denfert-Rochereau, et classé en espace vert protégé, appartient au diocèse de Paris, qui veut y faire édifier une maison de retraite.

Ne veulent pas s'engager dans cette voie, mais ne souhaitent pas non plus une construction dans ce secteur, M. Jacques Chirac a longtemps refusé son feu vert. Mais, au gré des quatre permis successivement déposés, le nombre des appartements a été réduit de soixante-dix à cinquante-trois, la hauteur de l'immeuble abaissée, sa façade redessinée pour rendre le projet plus acceptable. Finalement, le maire a cédé en avril 1980. Puis après, le tribunal administratif de Paris, saisi par le comité de défense, annulant son autorisation. Il fut à son tour désavoué par le Conseil d'Etat, moins d'un an plus tard.

Les religieuses de la Visitation ont donc le droit de construire sur leur ancien potager, et elles le font. Mais l'association ne désarme pas et, par de nouveaux recours, elle continue son combat pour les arbres et les petits oiseaux.

M. A.-H.

IRAN **تظاهرات انجمن دانشجویان مسلمان در فرانسه**
به مناسبت ۲۰ خرداد

Appel à manifester contre Khomeiny à l'occasion du 20 JUIN

Journée de la Résistance, des martyrs et des prisonniers politiques iraniens

Une journée historique qui est proclamée Journée des martyrs et des prisonniers politiques par M. Massoud Radjavi leader de la Résistance iranienne.

Une manifestation sera organisée pour célébrer la mémoire des 40.000 martyrs et des 120.000 prisonniers politiques.

Nous vous invitons à participer à cette manifestation

Mercredi 20 juin à 17h30 de la Gare de l'est à la Bastille

A.E.M. B.P. 49 75462 Paris Cedex 10

Union des Associations des Etudiants Musulmans Iranais à l'Etranger - Union syndicale de l'Organisation des Musulmans du Peuple d'Iran

DESTINATION BANGLADESH
VOLEZ "BIMAN"

La BIMAN, compagnie aérienne du Bangladesh, ouvre sa ligne Paris-Dhaka. L'équipage de son DC-10-30 vous souhaite la bienvenue à bord et vous offre son hospitalité à l'orientale. Aux passagers de 1^{re} classe, il réserve son fameux service "Royal Bengale". Et à partir de Dhaka, il existe de multiples connexions vers l'Asie du Sud-Est et vers l'Extrême-Orient.

Biman
ligne aérienne du Bangladesh
Vous êtes chez vous à bord

5, avenue de l'Opéra 75002 Paris
Tél. 296.66.48
Télex : 670.990

JP 11/12/84

24 HEURES DU MANS
29^{ème} VICTOIRE DUNLOP

1984: DUNLOP SE BAT ET GAGNE

Le Mans 84, c'est aussi la confirmation de l'avance technologique de Dunlop.

Les vainqueurs, mais également 12 autres Porsche, Lancia et Mazda, étaient équipés de Dunlop TD racing antidéjantage; la sécurité à plus de 300 à l'heure.

Merci aux pilotes et à tous ceux qui ont fait confiance à Dunlop.

**Dunlop, plus que jamais
dans l'action, se bat
et gagne dans tous les
domaines de son activité.**



DUNLOP
L'ESPRIT DE COMPETITION

Springsteen et Costello mènent le jeu

★ **Elvis Costello** : ce mardi 19 juin, à 20 heures au Casino de Paris. *Goodbye Cruel World* (RCA, ZL 70317). — **Bruce Springsteen** : *Born in the USA* (CBS 86304).

La démission de M. Faivre d'Arcier

Révérences au passé à la Biennale de Venise

Mississippi blues

UN FILM DE BERTRAND TAVERNIER
ET ROBERT PARRISH

COMMUNICATION

La CGT et la CFDT réclament des réformes dans l'audiovisuel public

Les syndicats CGT et CFDT estiment chacun que le système audiovisuel français devrait faire l'objet de réformes importantes. La Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle CGT estime, notamment, nécessaire le regroupement de TF 1 et Antenne 2, qui conserveraient, cependant, leur indépendance de programmation. Cette fusion devrait permettre, aux yeux de M. René Lomet, secrétaire confédéral, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse, jeudi 14 juin, d'accomplir un effort accru en faveur des programmes. M. Lomet, pour qui la loi de juillet 1982 est la « réforme ratée du gouvernement de gauche », a réaffirmé que la logique de la CGT était « le développement du service public de la radiotélévision. Nous ne voyons aucun intérêt à l'appartenance ou à la mise en place de chaînes ou de réseaux privés, pas plus au plan national qu'en matière de télévision par satellite et, à plus forte raison, pour la télévision par câble ».

Le Syndicat unifié de radio et de télévision (SURT-CFDT) s'inscrit, lui, surtout de la situation financière du service public de l'audiovisuel. Selon un texte daté du samedi 9 juin, et diffusé depuis lors, le projet de budget 1985 « prévoit une diminution des emplois de 2 % et la reconduction pure et simple du budget de 1984, ce qui conduira à une baisse de 4 % à 5 % du niveau

de ressources (...) La conséquence sera un déficit d'exploitation, en 1985, pour toutes les sociétés à six mois d'une échéance législative ».

Tout en suggérant une loi rectificative « modifiant les aspects négatifs de la loi de 1982 », le SURT réclame la création d'une « société financière pour le service public », « une planification rigoureuse » dans l'emploi des moyens, l'élaboration d'un « plan pluri-annuel pour les industries de programmes », la négociation d'une charte pour « l'introduction des nouveaux matériels et nouvelles technologies ».

[Le compte est bon. Sans subtil, chaque des partenaires de l'audiovisuel s'est, à présent, exprimé sur les engagements qu'il conviendrait d'apporter au système : après le gouvernement, qui domine tout au service public pour surmonter les défis des nouveaux médias, après le Parti communiste, favorable à une fusion de TF 1, d'Antenne 2 et de la SFP, après l'opposition, qui préconise une large « décentralisation », et après la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, qui réclame des réformes de structure pour favoriser la création, voilà deux des principaux syndicats qui se prononcent pour des réformes de fond. Personne n'est donc vraiment content du système actuel et chacun envisage une refonte du service public dans un cadre nouveau. Difficile. Dans ce contexte, la question est donc moins de savoir s'il sera remis sur l'échiquier de savoir comment, par qui et à quelles fins ? - E.R.]

EN RAISON D'IMPORTANTES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Licenciements à Radio-Caribes Internationale

Difficultés financières à Radio-Caribes Internationale (1). La station privée la plus importante des Antilles francophones, en « gué-guère » constante avec la radio de FR 3-DOM-TOM (devenue aujourd'hui RFO), qu'elle concurrence dangereusement par son ton plus libre, son plus grand dynamisme et une plus grande rapidité dans l'information, objet depuis toujours d'après enjeux politiques et économiques, vient de licencier six personnes pour raisons économiques.

Cette mesure, qui a été décidée par la direction de la station à la suite d'un plan de redressement demandé par la SOFIRAD (2), et qui a été autorisée par l'inspection du travail, n'a en réalité surpris personne. Depuis que la station a été rachetée par la SOFIRAD en 1982, les frais de personnel (embauches et avantages sociaux respectant la législation sociale) ont augmenté de 45 % en 1983. Les frais entraînés par la destruction du matériel lors du dernier attentat commis dans la station en Guadeloupe se sont élevés à plusieurs centaines de milliers de francs. Mais c'est l'introduction de la publicité à la télévision qui a définitivement mis la station en péril.

En décembre 1982, M. Olivier Geron, directeur général adjoint de RCI, que nous avions rencontré à Fort-de-France, s'inquiétait déjà. Une chute de 20 % sur les recettes avait été envisagée, soit 3 millions de francs pour 1984. Bien que le déficit en réalité soit moindre - de l'ordre de 15 % - le délai est beaucoup trop court pour donner des chiffres précis », dit M. Jean-Claude Asselin de Beauville, directeur des programmes en Martinique, qui évalue cependant le déficit pour 1983 à environ 1 million de francs, - tout le monde s'accorde à dire que c'est l'introduction de la publicité à la télévision - et non sur les radios locales - qui menace gravement la radio. Les annonceurs « nationaux » passeraient majoritairement à la télévision, gênant RCI, tandis que ce sont de tout petits annonceurs, un marché peu important, qui vont sur les radios locales.

« Nous avons demandé à la direction de RCI de mettre en place un plan de restructuration qui tienne compte de la nouvelle réalité économique sur un marché déjà surmaturé », nous a déclaré M. Bernard Miyet, à la tête de la SOFIRAD depuis août 1983. Cet effort, qui s'inscrit dans une logique d'ensemble du holding - et qui touche d'autres groupes où la SOFIRAD n'est pas forcément majoritaire, - doit s'accompagner dans son esprit

« La relaxe de M. Hersant : l'UNSI fait appel. L'Union nationale des syndicats de journalistes (SNJ, SJF-CFDT, SNJ-CGT) annonce dans un communiqué sa décision de faire appel après le verdict de relaxe pour M. Hersant intervenu jeudi 14 juin devant la 17^e chambre de Paris (le Monde du 16 juin). L'UNSI « affirme ainsi sa détermination contre Robert Hersant qu'elle continue à considérer comme le véritable maître de France-Soir (...) ». Les plaintes que les syndicats de journalistes ont introduites en 1977 visent l'ensemble de ce groupe, et c'est à ce titre que Robert Hersant demeure inculpé depuis cinq ans », poursuit le communiqué.

LE CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE ET LE STATUT DES RADIOS LOCALES PRIVÉES

Le Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA), qui préside M. Lucien Sfez, a réaffirmé lundi 18 juin son attachement à l'instauration d'un double secteur pour les radios locales privées : associations non publicitaires d'une part, sociétés commerciales de l'autre. Le CNCA - sorte de Parlement de l'audiovisuel - estime que le troisième secteur prévu par le projet de loi (des associations de loi de 1901 pouvant avoir recours à la publicité) est « hybride » et risque d'« aller à l'encontre de l'exigence de transparence ». « En effet, de nombreuses entreprises commerciales risquent de se déguiser en entreprises associatives », ajoute-t-il.

Le Conseil juge, d'autre part, nécessaire de « voir mieux préciser la compétence du juge judiciaire », qui doit pouvoir, selon lui, prononcer le retrait de l'autorisation dans le cas de confiscation des installations et matériels d'une radio ou en cas de troisième infraction par une radio. Enfin, le CNCA réclame que des sanctions soient prévues contre « le franchissement, source d'injustice et de forme cachée des réseaux ». Rappelons que le projet doit venir en discussion au Sénat le 26 juin, après avoir été adopté par l'Assemblée nationale le mardi 12 juin (le Monde du 14 juin).

« La CGC s'insurge contre les chaînes de télévision. La Confédération française de l'encadrement (CGC) juge « consternante et scandaleuse » la publication des temps de parole dont ont bénéficié les intervenants politiques et sociaux sur les antennes des trois chaînes de télévision lors du premier trimestre de l'année (le Monde du 14 juin). « Quatre minutes pour la CGC et deux heures quarante-trois minutes pour la CFDT, c'est une honte pour le gouvernement et les présidents-directeurs généraux des trois chaînes... ».

Décès

- M. Jérôme Blandé, M^{me} Sibylle Blandé, M^{me} Michèle Blandé, Le colonel et M^{me} Pierre Garot, M^{me} Lou Molleghard, M. Francis Davenant, son petit-fils Alexis, ses parents et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Maurice BINDÉ, née Jeanne Blandé, leur mère, sœur, belle-sœur, amie, grand-oncle et parent, qui s'est éteint le mardi 12 juin 1984, dans sa soixante-troisième année. La cérémonie et l'inhumation ont eu lieu à Rochefort-sur-Mer, le vendredi 15 juin.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu, en souvenir de son époux le capitaine Maurice BINDÉ, mort en service commandé à l'âge de vingt-neuf ans, le 13 mai 1953. Cet avis tient lieu de faire-part.

75, avenue Denfert-Rochereau, 75014 Paris. 4, rue Boulard, 75014 Paris. 10-14, rue des Lilas, 75019 Paris. 99, boulevard Albert-I^{er}, 33 Bordeaux.

- On nous prie d'annoncer le décès de M^{me} Hélène CONTARD, née Lefebvre.

De la part de Ses fils, Gérard et Guy Contard, Sa famille et ses amis.

Les obsèques auront lieu en l'église de Gif-sur-Yvette, le mercredi 20 juin 1984, à 15 h 45. Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le général Guy Grosjean, son épouse, M^{me} Pierre et Alain Beyer, François-Denis Grosjean, Nathalie et le docteur Jean-Marc Gros, ses enfants, Stéphanie, Vincent, Cécile, Emilie, Isabelle, ses petits-enfants, Denise Charles-Martin, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de

Généraliste GROSJEAN, née Charles-Martin, survenu, à Bayle, le 14 juin 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Crocq (Creuse) le 18 juin 1984. Cet avis tient lieu de faire-part.

23260 Crocq.

- Albi.

M^{me} André Jeannelme, son épouse, M^{me} Hélène Ravon, M. et M^{me} Alain Jeannelme, ses enfants, Karine et Fabrice Ravon, ses petits-enfants, Les familles Jeannelme, Gibourey et Bruliant,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André JEANNELME, ancien administrateur principal des Communautés économiques européennes, ancien directeur départemental du commerce et des prix, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à Albi le 16 juin 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le lundi 18 juin 1984 en la cathédrale Sainte-Cécile d'Albi (Tarn).

Adresse du deuil : 68, rue Salvat-de-Salies, 81000 Albi.

- Chambéry. La Chambre. Carnet.

M^{me} Jean Kerrien, Anne et François Kerrien, M. et M^{me} Yves Combar, M^{me} Clotilde Surgetti, Parents, alliés et amis,

ont l'immense tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean KERRIEN, professeur INGS (en retraite), survenu à Chambéry, à l'âge de soixante et un ans.

L'inhumation aura lieu à Carantec (Finistère) le 20 juin 1984.

Cet avis tient lieu de faire-part.

ROBLLOT S. A. 522-27-22 ORGANISATION D'OBSEQUES

la Librairie « Bibliothèque des Arts » vous prie de lui faire l'honneur d'assister à la présentation du carnet de Bernard Louedin L'AIRE D'EROS

Texte de Jacques Chessex de l'Académie Goncourt le jeudi 21 juin 1984, de 17 h à 20 h l'artiste signera son livre, ses autographes et ses dessins originaux à RUE CORNÉILLE, 75006 PARIS TEL : 474-06-62

CEPES 1987, chaque année, plus de 1.000 étudiants préparations créées ou nouvelles sur place ou par correspondance 1^{re} et 2^e années - En GEP 2 centres : Charente (en Nouvelle 57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. 722.94.34 - 745.05.19

- M^{me} Robert Marty-Massa, M^{me} Marie-Christine Marty, M. et M^{me} Olivier Marty et leur fils Jean-Baptiste, ont l'immense tristesse de faire part du décès de :

docteur Robert MARTY, ancien chef de clinique à la faculté de médecine de Paris, professeur à l'université de Montpellier-II.

Pour respecter sa volonté, la cérémonie religieuse s'est déroulée dans la stricte intimité familiale.

L'inhumation a eu lieu en cimetière marin de Sète le lundi 18 juin 1984.

Qui peut dire où la mémoire / commence / Qui peut dire où le temps présente / s'efface / Où le passé rejoint la romance / Où le malheur n'est qu'un papier / [Lucien.]

(Aragon).

- M. et M^{me} Jean MENAGER, ses parents, Ses frères, sœur, beaux-frères, belles-sœurs, ses neveux.

Et toute sa famille, M. Jean-Claude Deltail, M. et M^{me} Georges Deltail, M. Yves Sauterail, Tous ses proches collaborateurs et amis.

M^{me} Beor, M^{me} Delabrosse, M^{me} Denis, M^{me} Demeneau, M^{me} Doume, M^{me} Dubois, M^{me} Le Hanne, M^{me} Levy, M^{me} Masson, M^{me} Marguier, M^{me} Paroisse, M^{me} Soulier, M^{me} Wiener.

L'Assistance aux anciens, La SPA, font part du décès de leur cher

Michel, survenu subitement dans sa trente et une année.

Une cérémonie religieuse aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, chapelle de l'Est-Parisien le jeudi 21 juin, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Christiane Olier, son épouse, Lucille, Brigitte et Dominique Olier, ses enfants, M^{me} Georges Olier, sa mère, M. et M^{me} Nicolas Jacoby, ses beaux-parents, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Odette Olier, sa tante.

M. et M^{me} Hervé Le Chapelain, son beau-frère, sa sœur et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Christian OLIER, professeur à la faculté de médecine de Clermont-Ferrand, chirurgien des hôpitaux, survenu à l'âge de quarante-cinq ans, le 14 juin 1984.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 16 juin, en l'église de Saint-Pierre de Beaumont (Puy-de-Dôme), suivies de l'inhumation à Saint-Julien-des-Chazes (Haute-Loire).

- Bonlieux.

M. Jean-Pierre Roudon, M. et M^{me} Jean-Philippe Roudon, Les héritiers Didier et Anne-Marie Roudon, M^{me} Joëlle et Stéphanie Roudon, M. et M^{me} Roger Protat, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Elizabeth RONDEAU, survenu le 12 juin 1984.

Selon la volonté de la défunte, la cérémonie s'est déroulée dans la plus stricte intimité familiale, en l'église de Trepoisy-sur-Maine (Aisne). Le présent avis tient lieu de faire-part.

84480 Domqueur.

- Jean-Marie Schléret, président de la Fédération nationale d'élèves de l'enseignement public (FNEEP), a la douleur d'annoncer le décès de sa mère.

M^{me} Carol Schléret, le 18 juin 1984, dans sa soixante-dix-huitième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

89, boulevard Berthier, 75017 Paris.

la Librairie « Bibliothèque des Arts » vous prie de lui faire l'honneur d'assister à la présentation du carnet de Bernard Louedin L'AIRE D'EROS

Texte de Jacques Chessex de l'Académie Goncourt le jeudi 21 juin 1984, de 17 h à 20 h l'artiste signera son livre, ses autographes et ses dessins originaux à RUE CORNÉILLE, 75006 PARIS TEL : 474-06-62

CEPES 1987, chaque année, plus de 1.000 étudiants préparations créées ou nouvelles sur place ou par correspondance 1^{re} et 2^e années - En GEP 2 centres : Charente (en Nouvelle 57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. 722.94.34 - 745.05.19

Soutenances de thèses

M. Michel Walrave et M^{me}, née Denise Blandère, M. Jean-François Lardoux et M^{me}, née Françoise Walrave, M. Alain Walrave et M^{me}, née Edith Darteville, ont la douleur de faire part du décès de :

Thierry, Patrice et Florence Walrave, Bacheliers, François-Marcel et Anne-Claire Lardoux, David, Nathalie et Elmarie Walrave, ses petits-enfants.

M^{me} Jeany Lequime, Les familles Walrave, Turotte, Lequime et Picard,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Georges WALRAVE, née Denise Turotte, survenu à Paris le 17 juin 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 20 juin, à 11 heures, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Vaires-sur-Marne (77), où l'on se réunira. L'inhumation se fera au cimetière de Saint-Hilaire-sur-Helpe (Nord).

Ni fleurs ni couronnes. Les remplacer par des textes et des prières. Cet avis tient lieu de faire-part.

12, allée des Tillules, Paris-15, 75620 Vaires-sur-Marne.

Remerciements

- M. et M^{me} Girard, dans l'impasse de répondre à toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fille, Monsieur GIRARD.

vous prient de trouver ici l'expression de leurs sentiments très émus et très reconnaissants.

- Toulouse. New-York. M^{me} Maurice Grynfogel et ses enfants Anne et David, M. B. Grynfogel, M. et M^{me} Joseph Sanger, Les familles Grynfogel, Sanger, Feldman et aliiés, Parents et alliés, très touchés des marques de sympathie et d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès de

docteur Maurice GRYNFOGEL, remercient toutes les personnes qui ont pris part à leur deuil et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

Anniversaires

- Le 17 juin 1981 nous a quittés le Vice-amiral d'escadre

Marc ANTOINE. Ceux qui l'ont connu et aimé gardent vivants sa mémoire.

- L'Association culturelle israélite française du Québec rappelle, avec émotion et fidélité, le souvenir du grand rabbin

docteur David FEUERWERKER, 27^e (2 octobre 1912 - 20 juin 1980), officier de la Légion d'honneur, héros de la Résistance, officier d'académie, chevalier de la santé publique, médaille de vermeil de la Ville de Paris, créateur et premier titulaire de l'ambassade israélite de la marine nationale, lauréat de l'Académie française, ancien rabbin des Tournelles, fondateur-directeur du cercle d'études du Marais (14, place des Vosges).

A la Libération, il fonde à Lyon l'Unité, le premier hebdomadaire israélite en France. Auteur de l'Emancipation des juifs en France, de l'Anticléricalisme à la fin du Second Empire, il introduit l'hébreu, langue vivante, au baccalauréat français.

- Ceux qui l'ont bien connu se souviennent que le 18 juin 1974 est mort

Daniel THORNER, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Avis de messes - Le président et les membres du Comité de direction du Syndicat national des courtiers d'assurances et de réassurances feront célébrer une messe le mardi 26 juin 1984, à 11 h 30, en l'église de la Sainte-Trinité, place d'Estienne-d'Orve, à Paris-9^e, à la mémoire de

M. Gilbert TETARD, président d'honneur.

décédé le 26 mai 1984.

Communications diverses

Echange d'art contemporain Tokyo-Paris 8 + 8

Nane Stern est heureuse de présenter les peintures de KOSAI HORI,

du 19 juin au 7 juillet 1984 du mardi au vendredi de 15 h à 20 h 30 ; le samedi de 10 h à 12 h et de 15 h à 20 h 30.

25, avenue de Tourville, Paris-7^e. Tel : 705-06-46.

DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Paris-I, mercredi 20 juin, à 15 h 30, salle L-Liard, M^{me} Marie-Françoise Courlet-Plot :

« Etude de l'évolution récente des milieux sahéliens à partir des mesures fournies par les satellites ».

- Université Paris-I, jeudi 21 juin, à 9 heures, salle L-Liard, M^{me} Pauline Dorel-Vouze :

« Les pavements des églises anciennes de la Syrie et du Liban : archéologie et liturgie ».

- Université Paris-IX (Dauphine), jeudi 21 juin, à 15 h 30, salle D-520, thèse en sciences économiques, M. Amor Benchar : « L'Algérie et la contrainte mondiale ».

- Université Paris-X (Nanterre), vendredi 22 juin, à 9 h 30, salle des Actes (bât. F), M^{me} Patricia Gaden :

« Les supports pétroliers ».

- Université Paris-V, vendredi 22 juin, à 14 heures, amphithéâtre, M^{me} Marie-Madeleine Fernandez :

« Discours contrastif, oralité, plurilinguisme : l'espace communicationnel same, finnois, suédois (en Finlande) ».

- Université Paris-V, samedi 23 juin, à 9 heures, salle Louis-Liard, M. Abdelhamid Chirane : « Les formes et les forces créatrices de l'islam contemporain en Algérie (1900-1954) ».

- Université Paris-VIII, jeudi 21 juin, à 14 h 30, bâtiment G, salle 201, M. Jacques Champion : « Problèmes de la communication interculturelle en France et en Afrique ».

- Université Paris-IV, jeudi 21 juin, à 14 heures, amphithéâtre Guinet, M. Mohamed Béchir Aïaya : « Le vocabulaire économique et financier en arabe ».

- Université Paris-IV, jeudi 21 juin, à 17 heures, salle des Actes, M. Myocène Ri : « Etudes comparatives syntaxiques sur les propositions d'objet direct du verbe en français et en latin ».

- Institut d'études politiques de Paris, vendredi 22 juin, à 15 heures, salle 931, M. René Leyval et M^{me} Daniela Vardura-Rochetmann :

« Les communistes et le fascisme italien (1919-1926). Introduction à une lecture politique de Gramsci ».

- Université Paris-V, jeudi 21 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, M^{me} Suzanne Mallo, née Bouvier : « La sélection implicite à l'école. Pratiques du discours et discours de la pratique ».

- Université Paris-III, jeudi 21 juin, à 14 heures, salle Bourgas, M. Claude Guay : « La dérivée nulle en français contemporain dans les familles des monosyllabes de haute fréquence ».

- Université Paris-III, jeudi 21 juin, à 14 heures, salle A, M. César Fernandez Moreno : « Poésie existentielle en Amérique latine » (antipolité et poésie conversationnelle).

- Université Paris-IV, samedi 23 juin, à 14 heures, amphithéâtre Guinet, M^{me} Maria Delaperrière, née Korcisz : « Aux sources des nouvelles structures de l'imagination poétique en Pologne (1918-1930) ».

- Université Paris-IV, samedi 23 juin, à 14 heures, M. Jean-Marie Failler : « Bacchantes, vestiges, images, répression des mystères bacchiques dans l'Italie romaine ».

- Université Paris-VIII, samedi 23 juin, à 14 heures, salle G 201, M. Hubert Perrier : « Idées et mouvements socialistes aux Etats-Unis 1864-1890 ».

- Université Toulouse-II, vendredi 22 juin, à 14 heures, salle 237, M. Robert Marconis : « Les transports et l'histoire socio-spatiale de Midi-Pyrénées ».

- Université Paris-II, vendredi 22 juin, à 9 heures, salle des Conseils, M^{me} Caroline Watins, née Drouin : « La séparation de corps ».

- Université Toulouse-I, vendredi 22 juin, à 17 heures, ancienne faculté de droit, M. Alain Montech : « Les relations civilo-militaires et la politique de défense dans le Portugal contemporain ».

Halte au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD + d'autres marques

Matériel GARANTI 5 ANS

+ 1 blindage acier 15/10

+ 4 goujons d'acier anti-dégondage

+ 3 cornières anti-pince

à l'extérieur sur le pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.500 F TTC

Pose et dépt. comp. PARIS-SANLEUE

Sté S.N.P. 11, rue Minard 92130 Issy-les-Moulineaux 554.58.08 554.41.95

CREDIT GRATUIT 3 mois

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

Démocratie locale : la troisième légitimité

L'école et la communication (radio locale, télévision par câble, presse écrite...) sont des enjeux sociaux d'une importance primordiale.

Or, dans chacun de ces domaines, une dimension essentielle a presque toujours été passée sous silence : celle de la vie locale. Une fois le rideau retombé sur les discussions parlementaires, on oublie trop souvent que c'est à l'échelon de la région, de la commune et même du quartier que ces décisions trouveront leur application.

Les parents d'élèves d'un collège, les auditeurs d'une radio « privée », les lecteurs d'un journal de province, peuvent - doivent - être compris comme autant de « collectivités d'intérêt local ».

La FONDIA (Fondation pour la vie associative) s'est inquiétée des conditions dans lesquelles les personnes ou les groupes pouvaient, justement, faire entendre leur voix aux échelons les plus modestes. Réunies au sein d'un « Comité d'études de liaison pour la participation à la vie locale », des associations de toutes tendances et de toutes origines ont travaillé sur ce thème pendant plus d'un an.

Résultat de ce travail, un document, rendu public récemment, présente un certain nombre de propositions. Plutôt qu'une collection de vœux pieux, ce texte se veut un outil de réflexion concrète, et une base d'innovations : trois secteurs de la participation ont été explorés, à l'échelon de la commune.

La concertation, dans l'esprit des auteurs du texte, doit être la clé de voûte des relations entre les élus locaux et les personnes ou les groupes. Une nouvelle instance, créée en 1983 par la loi sur la réorganisation de Paris, Lyon et Marseille (dit « loi P.L.M. »), semble en être un bon support. Il s'agit des « Comités d'initiative et de consultation d'arrondissement » (CICA), qui regroupent de droit toutes les associations locales qui en font la demande. Leur mise en place dans ces trois villes est encore balbutiante, mais - sous réserve de leur donner véritablement les moyens de fonctionner, - la FONDIA propose la généralisation de cette innovation (avec des modalités spécifiques pour les communes de petite importance).

Si la concertation permet de contribuer à l'action des élus par les propositions et les interrogations des habitants, il est parfois nécessaire de donner à des ensembles sociaux qui peuvent rarement s'exprimer en tant que tels la possibilité de faire entendre leur voix : résidents d'une HLM, usagers d'un théâtre municipal, etc.

La pétition, entendue comme droit collectif d'expression, et le référendum d'initiative locale doivent être reconnus comme autant de moyens à mettre à la disposition des personnes concernées.

Ces formes de participation ne seraient que des « coquilles vides » si elles ne reposaient solidement sur une réelle circulation de l'information entre les élus et les habitants.

Pour ce qui est de ce troisième secteur, le texte propose une obligation qui serait faite aux élus d'informer la population, assortie d'une obligation de flexibilité et de détails. D'autres moyens de communication doivent être valorisés : presse associative, centres de ressources, mairies de quartier dans les villes d'une certaine importance. Toutes ces procédures de participation se situent, dans tous les cas, au-delà des pouvoirs des élus, qui restent, dans tous les cas, maîtres de leurs décisions.

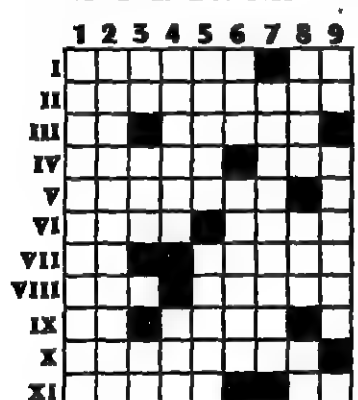
An moment où la décentralisation se met effectivement en place, on ne peut se permettre de laisser entre la légitimité des élus locaux et les pouvoirs - redéfinis - des fonctionnaires de l'Etat, se creuser un vide là même où devrait se situer la « légitimité sociale » des forces vives de chaque communauté locale.

Les lois de décentralisation ont bien redéfini les droits et les compétences des deux composantes « publiques », mais il ne faut pas oublier que le dernier train de mesures - toujours à l'état d'avant-projet - concerne justement la participation des citoyens : l'absence d'achèvement de ce travail, la démocratie locale risque fort de se retrouver assise sur un trébuchet, dont il manquerait un montant.

PHILIPPE BOME
et MONIQUE DUMONT.
« Amateurs à la FONDIA.
FONDIA, 18, rue de Varenne,
75007 Paris. Tél. : 549-06-58.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3735



HORIZONTALEMENT

I. Souvent sec chez celui qui l'arrose abondamment. Ebauche un ornement ou peut en être le composant. - II. Certains de ceux figurant sur cette liste se peuvent répondre à l'appel. - III. En pleine foule. Perdus pour la bascule. - IV. Poisson dans la Haute-Marne. Ses pierres n'amaissent pas mousses. - V. A autant de cœur que les autres, mais ne le partage pas. - VI. Marcel Proust le portait au milieu. Organe élastique. - VII. Contes sans queue ni tête. Ne travaille que lorsque les autres ont la rame. - VIII. Juge d'Israël. Mène ses domestiques à la baguette. - IX.

Négation. On le sollicite avec une certaine gêne. - X. Préparer une dinde ou abuser de son innocence. - XI. Tel l'esprit sain. L'un se bat facilement, l'autre beaucoup moins.

VERTICALEMENT

I. Tiennent la queue de la poêle et font leur cuisine avec notre beurre. - 2. Le sixième sens de l'automobiliste. - 3. Traduit une hypothèse. Parfois baptisée du nom de celui qui l'a engendrée. Elèveurs de canards. - 4. Deux Etats minuscules empêchent sa partialité unie. Humeur insupportable. - 5. Fut couronné à Compiegne et auréolé à Montlauron. Unité divisionnaire d'un pied de longueur variable. - 6. Filtré sous une porte. Sièges plutôt branlants de nos jours. - 7. Etat néant. - 8. Entre le loup et l'agneau. Base de tir. Divinité. - 9. Note. Elément d'une poire.

Solution du problème n° 3734

Horizontalement
I. Guirlandes. - II. Innocente. - III. GI. HOI - IV. AFAT. NI. - V. H. H. Cor. - VI. Troll. RI. - VII. Implosion. - VIII. Se. Au. - IX. Pré. Nus. - X. - Evidentes. - XI. - Ans. Dés.
Verticalement
1. Gigantisme. - 2. Uniforme. Va. - 3. In. OP. Pin. - 4. Tortil. - 5. Oe. Flonée. - 6. U616. ND. - 7. NIV. Crante. - 8. Ethnologue. - 9. Scier. Ness.

GUY BROUZY.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

Vente Palais de Justice, Meaux (77). Jeudi 28 juin 1984 à 10 h
GRANDE PROPRIÉTÉ À THIEUX (77) - Cce 8 134 m²
MISE À PRIX : 300.000 francs
S'adresser : **M. NORET, avocat. Tél. : 434-00-27**
19, place Henri-IV à Meaux, Cedex (77107)

l'année américaine après le BAC
Sur le campus d'une grande université de Floride ou de Californie, quel que soit le niveau d'anglais. Préparation idéale pour études ultérieures aux U.S.A. ou en France.
UNIVERSITY - St. Ann. 57, rue Ch. Lafontaine 92 NEUILLY - 722.94.94

EN BREF

VOTRE ASSOCIATION MINÉRESSE. - Après Comment créer votre association ou Comment gérer les comptes de votre association, la Crédit mutual publie un troisième guide : Comment faire connaître votre association. Promouvoir une activité, réaliser une affiche, un tract, une exposition, un bulletin, organiser une manifestation, alerter la presse, les radios, préparer un discours, un défilé : pour toutes ces activités, ce guide est pratique, précieux et gratuit.

* Disponible au Coûtant mutual et à la Confédération nationale du Crédit mutual, relations avec les associations (M. Francis Reynier, 88-90, rue Cardinet, 75017 Paris, Tél. : (1) 766-01-51.

QUATRE MILLE DEUX CENTES OCCASIONS DE RENCONTRES.

- Plus de la moitié des Parisiens vivent seuls, repliés sur eux-mêmes, désespérant d'établir le contact avec les autres. Or la capitale leur offre quatre mille deux cents possibilités de briser ce confinement psychologique : ce sont les associations qui fleurissent partout. Elles s'occupent de vie quotidienne, de culture, de sport, de défense du cadre de vie, d'entraide, de distractions, de vie professionnelle et de beaucoup d'autres choses encore.

Pour la première fois, les voici recensées dans un gros bouquin judicieusement intitulé *Vivre ensemble à Paris*. Il a été conçu par Bernard Descoeur et André Nison, qui ont regroupé cette multitude associative en six secteurs géographiques, préparant chacun trois ou quatre arrondissements. Chacun peut donc trouver à proximité de chez lui le petit coin sympathique qui lui permettra de participer à la vie collective, de mieux connaître son quartier, de mieux profiter des trésors cachés de la capitale. L'ouvrage devant paraître tous les deux ans, les associations oubliées ont le temps de se faire connaître à l'édition (542, 37, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : (1) 286-18-94).

* 320 p., 69 F., vente au librairie et à la librairie-diffusion, 40, rue de Selas, 75006 Paris. Tél. : (1) 326-47-56.

DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE.

- Répondant à une question de M. Michel Saint-Marie, député PS de la Gironde, M. Edwige Avoine, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports, a récemment exposé à l'Assemblée nationale les mesures prises en faveur de la vie associative :
- des conventions avec des villes pilotes vont permettre de faire connaître les actions menées par les associations ;
- une journée « Vie associative en ville nouvelle » aura lieu, le 23 juin, à Saint-Quentin-en-Yvelines (le Monde du 23 mai) ;
- une semaine des associations présentera, entre le 20 septembre et le 20 octobre, selon les villes, les activités de la vie associative, dans leur richesse et leur diversité. Des carrefours traitent du bénévolat et du dialogue avec les collectivités locales ;
- enfin, les premiers éléments d'une médiathèque sur l'éducation populaire et la vie associative sont en place à l'INEP (Institut national d'éducation populaire).

EMPLOI

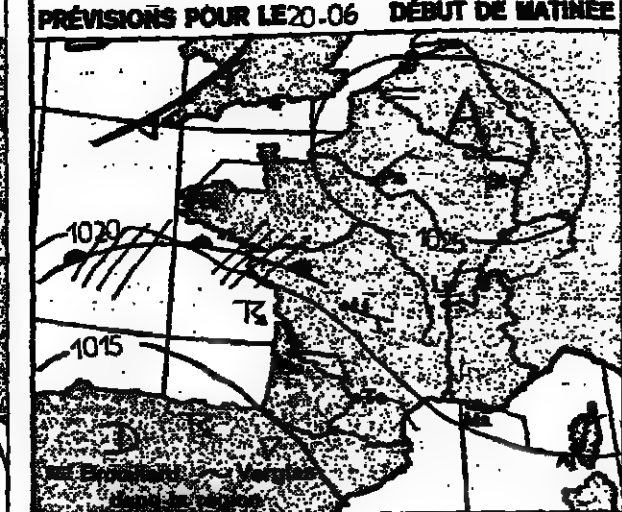
NOUVELLES PRATIQUES DE L'EMPLOI. - « L'initiative associative (...) a précédé, parfois, l'action de la puissance publique. Elle a contribué à faire évoluer la législation. » S'agissant de l'emploi, enjeu social préoccupant, la FONDIA estime que les associations n'ont pas déseigné. Aussi consacre-t-elle un numéro double aux « Nouvelles pratiques de l'emploi ». Elle y relate des expériences associatives originales.

FONDIA, 18, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : 549-06-58. Le numéro double de 35 pages : 35 F.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 20.06 À 06 H. GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 20.06 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable des temps en France entre le mardi 19 juin à 0 heure et le mercredi 20 juin à 24 heures.

Les hautes pressions qui recouvraient la France s'effritent sur leur face occidentale. Des perturbations orageuses vont pouvoir pénétrer sur le pays à la fois par le sud-ouest et par le nord-est.

Mercredi matin, sur les régions pyrénéennes, l'Aquitaine et les Charentes, des nuages orageux de la mer dévalent encore des ondes locales. Ailleurs, beau temps bien ensoleillé et ciel clair.

En cours de la journée, aggravation avec recrudescence des orages sur la côte atlantique. Plus à l'intérieur, des foyers orageux isolés éclateront. Au nord de la Loire et dans le quart nord-est, arrivée de la perturbation orageuse qui aura traversé la Manche, ciel chargé de nuages menaçants et ondes localement violentes, surtout en bordure des côtes.

Sur la moitié sud-est, toujours du beau temps chaud et bien ensoleillé. Il fera 26 à 30 degrés aux meilleurs moments de l'après-midi.

Sous l'influence de la fin de semaine, le champ de pression continuera à baisser, et l'activité orageuse se renforcera à l'avant de la limite frontale océanique qui atteindra le Nord-Ouest. Ensuite, cette limite traversera l'ensemble du pays en deux temps : la journée du 18 juin, le second, le lendemain, samedi, sur la plupart des régions, une hausse de pression devrait favoriser le retour à des conditions plus favorables.

Temps prévu de jeudi à samedi : jeudi, à l'exception du nord-est, il fera encore beau et chaud. Ailleurs, la dégradation de temps se poursuivra. Des orages éclateront un peu partout, en particulier sur la rive. Les pluies et les nuages seront plus marqués sur la moitié nord-ouest. Toutefois, au fil de la journée, des éclaircies devraient réapparaître près de la Manche où les vents tourneront au nord-ouest en se renforçant. Les températures commenceront à baisser, surtout des côtes atlantiques à celles de la Manche où elles s'abaisseront plus que 20 à 22 degrés tandis qu'elles resteront encore plus proches de 28 à 30 degrés sur la moitié sud-est. Vendredi, les pluies orageuses traverseront

la plus grande partie du pays dans la journée, affectant surtout la moitié sud-est.

Samedi, un temps assez beau devrait se rétablir. Toutefois, sur le nord du pays, on peut s'attendre à l'arrivée dans la journée d'une nouvelle zone tempête. Un mistral assez fort en Rhône.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer sera à Paris, le 19 juin à 8 heures, de 1027 millibars, soit 770,3 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 juin, le second, le minimum de la nuit du 18 juin au 19 juin) : Ajaccio, 24 et 18 degrés ; Biarritz, 22 et 18 ; Bordeaux, 30 et 18 ; Bourges, 27 et 14 ; Brest, 23 et 13 ; Caen, 24 et 12 ; Clermont, 22 et 14 ; Clermont-Ferrand, 27 et 14 ; Dijon, 27 et 13 ; Grenoble-St-Isidore, 29 et 14 ; Grenoble-St-Georges, 26 et 14 ; Lille, 25 et 13 ; Lyon, 26 et 14 ; Marseille-Merignane, 27 et 19 ; Nancy, 24 et 10 ; Nantes, 29 et 18 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 20 ; Paris-Montsouris, 19 et 17 ; Paris-

Orly, 27 et 16 ; Pau, 25 et 19 ; Perpignan, 24 et 18 ; Rennes, 28 et 15 ; Strasbourg, 25 et 12 ; Tours, 27 et 15 ; Toulouse, 28 et 18 ; Poitiers-Poitou, 30 et 17.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 20 degrés ; Amsterdam, 23 et 11 ; Athènes, 29 et 21 ; Berlin, 20 et 12 ; Boen, 23 et 8 ; Bruxelles, 23 et 11 ; Le Caire, 33 et 21 ; Les Canaries, 25 et 18 ; Coppenhague, 20 et 13 ; Dakar, 30 et 12 ; Djibouti, 29 et 20 ; Genève, 26 et 11 ; Istanbul, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 16 ; Lisbonne, 26 et 17 ; Londres, 26 et 16 ; Luxembourg, 34 et 14 ; Madrid, 20 et 14 ; Moscou, 18 et 12 ; Nairobi, 25 (max.) ; New-York, 21 et 17 ; Palma-de-Majorque, 27 et 21 ; Rio-de-Janeiro, 22 (max.) ; Rome, 27 et 17 ; Stockholm, 22 et 14 ; Tanger, 37 et 26 ; Tunis, 34 et 21.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

annonces associations

Cours

ANGLAIS, ESPAGNOL, CHINOIS, ALLEMAND, FRANÇAIS, RUSSIE. Apprentissage efficace, rapide, avec le support technique spécial de la météorologie nationale. - 326-22-64.

Sessions et stages

A KAGUY-LING
Château de Pégay - 71230 TOLON
S/ARROU (50) 73.43.41
du jeudi 2 août au soir au mercredi 6 août au soir (6 jours)
Stage d'astrologie par méthodes astrologie et spiritisme
Macrocosme - mésocosme - microcosme
Séances, études, méditations sur rituel et, sous et sur le plan
Et compt. 1.800 F (500 F à l'heure).

A KAGUY-LING
Château de Pégay - 71230 TOLON
S/ARROU (50) 73.43.41
du vendredi 10 août au soir au dimanche 12 août (2 jours)
Arrivée de l'astrologie et la méditation des Tibétains
Présentation de ses films par Arnaud Desjardins. Inscriptions et renseignements : 02-60-00-00.

AGCS : 23 et 27 juillet 84, stage pour dirigeants des centres sociaux et médico-sociaux. Étude approfondie de la formation des directeurs (droit social, comptabilité, économie, 28, rue des Peupliers 75013 Paris. Paris, 588.12.27.

ASS. P. DE PSYCHOLOGIE HUMAINE
L'art, l'histoire appl. à une forme de danse : l'expression dramatique
Café, par F. Schott, écrivain, psychanalyste, 21, rue de la Harpe 75004 Paris. Tél. : 30.5.19.19.19.

ASTROLOGIE
Jusq. 20 à 30 h. Cél. animé. Séances individuelles.
Paris : 30.5.19.19.19.

RANDONNÉES VERCORS
Séances, études, méditations sur rituel et, sous et sur le plan
Et compt. 1.800 F (500 F à l'heure).

AGCS : 23 et 27 juillet 84, stage pour dirigeants des centres sociaux et médico-sociaux. Étude approfondie de la formation des directeurs (droit social, comptabilité, économie, 28, rue des Peupliers 75013 Paris. Paris, 588.12.27.

ASS. P. DE PSYCHOLOGIE HUMAINE
L'art, l'histoire appl. à une forme de danse : l'expression dramatique
Café, par F. Schott, écrivain, psychanalyste, 21, rue de la Harpe 75004 Paris. Tél. : 30.5.19.19.19.

ASTROLOGIE
Jusq. 20 à 30 h. Cél. animé. Séances individuelles.
Paris : 30.5.19.19.19.

RANDONNÉES VERCORS
Séances, études, méditations sur rituel et, sous et sur le plan
Et compt. 1.800 F (500 F à l'heure).

AGCS : 23 et 27 juillet 84, stage pour dirigeants des centres sociaux et médico-sociaux. Étude approfondie de la formation des directeurs (droit social, comptabilité, économie, 28, rue des Peupliers 75013 Paris. Paris, 588.12.27.

ASS. P. DE PSYCHOLOGIE HUMAINE
L'art, l'histoire appl. à une forme de danse : l'expression dramatique
Café, par F. Schott, écrivain, psychanalyste, 21, rue de la Harpe 75004 Paris. Tél. : 30.5.19.19.19.

ASTROLOGIE
Jusq. 20 à 30 h. Cél. animé. Séances individuelles.
Paris : 30.5.19.19.19.

RANDONNÉES VERCORS
Séances, études, méditations sur rituel et, sous et sur le plan
Et compt. 1.800 F (500 F à l'heure).

AGCS : 23 et 27 juillet 84, stage pour dirigeants des centres sociaux et médico-sociaux. Étude approfondie de la formation des directeurs (droit social, comptabilité, économie, 28, rue des Peupliers 75013 Paris. Paris, 588.12.27.

ASS. P. DE PSYCHOLOGIE HUMAINE
L'art, l'histoire appl. à une forme de danse : l'expression dramatique
Café, par F. Schott, écrivain, psychanalyste, 21, rue de la Harpe 75004 Paris. Tél. : 30.5.19.19.19.

ASTROLOGIE
Jusq. 20 à 30 h. Cél. animé. Séances individuelles.
Paris : 30.5.19.19.19.

RANDONNÉES VERCORS
Séances, études, méditations sur rituel et, sous et sur le plan
Et compt. 1.800 F (500 F à l'heure).

AGCS : 23 et 27 juillet 84, stage pour dirigeants des centres sociaux et médico-sociaux. Étude approfondie de la formation des directeurs (droit social, comptabilité, économie, 28, rue des Peupliers 75013 Paris. Paris, 588.12.27.

ASS. P. DE PSYCHOLOGIE HUMAINE
L'art, l'histoire appl. à une forme de danse : l'expression dramatique
Café, par F. Schott, écrivain, psychanalyste, 21, rue de la Harpe 75004 Paris. Tél. : 30.5.19.19.19.

ASTROLOGIE
Jusq. 20 à 30 h. Cél. animé. Séances individuelles.
Paris : 30.5.19.19.19.

RANDONNÉES VERCORS
Séances, études, méditations sur rituel et, sous et sur le plan
Et compt. 1.800 F (500 F à l'heure).

AGCS : 23 et 27 juillet 84, stage pour dirigeants des centres sociaux et médico-sociaux. Étude approfondie de la formation des directeurs (droit social, comptabilité, économie, 28, rue des Peupliers 75013 Paris. Paris, 588.12.27.

ASS. P. DE PSYCHOLOGIE HUMAINE
L'art, l'histoire appl. à une forme de danse : l'expression dramatique
Café, par F. Schott, écrivain, psychanalyste, 21, rue de la Harpe 75004 Paris. Tél. : 30.5.19.19.19.

ASTROLOGIE
Jusq. 20 à 30 h. Cél. animé. Séances individuelles.
Paris : 30.5.19.19.19.

RANDONNÉES VERCORS
Séances, études, méditations sur rituel et, sous et sur le plan
Et compt. 1.800 F (500 F à l'heure).

AGCS : 23 et 27 juillet 84, stage pour dirigeants des centres sociaux et médico-sociaux. Étude approfondie de la formation des directeurs (droit social, comptabilité, économie, 28, rue des Peupliers 75013 Paris. Paris, 588.12.27.

ASS. P. DE PSYCHOLOGIE HUMAINE
L'art, l'histoire appl. à une forme de danse : l'expression dramatique
Café, par F. Schott, écrivain, psychanalyste, 21, rue de la Harpe 75004 Paris. Tél. : 30.5.19.19.19.

ASTROLOGIE
Jusq. 20 à 30 h. Cél. animé. Séances individuelles.
Paris : 30.5.19.19.19.

RANDONNÉES VERCORS
Séances, études, méditations sur rituel et, sous et sur le plan
Et compt. 1.800 F (500 F à l'heure).

AGCS : 23 et 27 juillet 84, stage pour dirigeants des centres sociaux et médico-sociaux. Étude approfondie de la formation des directeurs (droit social, comptabilité, économie, 28, rue des Peupliers 75013 Paris. Paris, 588.12.27.

ASS. P. DE PSYCHOLOGIE HUMAINE
L'art, l'histoire appl. à une forme de danse : l'expression dramatique
Café, par F. Schott, écrivain, psychanalyste, 21, rue de la Harpe 75004 Paris. Tél. : 30.5.19.19.19.

ASTROLOGIE
Jusq. 20 à 30 h. Cél. animé. Séances individuelles.
Paris : 30.5.19.19.19.

RANDONNÉES VERCORS
Séances, études, méditations sur rituel et, sous et sur le plan
Et compt. 1.800 F (500 F à l'heure).

AGCS : 23 et 27 juillet 84, stage pour dirigeants des centres sociaux et médico-sociaux. Étude approfondie de la formation des directeurs (droit social, comptabilité, économie, 28, rue des Peupliers 75013 Paris. Paris, 588.12.27.

ASS. P. DE PSYCHOLOGIE HUMAINE
L'art, l'histoire appl. à une forme de danse : l'expression dramatique
Café, par F. Schott, écrivain, psychanalyste, 21, rue de la Harpe 75004 Paris. Tél. : 30.5.19.19.19.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés en Journal officiel des lundi 18 et mardi 19 juin :

DES DÉCRETS

● Relatif aux commissions de l'information et de la bureautique, à la création d'un comité interministériel de l'information et de la bureautique dans l'administration et au comité restreint chargé de donner un avis sur les projets d'équipements.

● Modifiant le décret du 2 octobre 1981 portant création d'un centre d'études des systèmes d'information des administrations.

DES ARRÊTÉS

● Modifiant un précédent arrêté fixant la répartition des placements des comptes pour le développement industriel et les règles relatives aux fonds au sein d'un emploi.

● Fixant la liste des titres admis en dispense de baccalauréat de l'enseignement du second degré en vue de l'inscription dans les universités.

DES LISTES

● D'admissibilité au cycle préparatoire aux concours internes de l'Ecole nationale d'administration.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 20 JUIN

● Exposition Lurbe, 14 h 30, 23, rue de Sévigné, M^e Dubessy.

● De l'hôtel de Sully à la place des Vosges, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^e Oswald.

● La Sainte-Chapelle, 15 heures, entrée, M^e Saint-Giron (Caisse nationale des monuments historiques).

● La crypte de Notre-Dame, 15 heures, Paris (Arcis).

● Les salons de l'Hôtel de Ville, 14 h 20, Place de l'Hôtel de Ville, devant la poste (Art et promenade).

● Le Paris d'Hausmann, 14 heures, place du Châtelet, devant le Zimbar (D. Bonchard).

● L'île Saint-Louis, 15 heures, métro Pont-Marie (Commissariat d'ici et d'ailleurs).

● L'atelier d'un tourneur d'ébène, 14 h 30, métro Arts-et-Métiers (P. Y. Jassier).

● Boutiques insolites des passages couverts, 15 heures, métro Richelieu-Drouot (M. C. Lasserre).

● Exposition Lurbe, 14 h 30, 23, rue de Sévigné, M^e Dubessy.

● De l'hôtel de Sully à la place des Vosges, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^e Oswald.

● La Sainte-Chapelle, 15 heures, entrée, M^e Saint-Giron (Caisse nationale des monuments historiques).

● La crypte de Notre-Dame, 15 heures, Paris (Arcis).

● Les salons de l'Hôtel de Ville, 14 h 20, Place de l'Hôtel de Ville, devant la poste (Art et promenade).

● Le Paris d'Hausmann, 14 heures, place du Châtelet, devant le Zimbar (D. Bonchard).

● L'île Saint-Louis, 15 heures, métro Pont-Marie (Commissariat d'ici et d'ailleurs).

	la ligne	la ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Sous-Directeurs d'Agences Classe V ou VI

Pour ses agences de Paris et de sa proche banlieue, une importante banque française à vocation internationale recrute des Sous-Directeurs.

Ces postes aux nombreuses responsabilités conviendront :

- à des Diplômés de l'Enseignement Supérieur justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans acquise dans une banque de dépôt,
- à des Diplômés d'Etudes Bancaires (DEB, CEB) possédant une expérience de l'exploitation, de l'analyse financière et du crédit.

Les candidats sauront faire preuve de leurs capacités à encadrer et animer une équipe. La taille, le dynamisme et la volonté d'expansion de la banque garantissent aux meilleurs éléments d'intéressantes perspectives d'évolution dans le réseau national ou international.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 5058 et le nom des banques que vous ne souhaitez pas contacter à nos carrières 48, rue Saint-Ferdinand - 75017 PARIS.

Vous voulez rester votre propre maître?

Une société d'étude et de conseil très dynamique dans le secteur de l'emballage-conditionnement, déjà très bien établie au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et au Bénélux, désire étendre ses activités à la France et recherche pour cette occasion exceptionnelle un

Directeur ventes et marketing expérimenté.

Basé à Paris, vous aurez pour responsabilité de mettre sur pied la nouvelle filiale française, de l'animer et d'identifier son marché potentiel. Vous serez entièrement épaulé depuis le Royaume-Uni au plan création et commercial. Votre expérience vente ou marketing a été acquise dans le domaine des biens de consommation courante à forte rotation ou dans un secteur assimilé, vous parlez couramment l'anglais et vous avez la motivation et la présence nécessaire pour négocier au top niveau.

Salaires et avantages sociaux très intéressants. Merci de faire parvenir votre candidature en anglais accompagnée de votre CV, en citant la référence L.364, à Questor Associates Ltd., 29 Buckingham Gate, Londres SW1 (Angleterre). Tél: (01) 834 7966. Les interviews se tiendront à Paris.

Questor

SELECTION SPECIALISTS

Une importante société spécialisée dans le stockage et la distribution de biens de consommation recherche son

Directeur Logistique Distribution

Sa mission sera d'animer une grande équipe (environ 250 pers.), d'optimiser la gestion des stocks et expéditions et de réduire les délais de réapprovisionnement. Il participera à la mise en place d'un nouveau système de distribution s'appuyant sur l'utilisation de technologies nouvelles.

Agé d'au moins 35 ans, le candidat, homme d'organisation et de méthode, est un professionnel de la distribution. Il a acquis une expérience réussie de la gestion physique d'un stock important, et de l'animation du personnel.

Il est habitué au dialogue avec l'informatique. Une formation supérieure serait un atout supplémentaire.

Le poste est à prendre en grande banlieue parisienne.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. 560 à :



18, Avenue Maignon - 75008 Paris

Notre expansion c'est votre rayonnement

Jeune et très dynamique filiale d'un Grand Groupe du secteur alimentaire, nous produisons et commercialisons des crêpes glacées et des sorbets de haute gamme, et nous sollicitons l'expertise.

Notre directeur des ventes France et export

Il participera à l'élaboration de notre politique commerciale, dynamisera notre réseau de concessionnaires/vendeurs et négociera avec les centrales d'achat. A 30 ans au moins, une expérience d'Assistant des Ventes dans l'industrie de la marque garantira votre réussite et votre accession à terme à notre Direction Commerciale.

Résidence souhaitée : région de Châtelleraulx. Merci d'envoyer lettre man. + C.V. + prétentions, s/réf. 610/A à notre Conseil M. Dassonneville - CAPFOR - 145, av. de Paris - 79000 NIORT.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX-MARSEILLE - NANTES - ANGERS - BREST - MONTPELLIER - NIMES - ORLÉANS - RENNES

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

commercialisation de produits industriels
AFRIQUE FRANCOPHONE

Un Groupe international recherche un Directeur Administratif et Financier pour l'une de ses filiales d'Afrique équatoriale, spécialisée dans la commercialisation de matériel d'équipement.

Sous l'autorité du Directeur de cette filiale, qu'il remplacera en son absence, il sera responsable de la comptabilité, de la trésorerie et du contrôle de gestion dans son ensemble.

Il participera à l'élaboration du budget annuel qu'il suivra dans sa réalisation.

Il établira les prévisions de trésorerie et il assurera les relations avec les banques et le suivi du financement des importations.

Il sera chargé de la gestion administrative de la Société (fiscabilité, contentieux).

Le candidat, natif, âgé d'au moins 30 ans, possèdera une formation comptable BP, DEC... et une expérience professionnelle de plusieurs années de la gestion administrative, financière et comptable d'une entreprise commerciale.

La connaissance de l'Afrique constituerait un atout supplémentaire.

Adresser C.V. s/réf. 95676 à CONTEXTE PUBLICTE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Directeur Administratif et Financier

Région parisienne
300 000

Société performante dans l'industrie des arts graphiques, nous réalisons avec 230 collaborateurs, un CA de 160 millions, en progression annuelle moyenne de 20%.

Notre D.A.F., appelé à d'autres fonctions, cherche à intégrer et mettre au courant son successeur.

Responsable d'un service de 12 personnes et en collaboration étroite avec la direction générale, ce cadre assurera la direction des tâches administratives-comptables, financières et coordonnera la gestion de 5 entreprises partenaires.

Il animera en outre la fonction personnelle dans le cadre d'une politique sociale dynamique.

Une formation supérieure et une expérience similaire minimum de trois ans acquise en milieu industriel ou financier, sont des atouts essentiels. Une pratique confirmée de l'informatique est nécessaire (IBM 360).

Nous attendons de ce cadre la capacité de dépasser les acquis pour proposer, animer et gérer nos projets d'évolution et de diversification.

Michel DUSSAULT vous remercie de lui adresser votre dossier sous réf. 737 et vous garantit la confidentialité.

KEY MEN
10, rue de Rome 75008 Paris

GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
leader dans sa spécialité,
recherche pour son siège Paris

directeur des comptabilités

• Ce collaborateur de haut niveau sera attaché à la Direction Générale administrative et financière, et prendra en charge la coordination des procédures financières et comptables du Groupe, en vue de garantir l'homogénéité et la performance du système, et d'élaborer des synthèses destinées à la D.G.

• DECS minimum + ICC ou Ecole de Gestion. Expérience d'expert comptable ou d'audit en Cabinet. Maîtrise de la comptabilité analytique en milieu industriel. Dialogue constant avec les informaticiens. Management d'une équipe hautement compétente. Age minimum 35 ans.

Adresser Curriculum-Vitae, sous réf. 186, LPA - GENEVA
11, square Jussieu, 75016 Paris.

Filiale française d'un Groupe international important
(grande consommation) - Unine 200 km Sud Paris.

300.000 ±

Directeur de la logistique

Rattaché au Directeur d'Usine.

Il aura l'entière responsabilité du flux matières et produits, de la définition des besoins jusqu'à la livraison des produits finis, production exceptée (achats, planification, contrôle des inventaires, magasins, distribution/expéditions) pour des sites de production très automatisés.

Expérience réussie de 5 ans minimum dans une fonction similaire au sein d'une entreprise performante à justifier.

Bonnes connaissances de la gestion informatisée indispensables.

Formation supérieure et parfaite maîtrise de l'anglais requises.

De 35 ans minimum le candidat doit être bon gestionnaire et homme de communication et de formation.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 24011 à :

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michélin - 92522 Neuilly.

(Les interviews auront lieu en Juillet/Août selon convenance des candidats)

Créez votre agence ...

Directeur d'agence

300 000 F +

Nous sommes une importante SSI, aux activités internationales.

Nous recherchons actuellement pour notre implantation en région nantaise, un responsable d'agence.

Informaticien, il aura acquis une expérience similaire, de préférence dans le domaine du service.

En complète autonomie sa mission consistera à créer, organiser et gérer un centre de profit.

Entrer sous référence 5056 à nos carrières

48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui fera suivre en toute discrétion.

..... en région nantaise.

Important groupe industriel - filiale
d'un groupe américain - recherche pour sa plus
importante unité de production (800 personnes)
située dans l'Ouest de la France,
son futur

Directeur des relations sociales

Rattaché directement au Directeur de l'usine ce spécialiste de la fonction personnelle

• participera à l'élaboration de la politique sociale, veillera à son application.

• élaborera les plans de formation adaptés aux besoins de l'entreprise et de son personnel et veillera à leur suivi.

Ce poste, s'adresse à un cadre de formation supérieure, 30 ans minimum, ayant déjà exercé des responsabilités, en qualité d'adjoint par exemple, au sein d'une direction de personnel d'usine.

Veillez écrire en précisant expérience et prétentions sous réf. 4526 à

INTERCARRIÈRES

5, rue du Helder 75009 Paris

Directeur Régional

Société française de distribution d'équipements de Bureautique, Télématique, Télécommunications aux entreprises et administrations. 240 MF, 320 pers. en croissance, recherche son Directeur Régional. Adjoint du Directeur Commercial pour cette région à fort potentiel. Il assume la responsabilité des objectifs de CA et de marge brute. Il dirige + 30 personnes, commerciaux et techniciens de SAV, développe la pénétration en clientèle, assure la qualité et la rapidité du SAV, gère les profits, administre la région.

Poste de 1^{er} plan, dans une branche en expansion pour forte personnalité.

35 ans, formation commerciale supérieure, 10 ans d'expérience dont 5 ans de vente et 5 ans de directeur d'une force de vente régionale avec gestion réussie d'un centre de profit.

Lieu de travail : Lyon. Mobilité et autonomie nécessaires.

Fixe important + prime d'objectif sur MB, pour une rémunération de 250 000 F et +/an, frais remboursés, avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à Conclis SA, 13 rue du Lieutenant Heuz, 43300 VINCENNES.

Déclencheur avant l'été garantie

Rhône-Alpes,
Provence,
Côte d'Azur
(Lyon)
250 000 F



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

AFRIQUE DE L'OUEST

Nous sommes mandatés par un consortium international exploitant une des plus importantes mines de bauxite à ciel ouvert du monde. Nous recherchons

UN CONTRÔLEUR TECHNIQUE

Rattaché au Directeur de l'usine de traitement du minerai, il exercera son activité au niveau du contrôle et de l'optimisation de la production, de l'entretien préventif et de la sécurité. Il aura à coordonner les activités des contremaîtres travaillant en continu et devra occasionnellement assurer leur remplacement.

Il sera également chargé de la formation du personnel mais aussi de la gestion des productions. De formation technique supérieure, le candidat devra justifier d'une connaissance approfondie du matériel de traitement et de transport de minerai. Il aura à gérer un effectif d'environ 80 employés. La connaissance de l'anglais serait appréciée.

UN CONTREMAÎTRE D'ENTRETIEN MÉCANIQUE

Chargé de l'entretien des équipements de broyage, séchage, calcination, ainsi que des installations de chargement, il devra en outre assurer la formation du personnel. Le sujet devra justifier d'une formation

d'un bon niveau technique de base et d'un minimum de 6 à 10 ans d'expérience dans l'industrie lourde. Il devra de plus posséder le sens aigu du planning, des urgences et de la disponibilité des équipements.

- Nous proposons :
- une infrastructure et une organisation entièrement modernes, autorisant une vie de famille,
 - une rémunération attractive en \$ US ou FF,
 - un logement de fonction meublé à air conditionné,
 - une couverture médicale complète avec hôpital ultra-moderne,
 - la scolarité gratuite sur place jusqu'à 13 ans et une aide pour les études hors Afrique,
 - un approvisionnement assuré en nourriture occidentale.
- La langue parlée est le français.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste choisi, sous référence 2006 à

BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

CANADA

QIT Fer et Titane Inc., un complexe métallurgique et sidérurgique situé près de la ville cosmopolite de Montréal, requiert des services d'un professionnel dynamique à titre de

Métallurgiste en recherche

Vous possédez un doctorat en métallurgie extractive ou l'équivalent, ainsi que des antécédents d'au moins trois ans en recherche ou dans le secteur technique. Une expérience de la technologie des fours électriques et/ou des procédés sidérurgiques serait souhaitable, mais nous considérons également les candidatures des personnes possédant des connaissances dans d'autres procédés de métallurgie extractive à hautes températures.

Nous comptons sur vous pour participer à la réalisation des objectifs de la société par l'optimisation des procédés existants et la création de nouveaux débouchés.

Notre centre de recherche est situé à Sorel, au Québec, une ville de dimension moyenne située à environ 80 km à l'est de Montréal. Nous offrons un salaire intéressant ainsi qu'une gamme complète d'avantages sociaux incluant les frais de déménagement.

Les personnes que ce poste intéresse sont priées de nous parvenir un curriculum vitae à :

Claude Gagnon
Recrutement



Fer et Titane Inc.

S.P. 580, Sorel (Québec), J3P 5P6

SAE

recherche pour
PARABIE SAOUDITE

RESPONSABLE ADMINISTRATIF de haut niveau

Il sera chargé de toute la gestion administrative et comptable des chantiers :

- personnel - relations avec les administrations locales
- tenue de la trésorerie et des situations de travaux
- coordination avec les services parisiens.

Il sera aidé dans ces diverses tâches par des collaborateurs spécifiques. La pratique courante de l'anglais est exigée.

Préférence donnée à un candidat de formation supérieure justifiant d'une expérience confirmée sur chantier B.T.P., si possible en Arabie Saoudite.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser dossier de candidature sous référence EV/RAD à

S.A.E. - Direction du Personnel
32, av. de New York 75784 Paris cedex 16



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur des opérations Indonésie

Important groupe indonésien, leader dans l'importation et la distribution de produits alimentaires de luxe, nous recherchons notre Directeur des opérations.

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure commerciale, vous avez une expérience réussie de 5 années minimum en tant que directeur d'une PME dans le secteur agro-alimentaire ou distribution alimentaire, produits frais et congelés.

Une expérience à l'étranger serait un atout supplémentaire. Anglaise exigée.

Basé à DJAKARTA, vous prendrez la responsabilité commerciale et financière d'une société.

Vous établirez le budget, définirez les politiques marketing et développement, superviserez les achats et coordonnerez l'ensemble de la distribution de nos produits sur le pays.

Votre rôle sera celui d'un chef d'entreprise.

Les avantages proposés sont à la hauteur de nos exigences :

- 28 000 dollars net d'impôts + un intéressement pouvant doubler cette rémunération.
- six semaines de congés (retour payé).
- logement équipé et voiture de fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., photo et références), en précisant sur l'enveloppe la référence 3033/LM à MEDIA P.A., 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra. (Réponses et discrétion assurées.)

La ville d'Oyonnax (Ain) recrute pour le 1^{er} septembre 1984 son Directeur des Services culturels. Expérience administrative et artistique exigées. Candidature avec CV et photo à l'adresse ci-dessous avant le 30 juin.

DIRECTEUR DU S.A.V.

PARIS-OUEST

940 000 F +

Filiale française d'un puissant Groupe Industriel, nous distribuons nos matériels sur l'ensemble du territoire par un réseau d'agences et de concessionnaires. Nous souhaitons engager un ingénieur diplômé (Electromécanique ou Electrotechnique) + une formation en Gestion (AG par exemple) de plus de 35 ans, qui a aujourd'hui la responsabilité (y compris le budget de fonctionnement) d'un département de plus de 100 personnes (S.A.V., Entretien, Services Généraux). Il parle anglais.

Adressez votre dossier sous référence 886 M à :

GABRIEL HADOT
154 bd Malesherbes - 75017 Paris

S.S.C. INFORMATIQUE PARIS

EN VUE DE PROMOUVOIR LES RÉALISATIONS DE NOS INGÉNIEURS DANS LES DOMAINES INFORMATIQUE DE POINTE E.A.O., C.A.O., X.A.O.

UN DIRECTEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

Très introduit dans les domaines de l'informatique et de la formation. Capable de vendre ce type de service auprès d'une clientèle à créer.

Rémunération comprise entre 150.000 F et 350.000 F par an selon les résultats.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération sous n° T 066.576 M, Régie-Press, 7, rue de Montessmy, PARIS-7.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer libellément sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéresse et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

INSTALLATIONS OFFSHORE ESTIMATEUR

basé à Monaco

Single Buoy Moorings Inc., leader dans le domaine de la technique offshore est en particulier à l'origine du système de plates-formes flottantes pour l'acheminement et le stockage pétroliers. La société offre à des ingénieurs des opportunités de carrières très attrayantes dans un environnement professionnel hautement stimulant.

Pour son groupe d'installation et maintenance : Responsabilités : • L'étude des projets. • La préparation des estimations et des analyses de coût. • La préparation des appels d'offres auprès des fournisseurs et sous-traitants. Expérience : • Les candidats doivent avoir l'expérience de la préparation et de l'exécution des projets d'installation offshore. • La connaissance de l'estimation des techniques de planning est essentielle, celle des aspects contractuels des projets sera appréciée. Qualifications : • Diplôme d'ingénieur civil ou mécanique ou équivalent. • La très bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Les réponses sont à adresser en anglais avec C.V. détaillé et photo au :

Directeur du Personnel,
Single Buoy Moorings Inc.,
BP 199, Monaco (Principauté).



chèque 1520



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)



شركة تطوير حقول زادكو ZAKUM DEVELOPMENT COMPANY (ZADCO)

ZADCO, a leading oil producing company in Abu Dhabi - United Arab Emirates offer the following position. The qualified candidates are invited to apply.

SITE MEDICAL OFFICER

(Base of work : ZIRKU ISLAND)

REF. : ZDC/ZA/M/15/84

JOB AND DUTIES :

Plans, coordinates and controls all medical activities on Zirkul Island provided for ZADCO and contractor's personnel, Government officials, visitors and tankers personnel, includes examining patients, diagnosing ailments, treating, prescribing and/or administering medicines and drugs, dealing with emergency cases related to traffic, occupational and diving accidents. Refers special cases to a specialist in Abu Dhabi.

QUALIFICATION :

- M.B.C.H.B. from a recognised university plus a short course in industrial medicine, and diploma on tropical diseases.
- 5 years experience as a general practitioner including 2 — 3 years experience in an accident unit (ORTHOPEDIC AND EMERGENCIES) certificate and experience in divers decompression chamber.
- Fluent in English.

SALARIES AND BENEFITS :

Minimum total salary will be US\$ 3500- per month depending on the qualifications and experience. Free food and lodging will be provided. Leave will be on rotation basis as per Company rules with air passages to the country of origin. Handwritten applications in English mentioning the job and its reference with a copy of diplomas and certificates of employment and send to :

THE SENIOR RECRUITMENT AND SELECTION SUPERVISOR.

P.O. BOX 6808

ABU DHABI — U.A.E.

Send a copy of the application to :

THE SECRETARY FOR EMPLOYMENT COMMITTEE

P.O. BOX 9, ABU DHABI — U.A.E.

Fiduciaire Tahitienne d'Expertise Comptable

Membre d'un réseau d'Audit International

recherche pour

POLYNÉSIE FRANÇAISE

POUR CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
dans le cadre de son extension :

● UN EXPERT COMPTABLE MÉMORIALISTE

● UN ASSISTANT CONFIRMÉ

Minimum DECS - Formation universitaire.

POUR SON ENTREPRISE INDUSTRIELLE

● UN CHEF COMPTABLE

Niveau DECS ou BTS minimum,
expérience Direction Service Comptable,
connaissance informatique nécessaire.

CONTRATS D'EXPATRIÉS - MINIMUM 2 ANS.

Envoyer C.V. détaillé et photo sous n° 290.646
RÉGIE PRESSE - 7, rue de Montessuy, PARIS-7.

POUR PARTICIPER À ÉQUIPE D'ASSISTANCE
TECHNIQUE DANS UN PORT D'ARRÉE SAOUDITE
SOCIÉTÉ RECHERCHE

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

- Chargé de la surveillance des travaux en cours, de l'entretien des infrastructures portuaires et de la préparation des extensions envisagées.

- Minimum cinq ans d'expérience portuaire.
- Anglais indispensable.
- Avantages liés à l'expatriation.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous n° T 66 559 M
RÉGIE PRESSE
7, rue de Montessuy - 75007 PARIS.

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance de
répondre à toutes les lettres qu'ils
reçoivent et de restituer aux
intéressés les documents qui leur
ont été confiés.

GRUPE INTERNATIONAL DU SECTEUR DE L'INDUSTRIE LOURDE SITUÉ EN BELGIQUE OFFRE UNE POSITION INTÉRESSANTE de

GENERAL SALES MANAGER

Un cadre de formation supérieure (ingénieur commercial ou grande école)
ayant la connaissance des marchés internationaux et l'expérience d'une
direction commerciale dans un groupe industriel ou une grande société.

La personne que nous cherchons sera âgée au minimum de 35 ans, aura
pour mission d'animer une force de vente, de prendre en charge les négociations
les plus importantes et de proposer des plans de rentabilisation du portefeuille
produits clients.

Elle s'exprimera couramment en anglais et en allemand.

Merci d'envoyer votre c.v. complet sous réf. 7 153 à l'Agence HAVAS,
13-17, boulevard Adolphe-Max, 1000 Bruxelles (Belgique).

Discrétion garantie.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés
nationales ou internationales de faire publier
pour leur siège ou leurs établissements situés
hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux

THOMSON SEMICONDUCTEURS SOCIÉTÉ DE COMPOSANTS D'AIK-LES-BAINS SAVOIE

Dans le cadre du démarrage de cette unité pilote d'ASSEMBLAGE et de TEST automatisés
de circuits intégrés complexes MOS, nous recherchons :

INGÉNIEUR RESPONSABLE DU SERVICE MÉTHODES

Ayant au minimum 3 à 4 ans d'expérience dans un poste similaire de méthodes et d'ordon-
nement, il sera chargé de :
- l'élaboration des standards et du suivi des performances des services de production,
- l'organisation des nouvelles implantations et des postes de travail,
- la réalisation des audits procédures, coûts et méthodes de production,
- la définition, la mise en place et l'animation des programmes qualité. (Réf. 1/M)

INGÉNIEUR RESPONSABLE DU GROUPE ENGINEERING ASSEMBLAGE

Ayant 5 années d'expérience au moins dans le domaine de l'assemblage de composants
semi-conducteurs, il sera chargé de l'animation de la partie sustaining engineering :
- assurer le transfert, la mise au point et la maintenance des procédés d'assemblage,
- participer au choix et à l'amélioration des équipements,
- assurer le maintien puis l'amélioration des rendements et de la qualité,
et de la partie recherche et développement :
- définir et assurer le déroulement des programmes. (Réf. 2/M)

INGÉNIEUR RESPONSABLE DU GROUPE MAINTENANCE ASSEMBLAGE

Ayant une très bonne expérience et une grande compétence en électronique et en mécanique
de précision, avec si possible une connaissance d'équipements d'assemblage automatisés
de semi-conducteurs importants et complexes, il sera chargé de l'animation et la gestion
d'un groupe de techniciens pour :
- garantir les taux de fonctionnement des équipements,
- organiser et planifier les maintenances préventives,
- gérer les coûts de maintenance. (Réf. 3/M)

TECHNICIENS DE SUSTAINING ENGINEERING ASSEMBLAGE

Titulaires de BTS ou DUT d'électronique, de mécanique ou de mesures physiques, avec
quelques années d'expérience dans la production de semi-conducteurs. (Réf. 4/M)

Prière d'adresser votre candidature détaillée sous référence chosale au Service des
Relations Humaines de THOMSON SEMICONDUCTEURS SCA - BP 134 - 73101
AIK-LES-BAINS CEDEX.

THOMSON
COMPOSANTS

MATRA COMMUNICATION



Un grand nom
de la Télématique.

Filiale du Groupe MATRA, située à QUIMPER, en bord de mer, nous poursuivons notre forte expansion
(600 MF, triplement en 3 ans) par l'AUTOMATISATION des moyens d'Etudes et de Fabrication de nos
matériels. Nous créons le poste de :

INGÉNIEUR LOGICIEL INDUSTRIEL

Vous serez l'interlocuteur de la Société pour le choix et la mise en œuvre d'un système de pilotage atelier
Temps Réel (Automates programmables, Réseaux Industriels, etc.).

Vous participerez à la conception des moyens de production au niveau des systèmes des commandes
Contrôle de Processus.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur GRANDE ECOLE, ayant choisi de se spécialiser en Informatique
industrielle. DÉBUTANT / 1 à 2 ans d'expérience.

Adresser lettre, photo, CV sous référence JD 184 à MATRA COMMUNICATION
50, rue du Président Sadat - B.P. 32 - CREACH-GWENN - 29101 QUIMPER CEDEX

D'abord la technique. Le management ensuite.

JEUNES INGÉNIEURS GENERALISTES

Grande Ecole

Normandie

Nous sommes une très grande entreprise, filiale du
Commissariat à l'Energie Atomique, mettant en
œuvre des techniques de très haut niveau au service
d'une industrie unique au monde. Notre usine en
Normandie travaille 24 h sur 24. Nous confions après
formation et par rotation à des ingénieurs jeunes, et
de fort potentiel le soin d'en superviser le fonctionne-
ment afin qu'ils acquièrent la maîtrise des techniques
de l'entreprise et qu'ils se préparent aux responsabi-
lités auxquelles ils sont destinés d'ici à deux ans.
Les candidats, diplômés d'une grande école d'ingé-
nieurs à dominante mécanique ou chimique seront
des hommes de sang froid et de dialogue, rigoureux
et vigilants, ils auront le goût des responsabilités
majeures.

Pour information complémentaire et premier dialo-
que en vue d'un rendez-vous, appeler 763.11.15
Rét. 108
RESSOURCES HUMAINES CONSEIL
65, avenue du Wagram 75017 Paris



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MANAGERS EXPERIMENTES FINANCE OU INFORMATIQUE

Division industrielle de GRENOBLE.
Dans le cadre de la décentralisation de notre direction administrative et financière, nous recrutons, aujourd'hui, ceux qui seront dans quelques mois les BRAS DROITS DE NOS DIRECTEURS FINANCIERS.

En fonction de votre expérience, nous vous confierons la responsabilité de services ou départements dans les domaines suivants :

INFORMATIQUE :

- direction informatique,
- direction du centre de calcul,
- direction d'équipes de développement.

COMPTABILITE :

- direction comptable,
- direction du service reporting,
- direction du service trésorerie.

CONTROLE DE GESTION :

- direction du contrôle de gestion,
- direction du service contrôle industriel et comptabilité analytique.

ORGANISATION :

- direction et coordination de projets et études de haut niveau.

Dans tous les cas vous serez secondés par des équipes jeunes et brillantes et vos responsabilités auront un caractère tout à fait opérationnel. Vous serez jugés sur vos résultats et nous vous donnerons les moyens d'AGIR, de CHANGER et de CREER les structures, les équipes et les outils indispensables à notre croissance et à notre réussite. Enfin à moyen terme (3 à 4 ans), votre objectif doit être d'assurer un poste de management de haut niveau (du type direction financière par exemple).

Vous êtes diplômés d'une grande école de commerce ou d'ingénieur, vous avez une expérience de 3 ans au cours de laquelle vous avez démontré votre aptitude à diriger des équipes ou de très grands projets et vous parlez couramment anglais.

Ecrivez sous référence 057 M à Claire BACHELARD, Département du Personnel HEWLETT-PACKARD - 3, av. Raymond Chanas - 38320 EYBENS.



LIMAGRAIN

GRUPE INTERNATIONAL DE L'AGRO-INDUSTRIE
consolide ses structures du DEPARTEMENT DU PERSONNEL
et recherche un

SPECIALISTE de la fonction Personnel dans le domaine de l'Assistance Juridique

Homme d'études, c'est aussi un homme de contact, capable de négocier, dont les principales responsabilités concerneront :

- le suivi de la législation sociale
- la définition et le contrôle des procédures internes découlant de l'application de la loi, des CCN et des accords internes
- l'harmonisation des différents régimes sociaux des sociétés du Groupe dans le cadre d'un plan à long terme.

Pour exercer cette fonction, nécessitant de fréquents déplacements, le candidat de formation juridique, justifiera d'une expérience minimum de 3 ans en entreprise et sera motivé pour se spécialiser en droit social.

Le poste est basé dans la région de Clermont-Ferrand (63) et les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, sous référence 316, à LIMAGRAIN - BP 51 - 63360 GERAT.

RESPONSABLE MAINTENANCE

Importante Société de la Région Nord, recherche le Responsable de son service Entretien (100 personnes).

Rattaché au Directeur Technique, il assurera la maintenance des bâtiments et d'ensembles industriels automatisés. Bénéficiant d'une large autonomie, il redéfinira la politique d'entretien et négociera les contrats de sous-traitance. Homme de contact, il sera en relation permanente avec les "exploitants", et participera avec les bureaux d'études à la réalisation de nouveaux projets industriels.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant une expérience de la conduite de services de production ou de maintenance.

Merci d'envoyer votre candidature sous référence 77650 LM à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.



Cette entreprise de maintenance industrielle sur le secteur de la pétrochimie est de dimension nationale. Entreprise de services, un de ses soucis est de s'adapter en permanence aux besoins de sa clientèle pour mieux y répondre. Cette politique l'amène à restructurer 3 de ses secteurs en plein développement et elle recherche 3 nouveaux cadres.

Chef du secteur «arrêt unités»

Réf. 120 LM
Il anticipe et mène à terme la réorganisation de ce service. Nouveaux, il propose à sa direction les réformes à effectuer, les nouvelles procédures et modifications à mettre en place. Homme de dialogue mais aussi de caractère, il est en mesure de faire accepter et appliquer ses décisions au personnel en place. Parallèlement, en contact avec les clients, il est chargé de la gestion des chantiers : calcul des prix de revient des arrêts d'unités de raffineries et de pétrochimie, planification, organisation et supervision de ces chantiers. Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien possédant plusieurs années d'expérience sur le terrain en production ou maintenance (raffinerie, pétrochimie ou industrie lourde). Anglais souhaité.



Ces 3 postes, passionnants par la diversité des relations et contacts qu'ils impliquent, nécessitent une très importante disponibilité, un dynamisme à toute épreuve, une grande adaptabilité technique et bien sûr du caractère, le sens de l'initiative et l'esprit de synthèse.
Charlotte VOUTUREZ vous remercie d'envoyer votre candidature (LM + CV + photo) en précisant la référence du poste choisi à GPME «Le Mercus A» 21 d'Alsace-Provence, 13763 Les Milles Cédex.
Les candidats seront reçus à Paris et Marseille.

Chef d'exploitation «nettoyage chimique»

Réf. 121 LM
Ce secteur vient d'être créé et connaît déjà un véritable succès auprès des responsables entretien de raffineries centrales thermiques et entreprises diverses.
Le Chef d'exploitation, adjoint du Chef de secteur, spécialiste de la chimie, est chargé des problèmes de terrain. Responsable des hommes et du matériel, il organise et suit les opérations de nettoyage. Ses interlocuteurs sont essentiellement des techniciens de haut niveau. Il doit donc posséder lui-même un bagage technique sans faille (au minimum DUT - 7 à 10 ans d'expérience du terrain en production, maintenance ou exploitation en chimie).

Ingénieur d'affaires service organisation méthodes

Réf. 122 LM
Diplômé d'une école d'ingénieurs à tendance mécanique et parfaitement bilingue anglais, vous avez à 32 ans environ, plusieurs années d'expérience à un poste où vous avez assumé des responsabilités de gestion de projets dans les secteurs offshore, BTP, entretien, ingénierie. Vous serez chargé de la gestion d'opérations jusqu'à 10 MF chacune depuis les négociations commerciales au bilan des chantiers en passant par l'étude des projets, leur mise en œuvre et leur suivi. Pour certains chantiers importants, vous serez assisté par des superviseurs à qui vous déléguez une partie de vos responsabilités.

Serete dans votre région

Serete (800 personnes), est l'une des premières sociétés françaises d'ingénierie. Son haut niveau de technicité et l'action de ses Directions Régionales lui permettent de présenter à ses clients l'ensemble des services nécessaires à la réalisation de leurs projets d'investissement. Nos Directions Régionales consolident leur développement. Elles recherchent :

Ingénieurs de projet industriel

Vous prendrez en charge la réalisation de nos contrats : élaboration des offres, planning d'études et de réalisation, coordination des spécialistes, des fournisseurs, des sous-traitants, recettes, suivi des clients. Votre expérience dans le domaine de l'ingénierie ou des bureaux d'études sur des projets industriels vous a rendu familier avec les problèmes de conception d'installations d'équipements et d'unités d'automatisation de procédés. Ces postes sont basés dans nos Directions Régionales de Bordeaux, Clermont-Ferrand, Lille, Marseille, Nancy, Nantes, Toulouse.
Merci d'adresser votre candidature en précisant la Réf. 83 M 40 à Serete Recrutement, 86 rue Régault 75640 Paris Cédex 13.



Ingénieur électronicien confirmé assurez le support de nos concepts VLSI

Vous participerez auprès de nos grands clients à l'implantation de nos concepts VLSI : synthèse vocale, circuits de télématique, réseaux prédiffusés, microprocesseurs...
Diplômé d'une grande école d'ingénieur, vous avez une bonne connaissance des microprocesseurs et de leurs logiciels (Assembleur, Pascal), et 2 ans d'expérience de développement d'applications en laboratoire ou en société de service. Nous vous confierons une mission d'assistance à notre clientèle : les aider dans le choix de nos produits, de nos concepts et en assurer la mise en œuvre. Bénéficiant d'une large autonomie, vous déterminerez en étroite collaboration avec nos ingénieurs de vente les plans d'action et les moyens nécessaires à la réalisation de vos objectifs. Nous offrons une rémunération importante à un candidat de valeur.

Poste basé à TOULOUSE.

Monique NERRET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous référence SCSC/0684/1M à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE 8/10, avenue Morane Saulnier 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX



TEXAS
INSTRUMENTS
FRANCE

Jeunes diplômés, le secteur bancaire vous attire. Enseignement supérieur commercial ou gestion

La Compagnie du Crédit Universel a pour vocation d'apporter directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, son concours et ses services (services bancaires, lignes de crédit, affacturage...) et d'accompagner les entreprises dans leur développement. Notre réseau d'agences (80) couvre toute la France, mais nous restons une entreprise à taille humaine et nous accordons la priorité à la gestion individuelle des contacts.
Vous êtes entré dans la vie professionnelle, dynamique et autonome, vous avez un goût prononcé pour les relations et la clientèle. Vous êtes capable d'entreprendre et de décider.
Débutez à Paris ou Nancy et vous retrouverez 1 an après à Besançon où nous vous recrutons. Vous avez la qualité indispensable pour diriger rapidement et avec succès des postes de Direction d'agence ou de sous-groupe.
Envoyer LM et CV, sous réf. LM.



Compagnie du
Crédit Universel
Département du Personnel Agences
152 Bd Haussmann 75008 Paris

Réponse écrite - Opération de sélection fin Juin début Juillet.

06/11/84



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Jeune cadre fonction personnel

Diplômé d'études supérieures (gestion, droit...) vous avez une première expérience de la fonction ou bien votre motivation pour celle-ci vous a conduit à choisir cette option au cours de vos études.

A notre siège pour la France et l'Europe, situé près de NICE, nous vous confierons la gestion du personnel étranger muté en France : modalités d'implantation, procédures de transfert, gestion et arbitrage des problèmes administratifs et autres, liés à leur venue... Vous serez également associé aux relations sociales (suivi du C.E., délégués du personnel etc.).

L'environnement international qui sera le vôtre implique une bonne connaissance de l'anglais.

Monique NERRET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous référence CORP2/0684/1M à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE 8/10 avenue Morane Saulnier 78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

INGENIEUR et GESTIONNAIRE pour diriger un Centre de Profit

Avec la trentaine d'années et une dizaine d'années d'expérience, votre ambition vous porte à orienter votre carrière vers la Direction d'une Société (P.M.I.) ; peut-être même songez-vous à créer votre entreprise. Depuis votre diplôme d'Ingénieur (A.M. ou équivalent), vous avez acquis des compétences de gestion à l'intérieur d'une entreprise pratiquant la gestion budgétaire (direction d'une usine, Production, Ingénieur d'affaires, etc.). Peut-être l'IAE, l'ICG vous ont-ils débarrassé de vos complexes de technicien.

Nous vous proposons de prendre la tête d'une petite filiale industrielle de 120 personnes, qui réalisera 60 MF de CA en 1984. Appartenant au secteur CONSTRUCTIONS METALLIQUES (pour l'industrie et le Bâtiment), son marché est encore très local. Votre challenge consistera à développer le chiffre d'affaires sur une zone régionale plus large, à diversifier ses fabrications en profitant de ses références techniques et commerciales, et à créer l'exportation. Faisant équipe avec un chef de fabrication (Ingénieur) et disposant d'un bon outil de gestion, vous aurez, personnellement, à mettre en place des objectifs commerciaux et à structurer et animer une équipe de vente.

Vous dépendrez d'une Société (seu aide 4 fois plus grande) qui vous aidera - dans un premier temps - à bien connaître ce métier et vous fera bénéficier de son expérience à l'exportation. Mais il vous appartiendra - à vous seul - de lui donner une autre dimension et de lui conserver sa spécificité.

Le poste est basé dans une petite ville des CHARENTES.

Le consultant d'OCS vous remercie d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous la réf. 2725 LM

29, cours Georges Clemenceau 33000 BORDEAUX.
91, rue de Flandre Saint Honoré 75008 PARIS.

Nous sommes la filiale d'un des tous premiers groupes industriels privés français. Avec 650 personnes, nous fabriquons et commercialisons des sous-produits destinés aux équipementiers et aux constructeurs automobiles. Notre chiffre d'affaires dépasse 350 MF dont près de 40 % à l'export. Nous recherchons un

Ingénieur d'affaires export

Grenoble

250.000 +/an

L'ingénieur généraliste que nous souhaitons rencontrer aura une expérience industrielle et commerciale d'au moins 5 ans, acquise et possible chez un équipementier ou un acheteur. Très disponible, il assurera le suivi des contacts et des modifications avec nos clients étrangers (en RFA, Italie, et Amérique du Nord). Son activité couvrira en particulier les aspects commerciaux, techniques, financiers, contractuels et de gestion en s'appuyant sur les compétences internes.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand constitue un atout supplémentaire. Les entretiens auront lieu à Paris ou à Lyon. Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV détaillé et salaire actuel - photo, sous référence 506 02 M, à notre Conseil qui vous garantira une entière discrétion.

Staff Consultants

91 rue du Faubourg St-Honoré 75008 Paris

Cadre de Personnel à fort potentiel

Débutant en Première Expérience

La filiale française (348 personnes) d'un groupe industriel multinational de forte carrure souhaite étoffer sa fonction Personnel en confiant à un jeune diplômé E.S.C., D.S.T., B.F.P.O., des responsabilités dans différents domaines de l'administration, de la gestion, et du développement social. Rattaché au Directeur du Personnel, en prise directe avec plusieurs centres de profit intégrant le commercial, la fabrication et une gestion variée, il devra être capable d'évoluer, à terme, vers la responsabilité globale de la fonction.

Peut-être un premier passage dans une unité de fabrication, des connaissances de base en informatique, la pratique de l'anglais complètent le profil que nous recherchons. Le poste est basé dans une ville moyenne à 2 heures est de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 8212 M à notre Conseil.

EQUIPES ET ENTREPRISES

11 bis rue Portails 75008 PARIS - Tél. 293.78.72

De Dietrich

DIVISION EQUIPEMENT MENAGER

Adjoint au Directeur Régional

Appelé à assister le Directeur Régional des Ventes sur la région Ouest et à faire face à un développement important, il interviendra dans l'ensemble des responsabilités de cette direction : animation de l'équipe de vente, estimation du réseau de distribution, promotion d'une politique basée sur les services, gestion de la D.R. au sein du centre de profit. De formation commerciale supérieure, ce cadre, jeune, devra toutefois avoir acquis quelques années d'expérience récente du terrain et de l'animation des hommes.

Ce poste est à pourvoir à Versailles (41) sous l'impulsion des dirigeants régionaux.

Merci d'adresser C.V. avec photo et prétentions sous réf. 3013 M à Danielle JALBERT.

65, avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC



Le Centre National pour l'Exploitation des Océans recherche pour son centre de REEST

UN INGENIEUR DE RECHERCHE

formation de chimiste ou géochimiste.

Il sera chargé d'organiser et de suivre des actions de recherche sur les rejets en mer. Une bonne pratique de la chimie appliquée aux études d'environnement ainsi qu'une expérience des techniques de micro-analyses en milieu marin et, plus spécifiquement, des composés métalliques sont nécessaires.

Connaissances en traitement de données et modélisation appréciées.

5 à 10 ans d'expérience professionnelle.

Envoyer C.V. au Service du Personnel CHREO

66, avenue d'Iéna 75116 PARIS.

JEUNES DIPLOMES HF

107 PC / TC ou équivalent

Après formation, les candidats retenus (10) seront rattachés à la direction d'une agence et chargés du développement des activités du groupe auprès des clients « privés » et « entreprises ».

Le goût des affaires et de la finance, la volonté de réussir leur cursus d'intégration des perspectives de carrière au sein du réseau commercial (80 agences).

Mobilité géographique indispensable.

Entrée avec C.V. + photo s/réf. 8887 à PIERRE LICHAU S.A.

BP 220-75083 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Réponses assurées.

THOMSON-LOGICIEL NORD

recherche

pour des projets en informatique industrielle

des INGENIEURS LOGICIEL

Ayant une expérience de 1 à 2 ans sur mini-calculateur et/ou micro-processeur.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. DZ1 à

THOMSON-LOGICIEL NORD

102 rue Nationale

69000 LILLE

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

Importante entreprise industrielle

(470 personnes)

située à la campagne et à 100 km

d'une grande ville universitaire,

appartient à un groupe

de dimension internationale

recherche un

CHEF DE GROUPE DE COMPTABILITE

(Statut assimilé cadre)

Il dépendra du chef comptable et assurera la petite équipe

des trois personnes qui l'assistent dans l'exécution des

travaux courants.

Il sera chargé du contrôle et de suivi des :

- comptes d'exploitation ;

- dépenses comptables liées aux ventes ;

- réceptions clients et fournisseurs ;

- comptes de trésorerie.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation D.U.T. ou

B.T.S. comptabilité et justifiant d'une précédente expérience

récente dans le poste avec, si possible, la connaissance des

comptes liés à l'export.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions

+ photo d'identité, sous réf. 804

à M. J. GENTILHOMME

2, rue de Flandre Saint Honoré 75008 PARIS.

Qui vous garantira toute discrétion

Importante Société de Construction Mécanique

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés

et développement modélisés de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature

ss réf. 96014 à CONTEXTE PUBLICITE.

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

qui transmettra.

Importante Société de Construction Mécanique

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés

et développement modélisés de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature

ss réf. 96014 à CONTEXTE PUBLICITE.

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

qui transmettra.

Importante Société de Construction Mécanique

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés

et développement modélisés de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature

ss réf. 96014 à CONTEXTE PUBLICITE.

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

qui transmettra.

Importante Société de Construction Mécanique

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés

et développement modélisés de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature

ss réf. 96014 à CONTEXTE PUBLICITE.

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

qui transmettra.

Importante Société de Construction Mécanique

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés

et développement modélisés de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature

ss réf. 96014 à CONTEXTE PUBLICITE.

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

qui transmettra.

Importante Société de Construction Mécanique

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés

et développement modélisés de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature

ss réf. 96014 à CONTEXTE PUBLICITE.

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

qui transmettra.

Importante Société de Construction Mécanique

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés

et développement modélisés de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature

ss réf. 96014 à CONTEXTE PUBLICITE.

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

qui transmettra.

Importante Société de Construction Mécanique

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés

et développement modélisés de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature

ss réf. 96014 à CONTEXTE PUBLICITE.

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

qui transmettra.

Importante Société de Construction Mécanique

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés

et développement modélisés de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature

ss réf. 96014 à CONTEXTE PUBLICITE.

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

qui transmettra.

Importante Société de Construction Mécanique

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés

et développement modélisés de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature

ss réf. 96014 à CONTEXTE PUBLICITE.

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

qui transmettra.

Importante Société de Construction Mécanique

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés

et développement modélisés de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature

ss réf. 96014 à CONTEXTE PUBLICITE.

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

qui transmettra.

Importante Société de Construction Mécanique

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés

et développement modélisés de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature

ss réf. 96014 à CONTEXTE PUBLICITE.

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

qui transmettra.

Importante Société de Construction Mécanique

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés

et développement modélisés de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature

ss réf. 96014 à CONTEXTE PUBLICITE.

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

qui transmettra.

Importante Société de Construction Mécanique

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés

et développement modélisés de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature

ss réf. 96014 à CONTEXTE PUBLICITE.

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

qui transmettra.

Importante Société de Construction Mécanique

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour activités d'informatique de procédés

et développement modélisés de conduites optimales.

Ce poste est situé dans une grande ville de Province.

Envoyer dossier de candidature

JP 11/10/84

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



PARIS, ANNECY, ANTIBES, BOR-
LILLE, LYON, MARSEILLE, NANCY,
LONDRES, STOCKHOLM, HELSINKI,
DAM, ROTTERDAM, EINDHOVEN,
LAUSANNE, GENÈVE, ZÜRICH, LUGANO,
GIBRALTAR, LISBONNE, ATHÈNES, CASA-
NESBURG, LARÉUNION, MAYOTTE, SEYCHELLES,
RIYADH, DAMMAM, AL KHOBAR, SANA'A, HODEIDAH, TAIZ, BAHREIN, ABU DHABI, DUBAI, KARACHI, BOMBAY,
COLOMBO, DHAKA, BANGKOK, KUALA LUMPUR, SINGAPOUR, JAKARTA, MANILLE, PÉKIN, SHANGAI, SHENZ-
HEN, HONG-KONG, MACAO, TAIPEI, SÉOUL, TOKYO, OSAKA, PORT-MORESBY, SYDNEY, AUCKLAND,
WELLINGTON, NOUMÉA, PORT-VILA, MATA-HUTU, PAPEETE, NEW YORK, CHICAGO, LOS ANGELES, ATLANTA,
HOUSTON, MONTRÉAL, BUENOS AIRES, RIO DE JANEIRO, CAYENNE, BOGOTA, PANAMA, CARACAS, WILLEMS-
TAD, FORT-DE-FRANCE, POINTE-A-PITRE, ROSEAU.

DEAUX, CANNES, DIJON, GRENOBLE,
NANTES, NICE, ROUEN, TOULOUSE,
MOSCOU, HAMBOURG, AMSTER-
BRUXELLES, ANVERS, LUXEMBOURG,
ROME, MILAN, MADRID, BARCELONE,
BLANCA, NAIROBI, MOMBASA, JOHAN-
DJIBOUTI, LE CAIRE, BEYROUTH, DJEDDAH,

UN MONDE D'OPPORTUNITES

Depuis janvier 1982, la Banque Indosuez a créé plus de 20 implantations dans des régions aussi différentes que: Finlande, Abu Dhabi, Californie, Australie, Chine... ce qui porte à 65 le nombre des pays où nous sommes présents.

Dans tous les domaines bancaires et financiers nous voulons être en permanence à la pointe des techniques. Par ces ouvertures géographiques et technologiques, et parce que nous privilégions la mobilité, de nombreux horizons professionnels s'offrent à des praticiens confirmés :

- Juristes de crédit bail ● Spécialistes du montage des opérations financières ● Gérants de portefeuille ● Exploitants France ou étranger
- Contrôleurs de gestion ● Cambistes ● Spécialistes crédits export
- Ingénieurs système.

De multiples opportunités s'adressent aussi aux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles ou Universités), à qui nous proposons de développer leurs compétences en leur confiant des responsabilités auprès d'une clientèle internationale en France et à l'étranger.

Débutants ou confirmés de haut niveau, faites nous part de vos aspirations professionnelles, nous saurons vous offrir une carrière «sur mesure».

Contactez-nous dès maintenant.
Service Recrutement - carrières - formation
44 rue de Courcelles
75008 Paris.



BANQUE INDOSUEZ

Tout un monde d'opportunités

700001

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



STRATEGIE DE CONQUETE...

COMPUTERVISION leader mondial de la CFAO (conception et fabrication assistées par ordinateur) nous place de numéro 1 est le meilleur moteur de notre ambition. Dans la voie que nous nous sommes tracée nous avons fait un choix : celui d'être toujours en avance d'une technologie. 1984 est l'année d'une nouvelle période : nos nouveaux systèmes CDS 5000 sous VM/CMS font d'ores et déjà figure de référence dans leur domaine. Les hommes qui assureront leur réussite doivent être capables de participer au plus haut niveau à notre démarche : une stratégie de conquête.

INGENIEUR SYSTEME - HAUT NIVEAU

Spécialiste VM de haut niveau, possédant une solide expérience d'ingénieur système il sera le véritable maître d'œuvre du lancement de nos nouveaux produits. Formé à nos techniques de CFAO, à l'occasion de stages aux USA, il maîtrisera parfaitement l'architecture des systèmes (configuration multi CPU) basés sur IBM 4381. Interface privilégiée entre COMPUTERVISION et ses clients, il sera dans un contact très international un véritable conseil en stratégie capable d'imposer ces nouveaux produits aux grands utilisateurs et d'en maîtriser toutes les implications au niveau du système.

INGENIEUR FORMATION

Homme de Training, chargé d'assurer la formation des utilisateurs, il mettra au point des outils pédagogiques et la documentation utilisateur de nos nouveaux produits. C'est un spécialiste VM, un homme de contact et de dialogue, capable de prendre en charge une fonction pédagogique essentielle à la réussite de nos nouveaux systèmes, en France puis au niveau européen.

COMPUTERVISION propose à ces nouveaux collaborateurs un environnement tout à fait exceptionnel. Pour eux c'est une occasion unique de participer entre autre à la naissance d'un nouveau concept, celui des usines du futur totalement intégrées (CIM, Computer Integrated Manufacturing). Dans ce domaine COMPUTERVISION a tous les atouts : l'expérience, le savoir faire, la technicité et l'audace. Notre stratégie est ambitieuse : c'est une stratégie de conquête. Depuis longtemps déjà elle assure notre réussite. Ces deux postes impliquent une bonne maîtrise de l'Anglais. Nous avons confié ces recrutements qui ont pour nous une très grande importance à notre Conseil ALPHA CDI, auquel vous adresserez un dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations). La discrétion la plus complète est garantie. ALPHA CDI - Conseil en Recherche de Cadres 181, Avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY/S/SEINE



Jeune DIRECTEUR D'USINE ECP, A.M.

Le GROUPE FRANCAIS DE DIMENSION INTERNATIONALE recherche pour l'une de ses filiales spécialisées dans les produits grand public un Directeur d'usine.

Véritable patron de l'entreprise (250 personnes), il définira et appliquera la politique industrielle et sera jugé sur sa capacité à atteindre les objectifs de rentabilité financière prévue pour cette unité. Ce poste représente une opportunité pour un ingénieur diplômé grande école pouvant faire la preuve de ses capacités de "Manager" sur les plans humain, technique (BE), production et financier.

Lieu de travail : région Lyonnaise

Rémunération : 300.000 F/an

Ecrire sous réf. JY 484 AM.

4, rue Massenet 75116 Paris



Le CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES INDUSTRIELLES est un des tous premiers organismes de formation continue de France. Ses 200 ingénieurs et ses 1300 intervenants extérieurs réputés sont au service des plus grandes entreprises dans toutes les régions. Pour développer ses 14 établissements sur toute la France

CONSULTANTS-FORMATEURS EN INFORMATIQUE

CONSULTANTS-FORMATEURS EN MANAGEMENT

capables, dans un cadre d'autonomie importante, de conduire et développer :

- des actions de diagnostic, de conseil et d'interventions internes aux grandes entreprises
- des conceptions et réalisations nouvelles en matière de formation de haut niveau, en France et à l'étranger

en particulier dans les domaines de :

- la mise en place de l'informatique de gestion ou industrielle et de l'adaptation des systèmes d'informations
- l'organisation des entreprises et le management

- Si vous possédez :
- une formation supérieure
 - une expérience opérationnelle dans ces domaines
 - la capacité de nouer des contacts et d'animer des groupes de travail
 - le goût de transmettre des savoir faire évolués et de les faire partager
 - l'envie d'intégrer des équipes créatives et motivées.

envoyez votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et présentations à Madame AUGER

21 bis, rue des Plantes 75014 PARIS

1 INGENIEUR D'ETUDES EXPERIMENTE

Réf. A
Diplômé d'une Grande Ecole d'Electronique (ESE, ENSERG, ENSIET, etc...) il aura acquis une expérience de quelques années en électronique analogique, bas niveau et micro-processeurs (matériel et logiciel). Il participera à l'étude et au développement d'appareils de mesure de petite et moyenne séries en liaison avec le service industrialisation.

1 INGENIEUR ELECTRONICIEN

Réf. B
Ayant de bonnes connaissances en informatique, il sera chargé, au sein du service technico-commercial :
- de développer des logiciels d'application pour le couplage instruments de mesure/calculateurs (liaison IEEE, RS 232...)
- de conseiller les clients dans le choix des matériels pour constituer leur système de mesure et de les aider à développer leur logiciel.
Postes basés à Paris, avec déplacements tant en France qu'à l'étranger. Anglais courant.

Envoyer CV et présentations sous réf. A, B, C ou D à l'attention de Monsieur PERNOT, à AOP, BP 301, 75624 Paris Cedex 13

1 TECHNICIEN SUPERIEUR

Réf. C
Sous l'autorité du Chef du Service Industrialisation, il animera une équipe de techniciens chargée :
- de participer à l'industrialisation d'appareils de mesures électroniques de petite et moyenne séries,
- de gérer la réalisation des pré-séries,
- de déterminer les procédures de mise au point et d'étalonnage,
- d'étudier ou d'adapter les moyens de test nécessaires.

Une expérience de quelques années dans un service industrialisation ou méthode et un DUT ou un BTS sont indispensables.

2 TECHNICIENS ELECTRONICIENS

Réf. D
Titulaires d'un DUT ou d'un BTS, ils participeront à l'étude et au développement d'appareils de mesures électroniques mettant en œuvre des techniques électroniques, bas niveau et micro-processeurs.

Concevoir et réaliser des actions de développement

Au sein d'un établissement financier très connu, nous souhaitons intégrer un jeune cadre afin de lui confier des projets de développement, tant au niveau des produits que des hommes, en utilisant des moyens publicitaires, promotionnels, relations publiques, formation. Vous serez responsable de l'initiation des projets jusqu'à leur réalisation : diagnostic du problème et objectifs à atteindre - choix de l'approche commerciale et moyens correspondants - mise en place et suivi de l'opération.

Homme d'action, de réflexion et de dialogue avec un esprit de créativité, vous avez environ 25-27 ans et vous possédez une formation supérieure complétée par une expérience développement de 2 à 3 ans. Bernard Juhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo, présentations), réponse et discrétion. Merci d'adresser sous référence 6961M, 1 rue de Belfort - 75008 Paris.

Bernard Juhiet Psycom

Membre de Syntec



auditeurs confirmés

(niveau senior à supervisor)

- ayant 2 à 5 ans d'expérience dans un cabinet d'audit et de commissariat aux comptes.
- diplômés de l'enseignement supérieur
- préparant le diplôme d'expertise comptable.
- ayant une pratique suffisante de la langue anglaise.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo à Chantal BERNI CJA, 28, bd Hausmann - 75008 PARIS

Consultant en recrutement et chasse de tête

La notoriété de notre Cabinet et sa réputation ne sont plus à faire. Notre expansion nous conduit à intégrer rapidement un

JEUNE CONSULTANT

Dans un secteur spécialisé, il prendra progressivement en charge des missions complètes de recherche de Cadres.

En plus d'une formation évidemment supérieure, la fonction suppose une expérience réussie d'au moins deux ans en entreprise et la capacité de dépasser la simple prestation de service pour agir comme Conseil en ressources humaines, structures et organisation.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 84500 M (à mentionner sur l'enveloppe)

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS 115, rue du Bac - 75007 PARIS

BANQUE SUD
SOCIETE DE HAUTE TECHNOLOGIE
Leader dans un marché à très forte croissance recherche pour supporter la promotion commerciale de ses nouvelles lignes de produits

Ingénieur système support technique

Votre mission :
Au sein d'une petite équipe dynamique, vous devrez participer :
• A l'étude et à l'adaptation de la gamme de produits suivant les besoins spécifiques de notre clientèle.
• A la préparation et au développement de benchmarks sur demande du service commercial.
• A la présentation des produits et à la formation des utilisateurs.

Votre profil :
• Formation supérieure (Ingénieur ou équivalent).
• Expérience d'au moins 4 ans dans une fonction similaire.
• Pratique Unix, C, obligatoirement, VMS appréciée.
• Connaissance Fortran.
• Maîtrise de l'anglais courant.
• Formation complémentaire aux USA.

Notre conseil en recrutement :

CAP SOGETI SELECTION

83-85, Boulevard Vincent Auzan 75013 Paris
Envoyer votre CV + présentations + photo à Any Boudou en précisant la référence IS7 006.

ENTREPRISE DE MECANIQUE
filiale d'un groupe international (PARIS OUEST)
cherche son

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT GRANDE ECOLE ou ENSI...

chargé de mettre en œuvre, auprès de l'ingénieur en chef, le plan de développement technique et scientifique :

- OUTILS DE CALCUL (dynamique des fluides, structures).
- PRODUITS NOUVEAUX (conception, calcul, essais).
- OPTIMISATION TECHNIQUE-ECONOMIQUE.
- Introduction pratique des RESULTATS DE RECHERCHES AMONT (centres techniques, laboratoires de recherches...).

Il a une première expérience industrielle en dynamique des fluides (compressible, incompressible, thermique) en FDM (mécanique, matériaux composites) et en élastostatique.

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Les ingénieurs intéressés envoient leur C.V. et rémunération souhaitée à :

CONSULTANTS ASSOCIES C. LEMAIGNAN 18, rue Blanche 75009 PARIS.

Important Etablissement financier filiale d'un des premiers groupes industriels français proche banque Est (BER) recherche pour sa DIRECTION DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE

Ingénieur concepteur

diplômé Grandes Ecoles ou Universités 5 ans d'expérience en informatique de gestion de préférence dans le domaine financier ou bancaire, acquise dans un cabinet d'organisation ou un poste similaire.

Il participera en étroite liaison avec les utilisateurs et les informaticiens à des projets de gestion transactionnelle utilisant des bases de données.

Envoyer CV, photo et présentations sous référence 8308 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris (qui transmettra).

de 100 150

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

4, rue Massenet 75116 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue



Jeune ingénieur production haut niveau
référence YK 474 CM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PERFORMANTE ET MODERNE, en expansion sur le marché de la transformation des papiers et cartons ondulés, offre à un jeune ingénieur AM, IDN, ENST ou équivalent un poste à larges perspectives d'avenir.

Ses premières fonctions auront comme objectif de seconder le Responsable de l'unité la plus importante comprenant 200 personnes et des moyens de production très diversifiés.

La réussite à ce poste implique une expérience de 5 ans environ en fabrication dans un secteur nécessitant une grande souplesse de gestion de production et des outils automatisés.

Homme de terrain et de contact, mais aussi Homme d'organisation, de conception, il devra associer les qualités de rigueur et d'imagination dans un souci constant de productivité optimale.

Le succès de sa mission lui permettra d'accéder dans l'entreprise à de larges responsabilités tant en gestion qu'en technique.

Lieu de travail : 30 km d'une ville universitaire centre-ouest.

INGÉNIEUR Ingénieur électricien confirmé et bon potentiel
référence MW 483 AM

UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS (plus de 50 000 personnes) offre un poste intéressant et évolutif à un Ingénieur Électricien, au sein de sa filiale Ingénierie qui travaille pour les usines du Groupe.

Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école ayant environ 10 ans d'expérience (acquise en travaux neufs, ingénierie ou chez un grand constructeur) lui ayant permis d'acquies des connaissances solides et polyvalentes en électrotechnique, capable :

- d'assurer la responsabilité technique des définitions des installations,
- d'établir les estimations, les plannings de réalisations et d'assurer la bonne exécution des travaux,
- d'animer une équipe de techniciens de bon niveau.

Réelles perspectives d'évolution pour un candidat de valeur ayant des qualités de rigueur, d'organisation et de contact.

Poste à Paris.

INDUSTRIE DE LUXE Un ingénieur chimiste et commerçant
référence EN 475 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PERFORMANTE, ayant l'exclusivité dans la diffusion de techniques japonaises d'impression pour la décoration de produits haut de gamme : parfums, alcools, cosmétiques, etc., offre un poste particulièrement intéressant à un jeune Ingénieur Chimiste (ou universitaire) ayant une première expérience commerciale ou débutant.

Rattaché au PDG, il sera chargé :

- d'établir les contacts avec les "créatifs" des entreprises clientes : Directeurs de marketing, Chefs de Produits, Responsables de publicité...
- d'élaborer avec eux le cahier des charges,
- d'assurer les liaisons techniques avec les Japonais.

Ce poste implique des qualités relationnelles marquées, liées à un sens esthétique très développé.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.

Manager pour diriger PME
référence YN 477 AM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE (3 200 personnes, CA 1,6 milliard), rattachée à un des premiers groupes mondiaux dans son domaine, recherche un Manager pour lui confier la Direction et le Développement d'une de ses filiales (55 personnes, 43 millions de CA).

Homme de terrain, animateur et gestionnaire, il sera responsable d'un Centre de Profit à dominante commerciale et bénéficiera d'une large autonomie.

Son action visera une organisation plus performante, une optimisation des résultats en définissant la politique de développement de la société et en la considérant sous forme de budgets d'investissement et d'exploitation.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant le profil de chef d'entreprise et disposant d'une formation supérieure (école d'ingénieur ou de Commerce ou de niveau équivalent).

Réelles perspectives d'avenir au sein du groupe pour cadre de premier plan ayant des qualités marquées d'opérationnel et une expérience dans le domaine des produits industriels.

Poste : ville importante 100 km ouest Paris.

d'Ingénieur commercial à chef de produit
référence DY 482 AM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ "MÉCANIQUE AUTOMOBILE" (1 milliard de francs CA) toujours en expansion, filiale d'un grand groupe mondial (50 000 personnes), recherche un Ingénieur Commercial (diplômé AM ou équivalent) pour prendre en charge rapidement le développement commercial d'un produit nouveau devant représenter 200 millions de CA.

Il aura à dynamiser une petite équipe connaissant déjà le marché et le produit.

Si vous avez une expérience d'au moins trois ans dans un domaine industriel ou cours de laquelle vous avez démontré des qualités de vendeur et votre potentiel d'animateur et si vous parlez couramment l'anglais, nous aimerions vous rencontrer.

Lieu de travail : banlieue ouest Paris.

Juriste haut potentiel droit des sociétés
référence NS 448 AM

CABINET JURIDIQUE ET FISCAL, solidement implanté, recherche un Collaborateur pour participer activement à son développement.

Ce poste conviendrait à un candidat, Maître de Droit (DESS de conseil juridique ou de fiscalité appréciée) ayant minimum 3 ans d'expérience en droit des sociétés, acquise dans un cabinet ou un grand groupe.

Il assurera avec autonomie la gestion et le développement d'une clientèle et aura à traiter de questions variées : assemblées et conseils, augmentations de capital, fusions, apports partiels d'actifs.

Réelles perspectives d'avenir pour un candidat de valeur dynamique, ayant d'excellentes capacités de contacts à tous niveaux.

Poste à Paris.

Ingénieurs débutants un premier poste motivant et évolutif

Valeo PREMIER FABRICANT FRANÇAIS D'ÉQUIPEMENTS AUTOMOBILES offre, au sein de la Direction des Études Avancées de l'ensemble du Groupe, deux postes d'ingénieurs débutants.

• UN INGÉNIEUR CHIMISTE (ENSC...) référence ET 480 CM
• UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN (AM, ENST, ECL, IDN...) référence FU 481 CM

Chaque ingénieur devra avoir une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand.

Ces fonctions de documentation scientifique et économique permettent une bonne connaissance du groupe et constituent un premier poste motivant et évolutif. Il s'agit d'exploiter la documentation et d'être l'interlocuteur des différentes directions de recherches et utiliser une base de données informatique.

Postes formateurs impliquant des qualités de contact et de curiosité intellectuelle ouvrant de multiples possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe.

Lieu de travail : Saint-Ouen.

Ecrire en précisant la référence et la langue étrangère pratiquée.

4, rue Massenet 75116 Paris

Quand on invente des cerveaux, on a besoin d'intelligences...



Avec 23.000 collaborateurs répartis dans le monde entier, et un CA de 1.122 millions de dollars en 1983, INTEL est un leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs. Le siège d'Intel France et Intel Europe, basé actuellement à Rungis s'installera courant 85 à Saint-Quentin en Yvelines dans son nouvel immeuble en cours de construction. Notre activité systèmes est en pleine expansion, et nous proposons à des ingénieurs informaticiens d'y participer dans ces fonctions :

INGENIEURS COMMERCIAUX

Ingénieurs confirmés, ils seront chargés de la vente de systèmes micro-informatiques et de logiciels. Une expérience préalable de la vente chez un constructeur ou dans une société de conseil informatique serait très appréciée. Voiture de fonction.

INGENIEURS FORMATION-CONSEIL

Ingénieurs informaticiens avec une première expérience des systèmes d'exploitation et de la programmation en langage évolué, ils auront la responsabilité de la formation technique client.

Nous leur offrons la possibilité de se familiariser avec notre gamme produits avancés, afin de la faire découvrir à une audience de concepteurs confirmés. Cette compétence constamment entretenue par des spécialistes leur permettra également d'assurer des missions de conseil auprès de nos clients.

INGENIEURS GENIE LOGICIEL

Ingénieurs système expérimentés dans les applications temps réel ou temps partagé, ils fourniront à nos clients les conseils et l'assistance nécessaire à la réalisation de projets complexes. Expérience RMK-UNIX appréciée.

Pour tous ces postes, une formation technique initiale et constamment renouvelée est assurée en Europe et aux USA. Anglais nécessaire.

Merci de faire parvenir votre CV en précisant le poste choisi à : Intel Corporation, Direction du Personnel, Silic 223, 5 Place de la Balance, 94528 Rungis Cédex.

PLAN DE VOL

Informatique de Gestion
Haute Altitude

INGÉNIEURS INFORMATIENS
débutants et confirmés :

Rendez-vous dans Le Monde
du mardi 26 au 27 juin 1984

AVIONS MARCEL DASSAULT BRÉGUET AVIATION

Nous recherchons pour participer à l'expansion de notre DIRECTION COMMERCIALE dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS D'ENTREPRISES

Ingénieurs commerciaux "export"

De formation supérieure, vous avez acquis de bonnes connaissances en produits "télécommunications" ou "informatiques" ainsi qu'une expérience confirmée des ventes à l'exportation.

Au sein du service export, nous vous proposons de commercialiser les produits suivants :

- matériels de transmission de données (Modems),
- Commutateurs de données,
- notamment à travers notre réseau de distributeurs à l'étranger.

Anglais indispensable, deuxième langue appréciée.

Poste à pourvoir à Paris 13ème

Merci d'adresser votre candidature au Service du Personnel - 5, avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

L'une des 1ères Stés françaises d'électronique professionnelle dont le 1/3 à l'exportation représente + du tiers de son CA.

LES METHODES DE

MAINTENANCE

COMME CLEF

DE LA

SATISFACTION

DE NOS CLIENTS

EN BUREAUTIQUE

Imaginez-vous confier une FORMULE 1 à quelqu'un qui n'a jamais conduit ? Confier à des utilisateurs sans compétence en informatique des produits à l'entretien et à la maintenance ? C'est bien là le rôle de la BUREAUTIQUE.

Nous recherchons notre

Ingénieur en Maintenance

Rattaché au DIRECTEUR du support RESEAU, il aura à orienter la politique de maintenance de nos produits, à définir les outils nouveaux (matériels et logiciels) nécessaires pour mener à bien cette politique, à créer et faire appliquer les méthodes modernes de documentation et de formation. Le candidat portant couramment anglais, devra posséder une bonne expérience (5 à 10 ans) de la diffusion à grande échelle (grand public éventuellement) de produits à haute technicité en termes de maintenance et logiciels. Créer pour résoudre nos

problèmes les plus complexes. Nous sommes situés dans une banlieue facilement accessible par le RER.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous réf. 4687 à A. ROEDERER - 45, rue Legendre - 75017 Paris, qui transmettra.

FORMATEUR HF

DEP-CILER FORMATION est un organisme spécialisé dans la communication et l'efficacité personnelle.

DEP-CILER depuis 1973 poursuit sa progression grâce à la cohésion de son équipe et à l'engagement personnel de chacun. Pour que cette progression continue, l'équipe cherche à intégrer un formateur (trice) à temps plein, à Paris, pour prendre en charge l'animation des stages LECTURE ACTIVE, EXPRESSION ECRITE et ORALE, MEMOIRE, ORGANISATION DU TRAVAIL PERSONNEL.

Le poste demande une formation supérieure, un très bon niveau de culture générale, une première expérience de la formation des adultes, une disposition pour assurer la promotion des séminaires et négocier les contrats avec les responsables de formation.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, merci de nous écrire à :

DEP-CILER, 43, rue de la Brèche aux Loups 75012 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CHEF D'ENTREPRISE A 30 ANS

X, MINES, CENTRALE, HEC, ESSEC

Déjà bien parti dans la vie professionnelle, vous avez la volonté d'assumer rapidement une Direction d'Entreprise (ses hommes, sa technique, ses clients, sa gestion, ses résultats et surtout son développement). Nous accordons une importance toute particulière à votre dynamisme, et la nature même de nos activités ainsi que le niveau de vos futurs interlocuteurs exigent une formation de haut niveau : **X, MINES, CENTRALE, HEC, ESSEC.**

Filiale très performante d'un très grand groupe industriel français, nous vous proposons de prendre la direction de l'une de nos unités régionales.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous réf. 4683 à l'Agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 Paris.

UN IMPORTANT EDITEUR ENCYCLOPÉDIES EN FASCICULES responsable de la rédaction

En charge de l'organisation des parutions de plusieurs Encyclopédies chaque semaine ou fascicules hebdomadaires, il organise et coordonne l'activité des différents collaborateurs, internes ou externes : auteurs, traducteurs, spécialistes de l'iconographie, maquetteurs, secrétaires de Rédaction... Il établit les plannings, et contrôle les délais d'impression. Il participe au lancement de nouveaux titres, ou à l'adaptation de productions étrangères. Il propose les éditions, contrôle les traducteurs en fonction des objectifs fixés par la Direction Générale de l'entreprise. Ce poste, qui exige organisation, rigueur et sens des relations humaines, ne peut convenir qu'à un **REDACTEUR-CHIEF** ayant l'expérience de publications spécialisées ou à un **SECRÉTAIRE DE RÉDACTION** ayant une expérience de 5 ans minimum dans l'édition et pouvant justifier de sa réussite dans ce domaine.

Les documents de candidature - sous réf. 2874 M à joindre sur l'enclos - sont traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

CETTE ANNONCE S'ADRESSE EXCLUSIVEMENT AUX ANALYSTES PROGRAMMEURS ALLANT DE L'AVANT.

GSS INFODIF FILIALE DE CSEE - SAGEM - SAT

Vous offre de :

travailler dès aujourd'hui sur les réseaux télématiques de demain

- Vous entrez :** à utiliser un ou plusieurs de ces langages : Cobol, Pascal, Fortran, Basic, C. Sur un système de conception récente (réseaux multi-micros), opérant sous xenix
- Vous êtes :** un homme de contact aimant travailler en équipe et ayant un an d'expérience minimum en informatique de gestion.
- Vous interveniez :** en support de l'équipe commerciale, en avant et après-vente, sur des applications de gestion variées.

Poste basé à Levallois.

Ecrivez moi, Responsable du département Logiciel en précisant vos préférences GSS INFODIF - 37, rue Anatole-France BP 61 - 92303 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

GSS INFODIF



Leader dans le domaine de la collecte, du traitement et de la diffusion des informations économiques, financières et boursières.

RECHERCHE

dans le cadre de son expansion au niveau européen et pour faire face à son développement pour la FRANCE.

DEUX TECHNICIENS

pour assurer la supervision et la maintenance de son nouveau réseau européen.

Nous demandons une expérience minimum de deux à trois ans dans les domaines des mini-ordinateurs et équipements de télécommunications.

La connaissance des procédures de télécommunications est souhaitable.

Les candidats doivent avoir une bonne maîtrise de l'anglais lu et parlé.

Ces postes, basés à Neuilly, comportent une grande autonomie et de nombreuses relations avec l'étranger et la clientèle française.

Salaires très motivants et perspectives d'évolution importantes pour candidats de valeur.

Travail en horaire décalé pour cette équipe de deux personnes qui devra assurer un service entre 8 h et 23 h.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photocopies) à DAFSA, Service du Personnel - 7, rue Bergère, 75009 PARIS.

Sté DE DISTRIBUTION + de 4 milliards F.

+ de 1.000 MAGASINS à dominante alimentaire CREE au Siège (proche Banlieue PARIS) le poste de

CONTROLEUR DE GESTION central

Reportant au Directeur du C. de G., assisté par 4 collaborateurs, dans une Entreprise en pleine mutation, il exercera son goût d'entreprendre dans une fonction multiple : SCHEMAS DE PROFIT par ligne de responsabilité ou de produits, TABLEAUX DE BORD (conception et suivi), PROCÉDURES ET REPORTING (plan budget, contrôle des écarts), INVESTISSEMENTS (plan, analyse et contrôle), PRIX DE REVIENT ET MARGES, Systèmes INFORMATIQUE et de STATISTIQUES.

UN « PROFESSIONNEL » DU CONTROLE DE GESTION

- de formation ECONOMIQUE supérieure type ENSAE, ESC, Maîtrise de gestion...
- ayant une expérience (3 à 5 ans minimum) DE MISE EN PLACE ET/OU ANIMATION d'UN-SYSTEME PERFORMANT de C. de G. dans la DISTRIBUTION ou une INDUSTRIE DE PRODUITS DE G.C.

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 3053 à :

sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

ASSISTANTE SOCIALE D.E.

une expérience en entreprise est souhaitée

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et photocopies) sous réf. 81048 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

chef de produit protection contre le feu

Leader européen de la chimie, nous voulons développer en France un produit pour la sécurité contre le feu dans les bâtiments au niveau des portes et ouvertures. Il a déjà fait ses preuves outre Rhin et est agréé en France.

Nous confierons cette mission : marketing, information des prescripteurs, mise en place d'un réseau de vente... à un Architecte ou Ingénieur B.T.P. ou similaire ayant déjà développé avec succès un produit dans le bâtiment (5 ans d'expérience minimum).

La pratique de l'allemand est indispensable, l'anglais souhaité. Ce poste, basé à Paris, implique de fréquents déplacements sur toute la France.

Ecrire sous réf. DRH 4 PO 1
Compagnie Française BASF
140, rue Jules-Guesde - 92303 Levallois-Perret.



Société nationale de 8 500 personnes, nous assurons, par l'intermédiaire de 12 unités régionales réparties sur l'ensemble du territoire, la distribution de la quasi-totalité des tabacs vendus en France.

Rapidité et efficacité sont nos leitmotivs ; modernisation de l'outil par une informatisation toujours accrue est l'un de nos objectifs. Nous recherchons un

Débutant E.S.C., maîtrise gestion ou sciences économiques

homme ou femme, pour devenir, après une période de formation dans l'unité parisienne, l'adjoint du directeur du centre de distribution en province. Responsable de la gestion de la distribution, vous animez et coordonnez les activités des unités comptabilité, recouvrement, gestion des stocks et traitement des commandes. Interlocuteur des agents commerciaux, vous visez à améliorer la qualité des relations commerciales avec nos clients.

Votre intérêt réel pour la comptabilité, la gestion et l'informatique, votre disponibilité et capacité de réaction aux imprévus, votre rigueur et sens de l'organisation font de vous la personne que nous souhaitons intégrer.

Bernard-Juliet Psycorn vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 6956M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard-Juliet Psycorn

Membre de Syntec

Groupe multinational américain, leader de la micro-électronique (1.122 millions de dollars en 1983), fortement implanté en Europe, recherche

European Tax Manager

Basé au siège parisien, il sera responsable de la définition, de l'application et du contrôle de la politique fiscale auprès des filiales européennes du Groupe (France, Allemagne, Angleterre, Italie, Suède, etc.).

Son rôle :

- Planning et supervision des déclarations fiscales compatibles avec la réglementation de chaque pays.
- Reporting à la maison mère.
- Montage de dossiers dans le cadre de créations, rachats de sociétés ou échanges intra-groupe.

Diplômé de l'enseignement supérieur (bases solides en fiscalité, finances et comptabilité, connaissances en droit international), il a acquis une expérience d'environ 3 à 5 ans dans un cabinet d'audit anglo-saxon et pratique un anglais courant.

Cette fonction exige de nombreux déplacements à l'étranger.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier sous la référence DG/1 à notre Conseil.



INFRAPLAN

Conseil en Recrutement
83, bd Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

السلامة

JP 11/10/84

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 20 juin 1984 - Page 35

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT

à SAINT-CLOUD

recherche

ingénieurs informaticiens grandes écoles

débutants ou quelques années d'expérience

si vous êtes motivés par les techniques de pointe,
si vous avez le goût de l'animation et des responsabilités,
plusieurs postes sont à pourvoir dans les domaines suivants :

AÉRONAUTIQUE

étude & réalisation de nouveaux projets :

- Réseaux de microprocesseurs.
- Systèmes de transmission de données.
- Logiciels temps réel.

GÉNIE LOGICIEL

développement & intégration de nouveaux outils

- Langages de spécifications.
- Compilateurs.
- Outils de test et de validation.
- Assurance et contrôle qualité.

CONCEPTION & FABRICATION ASSISTÉES PAR ORDINATEUR

conception & test assistés par ordinateur

- Analyse, synthèse et simulation de circuits électroniques en technologie avancée.
- Étude de testabilité et diagnostic de pannes de fonctions complexes.
- Implantation assistée par ordinateur de circuits en micro-électronique hybride et monolithique.

INFORMATIQUE DE GESTION

conception & développement de nouvelles applications

- En collaboration avec les utilisateurs.
- Avec pour objectif un outil informatique de gestion intégré.
- Dans un environnement langage 4^e génération.

suivi & amélioration de la qualité des produits opérationnels

- Nombreux contacts avec les utilisateurs.
- Environnement télétraitement et bases de données en évolution.
- Maintenance et amélioration des produits opérationnels.

SYSTÈMES INFORMATIQUES

(IBM 3081, 3083, 3032, et DEC vax 780, vax 750)

mise en œuvre & maintenance des systèmes d'exploitation

- Environnement MVS, CICS, DL/I, SNA, VM/CMS, UNIX, VMS, etc.
- Réseau d'ordinateurs.
- Important réseau de terminaux.
- Nombreux logiciels de gestion et de CFAO.

Les dossiers de candidatures - sous réf. correspondante à préciser sur l'envoie - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

(Réf. 2867 M)

(Réf. 2868 M)

(Réf. 2869 M)

(Réf. 2870 M)

(Réf. 2871 M)

(Réf. 2872 M)

EUROPHANE

L'un des principaux fabricants français
de matériel d'éclairage
recherche

UN RESPONSABLE ZONE EXPORT

- Il sera chargé du développement des ventes à l'intérieur d'une zone.
- Il aura une formation supérieure (École d'Ingénieurs ou de Commerce).
- Une expérience d'au moins 5 ans est exigée.
- Il devra être parfaitement bilingue anglais.
- L'usage d'une 3^e langue sera apprécié.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à
EUROPHANE, M^{me} Pavie - 156, bd Haussmann,
75008 PARIS.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUZES ET EXPLOSIFS

recherche pour
son Centre de Recherche
du BOUCHET (Essonne), un

INGENIEUR

Responsable de
programmes de formation à dominante
mécanique : ENSMA, INSA, ...
Quelques années d'expérience et
des compétences en pyrotechnie sont
souhaitables.

Le candidat retenu aura la responsabilité
des programmes qui lui seront confiés.

Il sera amené
à coordonner ces actions au niveau
de plusieurs usines.

Ecrire avec C.V., photo
et prétentions à SNPE,
Centre de Recherche du Bouchet,
B.P. 2 - 91710 Vert Le Petit.
Référence à rappeler I.G.T.Y. 84/27.

vosre deuxième emploi : participer à la création d'une unité comptable

Notre société, en plein développement, réorganise son
service comptable en créant une unité autonome que
nous souhaitons vous confier : vous animeriez une équipe
de 2 personnes ; vous avez la maîtrise de notre outil
informatique (IBM 34).

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre
C.V. sous la référence 682-10 à notre Conseil :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS
(confidentialité, réponse assurée)

Juriste d'entreprise H ou F une carrière dans le Droit de l'informatique

Nous vous offrons cette possibilité dans une des premières S.S.I.I. en France, le GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE :
1.100 personnes, 335 millions de F. de C.A. en 1983, un développement dans un contexte international, une gamme
de services étendue.

Rattaché au Directeur Financier et Juridique du groupe à Paris, vous assistez et conseillez les différents responsables opé-
rationnels dans l'élaboration et le suivi des contrats commerciaux : conception et modification des modèles de ces
contrats, participation aux négociations et à la rédaction des propositions, gestion du contentieux. Vous créez cette fonc-
tion et l'exercez en bénéficiant rapidement d'une large autonomie.

Vous êtes âgé de 28 ans minimum, si possible titulaire d'un DESS ou d'un DEA en Droit des affaires et vous pouvez vous
prévaloir d'une expérience d'au moins trois ans acquise dans un cabinet d'affaires ou dans une entreprise, de préférence
du secteur de l'informatique. Une bonne pratique de l'anglais et des connaissances en Droit de l'informatique seraient
très appréciées.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. MJ/4170, à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI 49, av. de l'Opéra
75002 Paris
SELECTION

LE PATRON DE NOTRE STRATÉGIE INFORMATIQUE

X, Mines, Centrale

En France, autant qu'un plan mondial, nous occupons
une place prépondérante dans un secteur technologi-
que de haut niveau.

La richesse de nos acquis nous permet de disposer
d'importants atouts financiers et techniques.

L'introduction de nouveaux outils, et de méthodes
informatiques avancées (Génie Logiciel, Intelligence
artificielle) est l'un des axes de notre stratégie.

Une stratégie dont vous allez être le vecteur. Et qui
vous permettra de faire de notre Groupe le leader de
l'informatique du futur.

Ingénieur de haut niveau, vous êtes, aujourd'hui, un
PATRON DE L'INFORMATIQUE.

Vous déciderez de nos orientations ; en définirez les
objectifs ; mettez en œuvre leurs applications. Une
mission riche, complexe que vous mèneriez avec une
large autonomie.

Assuré d'une parfaite confidentialité, votre dossier de
candidature est à adresser, en précisant la référence
81030 à notre Conseil MILO MRH - 43 bis, boulevard
Victor-Hugo 92200 NEUILLY.

MILO M.R.H

RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES ET SOCIALES

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE

(4 unités de production) recherche pour sa principale unité un GESTIONNAIRE,
homme de terrain, rompu aux contacts à tous niveaux. Rattaché directement au
Directeur de l'établissement et, en liaison fonctionnelle avec le Directeur des
Relations Sociales du Groupe, il aura la responsabilité de l'ensemble des services du
personnel de l'usine et assurera la liaison permanente avec les partenaires sociaux.

En outre, il contrôlera les services généraux.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé
de la fonction personnel, ouvert à l'échange.

Le poste est à pourvoir dans une ville agréable à 100 km au Nord de Paris.
La rémunération est stimulante. Votre candidature restera confidentielle.

Veuillez adresser votre dossier avec niveau de situation actuelle
sous référence 95.670 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Responsable achats produits

STANHOME S.A., Société de vente par réunions à domi-
cile, filiale d'une multinationale américaine, recherche un
Responsable Achats Produits afin d'étoffer sa Direction
Achats.

Sa mission consistera à améliorer le coût des produits, à
assurer la sécurité des approvisionnements
et à participer à la recherche de nouveaux
produits.

Ce poste conviendra à une personne expéri-
mentée et efficace. L'anglais est souhaité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V.
détaillé, photo et rémunération actuelle à
Alain WIESENBERG, Chef des Relations
Humaines - STANHOME S.A. - 10, rue Jean-
Jaurès - 92800 PUTEAUX.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE NATIONALE

recherche pour sa **DIRECTION INTERNATIONALE à PARIS, le**

Responsable Adjoint de la Zone Amérique (Nord et Sud)

- Diplômé d'études supérieures
- 3 ans d'expérience acquise sur cette zone dans la Direction Internationale d'une banque
- Excellente maîtrise de la langue anglaise. Langue espagnole appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel et prétentions sous référence 95836 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

LEADER MONDIAL DANS LE DOMAINE DES GAZ INDUSTRIELS

L'AIR LIQUIDE

recherche pour son

Centre technique d'applications du soudage (Saint-Ouen L'Aumône)

Un chef de service

Animant une équipe d'une dizaine de personnes, il sera chargé de l'étude et la mise au point de matériel de mise en œuvre des **procédés flammes** en relation avec les bureaux d'études du Groupe. Ces études porteront sur le développement d'application de haute technologie : machines d'oxybrassage, automatisation de procédés, coupage au plasma d'arc...

Ingénieur-mécanicien confirmé (Centrale, Arts et Métiers, INSA...) une expérience d'une dizaine d'années en bureau d'études et en production lui aura permis de connaître les diverses utilisations de ces technologies, en particulier dans le domaine de la petite mécanique. De très bonnes aptitudes relationnelles lui permettront d'animer une équipe et de développer des contacts avec des interlocuteurs internes et externes au Groupe.

Le Groupe AIR LIQUIDE (25.000 personnes, 125 Sociétés, présent dans 55 pays) offre d'intéressantes opportunités d'évolution de carrière à ses cadres de valeurs.

Les candidats voudront bien adresser CV détaillé avec lettre, photo et rémunération actuelle à L'AIR LIQUIDE DRHP 75, quai d'Orsay - 75321 PARIS Cedex 07

OGA Alcatel

OGA-ALCATEL, c'est 800 personnes, 450 MF. La Direction AUTOMATISMES ET SYSTEMES INFORMATIQUES conçoit, réalise et met en œuvre (clés en main) tous systèmes informatisés : banques de données, centres de calcul, fichiers informatisés, Robotique, simulation, gestion automatisée des fluides... elle est à la pointe de toutes les nouvelles technologies.

DEUX CHEFS DE PROJET LOGICIEL

- L'un chargé d'assurer la responsabilité technique d'un projet dans le domaine des simulateurs pédagogiques complexes. Votre solide expérience en logiciel de systèmes temps réel vous permettra d'assurer l'encadrement d'une équipe d'analystes-programmeurs, la coopération avec une équipe de réalisation mécanique électronique et le suivi du projet.
- L'autre chargé de la conception et de la réalisation de logiciel d'application sur VAX. Ingénieur Grande Ecole ou équivalent, vous connaissez bien les réseaux et la télétransmission (DATA TRIEVE).

DEUX INGENIEURS LOGICIEL

Chargés du développement de logiciels d'application sur mini 6, intégrés à une équipe opérationnelle, vous évoluerez rapidement vers une responsabilité de chef de projet. Formation école d'ingénieurs ou équivalent.

Pour un premier contact, nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature à P. MARIE JOSEPH - OGA-ALCATEL - Direction du Personnel - B.P. 57, Le Plessis Pâté - 91220 BRETONNY S/OYSE.

SAGEM

2 OSCARS A L'EXPORTATION
Prix de la performance exceptionnelle
1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
2ème CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEK

recherche pour ses
CENTRES D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT
de la Région Parisienne (Argenteuil - Nanterre-Puteaux)

Ingénieurs Logiciel Ingénieurs Electroniciens Maîtrise Informatique de haut niveau

Pour tous ces postes, une formation complémentaire en France ou aux Etats-Unis serait appréciée.

Agents Techniques Electroniciens RTS - DUT

Débutants ou expérimentés
pour étudier :
- systèmes TELEPHONIE
- systèmes INFORMATIQUES
- systèmes de NAVIGATION

Adressez CV manuscrit et photo sous réf. 180 à SAGEM
Direction du Personnel et des Relations Sociales - 6, avenue d'Iéna, 75783 PARIS CEDEX 16.

SNECMA

SOCIÉTÉ NATIONALE

nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires, et nous comptons parmi les plus importants motoristes du monde occidental. Largement exportateurs, nous avons diversifié nos activités au sein d'un Groupe puissant.

Le Groupe SNECMA
(22.000 personnes, dont 2.200 cadres)
entend poursuivre une politique de recherche et de développement dans le domaine des technologies avancées pour renforcer sa compétitivité internationale.

Nous recherchons pour notre établissement de GENNEVILLIERS (92)

CADRE COMPTABLE expérimenté

responsable d'une section de comptabilité analytique et de gestion budgétaire au sein d'une usine de forge-fonderie.

Ce poste implique l'animation d'une équipe d'une dizaine de personnes. DECS demandé.

Merci d'adresser sous références 186/83, lettre, CV et prétentions à SNECMA - Département Encadrement - 2, Bd Victor - 75724 PARIS CEDEX 15.

**Cabinet de conseil de direction
en pleine expansion**
(activités en France et aux U.S.A.)

recherche

INGÉNIEURS-CONSEIL

ayant acquis une solide expérience en milieu industriel en ce cabinet dans les domaines suivants :

- Organisation de la Gestion Industrielle : fabrication de série dans les industries de transformation (35 ans environ) ;
- Conception et mise en place de systèmes d'information de gestion (32 ans environ) ;
- Amélioration de l'efficacité et de la sécurité informatique (32 ans environ).

FORMATION SUPÉRIEURE
(Grandes écoles, universitaires 3^e cycle).

RÉMUNÉRATION ÉLEVÉE
POSSIBILITÉS D'INTERESSEMENT À TERME.

Envoyez C.V. + photo et prétentions sous n° T 066.542 M, RÉGIE PRESSE, 7, rue de Montesson, PARIS-7.

Vous souhaitez travailler pour une Société internationale et être au

NÉGOCIATEUR de PREMIER ORDRE

auprès des dirigeants d'entreprises (surtout PME - PMI).

**DEVENEZ NOTRE HOMME DE TERRAIN
POUR VOTRE RÉGION
(RÉGION PARIS - OUEST
MIDI-PYRÉNÉES)**

Envoyez candidature et C.V. à Made in Europe FRANCORT, C/O COREP - 14, rue de Liège, 75009 PARIS. Téléphone : 526-36-85.

jeunes financiers,

L'IMMOBILIER SOCIAL VOUS OUVRE SES PORTES

Vous êtes diplômé H/F d'une école de commerce ou équivalent, option Finances, avec si possible une première expérience dans l'Audit, l'Immobilier, les Finances.

Vous souhaitez participer à l'émergence de la fonction financière et prendre une part active dans la réalisation de nos objectifs ambitieux de réhabilitation, de construction et de gestion. Naturellement, le travail ne vous fait pas peur.

Si vous êtes prêts à relever ce défi, renvoyez-nous, nous vous ferons part de nos propositions.

om

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. sous référence 240 à 4, rue Quentin Bauchart - 75006 PARIS

Valoriser votre Compétence en Informatique Industrielle

Ingénieur généraliste de formation, vous avez acquis une compétence technique dans le domaine de l'automatisation, de l'informatique industrielle.

Vous souhaitez maintenant donner une nouvelle dimension à vos actions et mettre l'accent sur vos qualités d'organisateur soucieux de l'intégration de la dimension humaine dans la réalisation d'un projet technique.

Le Groupe BSN - 25 Md de F de CA, 38 000 personnes, n° 1 français de l'alimentaire - vous propose de rejoindre son équipe de consultants au sein de la Direction Stratégies Socio-Industrielles et Formation à Paris.

Vous prendrez en charge de façon autonome la réalisation de projets variés. Vous aiderez les entreprises françaises et étrangères du Groupe à concrétiser leurs changements d'organisation liés à l'introduction de techniques faisant appel à l'informatique industrielle. Vous consoliderez votre acquis et vous saurez en faire bénéficier l'ensemble du Groupe.

De réelles perspectives d'évolution vous seront ouvertes à terme. La pratique de l'anglais est vivement souhaitée.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. B 7 M au préalable rémunération actuelle à BSN - Service Recrutement Cadres - 2, rue de Valenciennes - 75331 Paris Cedex 08.

INSTRUMENTAL COLOUR SYSTEMS

Leader Mondial dans les techniques informatiques de contotypage de couleurs

recherche

UN CHEF DE VENTE

POUR SA NOUVELLE FILIALE FRANÇAISE

Expérience commerciale confirmée et connaissances informatiques souhaitées, anglais courant

- Rémunération : fixe + primes.
- Position cadre.
- Volume de fonction.

Envoyez curriculum vitae complet et prétentions à : ICS, 1, rue Jules-Juriet, 60100 CREIL.

LE CREDIT NATIONAL

recherche pour son siège social à PARIS

JURISTES

possédant :

- une maîtrise en droit (au minimum)
- cinq années d'expérience juridique acquise de préférence dans un établissement de crédit.

Ils seront chargés de la mise au point des contrats de prêts et de la constitution des garanties. Cette activité implique des contacts avec les entreprises, les banquiers et les notaires.

Il leur est offert une rémunération motivante et des possibilités de progression.

Prière d'adresser une lettre manuscrite avec curriculum vitae, salaire souhaité et photo au CREDIT NATIONAL - Service du Personnel et des Relations Sociales - 45, rue Saint-Dominique - 75007 PARIS

06/01/84

JP 11/150

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 20 juin 1984 - Page 37

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE COMMERCIALISATION DE PRODUITS LAITIERS

recherche immédiatement pour son Siège parisien :

— UN(UNE) CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

pour assurer l'exploitation d'un ordinateur IBM 34, la maintenance et le développement des programmes.

Connaissances souhaitées :
Matériel IBM 34, Langage Cobol, GAP 2.

Expérience confirmée, position Cadre, rémunération intéressante.

— UN(UNE) PROGRAMMEUR

pour l'écriture ou la modification de programmes IBM 34.

Connaissances souhaitées : Pratique des Langages Cobol, GAP 2, niveau IUT.

— UN(UNE) PUPITREUR

pour assurer seul la conduite de l'ordinateur IBM 34.

Expérience souhaitée sur matériel similaire.

Les candidats intéressés devront adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, prétentions à la SPEDIC, 10, quai du Président-Paul-Doumer, 92402 COURBEVOIR Cedex sous réf. 657, qui transmettra.



Jeune diplômé en informatique, vous voulez apprendre un métier passionnant : choisir une SSII dynamique sur son marché, c'est aussi pour vous choisir la diversité et l'évolution.

SG2, groupe puissant de 4500 personnes, poursuit sa rapide expansion et vous propose la réalisation de projets informatiques mettant en oeuvre les technologies variées (réseaux hétérogènes, réseaux locaux, bases de données réparties) dans des secteurs d'activité très divers (banques, assurances, transports, administration, industrie).

Notre structure souple, notre organisation en équipes, la solide formation que nous assurons sont de nature à intéresser et motiver tout esprit curieux et créatif. Vous serez responsable de votre évolution personnelle : nous vous donnons les moyens de réaliser vos compétences dans la réalisation de nos projets, en intégrant nos équipes études à Paris.

Votre souplesse d'adaptation, votre ouverture à la diversité, votre goût de l'autonomie vous aideront à saisir les réelles opportunités de carrière chez nous.

Ingénieurs et universitaires option informatique,

SG2 : l'ouverture à la créativité et la diversité.

Adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) Réf. YR 29 M à SG2, 12-14, avenue Vian-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : La maîtrise de l'informatique.

Un des premiers fabricants américains de semi-conducteurs recherche pour son centre parisien de conception de semi-custom un (m/f)

Ingénieur électronicien

Les exigences de la fonction :

- diplôme d'ingénieur électronicien ;
- connaissance de la conception sur ordinateur ;
- expérience en développement de systèmes électroniques ;
- anglais écrit/parlé ;
- nombreux déplacements à l'étranger à prévoir.

Les personnes désireuses de postuler, peuvent envoyer leur curriculum vitae sous référence 290.427 M, Régie Presse, rue de Montessuy 7, 75007 Paris.

SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
filiale d'un grand groupe

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN INFORMATICIEN

FONCTION : conception de matériels pour applications « ROBOTIQUE » et « PRODUCTIQUE ».

Envoyer C.V., photo et prétentions à I.M.C., s/réf. 1282, 38-40, avenue du Président-Kennedy, 91170 VIRY-CHATILLON.

PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DANS SON SECTEUR EN AGGLOMERATION
(C.A. 1 MILLIARD)
offre situations d'avenir à

2 CADRES DIPLOMÉS dans son département ADMINISTRATIF

— l'un de formation I.U.T.,
École de Commerce ou équivalent, avec une première
expérience et devra avoir le
goût des problèmes de droit
commercial et de législation
du travail, il sera responsable
de la gestion du budget
d'un service important.
réf. 2.291.

— l'autre INGÉNIEUR (chimiste
possible) + I.A.E. ou équivalent
souhaité sans charge de
missions connexes de
gestion.
réf. 2.292.

Adresser C.V., lettre manuscrite
en reprenant réf. du poste à
B.E.O.

2, r. de Tolérance, 75008 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
REGION SUD DE PARIS
recherche

INGÉNIEURS A.M. - I.N.S.A. ou EQUIVALENT.

Spécialistes en installations de maintenance
mécanique automatisée.
5 à 10 ans d'expérience pour projets calculs,
chiffres et réalisations.

PROJETEURS

spécialisés en maintenance mécanique automatisée.
BTS + 3 ans d'expérience minimum.

Lien de travail : proche famille Ouest.

Envoyer C.V., photo et prétentions à / réf. 1294 à
SIETAM

42 / 48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

Ordina

Ingénieurs grande école ou universitaires bureautique/télécommunication

Vous avez une compétence de la conception de systèmes bureautiques s'appuyant sur les réseaux d'entreprises, les serveurs, les nouveaux postes de travail et équipements de logiciels associés.
Vous maîtrisez les diverses techniques des télécommunications, vous avez le sens du contact humain et de la synthèse.
Avec Ordina et sa volonté d'expansion sur les marchés où se développent ces techniques, nous réussons à conquérir une position enviable.

Philippe TERRENOIRE étudiera avec vous la poursuite de votre carrière au sein de notre société.

Ordina 10, rue Amber 75009 PARIS 266.67.88

Importante Banque Française nationalisée regroupant un effectif de 7.500 personnes, le Crédit Commercial de France cherche à renforcer sa Direction Organisation Informatique par l'intégration d'un jeune

Chef de Projet

Dans un environnement informatique moderne (gros système IBM, réseau de mini-ordinateurs, temps réel, base de données), le candidat recruté pourra étendre et valoriser ses connaissances.

Ce poste conviendrait à un Diplômé de l'Enseignement Supérieur (ingénieur ou I.A.E.), ayant eu cours d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans minimum, conduit une étude en relation avec les utilisateurs et assuré sa réalisation.

La fréquence des contacts liés à la fonction requiert par ailleurs de la part du candidat le goût du travail en équipe et de réelles aptitudes à la négociation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, cv, photo et prétentions à
Crédit Commercial de France - Direction des Carrières
103, Champs-Élysées - 75008 PARIS.



Les offres d'emploi du Monde donnent la parole à Hewlett Packard France.

Demain découvrez un nouveau style de communication
pour le recrutement. découvrez :

EMPLOI, LA REPONSE DE...

Une information différente sur le recrutement
la formation et les carrières chez HP France,
en introduction à la rubrique offres d'emploi du Monde.

AMYOT FIDUCIAIRE JURIDIQUE
6, RUE AMYOT, 75005 PARIS - T. 331-86-92
RECHERCHE

EXPERT FISCALE

Ancien Gère ENI ou équivalent ayant plusieurs années
d'expérience en vue de gérer et de développer portefeuille
clients.

JURISTES

Expérimentés : Droit des affaires
Débutants : diplômés maîtrise droit des affaires ou équivalent
Envoyer CV, manuscrit, photo et rémunération annuelle
souhaitée.

Société française, siège social pont de Puteaux, nom-
breuses agences et filiales en province, recherche
pour secondar chef de service domaines

JEUNE COLLABORATEUR(TRICE)

ayant au moins 4 ans d'expérience, de préférence no-
tariale (niveau élevé aux actes courants 3^e catégo-
rie) : baux commerciaux, actes d'acquisition et de
vente d'immeubles, bail à construction, crédit-bail,
actes divers.

Lieu de travail : siège social.

Les candidatures seront traitées
avec la plus totale discrétion.

Elles sont à adresser, accompagnées d'une lettre ma-
nuscrite, c.v., photo et prétentions s/réf. 8.875
à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS
Cedex 02, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



CGA-ALCATEL, c'est 800 personnes, 480 MF dont 50 % à l'export.
La Direction TRANSPORT recherche pour assurer la vente de systèmes automatisés (distribution et contrôle automatique de titres, systèmes de contrôle et régulation de trafic pilotés par ordinateurs).

INGENIEUR COMMERCIAL grands comptes

Votre mission sera d'assurer prospection et suivi de la clientèle des grands comptes publics : SNCF, RATP, grandes municipalités... D'expérience confirmée et réussie, vous connaissez bien ces marchés nationaux. C'est sur ce secteur que vous avez valorisé votre formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co, ...). La langue anglaise est, à ce niveau, fortement souhaitée.

INGENIEUR COMMERCIAL export

Responsable de la prospection et de la vente de systèmes automatisés sur le marché international. Vous prendrez en charge les réponses aux appels d'offres internationaux, les négociations techniques et le suivi des projets jusqu'à la signature des contrats. Ingénieur de formation, vous avez une expérience commerciale confirmée à l'export. Votre anglais est bien sûr opérationnel et vous savez qu'un des impératifs de cette fonction est la disponibilité pour voyager (30 à 40 % de votre temps).

Pour un premier contact, nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature à : P. MARIE JOSEPH - CGA-ALCATEL - Direction du Personnel - B.P. 57 - La Pléssie Pâle - 91220 BRETIGNY S/ORGE.

GROUPE FINANCIER COTÉ

siège à Paris

LEADER DANS SON SECTEUR

recherche

CHEF COMPTABLE FILIALES

Le candidat retenu (35-40 ans env., niveau DECS) sera chargé, sous l'autorité du directeur comptable du groupe, d'encadrer la comptabilité d'une dizaine de filiales et de superviser une quinzaine de collaborateurs.

Cette personne sera sélectionnée sur ses qualités d'outilisateur informatique, sa compétence comptable et financière, sa connaissance du droit et de la fiscalité.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence C-4284, à :

COFINOR

40, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

Chef du service production

Région Centre

Venez nous aider à la mise en place de cette nouvelle fonction dans notre usine d'Angennes (10 km de Châteauneuf), nous y fabriquons des articles choisis.

Rattaché à la Direction de l'Équipement, votre principale mission sera d'élaborer et de coordonner toutes les opérations d'amélioration de productivité prévues dans un plan de 5 ans.

Créer votre équipe de productivité, prendre la responsabilité du service maintenance (30 personnes), mettre en œuvre des investissements de l'ordre de 10 MF par an suivant vos priorités.

Si vous avez une formation d'ingénieur Electronicien, de solides connaissances en automatisme, une expérience industrielle de 5 ans en bureau d'études ou méthodes et de bonnes capacités d'organisation et d'animation, adressez votre CV sous réf. 185 M à HUTCHINSON Département Recrutement 2, rue Balzac - 75008 PARIS.



ROCHE

PRODUITS
« ROCHE » S.A.
recherche

pharmacien législation pharmaceutique

Au sein d'une équipe, il participera à l'élaboration et à la synthèse des dossiers administratifs.

Le candidat est un pharmacien titulaire d'un DESS de législation pharmaceutique et possède nécessairement une première expérience professionnelle.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt.

au Département du Personnel
Produits ROCHE S.A., 52, Bd du Parc
92521 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.

ROCHE

Votre solide formation supérieure, votre propension à communiquer, votre culture générale et d'entreprise vous ont naturellement conduit vers la formation. Pour apprendre, il nous apparaît nécessaire d'avoir préalablement appris. Aussi, une première expérience significative de l'encadrement, de l'animation ou de marketing vous permettra de prendre en

Animateurs de formation Paris

charge l'animation de stages inter et intra entreprise. Les produits que nous distribuons répondent aux besoins de formation dans l'entreprise, en matière de management, de motivation, de recrutement de vente et d'après-vente. Les perspectives d'évolution vers des fonctions de Responsable d'Unité opérationnelle sont à la hauteur de votre potentiel de développement. Si cette proposition vous intéresse, adressez votre dossier à notre conseil chargé de cette recherche sous Ref. 41221 A - 15, rue du Louvre PARIS 1^{er}.



Société d'électronique professionnelle de haut niveau technique, très novatrice, à taille humaine, leader sur son marché en France et fortement exportatrice, recherche :

DES INGENIEURS ETUDES ET RECHERCHES HF

Pour étudier et développer sous contrats d'études de longue durée des matériels pour des marchés en forte expansion. Ils interviendront dans les domaines suivants :

- techniques microprocesseurs (Hard, Soft),
- hyperfréquences,
- électronique analogique HF, VHF.

Au sein de petites équipes, ils assureront le développement complet d'un projet.

Débuts ou quelques années d'expérience.

Postes à pourvoir à Trappes (ligne Montparnasse/Versailles/Rambouillet, ligne C RER, 20 minutes).

Merci d'adresser votre CV + photo + prétentions à la Direction du Personnel - ADRET ELECTRONIQUE BP 33 78192 TRAPPES CEDEX.



Vous considérez que votre première expérience (acquise dans un environnement SSII, constructeurs informatique...) vous a permis de faire vos preuves et souhaitez élargir votre horizon dans une société de haute compétence technique et à fort potentiel de développement.

Société d'ingénierie informatique ayant multiplié son C.A. par 10 en 6 ans (268 MF en 1983), nous créons 2 postes

INGENIEURS COMMERCIAUX

- pour nos produits logiciels de communication,
- pour nos produits mesures de performance.

Après s'être familiarisé avec notre technicité, chacun deviendra rapidement autonome et responsable, pour son domaine, de l'ensemble des opérations depuis la prospection jusqu'au suivi des clients.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions à
Ariane CHARTIER - THOMSON TITN
Rue Denis Papin - Z.I. La Vigne au Loups
91380 CHILLY-MAZARIN



Société Chimique Internationale

recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Chargé du développement des ventes de plusieurs lignes de produits et de l'animation d'un réseau de distributeurs à travers l'Europe (déplacements 50 %) dans les domaines suivants :

- industrie chimique,
- industrie cosmétique.

Profil souhaité :

- 2 à 3 ans d'expérience de vente de spécialités chimiques à l'échelle européenne ;
- diplôme de chimiste ou ingénieur ;
- bilingue français-anglais, plus anglais souhaité.

Envoyer C.V. détaillé au Directeur Général,
OLIN EUROPE S.A.,
108, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

SPECIALISTE DE LA DISTRIBUTION MODERNE PARIS + MISSIONS AFRIQUE

Issu d'une grande Ecole de Commerce, Agé au minimum de 30 ans.

Il devra posséder une expérience de plusieurs années dans la distribution spécialisée, de préférence dans le secteur bricolage et équipement de la maison.

Il assurera un ensemble de missions d'assistance aux magasins et grandes surfaces qu'il gèrera professionnellement et ménage d'Afrique Noire :

- Formation du personnel d'exploitation.
- Merchandising et rénovation de magasins.
- Etude de nouveaux marchés.

Mobilité indispensable pour déplacements fréquents en Afrique représentant au minimum 50 % du temps d'activité annuel.

Nous sommes un Groupe (30 filiales - 4.000 personnes) qui distribue en France et en Afrique une large gamme de biens de consommation. Nous offrons au spécialiste que nous recherchons une rémunération motivante et de réelles perspectives d'évolution au sein de notre Groupe.

Nous vous remercions d'adresser C.V. et lettre manuscrite sous réf. N° 50124 à
PIERRE LICHOU S.A., BP 220,
75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.



Cabinet de Consultants d'Unilever France Services renforce ses structures et recrute des

INGENIEURS CONSEILS

Cette offre s'adresse à des diplômés débutants ou ayant 1 an d'expérience professionnelle en entreprise (HEC, ESSEC, ESCP, MBA, ECP, Mines, ENPC, ESE...) à qui nous offrons :

- des missions de conseil et des interventions au niveau des politiques, des structures, des moyens et des méthodes auprès des sociétés françaises de notre Groupe et de nombreuses sociétés extérieures ;
- une formation très complète dans tous les domaines de la gestion des entreprises ;
- une ambiance d'équipe stimulante ;
- des développements de carrière rapides, en France ou à l'étranger, au terme de 4 ans environ d'exercice de cette fonction.

Cette activité enrichissante comporte certaines missions exigeant la mobilité géographique...

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo au Département Central du Personnel - réf. XVII/84M UNILEVER FRANCE SERVICES 8, avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08.



recherche pour son Département Audit Interne

UN AUDITEUR CONFIRME

Titulaire d'un moins un certificat supérieur du diplôme d'Expertise Comptable ou diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, il aura une expérience de 3 ans minimum dans un Cabinet d'Expertise et de Révision Comptable.

Sa mission ne se limitera pas à l'audit financier mais s'étendra à l'audit opérationnel (organisation et information de gestion).

Perspectives d'avenir intéressantes au sein du Groupe pour candidat de valeur.

Adresser votre lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. AG au Groupe Printemps-Prisunic, Département du Personnel D.C.D.S.R.E. - 61, rue Camille - 75009 PARIS.

de 100 150

24/11/84

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GENERAL ELECTRIC

AUTOMATES PROGRAMMABLES

INDUSTRIAL AUTOMATION
En développant le concept de "FACTORY WITH THE FUTURE" General Electric vise la position de leader dans le marché de la production. L'usine de demain sera l'intégration de la CFAO, IAO, des machines à commandes numériques, des robots et des AUTOMATES PROGRAMMABLES. Nous cherchons des professionnels pour assister efficacement les entreprises à tous les niveaux de fabrication et prévoyons de grands investissements pour développer nos structures de vente d'automates programmables. Nous recherchons des

INGENIEURS COMMERCIAUX DE VRAIS INGENIEURS. DE VRAIS COMMERCIAUX

Formation Electromécanique, Electronique, Automatisme.

A 25 ans ou plus, vous avez, pendant au moins 3 ans, commercialisé des produits ou équipements industriels. Vos succès vous ont convaincu que vous étiez un fin négociateur, mais vous êtes conscient que votre formation supérieure vous a beaucoup aidé, ne serait-ce que pour tenir un dialogue cohérent avec vos interlocuteurs. Dans nos structures, vous aurez l'occasion d'acquiescer votre curiosité, de développer vos qualités de contacts à tous niveaux, de débouger/puisez vous rencontrerez vos clients sur toute la France. Tant mieux si vous connaissez des automatismes mais dans la négative, nous vous formerons à nos produits. Anglais lu courant. Salaire attractif et voiture de fonction.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 906 M à notre Conseil : ALPHA CDN - 191, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



SI VOUS AVEZ 35 ANS ENVIRON

HOMME OU FEMME

DYNAMIQUE, PEDAGOGUE ET SENS DES RELATIONS HUMAINES

Une société d'assurances à forme mutuelle dans la région parisienne, vous offre une situation de cadre responsable pour définir, promouvoir et suivre les actions de formation professionnelle et assurer la diffusion de l'information dans l'entreprise.

- Expérience professionnelle souhaitée.
- Niveau universitaire minimum.
- Licence droit et diplôme documentaliste.

Adresser curriculum vitae et prétention à GEMUT 9, rue de Leningrad 75008 PARIS

Si vous avez reçu une réponse d'attente à la suite de la première annonce parue les 24 et 25 avril. Renouvelez votre candidature en joignant la photographie de votre réponse. Merci.

Diplômés de l'Université, vivez l'évolution informatique à travers le succès CGI

Vous avez fait des études scientifiques et souhaitez vous orienter vers un secteur en pleine expansion.

La Compagnie Générale d'Informatique, une des premières sociétés de Services et d'Ingénierie Informatique par son développement et son avance technologique, vous offre l'opportunité d'une formation approfondie.

La diversité des projets sur lesquels travaillent plus de 1 100 collaborateurs répartis en petites équipes vous permettra :

- de varier vos activités et votre environnement,
- d'accéder au métier de consultant de haut niveau.

Quelle que soit votre date de disponibilité, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à CGI, D.I.U.-6, 84 rue de Grenelle - 75007 Paris.



Accumulateurs industriels et conversion d'énergie

Membre d'un groupe international performant, notre société est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation en France de systèmes de conversion d'énergie et d'alimentation de secours dans des domaines très divers : industries, transports, télécoms, hôpitaux, informatique, recherche pétrolière, etc.

Absorbant un montant élevé de notre développement commercial, nous recherchons :

Ingénieur de vente

Diplômé Grande Ecole

pour assurer la promotion et la vente de nos systèmes auprès d'industries, bureaux d'études, administrations et entreprises nationales et de la préparation des cahiers des charges jusqu'à la conclusion des affaires.

Technico-commercial

Diplômé BTS ou DUT

soit en vue d'effectuer particulièrement la préparation et la gestion d'une clientèle d'industries P.M.I./P.M.E., services informatiques, etc.

L'un et l'autre, de formation Electrotechnique/Electronique, doivent disposer d'une première expérience dans la vente de biens d'équipement aux entreprises de l'industrie et de l'équipement de secours dans des domaines très divers : industries, transports, télécoms, hôpitaux, informatique, recherche pétrolière, etc.

La zone d'activité est essentiellement la Région Parisienne.

Nous offrons, après formation, des rémunérations, fixe + intéressement, avantages et l'opportunité d'une équipe de taille humaine ; l'expérience à ce stade, dynamique garantit l'évolution.

Les candidats sont invités à se présenter au siège de la société.

Il sera répondu à toute candidature comportant lettre manuscrite, CV, photo, téléphone, prétentions et détail de disponibilité, adressés à notre conseil, sous réf. 188 M.

G.S.R.

9 Square Hervé Bazin 75150 Le Châtelier, Discretion assurée.

Offre matérielle, proche périphérie EST de PARIS, cherche :

Jeune Chef de service (un an d'expérience) en comptabilité.

Conditions : excellent salaire.

Une bonne formation, présentation parfaite, références : employeur ou client.

Connaissances en anglais appréciées.

Curriculum vitae + photo.

Recevoir : 100 rue de la République, 75001 Paris.

Apr. 8/11 8.000 le Monde Info.

Service ACHATS CLASSEES, 8, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cherche J.H. ou J.F. pour

VENTE POSTERS RETRO

A toutes les types cartons, bouquins, temps partiel, rémunération de l'unité, Tél. : 288-12-07, 8, rue

VENTEUSE ALFRED HELLICQ & FILS département 81, rue de la République, 75001 Paris.

Cherche J.H. ou J.F. pour

VENTE POSTERS RETRO

A toutes les types cartons, bouquins, temps partiel, rémunération de l'unité, Tél. : 288-12-07, 8, rue

VENTEUSE ALFRED HELLICQ & FILS département 81, rue de la République, 75001 Paris.

Cherche J.H. ou J.F. pour

VENTE POSTERS RETRO

A toutes les types cartons, bouquins, temps partiel, rémunération de l'unité, Tél. : 288-12-07, 8, rue

VENTEUSE ALFRED HELLICQ & FILS département 81, rue de la République, 75001 Paris.

Cherche J.H. ou J.F. pour

VENTE POSTERS RETRO

A toutes les types cartons, bouquins, temps partiel, rémunération de l'unité, Tél. : 288-12-07, 8, rue

VENTEUSE ALFRED HELLICQ & FILS département 81, rue de la République, 75001 Paris.

Cherche J.H. ou J.F. pour

VENTE POSTERS RETRO

A toutes les types cartons, bouquins, temps partiel, rémunération de l'unité, Tél. : 288-12-07, 8, rue

VENTEUSE ALFRED HELLICQ & FILS département 81, rue de la République, 75001 Paris.

Cherche J.H. ou J.F. pour

VENTE POSTERS RETRO

A toutes les types cartons, bouquins, temps partiel, rémunération de l'unité, Tél. : 288-12-07, 8, rue

VENTEUSE ALFRED HELLICQ & FILS département 81, rue de la République, 75001 Paris.

Cherche J.H. ou J.F. pour

VENTE POSTERS RETRO

A toutes les types cartons, bouquins, temps partiel, rémunération de l'unité, Tél. : 288-12-07, 8, rue

VENTEUSE ALFRED HELLICQ & FILS département 81, rue de la République, 75001 Paris.

Cherche J.H. ou J.F. pour

VENTE POSTERS RETRO

A toutes les types cartons, bouquins, temps partiel, rémunération de l'unité, Tél. : 288-12-07, 8, rue

VENTEUSE ALFRED HELLICQ & FILS département 81, rue de la République, 75001 Paris.

Cherche J.H. ou J.F. pour

VENTE POSTERS RETRO

A toutes les types cartons, bouquins, temps partiel, rémunération de l'unité, Tél. : 288-12-07, 8, rue

VENTEUSE ALFRED HELLICQ & FILS département 81, rue de la République, 75001 Paris.

Cherche J.H. ou J.F. pour

VENTE POSTERS RETRO

A toutes les types cartons, bouquins, temps partiel, rémunération de l'unité, Tél. : 288-12-07, 8, rue

Emplois Cadres

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Nombre d'exemplaires _____ x 7 F (frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro

5, rue des Italiens 75427-PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

INGENIEUR EN LOGICIEL

Vous avez des connaissances de base en micro-processeurs et vous désirez vous spécialiser dans le logiciel microprocesseur.

Vous êtes débutant ou vous avez quelques années d'expérience.

Vous voulez participer au développement d'une technologie de pointe en plein essor.

Rejoignez l'équipe carte à mémoire du Groupe BULL.

Au sein d'une Division de haute technicité, vous travaillerez dans l'Ouest Parisien (78340 les-Clayes-sous-Bois puis prochainement 78190 Trappes) au développement de logiciel dans la carte CP8, ou pour les terminaux utilisant la carte CP8 - Une connaissance en électronique serait alors appréciée.

Si cette offre vous intéresse, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 3668 M à

Patrick Chailier

Cit Honeywell Bull

Rue Jean Jaurès

78340 les-Clayes-sous-Bois



INGENIEURS OU PROFESSEURS

Pour enseignement :

- Mécanique.
- Physique.
- Chimie.
- Electricité.
- Temps partiel.
- Soirée sous le n° T 066.543 M
- 7, rue de Montmourey, Paris-7.

ÉCOLE PRIVÉE SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION BANQUE PARISIENNE recherche

ENSEIGNANT (E) EN INFORMATIQUE

Pr. un. et dipl. de l'Ét. sup.

Écrire : 815 C.V. sous n° T 066.543 M

RÉGIE PRESSE

7, rue de Montmourey, Paris-7.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**GROUPE NATIONAL
IMMOBILIER DE LOISIRS**
Filiale d'une banque, recherche pour son siège à PARIS 8^e
**CADRE COMPTABLE
HF**

Agé d'environ 30 ans, vous serez chargé de seconder le Directeur comptable dans les domaines suivants :

- L'animation d'une équipe comptable ;
- L'établissement et le contrôle des déclarations fiscales et sociales ;
- L'établissement du bilan consolidé ;
- La coordination des comptabilités décentralisées ;
- L'étude et le développement du système comptable.

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant de bonnes connaissances comptables et fiscales (niveau DEC).
3 à 5 ans d'expérience de préférence en cabinet.
• Esprit d'initiative ; • Bonne connaissance de l'outil informatique.
• Déplacement de courte durée en province à prévoir.

Envoyer votre dossier de candidature lettre, CV, photo et prétentions sous référence 204 à
CONSTRUCTION-RECRUTEMENT
5, rue de Chartres 92332 Neuilly-sur-Seine Cedex
qui traitera votre dossier confidentiellement.

AIR INTER
LIGNES AERIENNES INTERIEURES

Dans le cadre de son nouveau plan de développement recherche pour sa Direction de l'Informatique et des Télécommunications

**MAITRISE
D'INFORMATIQUE**

(4 ans d'expérience)

pour participer à la conception, à la réalisation et à la mise en place de systèmes d'informations mettant en œuvre des techniques de pointe (bureautique, mini et micro informatique, bases de données). Une première expérience dans une société de conseil serait appréciée.

Le candidat devra posséder de réelles capacités de travail en équipe.
Lieu de travail : ORLY
Nombreux avantages sociaux.
Adresser CV, photo, prétentions sous référence 984/M au Service Recrutement des Cadres
1 avenue du Maréchal De Gaulle
91550 PARAY VIEILLE POSTE

**Organisateur
administratif**

Ce poste axé sur la DISTRIBUTION est à pourvoir dans une entreprise du Secteur Alimentaire (C.A. 700 Millions de France), leader sur son Marché.

Vous serez chargé d'étudier l'ensemble des circuits administratifs au sein de la Société et de mettre en place les systèmes informatiques nécessaires.

Vous avez une formation supérieure à dominante administrative, informatique et gestion, plusieurs années d'expérience de l'organisation au sein de sociétés à vocation commerciale et/ou distribution, et possible dans un domaine proche de l'alimentaire.

Votre réussite à ce poste garantira votre avenir au sein de la Société.

Le poste est basé en Région Parisienne.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 408.811 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

**JEUNE PROFESSIONNEL
CONSOLIDATION
ORGANISATION**

Vous avez déjà une première expérience de la consolidation et vous avez le DECS. Nous vous offrons, sous l'autorité du Chef des Services Comptables, la responsabilité entière de la Consolidation des 45 sociétés industrielles et de distribution qui constituent notre Groupe.

En outre, il assurera la conception et la mise en œuvre de l'ensemble des procédures comptables.

Une grande compétence professionnelle, autant que le sens des contacts, sont des atouts pour réussir à ce poste.

Lieu de travail : PARIS-ETOILE.

Envoyez C.V. et prétentions sous réf. 1847-M à Mamriges qui transmettra.

Mamriges

1, rue d'HAUTEVILLE - 75018 PARIS

**FILIALE FRANÇAISE
D'UN GROUPE CHIMIQUE
DE PREMIER PLAN**

**Chef du Service
comptable
ET DU CONTRÔLE DE GESTION
HF**

pour son siège de la région Parisienne. En dehors de la supervision d'un service comptable de 16 personnes, la fonction comporte principalement le développement de systèmes de gestion informatisés, le management reporting et le suivi de la trésorerie.

Le candidat aura une formation de type Ecole de Commerce, complétée par une formation comptable.

Il aura acquis une expérience de quelques années en audit ou en entreprise.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Candidatures à envoyer
ICI SOPHA - Service du Personnel
8, Avenue Rémur - 92142 CLAMART

**Au sein d'une équipe
d'études statistiques
commerciales**

Vous contribuerez dans un premier temps à l'élaboration d'une base de traitement informatique des données. Par la suite, vous participerez activement à la recherche et à l'interprétation économique.

Vous avez une formation supérieure - Vous avez des contacts et votre esprit d'équipe seront des atouts pour votre réussite, au sein de notre importante société de négoce international.

Anglais indispensable.

Lettre manuscrite et CV sous référence 8361 (mentionnée sur l'envoi), avant d'adresser à Média-System.

104 rue Rémur 75002 Paris.

Notre société (3 500 personnes) jouit, dans le domaine des techniques avancées, d'une notoriété internationale. Nous recherchons un

**Adjoint à la
direction commerciale**

Ingénieur de formation (MINES, CENTRALE ou équivalent), il se verra confier dans un premier temps des actions précises qui lui permettront de se former à nos techniques, d'appréhender nos méthodes et de se familiariser avec notre organisation. Progressivement, il devra déléguer une autonomie de plus en plus large et mettre en valeur un sens des relations, de l'animation et de la communication.

Ce poste, qui est proposé à un jeune diplômé ayant quelques années d'expérience Technico-Commerciale, procure des satisfactions intellectuelles et matérielles certaines.

Il permettra au titulaire de se construire parmi nous un avenir de tout premier plan. Une très bonne pratique de l'anglais est souhaitable.

La base de travail se situe en proche banlieue Nord-Ouest de Paris. Merci d'adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée, sous référence F/180, à notre Conseil.

PHB conseil
CHIFFRE
EQUATION
PARIS LYON

71, bd de Sébastopol - 75002 PARIS

GROUPE INDUSTRIEL

AYANT SON SIEGE A PARIS 10^e

recherche

DIRECTEUR ADJOINT

CHARGE DE LA COORDINATION DES DIFFERENTS SERVICES DU GROUPE

Ce poste s'adresse à un bon généraliste, dynamique, ayant autorité, bon gestionnaire, pouvant justifier d'une expérience de quelques années de Secrétaire Général ou emploi similaire en Entreprise.

Son rôle de COORDINATEUR demandera au candidat sélectionné d'être capable de prendre des initiatives et d'en déléguer les applications en les contrôlant dans les faits.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, présent, et photo à N. 4000 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

filiale du groupe Pechiney

recherche

POUR SON SIÈGE SOCIAL A LA DÉFENSE

UN(E) JURISTE

hautement qualifié(e) en Droit des affaires (DEA ou DES) possédant obligatoirement 5 à 10 années d'expérience professionnelle dans les Affaires Industrielles.

Ce juriste, de 35 ans environ, dépend du Directeur Administratif et Financier et est chargé :

- De la rédaction de contrats, et du traitement des dossiers contentieux (Français et étrangers) ;
- Du droit des Sociétés - Conseils et Assemblées - Fusions... ;
- Droit Immobilier - Assurances - Droit du Travail.

Envoyer C.V. + photo sous réf. T 066.575 M
Régie-Pressa, 7, rue de Montesson, PARIS-7^e.

Nous sommes une société internationale basée à Paris. Nous mettons à la disposition de nos clients, par téléphone, une information triée et traitée par 150 spécialistes.

Nous recherchons un (e) jeune diplômé (e) titulaire d'une

**maîtrise
en sciences**

(Electronique ou Electrotechnique...)

Vous êtes dynamique, vous vous passionnez pour les nouvelles technologies, nous vous offrons un travail varié et formateur. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyez votre C.V. détaillé à
SVP - Mme E. LIPUSCEK
54, rue de Monceau
75008 Paris



**GROUPEMENT INTER-
ASSEDIC**
ILE DE FRANCE II
équipe d'un important
système DPS 8/70 et de
500 terminaux, recherche

**administrateur
de base de données**

rattaché au groupe système, il aura à gérer les données des prestations d'allocation ainsi que les données d'encaissement.

La personne que nous souhaitons rencontrer aura une bonne connaissance de base de données sur DPS 8, sera capable de concevoir une base, évoluera aisément dans les relations à tous niveaux.

Nous vous proposons un travail technique stimulant, un salaire motivant et des avantages sociaux.

Lieu de travail : MALAKOFF (92)
Envoyez lettre manuscrite, CV et prétentions
à réf. 0150 - ERIANA CARRASCO
TASCO GESTION
124 rue Lafayette - 75010 PARIS

Un important Bureau d'Etude en AMENAGEMENT et EN URBANISME recherche pour son Siège à PARIS

ingénieur

TRANSPORTS ET CIRCULATION

Diplômé d'une GRANDE ECOLE scientifique

il aura la responsabilité d'études concernant la circulation générale et des transports publics, au niveau :

• de la conception et de l'organisation des réseaux et des dispositions d'infrastructures, et de l'exploitation de la voirie, compte-tenu des contraintes spécifiques liées au fonctionnement des transports en commun de surface.

Ce poste nécessite une imagination concrète, une expérience réussie d'au moins 5 ans dans l'Administration ou un Bureau d'Etude et implique des contacts à haut niveau.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2428 à Organisation et Publicité
2, rue Marégo - 75001 PARIS, qui transmettra.

BANQUE PRIVEE - PARIS 8^e
Filiale d'une grande Banque Française

recherche

**Assistant
administratif
change**

GRADE III-IV

Back Office - Contrôles comptables

Déclarations Banque de France - DGD1

Aptitudes comptables confirmées.

Bonnes connaissances des procédures comptables du Service Change.

Poste évolutif.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite à RECOR (Département Recrutement bancaire et financier),
37 rue d'Amsterdam
75008 Paris.



**IMPORTANT BUREAU D'ETUDES
EN URBANISME**
recherche pour son siège social à Paris

ECONOMISTE

Ingénieur Grande Ecole Scientifique (CENTRALE, MINES, ENPC, ENSAM, ICAM...), il aura également une solide formation économique (DESS Dauphine, SCIENCES-PO, Ecofi...).

Spécialiste en AMENAGEMENT URBAIN et en GESTION DES ENTREPRISES, il réalisera les études centrées sur le développement des activités économiques dans un contexte régional et sera un conseil actif auprès des collectivités locales.

Une pratique de 5 à 10 ans acquise dans une chambre de commerce, un syndicat professionnel ou un bureau d'études, est nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2430 à ORGANISATION ET PUBLICITE
2, rue Marégo - 75001 PARIS, qui transmettra.

NOUS RECHERCHONS

**UN CADRE
BANCAIRE**

Exploitant confirmé

Capable de prendre la responsabilité de la création et du fonctionnement d'une base de données sur certaines réglementations du crédit, à l'usage des exploitants bancaires.

Ecrire sous réf. T 066.546 M Régie-Pressa,
7, rue de Montesson, PARIS-7^e.

**SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN TÉLÉINFORMATIQUE
ET LOGICIEL DE BASE**
recherche pour ses activités et celle de ses clients

**INGÉNIEURS
INFORMATIENS (NES)**

EXPERTS : Professionnels de haute technicité ayant des connaissances en téléinformatique (architecture de réseaux, protocoles de transmission...) et possédant une réelle expérience d'encadrement.

INGÉNIEURS D'ETUDE : 2 ans d'expérience minimum, connaissances réelles des logiciels de base et réseaux souhaités.

Adresser C.V. à ARN INFORMATIQUE,
60-64, rue du Rendez-Vous, 75012 PARIS.



**Société de composants électroniques
LEADER EUROPÉEN dans sa spécialité**
recherche

**INGÉNIEURS
TECHNICO-CIAUX**
pour l'exportation.

- Formation technique supérieure demandée - Anglais et Allemand courant indispensables - 1ère expérience de vente souhaitée.

Possibilité d'évolution intéressante pour candidats de valeur.

Envoyer C.V. et prétentions
101, rue Philibert Hoffmann
93116 ROSNY-sous-BOIS

0150 01520

27/11/80

ANNONCES CLASSEES			ANNONCES ENCADREES		
OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.T.C.	OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	83,00	98,44	DEMANDES D'EMPLOI	47,00	55,74
IMMOBILIER	25,00	28,66	IMMOBILIER	14,00	16,60
AUTOMOBILES	58,00	66,42	AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	58,00	66,42	AGENDA	36,00	42,70
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50			

OFFRES D'EMPLOIS

IMPRIMERIE DYNAMIQUE
renforce son équipe
de **COMMERCIAUX** sur Paris

recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Formation ou expérience graphique exigée.
Rémunération motivante avec intéressement aux résultats.

Ecrire sous n° T 066.524 M - REGIE PRESSE
7, rue de Montigny, PARIS-7.

CAMBISTE - PARIS

Un important Groupe Bancaire recherche
1 cambiste confirmé
pouvant justifier de 3 à 5 ans d'expérience
dans une banque active sur le marché, possédant un bon niveau d'anglais.

Adressez C.V. sous réf. 3190/JIN à :
Monsieur ALEXANDRE
40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS

ORGANISME de FINANCEMENT
du LOGEMENT SOCIAL
offre situation stable à

COLLABORATEUR

au sein de sa

DIRECTION ETUDES

B.O.O.
78, CHAMPS-ÉLYSÉES
recherche pour
U.S.A. ET PARIS
Ingénieurs
LOGICIELS
pour expérience
TELECOM

Tél. : 389-17-86, p. 430.

Tout jeune Groupe à succursales multiples du secteur pétrolier à très forte expansion offre la poste de

RESPONSABLE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Sous l'autorité du directeur général, il (elle) sera chargé(e) principalement :

- de la comptabilité de groupe,
- du suivi de la trésorerie,
- du suivi administratif.

Le candidat qui sera âgé de 28 à 35 ans, aura le D.E.S. devra avoir acquis une réelle expérience du traitement de la comptabilité sur micro-informatique.

Nous n'avons rien d'autre à offrir, pour l'instant, qu'une rémunération décente, si ce n'est des perspectives réelles d'évolution du poste et des responsabilités.

Avez-vous-même C.A. 1983 25 millions C.A. 1984 entre 120 et 150 millions prévus.

Si notre proposition vous intéresse, rejoignez notre petite équipe en adressant votre candidature, C.V. et photo et références s/réf. 8578 à P. LICHOU S.A., BP 220, 75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

STE D'EXPERT, COMPTABLE
recherche

COLLABORATEURS CONFIRMES

- 2 ans expérience minimum.
- Formation.
- D.E.C.B., S.T.S. ou D.E.C.S. + maîtrise en droit.

Env. C.V. + photo + ph. à :
FROUJARD GEORGE V
165, rue du St-Honoré,
75008 PARIS.

Paris

Société française en plein développement

comptable client

Vous prendrez en charge le suivi des recouvrements.
Vous pratiquerez l'informatique et maîtriserez l'anglais.
Vous avez un BTS et 1 ou 2 ans d'expérience.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 683-10 à notre Conseil :

ONOMA 26 rue de Berri 75008 PARIS
(confidentialité, réponse assurée)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de TRANSPORT
QUARTIER DÉFENSE

recherche

AUDITEUR INTERNE

(Bouteille) 30 ans minimum pour contrôle des opérations commerciales FRANCE Expérience d'un poste similaire indispensable.

Adressez C.V. et références sous n° 22.034, réf. à parer sur enveloppe à La Publicité Française 23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra.

Le candidat aura une formation supérieure (Bachelier Sciences Eco, Sciences Po, ou équivalent) et une expérience de quelques années dans le secteur du logement social.

- Il devra posséder des capacités de rédaction, d'analyse, de synthèse et une bonne capacité d'écoute.
- Il possèdera de bonnes facultés de contacts humains et une facilité d'adaptation.

Après formation, il aura l'entière responsabilité de son secteur d'activité.

POSITION CADRE

Ad. lettre manuscrite + C.V. indiquant dates mais perso sous référence 8.290 à

B.E.O.
3, rue Téhéran, 75006 PARIS.

L'Agence nationale pour l'insertion de la promotion des travailleurs d'origine non-européenne pour renforcer l'équipe pluridisciplinaire de la Direction des affaires sociales, à son siège social de PARIS

recherche

UN ASSISTANT(S) SOCIAL(S) SPÉCIALISÉ(S) en système mensuel, scolaire et sportif.

Conditions :

- Être titulaire du DE (l'assistant social).
- Justifier d'une expérience professionnelle de 5 ans.
- Avoir une expérience de travail social international.
- Avoir une bonne connaissance des populations des DOM-TOM.
- Avoir si possible le diplôme de moniteur-éducateur de stage.

Adressez C.V., lettre manuscrite et références à l'ANT, Service du personnel 3, rue Téhéran, 75006 Paris.

automobiles

ventes

de 12 à 16 C.V.

Particulier vend 806 871 gré gris métallisé, 21.000 km, mail 53, T.O., automatique jantes alliage, sièges cuir beige, 70.000 F, 233-66-18 p. 83.

CITROEN CX GTI

6/83 déc. neuf, 11.000 km, cause mutuel, 533-88-84 h. h.

ETS PUBLIC, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
recherche

ADJOINT AU RESPONSABLE DE LA POLITIQUE FINANCIÈRE

diplômé d'une grande Ecole de Gestion (HEC, ESCP, ESCP...) ou d'une grande Ecole d'Ingénierie.

- Connaissance juridique comptable.
- Expérience indépendante d'un poste 5 années dans le domaine de la gestion.

Adressez C.V. photo, références à :
CSTE, 4, Av. de Racine-Pascari - 75016 PARIS.

Burmah Société multinationale en expansion recherche

INGENIEUR PAPETIER

pour la promotion et l'application de produits spéciaux pour la papeterie.

Première expérience industrielle souhaitable. Connaissance de l'anglais appréciée.

Ecrire à BURMAH FRANCE - B.P. 9 78230 LE PECOQ

BANQUE PRIVEE - PARIS 8ème
Fille d'une grande Banque Française recherche son

Cadre responsable service étranger

Il devra être parfaitement au courant de toutes les opérations du Service :

Change - Tarifs - Import - Export
Avances ou devises, devises titres, et de leur comptabilisation.

Merci d'adresser votre C.V., lettre manuscrite à RECOR (Département Recrutement bancaire et Financier),

RECOR 37 rue d'Amsterdam 75008 Paris.

CABINET DE PRESTATIONS DE SERVICES
recrute

CHEF COMPTABLE

Titulaire du B.P. ou D.E.C.S.

Maîtrisant parfaitement le domaine comptable (comptabilité générale, informatique et analytique), pouvant diriger une petite équipe. Ce poste requiert une grande capacité de travail, la faculté de s'adapter rapidement, un esprit précis et rigoureux.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et références s/réf. 1833 M (à noter sur l'enveloppe) à : l'Agence AFFLUENTS - 49, avenue Trudaine 75008 PARIS - qui transmettra.

CANDIDATURE SPONTANÉE EN B.D.
POUR KALEIDOSCOPE MAN

C'EST QUOI UN KALEIDOSCOPE MAN ?

C'EST QUOI UN KALEIDOSCOPE MAN ?

DIAGNOSTIC
INVESTISSEMENT
PUBLICITÉ
DISTRIBUTION
COMMERCE INTERNATIONAL
POLYVALENTE
47 ANS.

ÇA SE FABRIQUE COMMENT UN KALEIDOSCOPE MAN ?

COMME ÇA...

THE LONDON SCHOOL OF ECONOMICS
LONDON SCHOOL OF ECONOMICS
ENGLISH ? DEUTCH ? ITALIANO ? ESPAGNOL ? CHINOIS ? ARABIC ? JAPONAIS ? ETC...

HI SWAN... HI LILIAN... HI TOSHI...

BERKELEY BUSINESS SCHOOL

- ET ÇA MÈNE À QUOI TOUT ÇA ? -

A LA PUBLI...
5 ANS DIRECTION DE CLIENTÈLE ET DIRECTION D'ÉTUDES DANS LA PREMIÈRE AGENCE FRANÇAISE DE PUBLICITÉ.

A LA VPC...
4 ANS DIRECTION DÉVELOPPEMENT DANS LA DEUXIÈME SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE VENTE PAR CORRESPONDANCE.
30 76 D'Augmentation du C.A.

AU COMMERCE INTERNATIONAL...
4 ANS DIRECTION 14 FILIALES, ACHATS, VENTES, DANS LA PREMIÈRE CHAÎNE AMÉRICAINE DE DISTRIBUTION.
C.A. ACHAT : DOUBLÉ. C.A. VENTE : 0 A 25 MILLIONS DE FRANCS.

A LA DIRECTION GÉNÉRALE...
5 ANS A LA TÊTE DE DEUX SOCIÉTÉS D'UN GROUPE INTERNATIONAL.

SKIS : 1 USINE, 60 VENDEURS.
C.A. 40 MILLIONS

VERRES DE LUNETTES : 2 USINES
6 FILIALES, 90 VENDEURS.
C.A. 120 MILLIONS

A L'IMPORT-EXPORT...
DEPUIS DEUX ANS, DIRECTEUR D'UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'IMPORT-EXPORT.

LE KALEIDOSCOPE MAN C'EST ERIC RONE.
CONTACTEZ-LE AU 333-70-10
OU ÉCRIVEZ-LUI 20 TER RUE DE BEZONS 92400 COURBEVOIE.

ET IL VISE QUOI MAINTENANT LE KALEIDOSCOPE MAN ?

VALORISER SES COMPÉTENCES KALEIDOSCOPIQUES.
UNE ENTREPRISE EFFERVESCENTE EN DÉVELOPPEMENT.
DE NOUVEAUX PRODUITS À LANCER.
DE NOUVEAUX MARCHÉS À CONQUÉRIR.
UN POSTE DE DIRECTION.
DE GRANDES RESPONSABILITÉS.
UN NOUVEAU CHALLENGE.
UN HORIZON INTERNATIONAL.

D'EMPLOIS

actif

une équipe
tistiques
erciales

JURISTE

Assistant
administratif
change

ECOR

RADIAL

INGÉNIEURS
TECHNICO-COMMERCIAL

	La figure	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	7,00
OFFRES D'EMPLOI	14,00
DEMANDES D'EMPLOI	16,00
IMMOBILIER	36,00
AUTOMOBILES	36,00
AGENDA	36,00

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIRECTEUR GENERAL D'ENTREPRISES MULTINATIONALES pendant 10 ans, 47 ans. Maîtrise de Droit, Anglais courant. Expérience importante dans direction des relations publiques, grande société et dans fédération professionnelle. RECHERCHE poste de délégué général d'une fédération professionnelle ou de directeur d'un département des relations publiques. Tout secteur d'activités accepté. PARIS, R.P. (Section BCO/GR 531).

J. F. 27 ans, D.E.S.S. de Psychologie + Stage Gestion personnel + DEUG de Droit, Anglais, allemand. Stage entreprise (recrutement, formation). Petite expérience en PME (contact clientèle, formation à l'information...). Goût du travail en équipe, grande disponibilité. RECHERCHE situation dans entreprise désirant renforcer son département personnel. Paris, Région parisienne (Section BCO/JCB 532).

INGENIEUR AERONAUTIQUE, 39 ans, anglais, allemand, espagnol courants. 11 ans d'expérience commerciale, marketing produits industriels haute technologie. Machine-outil. RECHERCHE poste de représentation produits commerciaux en France. Paris, R.P. (Section BCO/JCB 534).

CADRE COMMERCIAL, 34 ans, formation Supérieure, trilingue anglais, allemand, 10 ans d'expérience Edition France et Etrangère. Promotion, vente, suivi commercial. RECHERCHE poste de représentation produits commerciaux en France. Paris, R.P. (Section BCO/JCB 534).



ECRIRE OU TELEPHONER :
12, rue Blanche, 75438 PARIS CEDEX 05
Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.

JEUNE FEMME, 26 ANS RESPONSABLE COMMERCIAL

CHERCHE ENTRETIEN ET CONTACT AVEC RESPONSABLE COMPETENT COMPAGNIE AERienne

Téléphone : 885-30-01.

Directeur général d'une société AFRIQUE 4.000.000.000 CFA chiffre affaires, 150 salariés, formation expertise comptable, recherche situation Afrique francophone.

Ecrire sous le n° 3.506 le Monde Pub. services ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, Paris-9.

propositions diverses
L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous et à tous avec ou sans diplôme. Des demandes de documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIERES (2-18) S.P. 402 - 08 PARIS.

traduction demandée
J.F. 22 ans, chât. A.E.S. cherche emploi étude mark. rég. caribéenne du Géorgie. 1 an exp. qual. et quant. Tél. : H.S. (3) 818-34-71.

secrétaires

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Un Directeur financier d'un important groupe de presse à Paris recherche collaboratrice de premier ordre

- Niveau BTS maîtrisant parfaitement steno et dactylo, habitude des chiffres.
- 28 ans minimum
- Contact à haut niveau nécessitant diplomatie et aisance des contacts, solidité personnelle et bagage culturel requis.

Envoyer lettre manuscrite, photo, CV et prétentions sous n° T 66 562 M, RÉGIE PRESSE - 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

formation professionnelle

INGÉNIEURS DIPLOMÉS
pour votre CONCÉ INDIVIDUEL DE FORMATION pour LE PLAN DE FORMATION de votre entreprise

Avez-vous pensé au stage conventionné DOUBLES COMPÉTENCES ÉLECTRONIQUE - INFORMATIQUE de l'ISEP

Ecrire ISEP (Institut Supérieur d'Électronique de Paris) année spéciale - 21, rue d'Assas, 75270 PARIS Cedex 06. Téléphone : 548-24-87.

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt
Turenne-Saintonge
3 chambres, 140 m², 1.600.000 F.
DORVILLE 824-83-33.

4^e arrdt
PLACE DES VOSGES (PRES)
DUPLEX 280 m² R-DE-CL.
DORDON 824-83-33.

5^e arrdt
MARSAIS SÈL + CHÈRE
Paris, 12^e arrdt, 140 m², 450.000 F.
DORDON 824-83-33.

6^e arrdt
RUE DES ÉCOLES
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

MAUBERT
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

MONTE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

7^e arrdt
DUROC
2 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

8^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

9^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

10^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

11^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

12^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

13^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

14^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

15^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

16^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

17^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

18^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

19^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

20^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

21^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

22^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

23^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

24^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

25^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

26^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

27^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

28^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

29^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

30^e arrdt
RUE DE LA VILLE
3-4 p., 2 ch., en duplex, imm.
DORDON 824-83-33.

locations non meublées

Paris
QUARTIER LATIN
Studio rénové, 2 pièces, 20 m², 300.000 F.
DORDON 824-83-33.

Paris
PROX. M^o ST-MAUR
12, RUE DES BUIES
DORDON 824-83-33.

Paris
APARTEMENTS NEUFS
2, 3, 4 pièces STAND-UP
DORDON 824-83-33.

Paris
locations non meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

locations non meublées

Paris
QUARTIER LATIN
Studio rénové, 2 pièces, 20 m², 300.000 F.
DORDON 824-83-33.

Paris
PROX. M^o ST-MAUR
12, RUE DES BUIES
DORDON 824-83-33.

Paris
APARTEMENTS NEUFS
2, 3, 4 pièces STAND-UP
DORDON 824-83-33.

Paris
locations non meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

locaux commerciaux

Paris
A LOUER
appt plein centre de
LYON-ARCHEVÊQUE
DORDON 824-83-33.

Paris
PROX. M^o ST-MAUR
12, RUE DES BUIES
DORDON 824-83-33.

Paris
APARTEMENTS NEUFS
2, 3, 4 pièces STAND-UP
DORDON 824-83-33.

Paris
locations non meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

maisons de campagne

Paris
A LOUER
appt plein centre de
LYON-ARCHEVÊQUE
DORDON 824-83-33.

Paris
PROX. M^o ST-MAUR
12, RUE DES BUIES
DORDON 824-83-33.

Paris
APARTEMENTS NEUFS
2, 3, 4 pièces STAND-UP
DORDON 824-83-33.

Paris
locations non meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

Paris
locations meublées
demandes

C.E.E.

Le contentieux agricole entre la RFA et la France rebondit

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Les Allemands vont-ils remettre en cause, lors du conseil européen de Fontainebleau des 25 et 26 juin, le programme de réduction des montants compensatoires monétaires (MCM) qui figurait dans l'accord agricole conclu entre les Dix le 31 mars 1984? L'hypothèse n'est pas à exclure après le refus de la Commission européenne, annoncé le 18 juin devant les ministres de l'agriculture réunis à Luxembourg, d'accepter les modifications d'application de ce programme qui sont demandées par le chancelier Kohl. Les Français et les Néerlandais ont vivement critiqué la position allemande.

Le 31 mars, la RFA a accepté d'abaisser de 5 points ses MCM à compter du 1^{er} janvier 1985. Les montants, qui jouent comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation, gênent la France. Ce démantèlement entraînerait une baisse d'environ 5 % des prix garantis payés aux agriculteurs allemands. Pour atténuer l'effet sur leurs revenus, il avait été décidé de leur verser, toujours à compter du 1^{er} janvier 1985, un abattement de 3 % sur la TVA.

La demande

du chancelier Kohl

Le chancelier Kohl, mettant en avant une baisse du revenu agricole allemand, a demandé, voici une quinzaine de jours, à la Commission de proposer au conseil que cet abattement soit porté à 5 % et qu'il prenne effet à partir du 1^{er} juillet 1984. M. Kohl expliquait, sans prendre beaucoup de précautions, que la position de la RFA dans les négociations en cours risquait de se durcir si la Commission ne lui donnait pas satisfaction.

Celle-ci, dans une réponse au ton très mesuré, après avoir constaté

que la plupart des Etats membres sont confrontés à des difficultés comparables à celles que rencontre l'agriculture allemande, estime que le pacte du 31 mars 1984 constitue un tout, aussi bien en ce qui est une réforme fondamentale du secteur laitier qu'à propos du démantèlement rapide des montants compensatoires. Elle n'exclut pas la possibilité d'avancer la date d'application au 1^{er} juillet prochain, mais rejette l'idée de relever de 3 % à 5 % le taux de l'abattement fiscal.

« La France est très irritée par cette position allemande. Les Allemands ont été les premiers à réclamer avec insistance une politique moins coûteuse, et maintenant ils demandent des aménagements qui se traduiraient par des dépenses supplémentaires. C'est illogique », a déclaré M. René Souchon, secrétaire français à l'agriculture.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

De nouveaux affrontements violents ont opposé les mineurs grévistes et la police

De notre correspondant

Londres. — Alors que les négociations entre les mineurs et la direction des charbonnages sont toujours interrompues depuis la semaine dernière, de nouveaux incidents particulièrement violents se sont produits, le 18 juin, à Orgrave, dans le Yorkshire, devant un dépôt de charbon qui continue de ravitailler une aciérie de la région malgré la présence de piquets de grève. Dans une bousculade, M. Arthur Scargill, le président de l'Union des mineurs (NUM), a été légèrement blessé et a dû être hospitalisé de lundi à mardi matin. Cela n'a fait qu'accroître la tension dans ce conflit qui dure depuis le 12 mars, soit plus de quatre semaines. Deux mineurs ont été tués, l'un en mars dans une échauffourée entre grévistes et non-grévistes, l'autre le 15 juin dans un accident de la circulation par un camion transportant du charbon que les membres d'un piquet de grève tentaient d'arrêter.

Selon la police, les événements qui viennent d'avoir lieu à Orgrave

sont les plus graves dans un conflit de ce genre depuis quarante ans. Les Britanniques n'ont guère l'habitude de la violence en pareilles circonstances, mais cette fois les manifestants ont bombardé les policiers à coups de briques et les forces de l'ordre ont riposté en utilisant des matraques, ce qui est particulièrement rare. Les grévistes étaient venus nombreux à Orgrave — qui avait déjà été les semaines précédentes le théâtre de durs affrontements — parce que le syndicat des mineurs veut bloquer ce dépôt et faire ainsi un exemple dans sa tentative de paralyser complètement l'approvisionnement en charbon dans l'ensemble du pays, démarche vaine jusqu'à présent.

Une certaine de manifestations ont été arrêtées. Quatre-vingts personnes ont été blessées, mais aucune grièvement. M. Scargill a été victime d'un choc à la tête. Il prétend qu'un policier l'a frappé avec son bouclier, mais les dirigeants de la police affirment qu'il a été seulement bousculé et a été assommé en tombant lourdement sur le sol. L'un des responsables du service d'ordre n'a pas hésité à déclarer que la présence de M. Scargill dans une telle manifestation tenait de la « provocation », accusation qui a soulevé de multiples protestations. — F. C.

■ Baisse de la production industrielle. — Malgré la grève des mineurs, la production industrielle britannique n'a diminué que de 0,2 % en avril, la baisse de la production houillère ayant été compensée, dans une large mesure, par l'amélioration de l'activité manufacturière. De plus, la baisse intervenue en mars, évaluée à 1,4 %, a été révisée à 1 %. Pour les trois derniers mois, de février à avril, pris dans leur ensemble, la production industrielle est en régression de 1,5 % par rapport au trimestre précédent mais reste au-dessus de 2,5 % sur la période correspondante de 1983.

A LA CONFÉRENCE DE CARTAGÈNE

Onze pays latino-américains vont tenter de définir une position commune sur le paiement de leur dette extérieure

Bogotá. (AFP). — Les vice-ministres des finances et des affaires étrangères des onze pays les plus endettés d'Amérique latine se sont réunis, ce mardi 19 juin, à Cartagène, port du nord de la Colombie, pour préparer la conférence qui aura lieu les 21 et 22 juin au niveau des ministres.

Le Mexique, la Colombie, le Brésil et l'Argentine, qui sont à l'origine de cette conférence, ainsi que l'Équateur, le Venezuela, le Pérou, le Chili, la Bolivie, l'Uruguay et la République dominicaine sont présents à Cartagène pour une réunion qui met dans l'expectative les milieux financiers et économiques internationaux, hantés par l'idée d'un « cartel des endettés ».

Il est évident que ces pays vont chercher les moyens de rendre moins douloureux le paiement d'une dette globale de près de 350 milliards de dollars. Mais la Colombie, en sa qualité d'hôte, entend jouer un rôle de modérateur dans les débats, d'autant plus que sa dette extérieure (10,5 milliards de dollars) est sans commune mesure avec celle du Brésil (100 milliards), celle du Mexique (83 milliards) ou celle de l'Argentine (43,6 milliards). Cette dernière a rejeté le programme d'austérité que veut lui imposer le FMI (Fonds monétaire international). Quant à la Bolivie, on sait qu'elle vient de se déclarer provisoirement en cessation de paiement.

Pour sa part, le Venezuela refuse de négocier directement avec le FMI le rééchelonnement de sa dette extérieure de 34 milliards de dollars et cherche à passer un accord avec les organismes bancaires créanciers. Il se dit en désaccord avec le FMI sur les exigences d'austérité et de rigueur budgétaire qu'il réclame. Le FMI n'en a pas moins délivré son

certificat de bonne conduite à Caracas, ce qui inquiète certains des participants à la réunion de Cartagène. Ceux-ci y voient une manœuvre de diversion du mouvement de défense des pays latino-américains.

Il n'empêche que, selon un expert colombien participant à la réunion de préparation de la conférence, les différences de situation entre les divers pays rendent difficile la mise au point d'une position commune. Le plus important d'entre eux, le Brésil, s'estime quant à lui victime du protectionnisme des pays industrialisés. Il se déclare opposé à la création d'un club des pays débiteurs, mais voudrait que les autres participants à la conférence s'associent à sa protestation concernant le protectionnisme.

Au Japon

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE CONTINUE SUR SA LANCÉE

La croissance économique au Japon a enregistré une augmentation de 3,7 % en termes réels au cours de l'année budgétaire 1983 (avril 1983-mars 1984), dépassant l'objectif gouvernemental fixé à 3,4 %, a annoncé l'agence de planification économique.

Ce résultat est dans la lignée des 3,3 % d'augmentation pour l'année budgétaire 1982, après deux années consécutives de très faible croissance. Le produit national brut a atteint 212 784,9 milliards de yens (921,1 milliards de dollars). La reprise est largement basée sur les exportations qui progressent de 9,4 % sur la période, alors que les importations restent stables, avec une hausse de 0,3 % seulement par rapport à l'année budgétaire 1982.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ best + worst	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-UL	1,4628 8,4640	+ 40 + 60	+ 36 + 110	+ 75 + 175
3 m.	1,5047 6,5078	+ 11 + 41	+ 36 + 75	+ 28 + 130
Yen (100)	3,6294 3,6318	+ 125 + 280	+ 325 + 375	+ 1080 + 1135
DM	3,6732 3,6747	+ 166 + 175	+ 325 + 340	+ 970 + 1015
Franc	2,7181 2,7294	+ 139 + 150	+ 270 + 285	+ 795 + 835
£ S. (100)	15,0811 15,0867	+ 44 + 130	+ 116 + 210	+ 80 + 395
FF	3,6772 3,6797	+ 267 + 260	+ 478 + 580	+ 1485 + 1515
L (1000)	4,9468 4,9486	+ 144 + 130	+ 272 + 235	+ 865 + 765
£ (1 000)	11,8821 11,8840	+ 318 + 362	+ 540 + 625	+ 1630 + 2280

TAUX DES EUROMONNAIES

	11 9/16	11 11/16	11 3/8	11 1/2	11 7/16	11 9/16	11 13/16	12 5/16
SE-UL	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
3 m.	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
Yen (100)	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 3/4	11 3/8	11 7/8	12 1/2	12 1/2
DM	3	3 1/2	4 3/8	4 1/2	4 5/16	4 7/16	4 1/2	4 5/8
£ S. (100)	34 1/2	35 1/2	34 7/8	35 3/8	35	35 1/2	36	36 3/8
FF	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
£ (1 000)	12	12 1/4	12 1/8	12 3/8	12 7/16	12 11/16	13 5/8	13 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fin de journée par une grande banque de la place.

Peu de constructeurs sont obligés de fabriquer des produits aussi sophistiqués que les roulements d'aéronautique. SKF en fait partie.

Dans le domaine de la technologie du roulement, il n'existe pas aujourd'hui d'installations comparables au Centre de Recherches SKF aux Pays-Bas combiné avec le Centre SKF des États-Unis.

La "famille" SKF dans le domaine de la technologie aéronautique réunit des noms tels que : ADR roulements de cellule et d'instruments de bord, Transrol vis à billes et à rouleaux, Sarma éléments de commandes de vol.

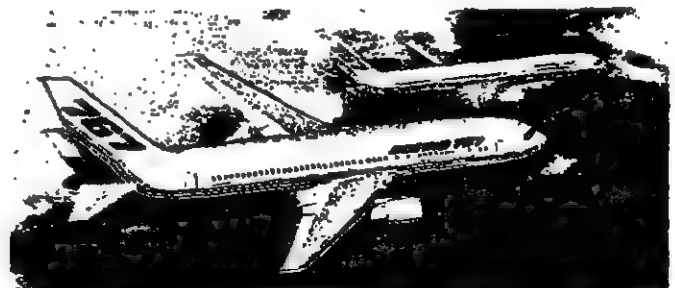
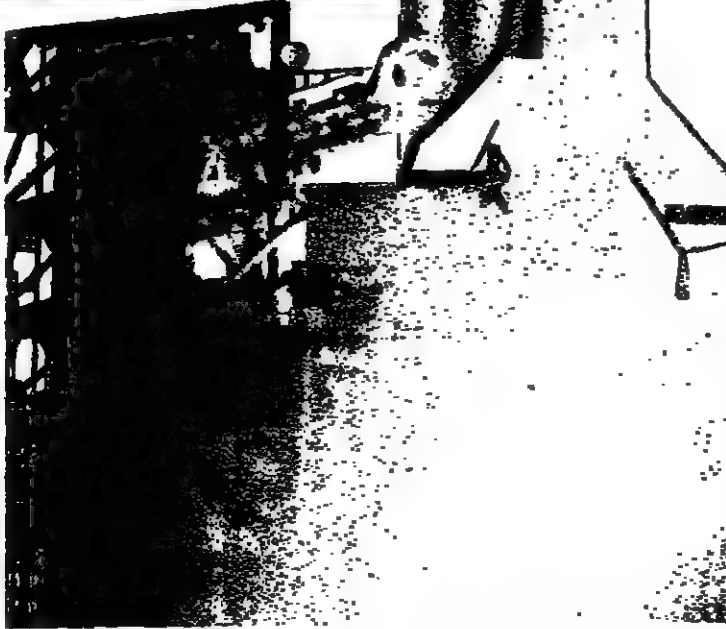
“En matière de haute performance et de fiabilité, même le plus simple composant exige, dans sa technologie et ses aptitudes, un engagement jusqu'aux limites du possible.”

Le long périple de la Floride à la Californie

Lorsque la NASA procède au lancement de l'atterrissage Columbia-Challenger, un nouveau concept de maturation : un vaisseau spatial réutilisable effectuera régulièrement des liaisons avec des structures, voire des assemblages bûches dans l'espace.

Pendant son voyage de retour vers la terre, le vaisseau, dépourvu d'énergie motrice, ne dépend que de ses qualités aérodynamiques, et des forces physiques, dues au frottement et à la pesanteur, pour ralentir sa course jusqu'à la vitesse permettant d'atterrir en sécurité.

SKF a participé au développement de deux systèmes vitaux fournis par le Sudam Advanced Technology Group : les groupes auxiliaires (APU) de la navette et son système de direction et de freinage. Les groupes auxiliaires sont de petites turbines. Il y a deux sur la fusée et trois sur la navette. En vol, ils actionnent les équipements hydrauliques, les commandes de vol, initient les opérations d'atterrissage et manoeuvrent le train. L'arbre de chaque groupe auxiliaire est muni de deux roulements SKF à contact oblique tournant à

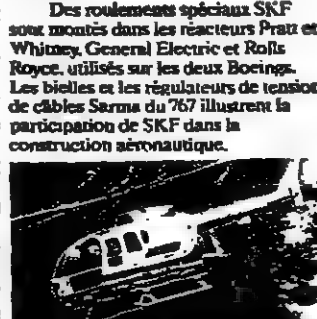


Dans la famille des Boeing, des jumeaux qui se ressemblent peu

La mise en service commerciale, à cinq mois d'intervalle des Boeing 767 et 757 - jumeaux de haute technologie - a consacré un programme de développement parallèle, sans précédent dans l'industrie. Ainsi, près de 60 % des pièces essentielles remplaçables en vol sont communes aux deux appareils, pourtant de taille différente.

Ces deux appareils, l'un de 180 places, l'autre de 220, ont revêtu à l'usage une économie de carburant plus importante que prévue, ainsi qu'un meilleur rapport distance/charge utile. Cela est dû en partie à l'emploi de matériaux non-métalliques, nés de la recherche spatiale, d'un poids jusqu'à 30 % inférieur aux matériaux traditionnels. Et, en partie aussi, à la forme très élaborée des ailes, et aux réacteurs.

Des roulements spéciaux SKF sont montés dans les réacteurs Pratt et Whitney, General Electric et Rolls Royce, utilisés sur les deux Boeing. Les billes et les rouleaux de tension de câbles Sarma du 767 illustrent la participation de SKF dans la construction aéronautique.



Voler en sécurité dans la tempête

Le Messerschmitt-Bölkow-Blohm BO 105, premier hélicoptère à double turbine dans la catégorie 2 tonnes, a une réputation bien établie de sécurité dans les turbulences. Il est utilisé dans les climats les plus rudes, en Alaska, au Canada, en Norvège et au Nord de l'Europe, dans des missions off-shore. Dans le détroit de Magellan, il a effectué des atterrissages et des décollages sur des plateformes, par des vents de 75 nœuds (140 km/h). Le groupe aéronautique d'Allemagne Fédérale, MBB, a vendu ce modèle

d'hélicoptère à quelques 120 clients dans plus de 30 pays. Nombre de nos pièces et de nos sous-ensembles sont également utilisés dans les jets militaires de type BK 117, construits en coopération avec Kawasaki Industrie lourde. SKF s'engage aussi dans la fabrication des pièces fondamentales pour la sécurité : roulements de plateau oscillant de réducteur planétaire, roulements de rotor de queue et de boîte de transmission, roulements de cellule, billes de commande de vol et d'incidence de pales.

De hautes vitesses pour Ariane.

Au cours de l'année écoulée, quelques 200 satellites géostationnaires seront lancés, destinés pour la plupart aux communications.

Afin d'occuper une place sur le marché commercial des lanceurs et pour assurer une capacité de lancement autonome à ses propres satellites scientifiques, l'Agence Spatiale Européenne (ESA) décide en 1973 de développer le programme "Ariane".

Avec ses trois étages et ses 47,8 m de hauteur, Ariane 1 pèse 210 tonnes, au décollage. Le carburant représente à lui seul 90 % de ce poids. La structure et la charge utile ne comptent respectivement que pour 9 et 1 %.

Le groupe SKF participe aux projets spatiaux internationaux à travers ses filiales Transrol, ADR et Sarma. C'est ainsi qu'en Europe, par exemple, Sarma fournit les billes de structure et de commande. L'implication d'ADR se situe au niveau des roulements miniatures de haute précision, utilisés par exemple sur les gyroscopes d'inertie, pour les corrections de trajectoire du satellite "Apple" de l'ISRO-Inde.

Entre 1984 et 1986, une seconde, puis une troisième, puis une quatrième génération de fusées Ariane seront lancées permettant ainsi à Ariane de se hisser à la première place sur le marché mondial des lanceurs commerciaux.

SKF. Votre roulement. Exactement.

SKF

AFFAIRES

Le congrès des Jeunes Dirigeants à Vitte

« Changeons sous la crise »

Le Centre des jeunes dirigeants (trois mille adhérents, chefs d'entreprise ou cadres dirigeants, de moins de quarante-cinq ans et en majorité patrons de PME-PMI) vient de tenir son congrès du 14 au 16 juin à Vitte. Quelque huit cents chefs d'entreprise se sont ainsi réunis pour réfléchir sur un thème commun : le changement face à la crise. « Ce n'est plus le moment de se demander s'il faut changer », a expliqué avec conviction un entrepreneur de transport de Rennes, « les dirigeants qui ne vont pas évoluer vont perdre de leur efficacité et leur rôle ».

Cette opinion résume bien l'analyse que fait le CJD de la situation économique et sociale actuelle : « Parce que la crise n'est pas un revers passager de la conjoncture obligeant les chefs d'entreprise à lâcher du lest... trois grands défis doivent être relevés pour que l'entreprise vive et se développe : comprendre, maîtriser et assumer. » Ce qui, au-delà des slogans, signifie pour les Jeunes Dirigeants « être à l'écoute des nouvelles aspirations sociales et mobiliser les énergies - pour un nouveau projet d'entreprise, intégrer les nouvelles technologies, et conquérir de nouveaux marchés ».

Le CJD part donc à la recherche d'un « style » de management, qui rejette le « paternalisme » et la « sinistrose ». Mais comment définir concrètement cette gestion de l'entreprise d'un type nouveau ? Car, si, au cours des différentes commissions et tables rondes (auxquelles ont participé M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, M. Georges Dufour, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des tra-

vailleurs immigrés, et Mme Huguette Bouchard, secrétaire d'Etat chargée de l'environnement), on a beaucoup parlé d'ouverture de l'entreprise au monde extérieur, de communication et de relations sociales, aucun projet n'a été défini.

Voilà comment d'ailleurs M. Mike Burke, sociologue et invité à l'un des débats, résume la situation du mouvement des Jeunes Dirigeants : « Le fond du problème, c'est que vous ne savez pas trop bien où vous allez... 50 % des Français pensent qu'il faut innover radicalement, quitte à changer leurs habitudes, pour sortir de la crise. Et vous, voulez-vous vraiment changer ? »

C'est là peut-être le dilemme majeur du CJD, traditionnellement partagé entre une direction ouverte à l'innovation sociale et une « base » plus conservatrice, dont certains membres n'ont pas caché leur déception. Venus à la recherche de solutions pragmatiques pour gérer leur entreprise, avec plus d'efficacité, certains participants ont été déçus par le ton trop général des débats. M. Philippe Nocturne, le président sortant, a eu beau déclarer avec optimisme, « Notre changement est en marche », les réactions parfois élémentaires de certains adhérents du CJD, face à M. Bouchard, notamment, montrent toutefois que ce mouvement, qui se définit comme un lieu de rencontre et d'échange d'expériences, qui rompt la solitude du chef d'entreprise, est hétérogène. Son nouveau président, M. Guy Jeanjean, a encore fort à faire pour l'amener à « changer sous la crise ».

C. G.

DUNLOP-FRANCE PASSERA LE 1^{er} JUILLET SOUS LE CONTROLE DE SUMITOMO

Le sort de Dunlop-France est définitivement scellé. L'ancienne filiale du groupe britannique passera le 1^{er} juillet sous le contrôle du fabricant de pneus japonais, Sumitomo Rubber. L'acte de vente a été officiellement signé le 18 juin au tribunal de commerce de Nanterre par les syndics de Dunlop-France et M. Shinichi Saito, président de Sumitomo Rubber.

Comme prévu, Sumitomo reprend Dunlop-France, déstabilisé de son activité « pneus poids lourds » de Dunlop, de l'usine de routes du Bourget, et avec seulement 3 459 personnes, soit 2 062 de moins qu'actuellement. A titre temporaire, 381 autres salariés travailleront pour la firme japonaise en attendant leur départ ou leur embauche (FNE).

Les premières discussions entre les organisations syndicales et la direction de Sumitomo devaient s'ouvrir ce mardi 19 juin sur les accords d'entreprise (congrès, conditions de travail).

Des scientifiques dans les conseils d'administration des entreprises nationales

Lors de la Journée nationale du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, avait indiqué que « des scientifiques de haut niveau devaient être présents dans les conseils d'administration des entreprises », et, quelques jours plus tard, le directeur général du CNRS, M. Pierre Papon, entré au conseil d'administration de la CGE, (*Le Monde* des 9 et 12 juin). Il en sera de même pour les autres entreprises nationales.

Sont acquiescés ou très probables : la nomination au conseil d'administration de Rhône-Poulenc de M. Philippe Lazar, directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ; à celui de Re-

nault, celle de M. Michel Combarrous, directeur scientifique des sciences de l'ingénieur au CNRS ; comme administrateur de Saint-Gobain, de M. Jean Yoccoz, ancien directeur scientifique pour la physique nucléaire et cosmologique ; à Thomson, de M. Claude Cohen Tanoudji, professeur au Collège de France.

Des nominations de personnalités scientifiques interviendront aussi aux conseils d'administration de Bouffier, de COCT, de l'Entreprise minière et chimique, de Pechniney, de Saurat et d'Unior. Par la suite, des administrateurs « scientifiques » devraient être désignés dans une trentaine de filiales de sociétés nationales.

LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS RENDRA LE 21 JUILLET SA DÉCISION SUR L'AVENIR DE CREUSOT-LOIRE

Le tribunal de commerce de Paris a renvoyé au jeudi 21 juin sa décision sur l'avenir de Creusot-Loire. Dans son jugement, le tribunal indique que « malgré l'état très critique de la société, les aléas de l'industrie et l'incompréhension qui ont caractérisé les tentatives d'accord entre les

pouvoirs publics, la société Creusot-Loire, certains actionnaires de celle-ci et des tiers (...), les informations dont dispose ce tribunal sur les chances limitées mais réelles de la mise en œuvre d'une solution par les divers intervenants justifient un ultime examen de l'affaire en chambre du conseil à une date qui de tiendra jeudi 21 juin à 15 heures ».

Prévenu de la volonté des dirigeants de Creusot-Loire de démissionner en cas de tergerisation, le tribunal lance en outre un appel à ceux-ci, affirmant que « rien ne justifie le retrait des mandataires sociaux et des administrateurs de la société Creusot-Loire », et ajoutant : « Il convient au contraire pendant cette période exceptionnelle de prendre quotidiennement pour l'être par ceux qui ont eu jusqu'à présent la charge et la responsabilité de la société ».

Au Creusot, sous l'impulsion de la CGT et de la CFDT, des débrayages devaient avoir lieu le 19 juin pour protester contre la décision de la direction de demander la mise en règlement judiciaire de la société. Les arrêts de travail devaient durer deux heures par poste.

● Chrysler prend une participation de 5 % dans Maserati. — Le constructeur américain Chrysler a annoncé le 15 juin avoir conclu un accord pour l'achat de 5 % des parts de Maserati, le fabricant italien de voitures de sport. Chrysler, qui aura un siège au conseil d'administration, entend, grâce à cette transaction, « avoir accès à la qualité du travail de Maserati ». — (AFP).

En 1983

Une année favorable et un changement de décor pour la Caisse des dépôts

La Caisse des dépôts s'est bien portée en 1983, a déclaré M. Robert Lion, directeur général de l'établissement, au cours de la traditionnelle réunion de presse. L'ensemble des fonds confiés à sa gestion a augmenté de 13,2 %, pour atteindre 1 026 milliards de francs au 31 décembre 1983, ce qui fait de la Caisse l'organisme financier le plus important du pays. Ses ressources nouvelles ont été de 152 milliards de francs (+ 16,5 % et + 6,5 % en francs constants), 70,7 % de ce montant provenant des revenus, amortissements et remboursements des emplois antérieurs. La progression de ce pourcentage, qui était que de 54,9 % en 1979, met la Caisse largement à l'abri des variations de la collecte de l'épargne nouvelle. Cette dernière (29,3 % des ressources en 1983) a augmenté de 27,2 % à 39,7 milliards de francs, cette progression spectaculaire étant due essentiellement au lancement de nouveaux produits d'épargne, le Livret d'épargne populaire, dont le plafond a été quadruplé au début de l'année, et au départ fulgurant des CODEVI en fin d'année. Une telle progression est exceptionnelle, et a masqué une forte baisse de la collecte par les caisses d'épargne, dont les excédents en produits traditionnels (livrets A et B, épargne-logement) sont tombés de 26,3 milliards de francs en 1982 à 2,8 milliards de francs seulement en 1983, les retraits l'emportant même sur les dépôts au premier trimestre 1984, ce qui vient de motiver un nouveau relèvement du plafond des livrets A, porté à 68 000 F.

En ce qui concerne les emplois de la Caisse, les concours financiers, et traditionnels, aux collectivités locales ont faiblement augmenté (+ 3,3 % à 45,5 milliards de francs), la progression ressortant, toutefois, à 13,6 % annuellement sur quatre ans, le volume ayant fortement augmenté en 1981 et en 1982. Sur ces 45,5 milliards de francs, la part de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) a été de 13 milliards de

francs. Les crédits pour le logement ont atteint 45,4 milliards de francs contre 42,8 milliards de francs représentant 30 % de l'ensemble des crédits attribués à l'habitat. Le secteur productif a reçu un soutien accru, avec 20 milliards de francs, soit une croissance de 34 % sur 1982, les investissements en valeurs mobilières, actions et, surtout, obligations, atteignant 21 milliards de francs, en augmentation de 13,4 % (à titre indicatif, la Caisse détient et gère, à travers ses caisses de retraite et ses instruments divers, 17 % des obligations françaises en circulation. Les emplois à court terme ont de trésorerie ont absorbé 20 % des ressources, soit 310 millions, les concours au Trésor ayant néanmoins été réduits, passant de 35 milliards de francs en 1982 à 25,6 milliards en 1983. Quant aux activités financières — hors bilan — de la Caisse, dans ses fonctions de centrale de services, elles se sont également développées, notamment dans l'assurance, la Caisse nationale de prévoyance enregistrant un chiffre d'affaires de 6,7 milliards de francs, avec, pour la première fois, plus de 100 000 contrats d'assurance-vie individuels signés dans l'année.

Pour M. Lion, ces résultats favorables se sont accompagnés d'un véritable « changement de décor », notamment l'orientation croissante de l'épargne des ménages vers des placements à long terme, l'affectation au financement de l'industrie d'une part substantielle des capitaux provenant des CODEVI, et la concurrence accrue entre les réseaux de collecte. Pour la Caisse, ce changement, a des conséquences. Sur la structure de ses ressources, le bond du LEP et des CODEVI a été exceptionnel, et la collecte se ralentit maintenant. Par ailleurs, la collecte sur les CODEVI doit être affectée au financement de l'industrie et ne peut être utilisée par la Caisse comme elle le fait pour les fonds provenant des caisses d'épargne. En conséquence, l'établissement doit adapter ses concours financiers à la nature nouvelle de ses ressources, avec un glissement important vers le financement de l'appareil productif, comme on l'a vu. Par ailleurs, M. Lion a annoncé la création de prêts à taux réduits pour le financement des concours aux collectivités locales, prêts accordés sur ressources provenant du Livret d'épargne populaire à l'intérêt indexé sur le taux d'inflation.

LA CGT PROPOSE UN PROJET DE RECONVERSION DE L'USINE KODAK DE VINCENNES

M. Alain Obadia, secrétaire général de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT-UGCT), a présenté, le 18 juin, un plan de reconversion de l'usine Kodak à Vincennes (Val-de-Marne), qui emploie actuellement 1 800 salariés, et qui, selon la CGT, devrait être fermée en 1986 ou 1987 (au profit de l'usine Kodak de Chalon-sur-Saône). La centrale syndicale propose un accord de collaboration entre Kodak, Thomson et Rhône-Poulenc pour fabriquer à Vincennes des bandes vidéo.

Ce projet nécessiterait, selon elle, un investissement de 200 millions de francs et créerait de 300 à 400 emplois. Cette démarche de la CGT chez Kodak s'inscrit dans une campagne d'action « de portée nationale », qui toucherait une quinzaine d'entreprises « où des problèmes de modernisation se posent et sont opposés aux intérêts des travailleurs alors que ces impératifs devraient être conjugués ».

● Paquebots français sous pavillon de complaisance. — Le Syndicat national des marins CFDT a lancé un mot d'ordre de grève pour protester contre la décision de la Nouvelle Compagnie des paquebots (NCP) de transférer sous pavillon de complaisance les deux derniers paquebots français, Le Mermoz et l'Azur, l'embauche de personnel étranger mettant en péril, selon le syndicat, trois cent vingt emplois. La CFDT déplore que les parties en jeu, la NCP, le groupe des Chargeurs réunis et le secrétariat d'Etat à la mer poursuivent « la liquidation de la flotte de commerce et son transfert sous d'autres pavillons ».

● Le Chili proteste contre le protectionnisme américain sur le cuivre. — Les autorités chiliennes se déclarent « surprises et déçues » des décisions du département américain recommandant au président Reagan de prendre des mesures protectionnistes contre les importations de cuivre. Pour le Chili, qui tire de ce métal 50 % de ses revenus à l'exportation, un contingentement significatif une perte annuelle de 200 millions de dollars. — (AFP).

Le PDG d'AMREP, M. Miller, est inculpé

M. André Miller, président directeur général d'AMREP, société de construction de plates-formes pétrolières, en règlement judiciaire, a été inculpé le 18 juin d'infraction à la législation sur les sociétés pour avoir publié des informations fausses sur son entreprise en vue d'attirer les investisseurs boursiers. Selon l'enquête de la Commission des opérations de Bourse (COB), les personnes qui ont souscrit à l'emprunt convertible d'AMREP, entre le 3 novembre et le 8 décembre 1983, ont été trompées par la note d'information publiée à leur intention en septembre par les dirigeants de la société.

Cette note ne reflétait pas la situation réelle de l'entreprise, puisqu'elle ne faisait pas état des graves difficultés financières que rencontrait le groupe et que connaissaient les dirigeants d'AMREP. Le groupe a en effet perdu 123 millions de francs en 1983 et devrait faire face à un déficit global de 1,4 milliard de francs d'ici à 1985, avant de sortir du rouge, s'il n'est pas démantelé.

De ce fait, M. Jean-Pierre Michau, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, a aussi inculpé les deux commissaires aux comptes, MM. Pierre Levasseur et Henry Chaurier, de « fourniture d'informations mensongères » pour avoir attesté dans la note de septembre 1983 de la sincérité des comptes d'AMREP et de sa filiale Union Industrielle d'Entreprises (UIE). Lorsque fut connue la réalité des comptes, le titre AMREP chuta de 28,3 % en cinq séances. De décembre 1983 à mai, le cours tombe même de 815 F à 279 F.

Le plus grand scandale boursier français depuis le fin des années 30 trouve dans ces inculpations un début de règlement. Mais il reste à s'occuper de la société et de ses

8 000 salariés dont quelque 3 000 en France. Les pouvoirs publics avaient un moment espéré voir Bouygues reprendre le groupe en location-gérance dans son intégralité. Cet espoir est désormais abandonné, et les conseils d'administration d'AMREP et d'UIE devraient examiner les propositions de « reprise par appartenance ». Bouygues étant toujours prêt à s'approprier les 34 % d'AMREP dans Doris. Mais un tel démantèlement laisserait pour compte l'usine de Montpérial, et la production d'importantes « superplastiques » dans la région de Châteaufort. Il faudrait cependant être plus « réaliste » qu'une reprise globale pour laquelle un candidat pourrait encore se présenter.

VIVE BATAILLE JURIDIQUE AUTOUR DES PROJETS DE LOI EN ESPAGNE

La prise de contrôle de l'Union espagnole Kojas, par le groupe Lejeune (*Le Monde* du 19 juin), donne lieu à une bataille juridique entre l'entreprise française et le président de Kojas, M. de Urquiza.

Ce dernier, qui avait quitté la salle lors de l'assemblée générale des actionnaires, samedi 16 juin, avait le vote majoritaire qui l'a sanctionné (à 50,7 %), considère que ce vote est nul et estime être toujours président de Kojas. Lejeune propose alors à 49,9 % de Kojas, ce qui a réussi à rallier sept porteurs de parts à sa cause (lui donnant 50,7 % des voix), estime avoir le droit pour lui. Le PDG parti, c'est le vice-président de Kojas (représentant de Lejeune) qui est devenu président de Kojas, et le groupe espagnol, dit-on au siège du groupe français. « C'est une affaire intolérable », ajoute-t-on.

CONJONCTURE

Modifier la politique économique serait un drame pour la France

déclare M. Jacques Delors

« L'avenir, dans 10 ans, de l'économie française d'aujourd'hui, c'est l'heure de vérité », M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, ne pouvait manquer d'évoquer les élections européennes qui s'ouvrent dimanche 25 juin et avaient été marquées par un lourd recul de la gauche.

Après avoir rappelé que 43 % des Français s'étaient abstenus, M. Delors a déclaré : « Il faut savoir si les Français ont voté contre la tempête ou contre le capitalisme du bateau. Et, à mon sens, cela se voit également dans les autres pays, ils ont voté contre la tempête. Est-ce que pour autant ils désavouent le capitalisme du bateau. Ça, c'est une autre question. Autrement dit, hier, ils ont dit, à contrario d'une élection célèbre, « A bas la crise. Mais la crise, personne ne peut l'éviter. Et c'est l'honneur de notre gouvernement d'essayer d'y faire face avec la compétence de tous les Français ».

Continuant sur ce thème, M. Delors a affirmé que la politique économique n'était pas « au premier chef », la cause de l'échec de la gauche, et que la modifier « serait un drame pour la France », avant d'ajouter : « Nous ne gouvernons pas assez calmement, assez clairement. (...) Cela veut dire qu'il faut

« modifier la politique économique ».

Interrogé, enfin, sur le point de savoir si, d'ici les élections législatives (mars 1986), le chômage baisserait, M. Delors a répondu : « Honnêtement, je ne peux pas le dire. Ce que je peux dire, c'est que, en ce qui concerne l'établissement des grands équilibres de notre économie, la lutte contre l'inflation, le redressement des échanges extérieurs, nous avons fait la moitié du chemin. En ce qui concerne la préparation de l'avenir, adapter notre appareil de production et notre économie à la nouvelle donne internationale, nous avons fait 40 % du chemin. En ce qui concerne la lutte pour inverser la courbe du chômage dans deux ans, je ne peux pas le dire, et je ne le dirai pas ».

AUGMENTATION DES RÉSERVES DE CHANGE DE LA FRANCE EN AVRIL

Les réserves de change de la France ont augmenté de 3,2 milliards de francs en avril, passant à 200 milliards de francs.

LA FORCE INFORMATIQUE

EYROLLES

200 TITRES LE CATALOGUE LE PLUS COMPLET

- Système d'exploitation
- Bases de données
- Langages
- Microprocesseurs
- Micro-ordinateurs
- Réseaux et télématique
- Intelligence artificielle
- Application à la gestion au calcul des structures
- La résistance des matériaux
- etc...

61, Bd St Germain 75240 PARIS cedex 05

LA FORCE INFORMATIQUE

EYROLLES

200 TITRES LE CATALOGUE LE PLUS COMPLET

- Système d'exploitation
- Bases de données
- Langages
- Microprocesseurs
- Micro-ordinateurs
- Réseaux et télématique
- Intelligence artificielle
- Application à la gestion au calcul des structures
- La résistance des matériaux
- etc...

61, Bd St Germain 75240 PARIS cedex 05

LA FORCE INFORMATIQUE

EYROLLES

200 TITRES LE CATALOGUE LE PLUS COMPLET

- Système d'exploitation
- Bases de données
- Langages
- Microprocesseurs
- Micro-ordinateurs
- Réseaux et télématique
- Intelligence artificielle
- Application à la gestion au calcul des structures
- La résistance des matériaux
- etc...

61, Bd St Germain 75240 PARIS cedex 05

STRUCTURATION FINANCIÈRE LA SAMARITAIN

INNAIES

LIAB FERME 8.47 F

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F. Le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

NFC

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

Le 19 juin 1984, le cours de la Bourse de Paris a été de 1 440,33 F.

SOCIAL FAITS ET CHIFFRES

RESTRUCTURATION
ET LICENCIEMENTS
A LA SAMARITAINE

Le comité d'entreprise des magasins de la Samaritaine à Paris a examiné, la semaine dernière, un plan de restructuration du groupe qui entraînerait la suppression de quatre-vingt-trois emplois avec des départs en préretraite à cinquante-cinq ans.

Ce projet intervient après la fermeture du magasin de la Défense (trois cents licenciements), la vente de celui de Rosny (trois cents licenciements), la suppression de cent quarante emplois dans l'établissement financier du groupe « la Semeuse » et une centaine de licenciements annoncés au siège social.

Ces mesures avaient déjà amené toutes les organisations syndicales (FO, CGT, CGT et CFDT) à mettre en cause « le bradage » de la société.

Le 18 juin, la CFDT a fait savoir que le plan de restructuration prévoyait « une remise en cause du système de rémunération et des mutations arbitraires », ainsi que la transformation du magasin de la rue de Rivoli. Toujours selon la CFDT, le magasin, qui emploie deux mille huit cents personnes, serait divisé en sept établissements autonomes avec les concours de « compétences extérieures ». Le magasin n° 1 pourrait être fermé et laisser place à un hôtel comprenant, au rez-de-chaussée, une galerie marchande.

MONNAIES

DOLLAR FERME : 8,47 F.

La semaine du dollar s'est conclue mardi 19 juin sur une note de hausse, le cours de la monnaie américaine passant de 8,44 F à 8,475 F et de 2,7448 DM à 2,7570 DM. Aucune raison spéciale n'est invoquée pour expliquer cette hausse, et ce n'est pas une demande spéculative à l'ordre, car les taux d'intérêt sont restés stables. Le mark demeure faible en raison de la prolongation du conflit par les 35 heures et des propos du président de la Bundesbank M. Poehl, qui prévoit une diminution de la croissance. Le livre sterling a également été faible au cours du jour de la grève des mineurs de charbon.

M. André Bergeron devrait se représenter
au secrétariat général de FO

Force ouvrière réunit les 28 et 29 juin prochains à Strasbourg un comité confédéral national qui sera le dernier avant le quinzième congrès confédéral du 20 au 26 novembre au parc floral de Vincennes. C'est à l'issue de ces travaux, qui ne devraient être marqués par aucune initiative d'action nationale mais par « une succession d'expressions de mécontentement », que M. André Bergeron, secrétaire général de FO depuis 1963, annoncera son intention de briguer ou non un nouveau mandat de trois ans. M. Bergeron, qui a été élu à la présidence de la section d'un livre (*Mille cinq cents jours*, juin 1980-mai 1984), affirme quand on l'interroge qu'il réfléchit encore, mais il apparaît plus que vraisemblable qu'il « remplira ».

Il y a, en effet, au minimum trois bonnes séries de raisons qui militent en faveur d'un nouveau mandat de M. Bergeron.

La période est particulièrement difficile en ce qui concerne les relations avec le gouvernement. Le secrétaire général de FO renouvelle à chacun de ses discours ses mises en garde sur le dépeçage de la négociation collective, notamment, mais, en même temps, alors que la montée du chômage inquiète toujours « en moyenne 50 000 nouvelles demandes d'allocations aux ASSEDIC chaque semaine », indique-t-il, « il reste un élément de modération sachant doser le propos et l'action sans jouer « la politique du pire ». Alors qu'un nouveau changement politique risque de se produire aux élections législatives de 1986, M. Bergeron symbolise la continuité du « message FO ». Son départ n'est donc guère concevable dans un tel contexte.

La deuxième série de raisons en faveur d'un nouveau mandat de M. Bergeron se trouve dans la nécessité de maintenir l'unité de cette organisation. Au quatorzième congrès, à Bordeaux en juin 1980, la motion d'orientation générale avait été adoptée à main levée avec seulement six votes contre et vingt-six abstentions. Aucune minorité

n'avait présenté de texte alternatif. Depuis, cette unité interne n'a été qu'en se renforçant. M. Bergeron est apparu à l'heure actuelle comme l'indispensable garant, alors qu'il est là on évoque avec insistance une double pénétration du RPR et du PCI (Parti communiste internationaliste, trotskiste). Quand on évoque ce phénomène, le secrétaire général de FO cherche à le minimiser. « La pénétration du RPR, dit-il, c'est du roman-feuilleton. Cela n'existe pas. C'est de la malveillance ».

En fait, il y a eu, avant même 1981, un regain d'adhésions de militants RPR à FO, notamment dans l'Est, mais à aucun moment ceux-ci ne se sont structurés. L'appareil de FO reste largement dominé par des militants socialistes qui, appartenant ou non au PS, sont comme M. Bergeron de la tendance « SFIO maintenue ».

Investir

le secteur de l'enseignement

Le rôle du PCI relève d'un autre registre. « Ils sont très actifs, mais ils ne font pas la loi à Force ouvrière », confie M. Bergeron. L'existence de cette minorité n'est pas nouvelle. On la rencontre dans la région parisienne, dans la région lyonnaise, chez Michelin, à la Sécurité sociale. Mais, indéniablement, elle s'est renforcée. En montant l'accord, notamment avec le texte « Un syndicat qui ne change pas », adopté au comité confédéral de janvier 1983, sur le refus de l'intégration du syndicalisme dans l'appareil d'Etat, en écartant tout rapprochement avec la CFDT, M. Bergeron a habilement évité que cette minorité ne se comporte en opposition interne. Même la prise de distance avec le camp laïque à l'occasion des projets de M. Savary n'a pas modifié cet équilibre.

Enfin, la troisième série de raisons en faveur d'un renouvellement du mandat de M. Bergeron tient à l'excellente vitalité de cette organisation, due pour une très grande part

à l'image de son leader dans l'opinion. On ne change pas le capitaine d'un bateau qui est en train de rattraper ses concurrents.

Eviter la guerre de succession

Les trois nouvelles années de secrétariat général de M. Bergeron devraient lui permettre de surcroît de veiller à ce que sa succession se fasse sans casse. Il veut avant tout éviter toute guerre de succession. Pour l'heure, c'est entre M. Marc Blondel (quarante-six ans), ancien secrétaire général de la Fédération des employés et cadres, entré au bureau confédéral en 1980 avec la responsabilité du secteur économique, et M. Claude Fitos (quarante-huit ans), ancien secrétaire général de la Fédération des FIT, entré au bureau confédéral en janvier 1982, où il supervise le secteur public et les négociations salariales, que la succession a des chances de se jouer. Mais d'autres dirigeants peuvent faire irruption comme outsiders...

M. Bergeron raconte que quand il avait succédé, en 1963, à M. Botheau, il avait préalablement remonté l'avenue du Maine — où siège FO — pour se mettre d'accord avec son concurrent, M. Gabriel Ventetol, devenu président du Conseil économique et social. MM. Fitos et Blondel devaient se livrer au même exercice, ou bien M. Bergeron ferait-il prévaloir sa préférence ? Question ouverte. Une indication pourrait être donnée au quinzième congrès, puisque trois membres du bureau confédéral, et non des moindres, MM. Sandri, Rouzier et Gittel, vont quitter cette instance. Selon les successeurs qui seront choisis à M. Sandri à l'organisation et à M. Rouzier au secteur international, une tendance apparaitra. Autre question : le bureau confédéral restera-t-il à quatorze ou reviendra-t-il, comme avant 1982, à douze membres ? Suivant la décision prise, il faudra trouver un ou trois nouveaux responsables. M. Bergeron ne veut pas que le jeu apparaisse trop fermé. Sur aucun point il n'a dit son dernier mot.

MICHEL NOBLECOURT.

Etranger

CANADA

Diminution du nombre de faillites. — Le nombre des faillites canadiennes s'est élevé à 2 711 en mai, contre 3 072 pour le même mois de 1983. Depuis le début de l'année, 14 461 faillites ont été enregistrées, contre 17 250 pour la même période de 1983. — (AFP.)

ETATS-UNIS

Déficit record des paiements courants. — Le déficit de la balance américaine des paiements courants a atteint le montant record de 19,4 milliards de dollars au premier trimestre 1984, a annoncé le 18 juin, le département du commerce. Le précédent record remontait au trimestre précédent avec un solde négatif de 17,2 milliards de dollars. Ce résultat provient d'un déficit commercial (25,6 milliards), que l'excédent enregistré sur les investissements et les services (8,4 milliards) n'a pas compensé. Pour leur part, les transferts unilatéraux, comprenant notamment l'aide à l'étranger, ont été déficitaires de 2,2 milliards de dollars. En 1983, le déficit courant des Etats-Unis avait représenté 41,6 milliards de dollars (chiffre révisé). — (AFP.)

Faible hausse de la production industrielle. — L'indice américain de la production industrielle a progressé de 0,4 % en mai contre 1,1 % en avril, soit la plus faible hausse mensuelle depuis novembre 1983 (0,2 %). La production a augmenté modérément dans la plupart des industries, bien qu'il y ait eu une légère régression dans le secteur automobile (la production d'automobiles a atteint 7,5 millions d'unités en rythme annuel contre 7,7 millions pour avril). En mai, pour la dix-huitième hausse consécutive, la production industrielle américaine a été supérieure de 13 % à celle de mai 1983, et de 21 % à son plus bas niveau de la récession en novembre 1982. — (AFP.)

RFA

La grève de la métallurgie compromet la reprise. — Le gouvernement de la Banque centrale de RFA, M. Karl Otto Poehl, s'est déclaré, le

18 juin à Bâle, de « plus en plus inquiet » des conséquences des grèves du secteur métallurgique qui perturbent l'économie de son pays. La Bundesbank a déjà révisé en baisse ses prévisions pour le taux de croissance de l'économie ouest-allemande attendu en 1984, a indiqué son président interrogé à l'occasion de la réunion annuelle de la Banque des règlements internationaux. Ce taux, qui devait être entre 3 et 3,50 %, « ne sera pas atteint », a-t-il précisé. Déjà la production industrielle pour la période mai-juin est en baisse de 2 % par rapport à la même période de 1983, a indiqué M. Poehl. — (AFP.)

Social

Citroën signe la convention sur 3259 départs en préretraite. — La société Citroën (45 000 salariés) a signé, lundi 18 juin, avec M. Gabriel Mignot, délégué à l'emploi, la convention portant sur les départs en préretraite FNE (Fonds national de l'emploi) des salariés âgés entre cinquante-cinq ans et soixante ans. Sur les 6 000 suppressions d'emplois annoncées début mars, 3 144 personnes bénéficieront de cette mesure, ainsi que 115 ouvriers non professionnels, qui ne partiront qu'en 1985. Les 3 259 préretraites accordées concernent toutes les catégories de personnel, mais surtout les ouvriers, dans dix établissements de la région d'Ile-de-France et dans cinq établissements de province.

Trois mois de chômage technique chez Massey-Ferguson. — La direction de Massey-Ferguson France, un des quatre grands constructeurs de matériel agricole en France, avec Renault, International Harvester et John Deere, vient d'annoncer la mise en chômage technique « pour au moins trois mois » à compter du 21 juin des 1 430 salariés de l'usine de Marquette-lès-Lille (Nord), spécialisée dans la fabrication de matériel de récolte, le temps de « trouver des débouchés ou de nouvelles orientations ». Cette décision est justifiée par les déficits successifs de la société (157 millions de francs pour les quinze mois de l'exercice 1983-1984) sur un chiffre d'affaires de 2,99 milliards, dont 1,9 milliard à l'exportation, malgré une réduction d'effectifs de 600 personnes depuis un an.

PREMIÈRES JOURNÉES
INFORMATIQUE & CONSTRUCTION

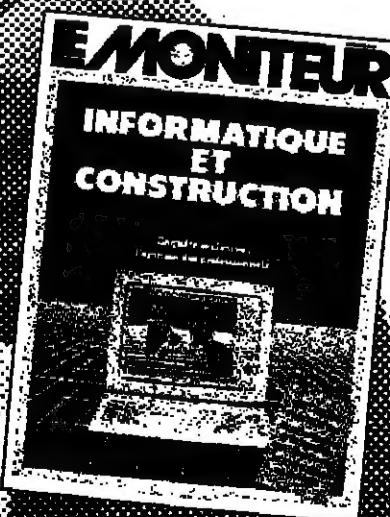
26, 27, 28 JUIN 1984, PARIS P.L.M. St JACQUES

Le secteur de la Construction et du Cadre de Vie bouge. Il s'adapte, il innove, il évolue. L'informatique est un outil important de cette mutation.

Organisées par LE MONITEUR avec la participation de nombreux organismes professionnels, les premières journées « Informatique & Construction » comporteront 20 ateliers spécialisés et une exposition permanente des matériels et des logiciels destinés à la Construction.

Elles permettront aux responsables de la Construction et du Cadre de Vie d'approfondir leurs connaissances, d'échanger des expériences et de trouver des solutions informatiques à leurs problèmes.

Pour tout renseignement sur ces journées, téléphonez au (1) 296.15.50 poste 267.

PREMIÈRES JOURNÉES
INFORMATIQUE
& CONSTRUCTIONUNE RENCONTRE ORGANISÉE PAR LE MONITEUR
L'HEBDOMADAIRE DE LA CONSTRUCTION ET DU CADRE DE VIE
17, RUE D'UZÈS 75002 PARIS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Afin d'accroître
les moyens qu'il met en œuvre pour concourir
au financement de son expansion,

cde COMPTOIR DES
ENTREPRENEURS
le financement de l'immobilier

**augmente
son capital**

DE 169 950 000 F A 203 940 000 F

par émission de 339 000 actions nouvelles de 100 F nominal

à souscrire en numéraire

Prix d'émission 125 F
Journissances 1^{er} Janvier 1984
Droits préférentiels de souscription 1 action nouvelle pour 5 actions
Délai de souscription du 10 juin au 10 juillet 1984

Une note
d'information
qui a été le
visa de la C.O.F.
n° 84/148 en date
du 5 juin 1984
est annexée aux
coupons de souscription
à la disposition
du public.



Noter de BALO
du 11 juin 1984

Siège social : 3, rue de la Paix, 75002 PARIS 2^e SA au capital de 169 950 000 F
RCS Paris 9 n° 543 064 332 APE 6405

MORGAN & CIE S.A.

Faisant usage de l'autorisation accordée par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 25 mai 1984, le directeur de Morgan & Cie S.A. a décidé d'émettre un emprunt obligataire de 400 millions de francs. Cet emprunt, émis au pair, portera intérêt annuel à un taux égal à la moyenne des taux moyens mensuels au jour du jour du marché monétaire entre banques en France, majorée de 10 % de sa valeur. L'intérêt annuel sera au moins égal à 7,5 %.

Les 80.000 obligations émises à cette occasion seront remboursables en totalité à la fin de la huitième année; cependant la société pourra procéder à toute époque à l'amortissement anticipé des obligations au moyen de rachats en Bourse. L'emprunt bénéficie de la garantie inconditionnelle de J.-P. Morgan & Co Incorporated, New-York; le paiement des coupons échus et le remboursement des titres autorisés seront effectués aux guichets de la banque Morgan Guaranty Trust Company of New-York, 14, place Vendôme, 75001 Paris.

Cet emprunt a fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissements dirigés par la Caisse Nationale de Crédit Agricole et Morgan & Cie S.A., co-chefs de file.

L'émission, annoncée au BALO du 18 juin 1984, a donné lieu à la rédaction d'une note d'information portant le visa de la Commission des opérations de Bourse n° 84.166 du 12 juin 1984, qui est tenue à la disposition du public au siège de la société; les titres seront admis à la cote officielle de la Bourse de Paris à compter du 29 juin 1984.

Cette émission, de même que l'augmentation de capital à laquelle vient de procéder Morgan & Cie S.A., renforcera la structure financière de celle-ci et augmentera ses possibilités de crédits à long et moyen terme.

chets de la banque Morgan Guaranty Trust Company of New-York, 14, place Vendôme, 75001 Paris.

Cet emprunt a fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissements dirigés par la Caisse Nationale de Crédit Agricole et Morgan & Cie S.A., co-chefs de file.

L'émission, annoncée au BALO du 18 juin 1984, a donné lieu à la rédaction d'une note d'information portant le visa de la Commission des opérations de Bourse n° 84.166 du 12 juin 1984, qui est tenue à la disposition du public au siège de la société; les titres seront admis à la cote officielle de la Bourse de Paris à compter du 29 juin 1984.

Cette émission, de même que l'augmentation de capital à laquelle vient de procéder Morgan & Cie S.A., renforcera la structure financière de celle-ci et augmentera ses possibilités de crédits à long et moyen terme.

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT DES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ THANN ET MULHOUSE PAR RHONE-POULENC S.A.

La Banque nationale de Paris, agissant pour le compte de Rhone-Poulenc S.A., s'engage à acquiescer jusqu'au 29 juin 1984 inclus au prix unitaire de 100 F (coupon 36 et suivants attachés) toutes quantités d'actions Thann et Mulhouse qui lui seront proposées. Le dernier cours coté (18 avril 1984) était de 52,30 F.

Une note d'information, portant le visa de la C.O.F. n° 84/148 du 5 juin 1984, est disponible dans les banques et chez les agents de change.

OFF-Omnium financier de Paris

L'Assemblée générale ordinaire de l'OFF-Omnium financier de Paris s'est tenue le 15 juin 1984 sous la présidence de M. J.-C. Genton au siège social, 5, rue Michel-Ange.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1983 qui se soldent par un bénéfice de 122,5 millions de francs contre 95 millions de francs pour l'exercice précédent.

Le bénéfice consolidé de l'OFF s'élève à 227,9 millions de francs (dont 198,8 millions de francs pour la part de l'OFF) contre, en 1982, 311,4 millions de francs (dont 247,9 millions de francs pour la part de l'OFF).

L'Assemblée a décidé une distribution de 71,2 millions de francs, en progression de 12,5 % sur celle de l'exercice précédent. Le dividende unitaire sera de 43 F par action assorti d'un avoir fiscal de 21,50 F soit au total 64,50 F. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 1^{er} juillet 1984 aux guichets de la Banque Indosuez, de la Banque nationale de Paris, de la Banque de Neuflize, Schlumberger, Malles, de la Banque Paribas, du Crédit chimique et du Crédit du Nord contre remise du coupon n° 45.



COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Il est rappelé que M^{me} et M^{lle} les actionnaires de la Compagnie française des pétroles sont convoqués en assemblée générale ordinaire, le vendredi 29 juin 1984, à 10 h 30, hôtel Hilton International, 18, avenue de Suffren, 75015 Paris. Un film sera projeté à 10 heures précises avant l'ouverture de l'assemblée.

La brochure *La Compagnie française des pétroles et le groupe Total en 1983* sera disponible après l'assemblée, en français et en anglais, sur demande au service diffusion, 5, rue Michel-Ange, 75781 Paris Cedex 16, tél. : 743-78-20 et 743-78-25.

GROUPE C&F

SOFIREM

ENTRE AU CAPITAL DE L'IDES
SOFIREM (Société financière pour l'industrialisation des régions minières) entre au capital de l'IDES (Institut de développement économique de la Bourgogne) en prenant une participation de 300 000 F.

Après son entrée dans SORIDEC (Langues-Roussillon), SOFIREM, poursuivra sa politique de revitalisation des régions minières, intensifiée en coordination avec les organismes financiers régionaux.

Les Houillères de Blanzay sont situées sur le territoire d'intervention de l'IDES, ce qui justifie cette nouvelle prise de participation de SOFIREM.

ENTREPRISES ! VOLEZ EN CONCORDE A PRIX CHARTER !

Nous vous proposons une idée originale et des conditions exceptionnelles pour un voyage promotionnel de stimulation ou de relations publiques.

Le 6 octobre 1984, un vol supersonique CONCORDE à destination de l'Irlande, avec retour sur ligne régulière le jour de votre choix. Un large éventail de formules de séjour.

AIRCOM
93, rue de Monceau
75008 Paris
Tél. 843780 F -
Tél. : 522-86-46

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINIERE (CMM)

L'Assemblée générale ordinaire, réunie le 14 juin 1984 sous la présidence de M. Roland Haas, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 ainsi que les résolutions qui lui étaient présentées. Elle a notamment nommé administrateur M. Pierre Collandier.

Tenant compte du résultat net de l'exercice qui s'élève à 2 223 009 F (contre 2 044 744 F en 1982), l'Assemblée a approuvé la proposition du conseil de mettre en distribution un dividende de 14,50 F par action donnant droit à un avoir fiscal de 7,25 F, soit un versement global de 21,75 F, dividende s'appliquant à un capital augmenté en cours d'année de 33,33 %. Le paiement de ce dividende sera effectué, à compter du 1^{er} juillet 1984, aux guichets de la Banque Paribas et de la Banque nationale de Paris contre remise du coupon n° 15.

Dans son allocution, le président a souligné le fait que, si la société pouvait présenter des résultats nets en légère augmentation par rapport à ceux de l'exercice précédent, cela était dû à la diversification de ses activités. Il a rappelé l'importante progression du capital et des fonds propres réalisés ces dernières années, celle-ci étant notamment accompagnée d'une croissance du dividende par action. Enfin, il a précisé que les conditions du rapprochement projeté avec la société Omnimines, annoncées précédemment, faisaient l'objet actuellement de mises au point.

L'ORÉAL



Assemblée générale du 15 juin 1984

L'Assemblée générale des actionnaires, réunie sous la présidence de M. François Dalle, a approuvé les comptes de l'exercice 1983, faisant ressortir :

- un chiffre d'affaires consolidé de 13,5 milliards de francs,

- un bénéfice net consolidé (hors plus-values) de 663 millions de francs,

- un bénéfice net par action de 138,13 francs.

L'Assemblée a voté la distribution d'un dividende net par action de 26,94 francs dont la progression est conforme aux recommandations gouvernementales et qui sera mis en paiement à partir du 28 juin 1984.

M. Dalle a souligné que l'exercice 1983 avait été favorable pour L'Oréal et qu'il était confiant dans la capacité de l'entreprise à poursuivre son développement dans les années à venir. Sa confiance s'appuie sur la qualité des laboratoires de re-

cherche qui devraient permettre, comme dans le passé, la création de produits de qualité, sur une internationalisation sans cesse croissante et sur la réunion d'hommes compétents et motivés.

L'Assemblée a approuvé la nomination de deux nouveaux administrateurs : M. Marc Ladreit de Lacharrière et M. Lindsay Owen-Jones.

Elle a également approuvé la nomination de M. Albert Vavia, en tant que commissaire aux comptes titulaire, et de M. Michel Jossin, en tant que commissaire aux comptes suppléant.

Le rapport annuel peut être obtenu sur simple demande auprès de Danielle Berbigier - L'Oréal - Information financière - 41, rue Marceau, 92117 Clichy-Cedex.

SICAV pour répartir votre épargne selon vos projets

Actions Internationales	Obliq. Françaises	Actions Françaises	Actions Internationales	Obliq. Françaises	Actions Françaises
22,3%	22,3%	4,8%	22,3%	22,3%	4,8%
17,7%	17,7%	2,5%	17,7%	17,7%	2,5%

Performance sur 3 mois : SICAV +4,5%, LP +1,0%, SIF +3,0%, LBI +3,0%

CHÈZ : les Caisses d'Epargne, à LA POSTE, les Comptables du TRÉSOR

CONTREFAÇONS DE LA MARQUE



DE LA SOCIÉTÉ CHANEL par les MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE

PAR JUGEMENT DU 9 NOVEMBRE 1981.

Le Tribunal de Grande Instance de Paris dit que :

- Les MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE ont commis des actes de contrefaçon en vendant dans ses succursales, sis avenue Niel à Paris, une série de sacs portant deux C entrecroisées représentant la marque figurative de CHANEL, soit :
- Condamne les MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE à payer à CHANEL la somme de 40 000 F à titre de réparation de préjudice résultant de l'atteinte de sa marque ;
- Interdit aux MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE de faire usage, sous quelque forme que ce soit et à quelque titre que ce soit, de ladite marque sous astreinte définitive de 1 500 F par infraction constatée à partir d'un délai d'un mois à compter de la signification du jugement ;
- Autorise la publication du dispositif du jugement dans trois revues ou journaux français ou étrangers, au choix de CHANEL, et aux frais des MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE, sans que le coût global des publications dépasse la somme de 15 000 F ;
- Condamne les MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE à verser à CHANEL la somme de 4 000 F en application de l'article 700 du nouveau code de procédure civile ;
- Condamne les MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE aux entiers dépens.

PAR ARRÊT DU 9 MARS 1983, LA COUR D'APPEL DE PARIS

- confirme :
- En toutes ses dispositions, le jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris du 9 novembre 1981 ;
- Précise toutefois que la publication du dispositif du jugement, ordonnée par les premiers juges devra faire mention de sa confirmation par le présent arrêt ;
- Ajoignant au jugement :
- Condamne les MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE à verser à la Société CHANEL :
- la somme de 5 000 F pour appel abusif et dilatoire ;
- la somme supplémentaire de 4 000 F sur le fondement de l'article 700 du nouveau code de procédure civile ;
- Condamne les MAGASINS RÉUNIS ÉTOILE à tous les dépens d'appel.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à ses lecteurs
résident à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

**EN ROUTE VERS
LE FUTUR**

LA COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES AUGMENTE SON CAPITAL

A raison de 1 action nouvelle pour 5 actions anciennes de F 50 nominal émise à F 240, créée le 1^{er} janvier 1984. Souscription ouverte du 15 juin 1984 au 19 juillet 1984 inclus.

BALO du 11 juin 1984 : Une note d'information qui a reçu le visa C.O.F. n° 84/148 en date du 5 juin 1984 est mise sous presse à la disposition du public.

C.F.P. SA au capital de F 1 364 626 350. Siège social : 5, rue Michel-Ange 75016 Paris. RCS Paris 9 n° 543 061 180.



afex 1350

CIÉTÉ
REAL

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 19 juin
NEW-YORK 19 juin

Léger accès de fièvre
Chaud, il faisait très chaud mardi à la Bourse de Paris et sur le groupe. C'est le seul sursaut aux attaques du dollar, les communs anciens déployés un parol de couleur orange pour s'en protéger. C'est pour mieux vendre l'Oréal, disaient les méchantes langues.

Dès l'ouverture, Avions Marcel Dassault donnait le signal de la reprise, que bien d'autres valeurs (CSF, BSN, Carrefour, Mousme...) allaient suivre, si bien qu'à la clôture l'indice avait enregistré une hausse de 1,7 % environ.

Dans les commentaires, les professionnels étaient unanimes : la Bourse était mure pour une reprise technique. Wall Street nous avait donné, les cours n'avaient plus qu'à remonter. (CQFD). Reste à savoir maintenant ce que donnera le redressement. Première réflexion des boursiers : tout dépendra de Wall Street. Certains sont sceptiques sur les meilleures dispositions de New-York. D'autres, en revanche, sont confiants, assurant qu'ils n'ont pas cessé d'acheter là-bas au creux de la vague et que maintenant toutes ces indications leur donnent à penser que cette hausse est la bonne.

La seconde réflexion entendue se rapporte au volume d'affaires. Cette rapide remontée des cours s'est faite avec peu d'échanges, aussi peu qu'il y en avait eu la veille quand la baisse était au rendez-vous, disaient-ils, ce qui est un signe d'un manque de tonus. Autrement dit, l'effet de levier a joué, d'ailleurs, avec cette fois une offre dérisoire face à une demande un peu plus étoffée.

Baisse la veille au soir, l'or est repassé à Londres : 370,40 dollars l'once contre 367,90 dollars. A Paris, le lingot a repassé à 150 F à 101 350 F et le napoléon 2 F à 628 F (après 627 F). (La devise-tire s'est traitée entre 9,66 F et 9,70 F contre 9,53 F et 9,73 F.)

LA VIE DES SOCIÉTÉS

FELIX POTIN. - Le bénéfice net comptable pour 1983-1984 s'élève à 26,63 millions de francs, contre 26,84 millions. Mais cette progression ne reflète pas la situation financière de la société. Corrélation faite des éléments exceptionnels pris en compte, le résultat avant amortissement est inférieur de 4 % au précédent.

COMPAGNIE FRANÇAISE BASE. - Le bénéfice après impôt pour 1983 s'élève à 8,1 millions de francs, contre 0,5 million. Le chiffre d'affaires passe de 3,15 à 3,7 milliards de francs. Après un bon démarrage au cours des premiers mois, un tassement des ventes s'est observé en printemps.

VEKA OCEA A.C. - La compagnie pétrolière allemande table sur un retour des bénéfices en 1984, après trois ans de déficits. Notre filiale s'est de nouveau renforcée cette année et nous pourrions bientôt redistribuer des dividendes à nos actionnaires.

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 = 1983-1984)

Valeurs	15 juin	16 juin
Valeurs françaises	367,90	369,2
Valeurs étrangères	156,6	156,6

C - DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 = 31 déc. 1981)

Valeurs	15 juin	16 juin
Indice général	167	167,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 19 juin : 11 1/2 %
COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en yen) : 233,85

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentage, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

BOURSE DE PARIS Comptant

19 JUIN

VALEURS	% du total	% de coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	2 196		Delors	780	748	Néon	465 50	460	Minard-Ressour	75	75
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740	Recher	127	127	Martin-Robert	1700	1700
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740	Ripoll	115	115	Monting, Martin	172	172
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740	Ripoll	115	115	Monting, Martin	172	172
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740	Ripoll	115	115	Monting, Martin	172	172

Obligations convertibles

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	2 196		Delors	780	748
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	2 196		Delors	780	748
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	2 196		Delors	780	748
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740

SICAV 18/6

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	2 196		Delors	780	748
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740

Règlement mensuel

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	2 196		Delors	780	748
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	2 196		Delors	780	748
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	2 196		Delors	780	748
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740
5 %	2 196		Dumas-Vieljeux	740	740

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. ÉCOLE: « Qui a peur ? », par Edmond Vandenmeersch; « Ce prétendu droit des parents », par Alexandre Rey-Hemmes.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
34. DIPLOMATIE
4. PROCHE-ORIENT

42.7. AFRIQUE
- « L'Occident sous la terreur » (I), par Jacques de Berris.

LES ÉLECTIONS
EUROPÉENNES

8 à 12. L'analyse du scrutin en Grèce, en Italie, en RFA, au Royaume-Uni et au Danemark.
- « Vieux Le Pen et jeunes Verts », par Alfred Grosser.

SOCIÉTÉ

14. La guerre psychologique.
16. Jacques Delors et l'école privée.
18. Un pari perdu: le mort de Médard.

CULTURE

20. ROCK: Springsteen et Costello mènent le jeu.
23. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

43. CEE: le contentieux agricole entre la RFA et la France rebondit.
- ÉTRANGER: en Grande-Bretagne, de nouveaux affrontements violents opposent des mineurs grévistes à la police.
44. AFFAIRES.
45. SOCIAL.

RADIO-TÉLÉVISION (22)
INFORMATIONS
- « SERVICES » (24):
« Vie associative »; « Météorologie »; « Journal officiel »; « Mots croisés ».
- « Informations classées (25 à 42):
Caract (23); Programmes des spectacles (21-22); Marchés financiers (47).

INCIDENT TECHNIQUE
AU PALAIS DE BERCY

Les répétitions du prochain spectacle prévu au palais omnisports de Bercy à Paris dans le douzième arrondissement, le 24 juin 44, le dimanche, ont dû être interrompues à la suite d'anomalies dans l'ancrage de la toiture de la salle.

Les services de sécurité de la préfecture de police ont constaté la rupture d'un boulon de serrage d'une poutre n'appartenant pas à la charpente maîtresse de la toiture mais servant de contrepoids à sa fixation, entraînant la faiblesse d'un des quatre points d'ancrage. Mettant à profit cet incident, les services de sécurité ont décidé de vérifier les quatre points d'ancrage de la toiture, la charpente métallique intérieure et l'échafaudage du toit en simultané, mardi 19 juin, un orage violent. Le spectacle sur le débarquement ne commença que le 25 juin prochain au lieu du 23.

Le numéro du « Monde »
daté 19 juin 1984
a été tiré à 625 342 exemplaires

CERRUTI 1881
LIGNE POUR FEMME
PARIS

Soldes

15 PL. de la MADELEINE
39 av. VICTOR-HUGO

A B C D F G H

M. Jacques Fauvet est élu
président de la Commission nationale
de l'informatique et des libertés

M. Jacques Fauvet, ancien directeur du *Monde*, a été élu, mardi 19 juin, président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), en remplacement de M. Jean Rosenwald, décédé le 2 juin. M. Fauvet a obtenu neuf voix contre six à M. Michel Elbel, conseiller (UDF-CDS) du seizième arrondissement de Paris, une à M^{me} Louise Cadoux, conseiller d'Etat, et une abstention.

M. Fauvet est le troisième président de la CNIL, depuis sa création fin 1978. L'élection, en décembre 1983, de M. Jean Rosenwald, ancien premier président de la Cour des comptes, par neuf voix contre huit à M. Jacques Thyraud, sénateur (RI) du Loiret-Cher et président sortant, avait représenté une défaite pour l'opposition qui comptait sur une réélection de M. Thyraud. C'est à la suite du décès brutal de M. Rosenwald, âgé de soixante-neuf ans, que M. Fauvet avait été nommé, sur proposition du garde des sceaux, membre de la CNIL au conseil des ministres du 13 juin dernier.

« Autorité administrative indépendante », rassemblant des parlementaires, des représentants des grands corps de l'Etat et des person-

nalités désignées en fonction de leur compétence, la CNIL est chargée de veiller à la bonne application de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Elle donne un avis sur la création de fichiers par l'administration, mais garantit aussi le droit d'accès individuel à ceux-ci. Rouage de contrôle démocratique essentiel, son dynamisme dépend, en grande partie, de la politique de son président.

[Né le 9 juin 1914 à Paris, M. Jacques Fauvet, licencié en droit, a commencé sa carrière de journaliste comme rédacteur à l'*Est républicain*, de Nancy, de 1937 à 1940. Prisonnier de guerre de juin 1940 à juin 1945, il entre en juillet 1945 au service politique du *Monde*. Il est ensuite, successivement, rédacteur en chef adjoint (1958-1963), rédacteur en chef (1963-1969), puis directeur (1969-1982) du *Monde* et cofondateur de la *SARL Le Monde* (1968-1982).

Inculpé en novembre 1980, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, à la demande du garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, qui estimait que cinq articles du *Monde* avaient jeté le discrédit sur la magistrature, M. Fauvet sera relaxé en application de la loi d'amnistie de septembre 1981. M. Fauvet fut président du jury du concours extérieur de l'école nationale d'administration pour l'année 1983.

Auteur de plusieurs ouvrages, notamment la *TV République* (1959) et l'*Histoire du parti communiste français* (1964 et 1965), M. Fauvet est croix de guerre 39-45 et commandeur de la Légion d'honneur.]

QUAND BOEING
VEND DES AVIONS
DE LOCKHEED

Pour la première fois de son existence, la société américaine d'aviation Boeing a vendu à l'un de ses clients des appareils conçus par l'un de ses concurrents, la société américaine Lockheed. C'est, toutes comparaisons gardées, ce qui se passe de longue date, déjà, sur le marché d'occasion automobile.

L'an dernier, Boeing a créé en son sein un département « avions d'occasion » qui lui permet de revendre des avions de seconde main achetés par la société pour faciliter une transaction. En effet, de nombreuses compagnies aériennes exigent désormais du constructeur qu'il leur rachète une partie de leur flotte ancienne lorsqu'elles décident de moderniser leur parc.

Cela vient d'être le cas pour une société californienne, Total Air, qui relie le Middle West des Etats-Unis à Hawaï pour le compte d'un organisateur de voyages dont le siège est à Las Vegas. Total Air a fait l'acquisition de deux long-courriers tri-réacteurs Tristar L 1011 de Lockheed auprès de Boeing, qui les avait lui-même surpris dans le cadre d'un accord précédent.

Le département « avions d'occasion » de Boeing a déjà pu placer un certain nombre de Boeing-747, mais c'est la première fois que la transaction conclue concerne des avions de Lockheed.

**Institut portuaire
d'enseignement
et de recherche**
Certificat d'Etudes
Supérieures
de transport international

8 Octobre 1984 au 30 Juin 1985

IPER-AFT

1 rue Emile Zola
76600 LE HAVRE CEDEX

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un grand maître tailleur

PANTALONS
A partir de 500 F

COSTUMES
MESURE 1 750 F

NOUVELLE COLLECTION
3 000 pièces
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle

Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
sur MESURE

UNIFORMES ET RISQUES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone: 742-70-81.
Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h.

CENT ANS D'AUTOMOBILE FRANÇAISE

Hommage au génie national

Pour deux mois, l'automobile est de retour au Grand-Palais, à Paris. Autrefois et jusqu'en 1961, chaque année, les salons s'y tenaient. Aujourd'hui, on y fête les cent ans de la construction française. M. François Mitterrand, venu en visite, a inauguré l'exposition mardi 19 juin en fin de matinée, avant que les portes s'ouvrent au public. Le président de la République a souri devant un modèle de voiture à gazogène et a semblé étonné par le prototype 1939 de la 2^e Citroën. Il n'a pas prononcé l'allocution attendue au stand de la robotisation, qu'il a longuement visité.

Le choix de 1984 pour fêter les cent ans de l'automobile française paraît à certains arbitraire. Mais on a trouvé là dans l'histoire des véhicules mécaniques nos dans notre pays une date qui correspondait parfaitement à une gigantesque opération venue bien à propos en ces temps difficiles que traverse la construction nationale, car il s'agit de cette année de rappeler le rôle essentiel que joue le génie français dans l'aventure et l'exploitation du moteur à explosion monté sur un châssis et des roues.

Edouard Delamarre-Deboestville et Léon Malandin, perdus jusqu'alors dans quelque cahier de l'histoire et qui débouchent en février 1894 le brevet d'un « moteur à gaz perfectionné et ses applications », ne sont, hélas ! plus là pour se réjouir de la remarquable entreprise qui a pris pour cadre la verrerie surchauffée du Grand-Palais à Paris en ce début d'été brûlant.

Mais rendons leur hommage pour avoir réussi, dans un siècle, sur un seul véhicule des éléments de segmentation des pistons, allumage électrique par pile, bobine et bougie, carburateur et son préchauffage par air chaud, échappement à silencieux, embrayage, direction par volant et autres détails moins spectaculaires mais tout aussi actuels, étaient déjà au rendez-vous.

Conservée certes au passé — une très riche collection de l'histoire de l'automobile — l'exposition du Grand-Palais se veut aussi et avant tout tournée vers l'avenir. Ainsi, des sept sections matérialisées par des pavillons de style très moderne, cinq concernent la recherche, l'énergie, la fabrication, l'environnement, l'économie et le social. Les robots et ordinateurs y triomphent. Les deux autres pavillons sont réservés au style et au sport. Ils comptent l'ensemble.

Les meilleures marques

**TRECA
EPEDA
SIMMONS
PIRELLI**
Les meilleurs prix

CAPÉLOU DISTRIBUTEUR

37, Avenue de la République - 75001 PARIS - Tél. 357.46.35
Métro: PARMENTIER

CURIEUSE TROUVAILLE
A LA PRISON D'AJACCIO

Que d'armes dissimulées dans la maison d'arrêt d'Ajaccio. Chaque pas de l'enquête apporte sa moisson. Trois armes sont retrouvées dans les premières heures suivant l'arrestation du commando qui s'introduisit, le 7 juin, dans la prison, pour abattre Jean-Marie Loeccia et Salvatore Contini. Ces trois pièces étaient posées sur une table dans le sas d'entrée. En évidence certes, mais sans grand intérêt. Leur calibre ne correspondait pas aux expertises balistiques en cours. Il faut chercher encore.

Où sont les deux autres armes ? Où sont les deux autres détonateurs ? Une première est découverte, rapidement dissimulée dans une conduite, chargée et prête à servir. La deuxième est enfin dénichée: elle était cachée dans la bourse d'un fauteur au parloir des avocats. Elle aussi était chargée. Curieuse trouvaille.

Etait-elle disposée là par MM. Nazario Luciani et Paul Ceccaldi, les deux militants nationalistes détenus que le commando voulait « libérer », opération manquée par l'arrestation de ce dernier et de ses complices ? Les deux détenus auraient pu tenter plus tard une évocation, dans le cours d'une prise d'otages ultérieure. Il leur aurait suffi de demander une autorisation de parloir. L'hypothèse est plausible. Cette découverte au parloir de la prison d'Ajaccio évoque d'autres affaires passées, telle celle de Mesrine. Décidément, cette prison recèle bien des mystères... — D. R.

Sur le vif

Kidnapping

Hautement suspectes, ces photos des Seldarov prises, dit-on, dans un parc ensolé à Gorki et publiées mardi par le quotidien allemand *Bild Zeitung*. Elles lui auraient été remises sous le manteau — on croirait vraiment des photos prises par un « journaliste » soviétique, Viktor Louie, très bien vu par le régime et qui bénéficie d'allures des faveurs du KGB. Alors, comme c'est lui, et lui seul, qui en garantit l'authenticité.

Si c'est pour rassurer Mitterrand et lui permettre de partir en toute bonne conscience, ça me paraît un peu gros. Et un peu mince. Si c'est pour toucher la récompense de 10 000 dollars promise par les services des Seldarov à qui leur donnerait des nouvelles de leurs parents — ils ne savent toujours pas s'ils sont morts ou vivants, — croyez-moi, Viktor Louie va faire chou blanc. Ils ne sont pas fous quand même ! Ils ne vont pas casquer pour lui permettre de compléter son décaissement de sommes voisines de cours.

Qu'est-ce que c'est que ça ? Demandez à qui ça ressemble ? Demandez à n'importe quel petit truand spécialiste du rap, à vous dire que des photos, même en couleurs, sans aucun accessoire susceptible de les dater, de les

sivier, n'ont jamais réussi à convaincre les proches de la survie de la victime.

Il y a tout un code, toute une symbolique pour ça. Rappelez-vous les photos d'Aldo Moro prisonnier des Brigades rouges, ou l'oreille de Getty, ou le petit doigt d'Empein.

Allez, assez rigolé. Maintenant il va falloir songer à se conduire en pro du kidnapping. Pourquoi s'être adressé au *Bild* d'abord ? Ce n'est pas KGB qui va à Moscou que je sache. Non, à tout faire parvenu, dans les heures qui viennent, à l'Agence France-Presse soit une lettre autographe et circonstanciée de l'académicien, soit un document, un message enregistré d'autant plus facile à authentifier qu'il contiendrait un détail connu de ses seuls intimes.

Ce sont des amateurs, ces gens du Kremlin. Ils nous prouvent vraiment pour des crimes. Comme si, nous, ici, on n'avait jamais eu affaire à des gangsters. Ils sont tellement intoxiqués par leur propre propagande qu'ils vont finir par y croire, ma parole ! Il y a un très bon moyen, très simple, de nous rassurer sur l'état de santé des Seldarov, c'est de les libérer. C'est aussi bien ça.

CLAUDE SARRAUTE

Le Quai d'Orsay « déplore » la mort dans la prison
d'Istanbul de plusieurs grévistes de la faim

Trois défunts de la prison militaire d'Istanbul ont succombé des suites d'une grève de la faim, a indiqué lundi 18 juin un communiqué du commandement de l'état de siège d'Istanbul. Selon ce communiqué, les trois défunts, Abdullah Merat, Jayder Beabage, Farid Okunumus, ont refusé toute aide médicale.

Le communiqué militaire, nous rapporte notre correspondant, accuse certains délégués d'avoir continué à exhorter des prisonniers à leurs camarades afin qu'ils poursuivent leur mouvement. Cette grève de la faim, relancée sporadiquement depuis plusieurs mois dans différents prisons, a pour objectif d'obtenir le statut de prisonnier politique et une amélioration des conditions de détention. Selon le communiqué militaire, elle vise à « discréditer la Turquie auprès de l'opinion internationale ». Pour sa part, le premier ministre turc M. Ozal a estimé que les revendications des

grévistes de la faim sont « incompatibles ».

A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré ce mardi début d'après-midi « Nous déplorons le mort de ces prisonniers. Nous souhaitons que l'entreprise de démocratisation que le gouvernement turc déclare vouloir conduire s'accompagne de mesures propres à assurer le respect de la dignité humaine ».

[Selon les familles des prisonniers, quatre délégués, anciens militants du mouvement d'extrême gauche Dev Yol, et ses trois, seraient morts à Istanbul depuis le vendredi 15 juin. Nous avons pu confirmer la fin de la grève de la faim de deux délégués, après le décès de deux délégués à Istanbul, après une campagne de gouvernement accompagnée de quelques références partielles.

MANDAT D'ARRÊT INTERNATIONAL
CONTRE LE
CONSERVATEUR DU MUSÉE
DE CLEVELAND (OHIO)

M. Jean-François Michau, premier juge d'instruction à Paris, a délivré un mandat d'arrêt international contre M. Sherman-Emery, conservateur du musée d'Art de Cleveland (Ohio), pour complicité d'exportation en contrefaçon.

Une enquête des douanes menée depuis près de deux ans semble avoir établi, en effet, que M. Les achète en janvier 1981 à M. Philippe Bérin-Mourou, Français résident au Canada et en Suisse, un Poussin, la *Madone à l'encolure*, pour 2,2 millions de dollars sans respecter le droit de préemption des Musées de France, sans déclaration d'exportation et avec une fausse déclaration d'importation aux Etats-Unis, puisque le tableau était présenté comme étant sans valeur.

M. Bérin-Mourou enquête également des poursuites, tant en France qu'aux Etats-Unis.

An Salvador

PEINE MAXIMUM
POUR LES ASSASSINS
DES RELIGIEUX
AMÉRICAINS

Les cinq anciens gardes nationaux de l'armée salvadorienne, reconnus coupables du viol et du meurtre de quatre religieux américains en décembre 1980, ont été condamnés, lundi 18 juin, à la peine maximum prévue par la loi, soit trente ans de prison.

C'est un jury salvadorien qui s'est prononcé sur la culpabilité des anciens militaires, dont le procès avait sans cesse été, jusqu'en mars 1984, retardé par les autorités.

La sentence illustre le nouveau climat créé par la victoire de M. Duarte à l'élection présidentielle. Ce dernier a affirmé sa volonté de lutter contre les Escadrons de la mort et de restaurer les droits de l'homme dans son pays.

Plus vite,
moins cher !

**Vous cherchez
• une 305 !
• une 505 !**

Nous vous la proposons, à des conditions spéciales !
Nombreux autres modèles disponibles (tous types):
205 CR, SR, GT • SAMBA • TALBOT HORIZON • SOLARA

**PEUGEOT-TALBOT
NEUBAUER**
M. GÉRARD 821.60.21
227, bd Anatole France, ST-DENIS - Métro: Mairie de St-Denis

4051001550